

● TÉLÉVISIONS D'EUROPE : LES PIÈGES DE LA PRIVATISATION - Pages 2 à 5

**LE MONDE**  
diplomatique

28 pages - 15 F

Algérie : 6 DA Gr.-Bret. : 1,10 £  
Autriche : 19,00 F Irlande : 1,70 £  
Belgique : 85 FB Italie : 3 500 lire  
Canada : 2,25 \$ C. Mex. : 14,50 esc.  
C-Fr. : 870 F CFA P.-Bas : 5,00 FL  
Espagne : 270 P Singap. : 900 F CFA  
E.-U. : 2,10 \$ US Suisse : 1,50 FS  
Tunisie : 1,300 DA

Abonnements : voir tarif page 9

Publication mensuelle - 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Aux Etats-Unis, la culture populaire flirte avec la bombe (Page 7.)

DE L'ANTITERRORISME AUX CONFLITS COMMERCIAUX  
**Démocraties : solidaires et rivales**

**V**OLONTÉ d'impressionner un allié coupable de ne pas se comporter en vassal suffisamment docile ? Une incroyable campagne antifrancophone s'est déclenchée aux Etats-Unis lorsque Paris a refusé aux F-111 l'autorisation de survoler le territoire national pour aller bombarder Tripoli et Benghazi. Ce qui frappe dans cette vague d'hostilité, c'est moins sa virulence que sa vulgarité : le présentateur d'une émission télévisée très populaire a jeté une tarte à la crème à la tête d'un acteur représentant un Français qui s'étonnait de cette hargne à l'encontre d'un pays que, récemment encore, l'Amérique considérait comme son meilleur allié.

Par **CLAUDE JULIEN**

Lorsque le débat s'abaisse à ce niveau, toute tentative de le situer sur son vrai terrain paraît dérisoire. Au risque de se faire rabrouer, fait-il rappeler que toute alliance se fonde sur le respect de la souveraineté des partenaires ? Voilà bien longtemps que cette idée figure à peine dans les discours officiels. Dans la réalité, d'autres pratiques prévalent. Depuis longtemps, Washington informe ses alliés mais ne les consulte pas. Aux pressions économiques sur les pays réputés amis, et aux bombes sur les adversaires les plus faibles, s'ajoute désormais une arme nouvelle : la grosse farce.

Un tel raccourci dénature l'histoire. Les démocraties, répète-t-on, sont solidaires : face à la menace soviétique, au terrorisme international, à la crise économique, etc. Le sommet de Tokyo vient encore de marquer les limites de cette solidarité, proclamée avec d'autant plus d'éloquence qu'elle est moins perceptible dans les faits. Mais il en fut ainsi de toute éternité. Le propre d'une « belle et bonne alliance » est de s'efforcer d'établir une aussi grande convergence que possible entre des intérêts nationaux qui - pour des raisons géographiques, politiques, industrielles, commerciales, démographiques - sont rarement identiques et souvent concurrentiels. Pourquoi s'en offusquerait-on ? Au moment de l'expédition de Suez (1956), la diplomatie américaine avait joué contre l'alliance franco-anglo-israélienne : tout comme Moscou, Washington avait alors brandi la menace de ses armes nucléaires pour arrêter l'expédition, et, pour faire pression sur Londres, les Etats-Unis vendaient à tort de bras des livres sterling dont le cours ne tarda pas à s'effondrer (2). Indéfectible amitié et liens privilégiés...

**L'ingratitude de la France**

**P**AREILLE acrimonie n'est pas sans précédent. A la belle époque où le dollar était convertible, de Gaulle poussait l'outrecuidance jusqu'à troquer ses billets verts contre l'or de Fort-Knox. Inconcevable affront, qui suscita outre-Atlantique une frénétique réaction : les consommateurs furent sommés de boycotter les produits français, les touristes d'éviter l'Hexagone.

Le général ne faisait donc pas confiance à la parole de Washington ? Puisque le dollar était convertible, le papier-monnaie valait de l'or, et il était donc inutile de le convertir... Dans cette irréconciliable logique, la bonne foi américaine ne pouvait être mise en doute. Mais pas davantage la perspicacité du général : encore un peu de temps et, l'intérêt national l'emportant toujours sur l'amitié et sur le respect des règles établies, le président Nixon, pris à la gorge - déjà - par son déficit commercial, supprimerait en 1971 la convertibilité du dollar.

engagements à l'égard d'autres pays, c'est parce qu'il voit dans ces alliances, liens, engagements, autant de moyens de servir les seuls intérêts nationaux dont il ait la garde : les siens. Comme il doit alors prendre soin de ne point paraître trop cynique, il croise ses choix de considérations idéalistes, invoque les grands principes, parle de devoir et d'amitié. Sans en croire un mot, il convient alors de répondre sur le même ton. Ainsi va le monde.

Ambassadeur auprès des Nations unies, chargé par le président Reagan d'expliquer à divers gouvernements européens les raisons du raid sur la Libye, le général Vernon Walters, après s'être entretenu avec MM. Mitterrand et Chirac, se conformait donc à la règle lorsqu'il déplorait à la télévision l'« ingratitude » de la France (1), oubliant des coûts de nourriture expédiés d'Amérique après la guerre. Toute l'Europe avait vu dans ces envois la marque d'une réelle générosité. Mais non, ces colis, il faudrait les payer, quarante ans plus tard, en autorisant les F-111 à survoler la France. On reprocha même aux Français, égoïstes, de faire fi de l'aide décisive apportée par les soldats américains au cours des deux guerres mondiales.

Car, en dépit de toutes les enjolivures oratoires, l'intérêt national a toujours commandé, et commandera toujours, la politique des Etats. Lorsqu'un gouvernement conclut des alliances, noue des liens de solidarité, prend des

**L'heure des « réalités vraies » en Union soviétique**

Une fois de plus, l'URSS met en route un train de réformes dans l'espoir de dynamiser son appareil productif, ce qui ne va pas sans un changement des mentalités. Les autorités font appel à des « réformistes » que, du moins pour certains d'entre eux, on avait vu à l'œuvre, pour une courte période, au début des années 60. Cette fois-ci, règne en Union soviétique le sentiment que l'effort entrepris est celui de la dernière chance. Et quelque chose commence à bouger dans diverses couches de la société.

**Ceux par qui le changement arrive...**

Par notre envoyé spécial **JEAN-MARIE CHAUVIER**

« Mon siècle approche de son déclin le vôtre aussi mes négociateurs. Cartes sur table, enfin ! De siècle vous n'en avez pas d'autre. »

**ANDRÉI VOZNESSENSKI**  
Incontrôlable, trad. Léon Robel, Gallimard, Paris, 1983.

« **D**'ICI à la fin du siècle, va se décider l'issue de la compétition entre socialisme et capitalisme. Si nous n'arrêtons pas la dégradation en URSS, si nous ne réalisons pas un tournant radical, cette issue ne sera pas en notre faveur, et tous les acquis du socialisme seront perdus. »

Cette vision dramatisée de l'avenir est celle d'une personnalité soviétique. Elle a été formulée dans une conférence semi-publique à Moscou. Surprenant ? Ce n'est certes pas tout à fait le discours officiel. Mais le nouveau numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du Parti communiste, n'est pas très éloigné de ce point de vue : « Si nous n'en venons pas à bout [des problèmes d'aujourd'hui], nous porterons atteinte à tout ce que nous avons obtenu au prix d'immenses efforts dans le passé et nous rendrons notre avenir plus difficile (1). »

Devant l'un de ses auditeurs, à Leningrad, le secrétaire général du PC ne se fait pas plus rassurant : « Pourquoi ne pas nous arranger une vie tranquille ? Vrai : ne pourrions-nous pas vivre plus calmement ? Après soixante-dix années de tension, pour ainsi dire, depuis Octobre [1917], il semblerait que l'on puisse s'assoupir. Non, camarades, une telle

**Dans ce numéro :**

- La Suède de l'après-Palma (Page 13.)
- Le Ghana, du coup d'Etat populiste à l'austérité libérale (Page 21.)
- Chronis Mississ : parcours d'un résistant (extraits) (Page 24.)

**UN POUVOIR SOLIDEMENT STRUCTURÉ**  
**Force et faiblesses du régime iranien**

Outre le coût humain et financier de la guerre avec l'Irak, voici que l'Iran doit également faire face aux effets sur son économie de la chute du prix du pétrole. Le pouvoir chiite semble néanmoins tenir la situation bien en main, s'employant constamment à consolider les assises de la révolution islamique. Contre le régime du président irakien Saddam Hussein, il exploite au mieux les atouts politiques et diplomatiques pouvant l'aider à poursuivre

son combat (voir pages 14 et 15). Sur le plan interne, il a pris la précaution de démultiplier les centres de pouvoir, de telle sorte qu'il paraît à l'abri de toute tentative de déstabilisation. Restent les dissensions au sein même de l'équipe dirigeante, qui laissent planer l'incertitude sur le sort de la révolution après la disparition de l'imam Khomeiny.

**A**LORS que la République islamique entre dans sa huitième année et que la santé de son fondateur, l'imam Khomeiny, âgé de quatre-vingt-six ans, reste précaire, l'avenir du régime dépend en grande partie d'une question : dans sa forme actuelle, la République islamique a-t-elle trahi la révolution iranienne dont elle se veut l'héritière ?

Amorcée dès la chute du chah, en février 1979, la monopolisation du pouvoir par le clergé chiite est désormais parachevée : grâce à l'élimination physique de ses anciens alliés (l'opposition - les nationalistes (Front national), l'extrême gauche marxiste (Fadayané khalq), l'extrême gauche islamique (Modjahédine khalq) et les communistes prosoviétiques (parti Tondéh), - aucun domaine n'échappe plus au contrôle de l'appareil clérical, à commencer par la structure de l'Etat.

Par **AHMAD FAROUGHY**

étrangers comme source de chaos, voire d'anarchie, cette forme de gouvernement est en réalité l'un des garants de la continuité de la théocratie chiite.

En effet, au sommet de l'Etat se trouve le *faïqh* (1), dont les devoirs et les responsabilités incombent actuellement à l'imam Rouhollah Khomeiny. Selon l'article 5 de la Constitution, seul un « docteur du dogme » - c'est-à-dire un membre du clergé chiite - « juste, vertueux, au courant de l'évolution de l'époque, courageux, efficace et habile, qui est accepté comme guide par la majorité du peuple », peut occuper cette position (aucun article ne spécifie comment la « majorité du peuple » peut exprimer son choix). Toujours selon la Constitution, les fonctions du *faïqh* sont ainsi définies : il désigne la moitié des douze membres du Conseil de surveillance de la Constitution, obligatoirement issus du clergé chiite (art. 91) ; il nomme les plus hautes autorités judiciaires du pays, également des cléricaux chiites (art. 162) ;

enfin, il assure le commandement suprême des forces armées, bénéficiant dans ce domaine de pouvoirs très étendus (art. 110). Les candidatures à la présidence de la République sont préalablement soumises à l'approbation du *faïqh*, qui a le droit de révoquer le chef de l'Etat, après une procédure légale ou parlementaire de destitution (art. 110) - tel fut le cas en juin 1981 pour M. Abol-Hassan Banisadr.

Le Conseil de surveillance occupe la seconde position dans la hiérarchie du pouvoir. Créé afin d'éviter que le Parlement ne contrevienne aux « commandements de l'Islam et à la Constitution », il contrôle les lois et décrets votés par les députés. Outre les six membres du clergé chiite nommés directement par l'imam Khomeiny, le Conseil de surveillance est composé de six juristes - élus par le Parlement sur une liste de juristes islamiques présentée par le Conseil supérieur judiciaire.

**avec sécury-film®**  
**HALTE AUX VOLEURS**  
FILM POLYESTER INVISIBLE S'APPLIQUANT SUR VOS VITRAGES EXISTANTS (résistance de 2 600 kg force/cm²)

**RÉSISTE**  
● aux cambriolages (diamants...)  
● aux explosions (1 200 g de TNT...)  
● au feu (90° pendant 25 mn).

**VOUS PROTÈGE**  
à 99 % des rayons ultra-violets (évite la décoloration des tissus, cuir...)  
● au feu (90° pendant 25 mn).

**CONTRE VANDALISME, TERRORISME, CAMBRIOLAGES**  
**GARANTIE 10 ANS**

avec les films **solaire-plus**  
**PROTÈGEZ VOS BUREAUX** de la gêne du soleil  
● esthétique (teinté)  
● très efficace (rejette jusqu'à 86 % de l'énergie solaire).

lesques **solaires-plus**  
**POUR VERRIÈRES**  
● réduit la chaleur  
● évite l'éblouissement  
● diffuse plus agréablement la lumière.

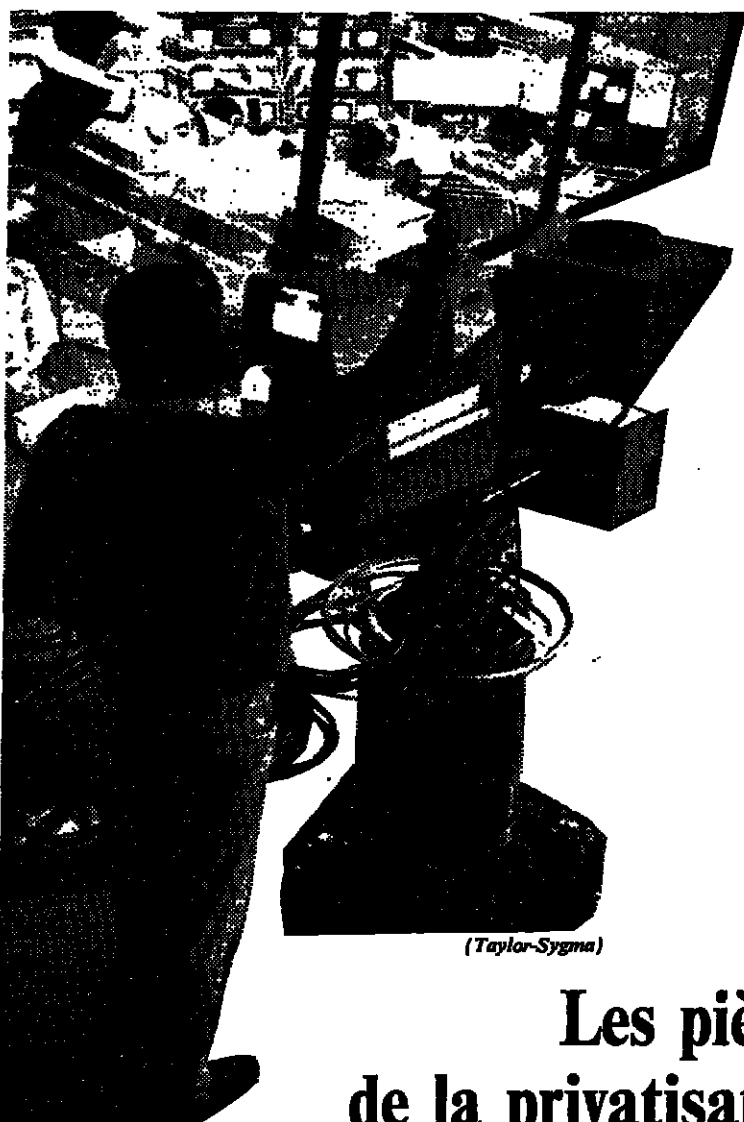
Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir d'urgence une documentation complète sur :  
 **SECURITY-FILM**  
 **FILM SOLAIRE-PLUS**  
 **LAQUE SOLAIRE-PLUS**

Nom ..... Prénom .....  
Société .....  
Fonction .....  
N° ..... Rue .....  
CP ..... Ville .....  
Tél. domicile ..... Poste .....  
Tél. travail .....  
intéressé par  
 Pavillon  Appartement  Magasin  
 Vérande  Voiture  
 Atelier  Société

**POLYPROTEC**  
8, place de la Madeleine  
75008 PARIS  
Tél. : (1) 42-61-61-61 +

Fabricant français, recherche distributeurs et installateurs, France et tous pays étrangers.

# TÉLÉVISIONS D'EUROPE



(Taylor-Sigma)

## Les pièges de la privatisation

Par IGNACIO RAMONET

**N**ULLE part en Europe une chaîne de télévision du service public n'a été privatisée, pas même dans la Grande-Bretagne néolibérale de M<sup>me</sup> Thatcher. La mesure s'impose-t-elle en France ? Les convoitises paraissent très fortes, car les images, au-delà de leur dimension culturelle, sont devenues des produits de haute rentabilité économique. Et le projet de gouvernement français survient à un moment où l'ensemble du secteur audiovisuel est, partout, bouleversé par des innovations et des transformations radicales.

De grands groupes de communication se sont récemment constitués par un rapide effet de concentration de capitaux ; ils aspirent à contrôler un bassin d'audience plus vaste que leur marché traditionnel et font preuve d'ambitions internationales, à l'échelle européenne ou mondiale. Ces groupes adoptent actuellement ce qu'il est convenu d'appeler une « stratégie multimédia » et produisent des images adaptées à la multiplication des réseaux de diffusion.

Un téléfilm, une émission, un reportage, bref, un programme audiovisuel — à l'instar d'une donnée informatique, — se rentabilise désormais au nombre de ses diffusions ; celles-ci étant assurées par plusieurs moyens : ondes hertziennes, câble, satellites, magnétoscopes... Et cette multiplication des supports de diffusion a fortement accéléré la circulation des programmes, entraînant d'importantes conséquences : par exemple, elle a contraint les groupes de communication à se livrer à une véritable guerre des images dans l'espoir de contrôler et de contrôler, dans un esprit industriel, l'ensemble des supports de diffusion, seul moyen de conserver ou d'atteindre l'audience maximale. Un modèle de cette stratégie est fourni par la société Fininvest de M. Silvio Berlusconi, qui est parvenue à absorber les trois réseaux de télévision privée d'Italie, a pris pied en France et s'apprête à le faire en Espagne et en Belgique. La recherche de la plus large audience permet de vendre au plus haut prix des espaces publicitaires et rentabilise, en fin de compte, les images.

Telle est la logique qui, partout en Europe (comme le montrent les articles de ce dossier), préside à l'action des entrepreneurs privés, propriétaires de chaînes de télévision. Leur quête de la rentabilité et leur conception de la télévision comme support publicitaire tendent à faire de la plupart des chaînes privées de simples consommatrices d'images plutôt que des productrices. Car produire coûte cher, et l'on préfère acheter à moindre coût des programmes déjà rentabilisés ailleurs (souvent aux Etats-Unis).

Une puissante télévision de service public, dans ces circonstances, représente effectivement une indispensable garantie pour l'audiovisuel national, pour les industries de programmes et pour la liberté de choix des citoyens (sans parler des enjeux culturels dont Federico Fellini, dans *Ginger et Fred*, a tout dit).

En France, les masses financières (environ 5 milliards de francs) qui vont se mobiliser pour le rachat de TF1 seraient mieux utilisées dans un secteur industriel créateur d'emplois alors que, investies de la sorte, elles ne permettraient même pas de renforcer le secteur audiovisuel (ce qui aurait pu être le cas, à la rigueur, si ces sommes avaient été investies dans les chaînes privées déjà existantes : Canal Plus, la « 5 » et TV6). En transférant 40 % de l'audiovisuel français à un secteur privé fondamentalement préoccupé par le seul profit, le gouvernement ferait courir un énorme risque à l'ensemble des industries de la communication, qui occupent une place de plus en plus importante dans l'économie nationale.

La désertion de l'Etat dans un enjeu de cette taille, à l'heure où les grands groupes multimédias américains disposent d'atouts impressionnants, ouvre la porte à bien des périls. Et l'on peut se demander : une nation qui ne maîtriserait plus la production de ses images serait-elle encore, aujourd'hui, une nation ?

- En France sur la Côte d'Azur -  
**COURS DEVIENNE**  
 Enseignement privé dans le calme et la verdure à  
 "LA CHARMERIE" à CIMIEZ (NICE)  
 Professeurs hautement qualifiés  
 Internet - Externat - Demi-pension  
**ANNÉE SCOLAIRE**  
 des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D  
**COURS DE VACANCES**  
 du 4 Août au 29 Août  
 2, av. Villebois Mareuil - NICE - Tél. 93 81 42 62

# Indispensable service

« **T**OUT ce qui peut être privaté doit l'être », c'est ainsi qu'au début de cette année le parti de M. Jacques Chirac présentait à Paris son projet audiovisuel (1). Confrontée à la réalité, comme beaucoup de pétitions de principe, cette forte phrase semble devoir déboucher sur des actions plus pragmatiques. Et l'émotion suscitée par l'intention gouvernementale de privatiser TF1 montre, que, dans le domaine de la communication audiovisuelle, la radicalité néolibérale peut conduire à bien des déboires.

Jusqu'en 1984 les Français n'ont connu qu'un seul système de télévision : celui du monopole de service public. Tout naturellement, pour la plupart d'entre eux, le monde télévisuel semblait donc partagé entre télévision à propriété publique et télévision à propriété privée.

Il est cependant largement admis depuis longtemps (2) qu'existent au moins trois types de télévision : l'organisme d'Etat, sous le contrôle direct d'un gouvernement ; l'organisme de service public autonome ; et la télévision commerciale dont le but est le profit, ces deux dernières catégories pouvant être de propriété privée ou publique.

La nature des programmes ne dépend pas du mode de propriété de la société ou de l'organisme qui l'exploite, la véritable ligne de partage se situe entre la télévision à vocation commerciale et les autres. Il ne s'agit pas d'un jugement sur la qualité des émissions, mais d'une perception de la finalité de la programmation, c'est-à-dire des types de programmes diffusés et de la stratégie de conquête des spectateurs.

\* Directeur de Communication média technique, Paris.

« La communication est un bien marchand qui donne lieu à rémunération, et celle-ci n'existe que si le contenu apporte à l'utilisateur une satisfaction durable (3). » Rares sont ceux qui, en France, contesteraient une telle affirmation. Mais faut-il en déduire que, pour une chaîne à vocation commerciale, financée par la publicité, l'usager est véritablement le spectateur ? En fait, l'activité d'une telle chaîne consiste d'abord à vendre « des paquets d'yeux et d'oreilles » aux annonceurs et, accessoirement, à fournir un service aux téléspectateurs. De par sa nature même, cette orientation implique un certain contenu. Le directeur des programmes sait que sa grille met en jeu des millions de francs de recettes publicitaires. Dans ces conditions, l'audience doit être, à chaque instant, la plus importante et le rester le plus longtemps possible : aucun téléspectateur ne doit échapper aux « écrans » de publicité.

Le tableau 1 (ci-dessous) illustre les contraintes d'un système fondé sur

l'optimisation de l'audience. On y constate que le spectateur passe le maximum de temps à regarder des émissions de fiction. Si cela était possible, une chaîne exclusivement faite de fiction serait donc l'idéal à atteindre. Mais il s'agit là précisément de réalisations fort coûteuses, et les films de cinéma ne sont pas disponibles en nombre suffisant pour remplir l'ensemble d'une grille.

Le deuxième choix est constitué par les programmes d'information, principalement les journaux télévisés, tout aussi onéreux et qui, de surcroît, ne peuvent être multipliés ou démesurément allongés sans perdre leur attrait. Viennent ensuite les émissions de musique, de jeux et de divertissement. Là, que, de jeux et de divertissement heureusement, la demande n'étant pas négligeable, on peut tabler sur leur multiplication. Enfin, dernier choix, le sport, qui obtient de forts taux de satisfaction. Cette logique chiffrée fournit également les éléments de base d'une télévision commerciale.

## L'asservissement publicitaire

Le tableau 2, qui présente (page 3) la structure des programmes des chaînes commerciales nationales américaines aux heures de grande écoute, est à cet égard édifiant : 78 % de séries, 15 % de films ou téléfilms et 6 % d'actualités et de sport. Indépendamment de la qualité des émissions, force est de constater que la logique commerciale conduit le spectateur à un considérable rétrécissement de ses choix. N'étant pas soumises aux mêmes contraintes, les télévisions gouvernementales et de service public peuvent-elles y échapper ? Rien ne le garantit...

Une idée communément admise veut que la multiplication des chaînes, en

particulier grâce au câble, permette de dépasser les limites inhérentes à la télévision commerciale. Le rôle assigné à une télévision publique — élargir l'éventail des choix — serait alors assuré par des chaînes thématiques.

En fait, l'évolution actuelle aux Etats-Unis prouverait plutôt le

(1) Communication demain, rapport de synthèse, Paris, 1984, p. 32.

(2) Cf. Recommandations concernant la standardisation internationale des statistiques sur la radio et la télévision, dix-neuvième conférence générale de l'UNESCO, 1976.

(3) Communication demain, op. cit., p. 15.

Tableau 1 : DES SPECTATEURS FRIENDS DE FICTION ET D'INFORMATION  
 Nature et coûts des programmes des chaînes publiques françaises

Type d'émission	Diffusion	Réception	Production (coût horaire)
Fiction .....	21,6 %	35,7 %	de 1 million à 6 millions de francs (droits de diffusion d'un épisode de Dallas : 200 000 F)
Documentaires .....	18,3 %	8,4 %	de 250 000 à 950 000 F
Information .....	17,6 %	19,9 %	de 150 000 à 600 000 F (sauf journaux télévisés)
Musique, jeux et divertissements .....	15,9 %	18,2 %	de 130 000 à 1 million de F.
Sports .....	8,3 %	7,3 %	de 300 000 à 750 000 F
Programmes pour enfants et adolescents .....	7,2 %	1,9 %	
Publicité .....	7,7 %	6,3 %	
Autres .....	3,4 %	2,3 %	

Sources : Michel Souchon, TF1 ; rapport de M. Jean Cluzel, première session ordinaire de 1985-1986 du Sénat, document n° 96, annexe 47.  
 NB. — La diffusion correspond à l'ensemble des programmes présentés sur TF1, A2 et FR3, soit 11 370 heures pour 1984. La réception correspond à la part du temps d'écoute d'un téléspectateur moyen, qui consacre 944 heures par an à la télévision.

## GRANDE-BRETAGNE

# Une coexistence

Par FRANÇOIS GARÇON \*

**V**OILA un peu plus de trente ans que, en 1954, le gouvernement conservateur britannique de Sir Anthony Eden, à la suite d'une campagne menée par un lobby particulièrement efficace, inventa un modèle de cohabitation viable entre télévision privée et télévision publique.

Fondé sur la coexistence concurrentielle entre la British Broadcasting Corporation (BBC), régie par une charte royale et financée par la redevance, et des chaînes commerciales de statut privé, contrôlées par une autorité indépendante, il a résisté au temps, tout comme aux assauts politiques et corporatistes.

La BBC, radio et télévision confondues, emploie aujourd'hui 29 147 personnes (1). L'acte de naissance de la télévision date de 1936, mais son démarrage effectif s'est produit en 1946. Confrontée, à compter de 1955, à la concurrence de la télévision commerciale, la BBC n'a regagné une parité d'audience que dix ans plus tard, au terme d'une longue bataille de programmes.

Dotée en 1985 d'un budget de 8,4 milliards de francs (dont 72 % consacrés à la télévision), la BBC a émis 10 879 heures sur l'ensemble de ses deux réseaux, BBC 1 et BBC 2. Loin d'être concurrentes, ces deux chaînes sont, au contraire, complémentaires : BBC 1 s'emploie à distraire et vise le grand public ; plus culturelle, BBC 2 fonctionne à la manière d'une télévision éducative et, bien qu'elle s'en défende, apparaît plus élitaire.

Si la BBC est devenue un tel outil, elle le doit pour partie à l'existence d'une télévision commerciale inaugu-

\* Chargé de cours à l'Ecole polytechnique, Paris.

rée, pour la région de Londres, en septembre 1955.

Avec ses quinze sociétés indépendantes d'un poids fort variable tant en termes financiers qu'en matière de couverture géographique, l'Independent Television (ITV) forme un réseau de contractants privés dont le maillage s'est renforcé ces dernières années. A l'initiative du gouvernement conservateur de M<sup>me</sup> Thatcher, en effet, deux nouveaux opérateurs ont été mis en place : en novembre 1982, Channel Four, puis, trois mois plus tard, la télévision du matin, ou TV AM. Ce système unique en son genre semble servir de modèle — au moins Channel Four — à tous ceux qui, tant en France qu'en Espagne, travaillent au remodelage des télévisions de service public. Pour chapeauter et moraliser ce réseau commercial fut créée, en 1954, l'Independent Television Authority (ITA), devenue, par la suite, Independent Broadcasting Authority (IBA).

Les sociétés indépendantes versent annuellement à l'IBA une redevance qui leur donne le droit d'émettre des programmes lestés d'un maximum horaire autorisé de six minutes de publicité, et ce à destination de bassins d'audience très précis.

En 1985, avec un budget de 10,34 milliards de francs, ITV a dif-

fusé 6 448 heures (hors programmes locaux) et Channel Four (finale de l'IBA), 3 640 heures, soit un total de 10 088 heures, c'est-à-dire 791 de moins que la BBC. Le total horaire britannique — secteurs public et privé confondus — est néanmoins respectable (20 967 heures) et dépasse de 9 597 heures ce que les trois chaînes du service public français ont offert à leurs téléspectateurs.

Les effectifs d'ITV (18 750 personnes) sont inégalement répartis. De 1 800 à 2 500 salariés se pressent en effet dans chacune des cinq grandes sociétés de la fédération qui couvrent Londres, le nord-ouest de l'Angleterre, les Midlands Est, les Midlands Ouest et le Yorkshire, mais ils ne sont que 75 dans les petites compagnies régionales telle Channel Television. L'ITV prend en charge les effectifs de l'IBA (1 450 personnes), organisme chargé de désigner les compagnies sous contrat, de surveiller la publicité, de contrôler les programmes et de les transmettre. Tâches souvent techniques qui interviennent tout parallèlement avec les fonctions de l'actuelle Haute Autorité française de l'audiovisuel ou de la future Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL).

## « Les meilleurs programmes du monde »

**C**HAQUE télévision nationale prétend produire « les meilleurs programmes du monde ». Présomptueuse, sinon inepte dans la plupart des cas, cette affirmation est sans doute exacte pour la télévision du Royaume-Uni. Ainsi, depuis sa création en 1948, le prix Italia — la plus prestigieuse des récompenses attribuées à des émissions de télévision — est revenu vingt-six fois à la Grande-Bretagne contre neuf fois à la Suède, ex aequo, en l'occurrence, avec la France (2).

Un autre indicateur, qui permet d'apprécier objectivement la qualité télévisuelle britannique, est le montant de ses exportations : en 1982, le total de ses ventes de programmes s'élevait à 161 millions de francs ; en 1983, à 885 millions de francs (3) et en 1984 à 1,38 milliard de francs (4). A elle seule, la société London Week-End Television (LWT) a dégagé, en 1985, 275 millions de francs auprès des acheteurs étrangers. A titre de comparaison, en 1985, France Média International (FMI) — société chargée de

مكتبة الأمل



responsable service

# public

contraire : le gros du public et des abonnés se porte, en effet, sur les chaînes reproduisant la programmation des trois grands réseaux hertziens (ABC, CBS et NBC), et cela entraîne la disparition des programmations différentes. Comme l'écrit *Screen Digest* : « L'argument qu'une abondance de chaînes pour le câble apporte une plus grande variété de programmes peut

Tableau 2 : LE MODÈLE AMÉRICAIN

Structure des programmes hebdomadaires aux heures de grande écoute (prime-time) des trois réseaux commerciaux américains (ABC, CBS, NBC), pour la saison 1985-1986 :

Genre d'émission	Diffusion
Séries	%
- policiers, espionnage, aventure...	42
- comédies	15
- séries et séries musicales	12
- mystère, science-fiction	3
- divers	3
- dramatique/médical	3
Téléfilms/films	15
Actualités/sports	6
TOTAL	52 h

Source : *En bref, services culturels de l'ambassade de France, New-York, novembre 1985.*

être considéré comme proche du mythe (4).

Les télévisions ne dépendant pas exclusivement du marché publicitaire pour leur financement - c'est le cas des chaînes publiques - sont donc les seules à pouvoir offrir une plus grande variété de choix. Et il serait abusif d'en conclure que ce type de programmation est élitiste. La preuve : sur des marchés entièrement libres, comme le sont ceux des Etats-Unis et du Japon, l'audience instantanée des chaînes non commerciales est souvent faible, mais leur public, dans sa composition, est quasiment identique à celui des autres chaînes.

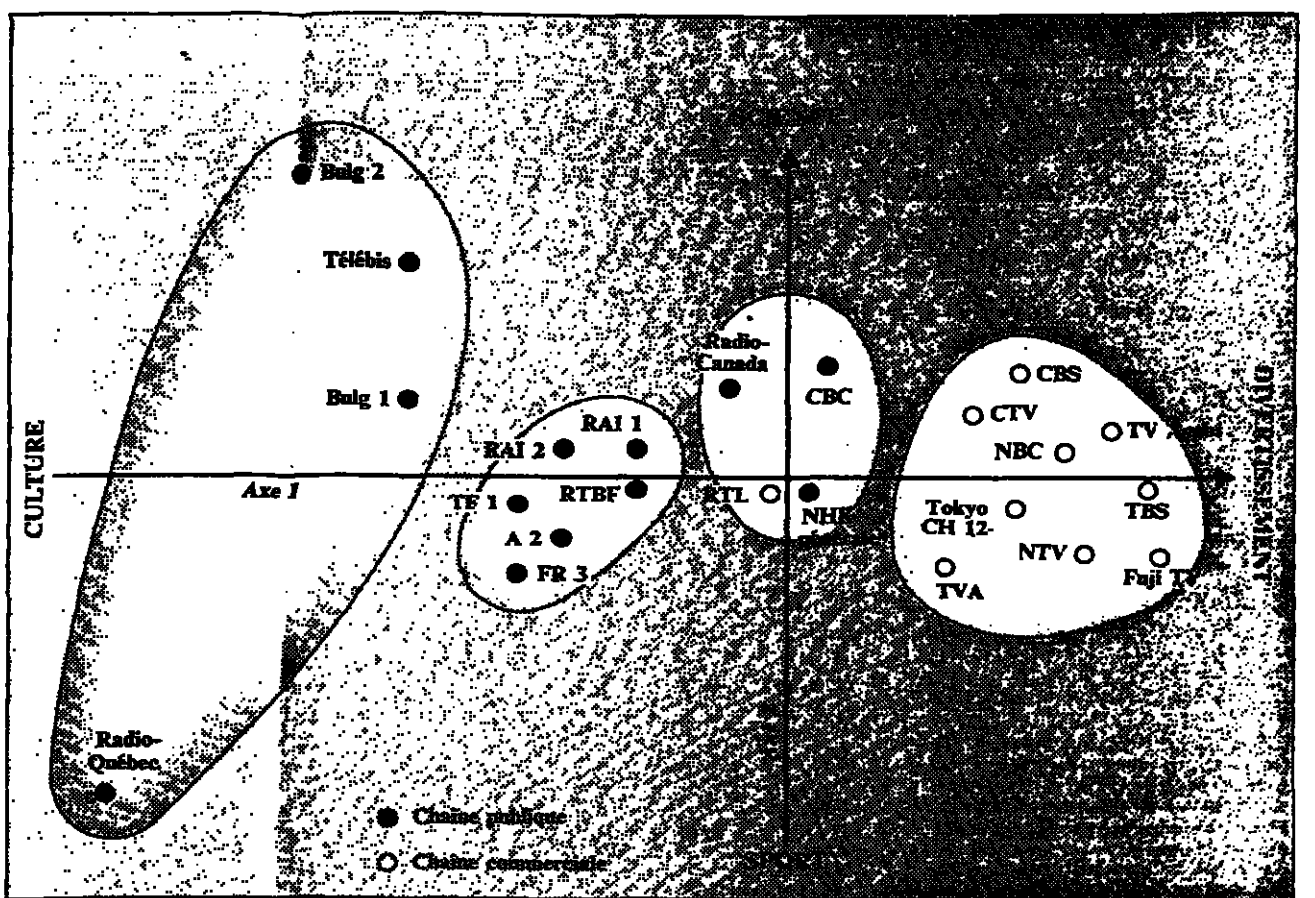
Cette faiblesse de l'audience instantanée des chaînes publiques permet souvent de les critiquer, de les accuser d'élitisme, d'archaïsme ou de mépris à l'égard de la masse des téléspectateurs. Pourtant, leur audience cumulée hebdomadaire - le nombre de personnes les ayant regardés au moins une fois dans la semaine - représente plus de 50 % des téléspectateurs aux Etats-Unis et plus de 70 % au Japon. Il existe donc bien une demande importante pour des programmes autres que ceux habituellement offerts par la télévision commerciale.

## Une garantie de diversité

SANS condamner définitivement cette dernière - comme le fait M. Sylvester Weaver, ancien chef des programmes à CBS de 1965 à 1970 : « La télévision commerciale ne peut jamais changer, parce qu'il s'agit d'une forme de divertissement de masse, d'abord conçue pour assurer la circulation de biens et de services au plus faible coût au mètre (5) », - il faut savoir que ses tendances naturelles sont difficiles à contraindre. Une étude réa-

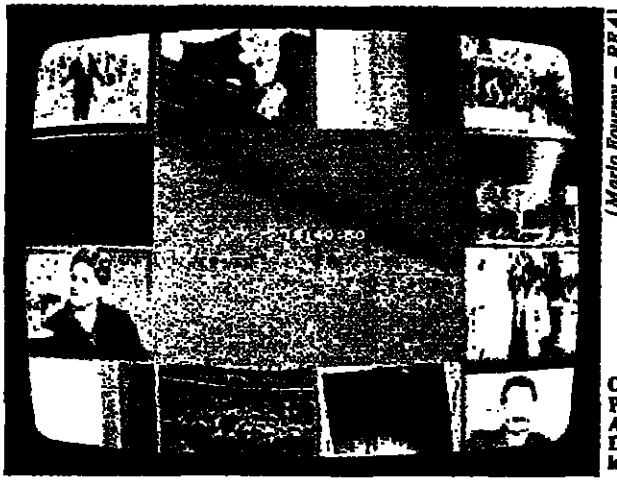
lisée en 1981 pour l'UNESCO (6) montre que l'existence d'un service public fort, autonome et indépendant, est le plus sûr garant de la diversité de programmation, y compris chez les opérateurs privés présents sur le même marché (voir le diagramme ci-contre).

La Grande-Bretagne, de manière réfléchie et pragmatique et, dans une moindre mesure, l'Italie, avec son anarchie constructive (voir les articles de François Garçon et d'Albino Pedraza), ont su trouver un certain équilibre, en termes d'audience et de moyens financiers, entre chaînes publiques et chaînes commerciales, assurant ainsi au téléspectateur le maximum de choix,



RTBF, chaîne publique belge de la communauté culturelle française ; TBS, deuxième chaîne publique belge ; RTL, chaîne commerciale luxembourgeoise ; Bulg. 1, Bulg. 2, chaînes publiques bulgares ; Radio-Canada, réseau public canadien francophone ; CBC, réseau public canadien anglophone ; Radio-Québec, réseau éducatif de juridiction provinciale ; TVA, réseau privé canadien francophone ; CTW, réseau privé canadien anglophone ; CBS et NBC, réseaux privés des Etats-Unis ; TF 1, A 2, FR 3, chaînes publiques françaises ; RAI 1 et RAI 2, chaînes publiques italiennes ; NHK General Service, chaîne publique japonaise ; NTV, TBS, Fuji-TV, TV-Asahi, Tokyo Channel 12, chaînes privées japonaises.

Source : *Trois semaines de télévision, une comparaison internationale, UNESCO, Paris, 1982.*  
Les programmes des chaînes de télévision de sept pays (Belgique, Bulgarie, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon) ont été classés suivant les types d'émission. Sur ce diagramme, l'axe 1 va, de gauche à droite, des émissions culturelles à celles de divertissement, l'axe 2, de bas en haut, du sport à l'information scientifique.  
On peut constater que les chaînes commerciales sont majoritairement situées à l'extrémité « divertissement » et que, par ailleurs, les chaînes de service public se placent plutôt à l'opposé. Deux enseignements importants se dégagent : une chaîne commerciale - cas de RTL - opposée à un service public fort, se rapproche de celui-ci. Inversement, un service public faible - cas de la NHK - face à des chaînes commerciales fortes, est attiré par ces dernières. Quant aux chaînes gouvernementales soumise à de multiples contraintes et fonctionnant sans référence aux goûts du public - telles Bulg. 1, Bulg. 2 et TBS - elles glissent vers un ghetto « information et culture ».



ONZE CHAINES PAR CABLE A CERGY-PONTOISE. Déjà, les problèmes de choix.

de qualité et de satisfaction, et contribuant au dynamisme de l'audiovisuel en général.

Concilier les obligations envers la société et les contraintes du marché, les chaînes à couverture nationale parviennent ainsi à développer des ingrédients essentiels de la télévision : la capacité artistique de ceux qui réalisent les émissions, l'ambition créatrice de leurs employeurs et le juste droit au divertissement des téléspectateurs. La télévision ne saurait se réduire à la simple transmission, à la diffusion passive d'informations et de programmes. Elle doit vivre, aussi, du désir de création.

ERIK LAMBERT.  
(4) *Screen Digest*, Londres, avril 1986, p. 6.  
(5) Cité dans *New Yorker*, M. Theodore White, « Onward and Upward with the Arts », New-York, 3 juin 1985, p. 82.  
(6) *Trois semaines de télévision, une comparaison internationale*, UNESCO, Paris, 1982.

## Un service trop important en France ?

La classe politique nationale dans son ensemble s'accorde pour juger hypertrophié le service audiovisuel public en France. Et le gouvernement envisage, à très court terme, de le comprimer. Pourtant, la comparaison avec les Etats européens voisins infirme - comme le montre le tableau ci-dessous - cette idée reçue. Le service public français n'est pas surdimensionné, il s'en faut. Comparé à la richesse du pays, il apparaît même comme l'un des plus faibles. Sa réduction, en termes de moyens financiers, ne semble donc pas nécessaire au renforcement du secteur privé de télévision.

QUELQUES EXEMPLES EUROPEENS			
Pays	Dépenses annuelles*	En ECU par habit.	En % du PIB
RFA	5 980 millions de marks	43,7	0,34
Italie	1 700 000 millions de lires	21,6	0,28
Grande-Bretagne	720 millions de livres	21,6	0,23
France	10 000 millions de francs	26,5	0,23

\* Chiffres de 1984, dépenses des services à destination de l'étranger non comprises.

## Une coexistence

## concurrentielle

commercialiser à l'étranger les produits du service public français - n'a pu vendre que pour 53 millions de francs (5), soit vingt-six fois moins que les télévisions britanniques en 1984. Autre comparaison : les 367 millions de francs de recettes générées par l'exportation, en 1983, de films français, ne

représentaient que 41 % de la valeur des ventes d'émissions britanniques. Ces chiffres témoignent du dynamisme et de l'organisation de cette télévision conçue pour permettre à des opérateurs privés de prendre pied sur le marché et de se renforcer à côté du puissant secteur public.

## Channel Four, une réussite

AINSI en est-il de Channel Four. Dotée en 1986 d'un budget de 13,6 milliards de francs, cette chaîne consacre 24 % de sa grille de programmation et 43 % de son budget à des émissions achetées à des sociétés privées britanniques (6). Bien qu'entre-coupant les films qu'elle diffuse par des spots publicitaires - ce qui est généralement considéré comme une atteinte à l'art cinématographique - cette chaîne est néanmoins indirectement à l'origine du renouveau du cinéma d'outre-Manche, renouveau dont témoigne la Palme d'or récemment remportée au Festival de Cannes par le film britannique *La Mission* réalisé par Roland Joffé.

En trois ans, Channel Four a permis le bourgeoinement d'une centaine d'entreprises de production. Dans le sillage de Channel Four et des quinze compagnies d'ITV, travaillent environ 1 500 sociétés privées (7). Au total, en dix ans, sous l'action du marché, la télévision indépendante a vu ses effectifs s'accroître de 44 % ; et ceux de la BBC progressaient également de 16 %. Si la télévision britannique, contrainte par la nécessité, s'ouvre aux partenaires étrangers, elle reste, en Europe, celle qui a le mieux fait barrage aux produits américains. Conscience intérieure aidant, les Britanniques sont ainsi parvenus à préserver leur identité dans la grille des heures de grande écoute, et ce sur la base d'une création de qualité et non de

quotas protectionnistes. Par exemple, les deux produits phares américains que sont *Dallas* et *Dynasty* évoluent, chaque semaine, en termes d'audience, entre la 9<sup>e</sup> et la 25<sup>e</sup> place (8).

Plus important encore, grâce à une concurrence entre système public et système indépendant, qui se double d'une complémentarité interne à chacun d'eux, la Grande-Bretagne s'est dotée d'une industrie audiovisuelle excellent sur tous les fronts. Ainsi, après s'être lancée avec succès dans l'édition de programmes éducatifs, la BBC vient d'ouvrir une nouvelle ligne de produits vidéographiques disponibles dans les grandes surfaces (9).

On comprend donc que le système britannique, où s'affrontent positivement service public et secteur commercial, soit aujourd'hui considéré comme le joyau des télévisions européennes.

FRANÇOIS GARÇON.  
(1) *BBC Yearbook*, Londres, 1985.  
(2) *Financial Times*, Londres, 10 octobre 1984.  
(3) *Broadcast*, Londres, 12 octobre 1984.  
(4) *Variety*, New-York, 16 janvier 1985.  
(5) *Le Figaro*, 28 avril 1986.  
(6) André Larius Ojalvo, « Channel Four, trois ans après », rapport d'ambassade, Londres, 23, 1986, direction de la coopération scientifique et technique, ministère des affaires étrangères, Paris.  
(7) *Broadcast*, Londres, 24 janvier 1986.  
(8) Source : *Broadcasting Audience Research Bureau*.  
(9) *Variety*, New-York, 8 janvier 1986.

# FRANCE MEDIA INTERNATIONAL

## Premier Distributeur\* de Programmes Français Dans le Monde

20 000 Heures Diffusées  
Dans 170 Télévisions Etrangères

Nous sommes prêts à étudier avec vous les émissions spécifiques que vous recherchez.

FRANCE MEDIA INTERNATIONAL  
11, rue de la République - PARIS (4) - 75011 - 590 TELEEX - FMI 614 186

ITALIE

# Du monopole au duopole

Par ALBINO PEDROIA \*

LES radios locales, dans un premier temps, et les télévisions privées, ensuite, sont nées et se sont développées en Italie pendant les années 70 sur la base d'une série d'ambiguïtés.

Ambiguïté des lois d'abord : la RAI (le service public) s'est trouvée, en 1972, dessaisie de la concession d'Etat, pendant quelques mois, en raison d'un flou juridique.

Ambiguïté socio-économique ensuite : d'un côté, des théoriciens demandaient la démocratisation des moyens de communication ; de l'autre, des groupes industriels à la recherche de nouveaux investissements se préparaient à occuper les meilleures places médiatiques.

Ambiguïté politique enfin, toute la classe politique italienne faisant preuve, depuis 1970, d'incompétence en matière de médias, et de compromis avec les groupes de pression les plus divers.

De sorte que le système actuel est bien spécifique, et son évolution n'a rien à voir avec celle des Etats-Unis et de l'Europe septentrionale. Malgré cela, l'explosion du secteur privé lui a permis de développer un chiffre d'affaires supérieur à 7 milliards de francs et de créer plus de cinquante mille nouveaux emplois (1).

Le 28 juillet 1976, date de l'arrêt de la Cour constitutionnelle autorisant la diffusion par voie hertzienne sur le plan local, marque le départ du véritable négoce télévisuel. De cet arrêt, on retiendra qu'il demandait au Parlement le vote d'une loi d'application ; elle n'a toujours pas vu le jour.

Au début, il n'y a que de petites télévisions locales, certaines distribuées par câble (2). Les opérateurs sont divers : éditeurs, sections locales des partis politiques, petits entrepreneurs et journaux locaux. Les programmes sont d'une médiocrité affligeante. Le chiffre d'affaires publicitaire est à peu près nul (3).

C'est alors qu'entrent en jeu les régies publicitaires ; elles vont révolutionner le secteur. Parfois liées à d'autres médias, souvent nées expressément pour la télévision privée, ces régies comprennent que seuls de bons programmes peuvent susciter des recettes. Elles commencent donc par les acheter elles-mêmes ou par créer à cette fin des sociétés spécifiques. Puis, elles distribuent aux stations locales, gratuitement, des programmes truffés de publicité. La bonne qualité technique des émissions paraissant indispensable, ces mêmes régies mettent bientôt sur pied des entreprises de maintenance.

\* Docteur en histoire contemporaine.

Peu à peu, un nouveau système télévisuel se met en place. Le besoin d'élargir le bassin d'audience se faisant sentir, les stations les plus ambitieuses installent d'abord un premier récepteur pour atteindre la banlieue ; puis un deuxième dessert la ville voisine... Ainsi se créent les réseaux régionaux. A chaque phase de cette expansion, qui va durer plusieurs années, on trouve l'indispensable régie publicitaire. Son rôle dans la structuration du système est essentiel : n'est-ce pas elle, en effet, qui trouve les ressources financières ?

49 % (5) de ce marché, un des pourcentages les plus élevés du monde.

Comparée à la France, l'Italie se caractérise par la disparition des grandes utopies sur les nouveaux vecteurs, tels que le câble, la fibre optique et les satellites. Le développement de la télévision s'est effectué au moyen d'une technologie vieillie de plus de cinquante ans : le réseau hertzien.

C'est l'impitoyable loi du marché qui a déterminé la structuration des réseaux nationaux. Et les éditeurs qui, comme Mondadori, avaient laissé à

rent le fonctionnement de vingt studios de télévision.

Pubblitalia, la régie publicitaire du groupe Fininvest, employait en 1980 dix personnes pour un chiffre d'affaires de 54,5 millions de francs. Elle emploie aujourd'hui plus de quatre cent cinquante personnes, et son chiffre d'affaires dépasse les 4 milliards de francs (6).

La progression du marché publicitaire a surtout profité à deux groupes télévisuels : la RAI, qui a entièrement refondu ses systèmes de vente et a créé une régie publicitaire des plus performantes, et le groupe de M. Berlusconi. A lui seul, celui-ci perçoit 50 % des recettes publicitaires de toute la télévision (70 % du seul secteur privé). Les trois réseaux du groupe Fininvest encaissent au total 4 milliards de francs, quand les quatre cents autres stations locales doivent se partager à peine 860 millions de francs.

En ce qui concerne l'audience, la structure en réseau fait de la télévision privée un redoutable concurrent de la RAI. Avec ses trois chaînes (RAI 1, RAI 2 et le réseau régional), le service public - après une chute dramatique du nombre des téléspectateurs au début des années 80 - a stabilisé sa part d'audience autour de 44,9 % ; les trois chaînes de M. Berlusconi totalisant 47,4 %, la syndication Euro TV, 3,6 % et les quatre cents stations indépendantes locales, 4,1 % (7). Pour faire face à la concurrence des réseaux de M. Berlusconi, la RAI a modifié sa grille de programmes.

La fiction a vu sa place augmenter considérablement : de deux films hebdomadaires sur ses deux chaînes en 1975, la RAI est passée aujourd'hui à trois par jour, sur ses trois chaînes. Cela au détriment d'autres genres, comme le documentaire et le théâtre. Car la fiction (films, téléfilms et séries) occupe 65 % de la grille des trois réseaux privés. Conséquences de cette rivalité : envolée des prix des séries étrangères, notamment américaines, sans comparaison avec les prix proposés aux autres pays européens. A

titre d'exemple, en 1983, un épisode de « Dallas » coûtait à la Fininvest 800 000 francs (8) quand TFI le payait seulement 200 000 francs.

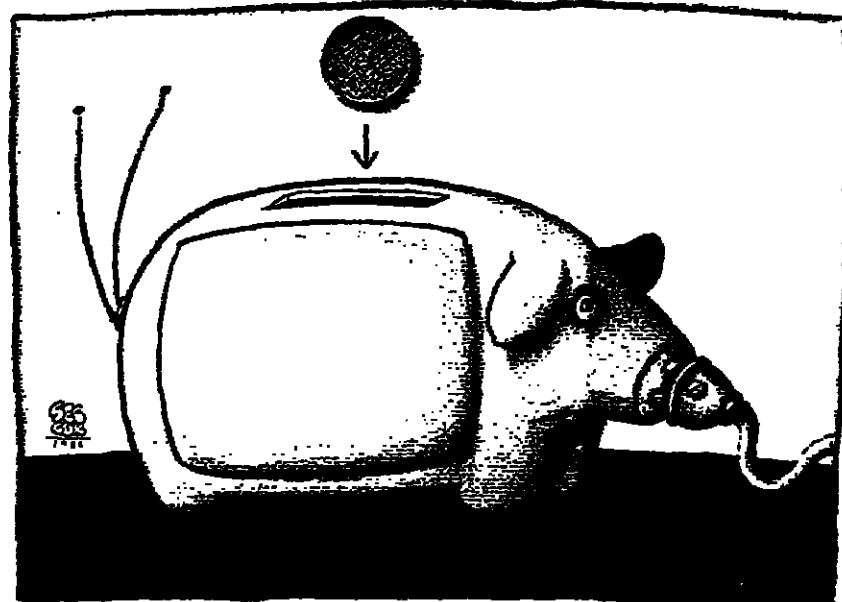
Cela a contraint les réseaux privés à augmenter la part de production propre, et actuellement, contrairement à une idée reçue, le groupe de M. Berlusconi produit beaucoup : sur les 19 700 heures diffusées en 1985, 6 600 (c'est-à-dire le tiers de la programmation) ont été produites dans ses vingt studios. Certes il s'agit essentiellement de jeux et de variétés, alors que la RAI consacre une partie non négligeable de sa production à la fiction.

Le secteur public diffuse aujourd'hui 19 600 heures de programmes par an et emploie 13 600 personnes ; la Fininvest diffuse autant d'heures de programmes (19 700) et emploie six fois moins de personnel (2 300), mais elle n'a aucun service de téléjournal ou d'informations.

Indéniablement, ce foudroyant développement du système télévisuel a provoqué des dégâts (9). L'importation, sans commune mesure avec les autres pays européens, de programmes étrangers, surtout américains (10), a déséquilibré le secteur. Et on a pu accuser la télévision privée d'avoir tué le cinéma (11).

Depuis trois ans, la télévision privée investit dans le secteur cinématographique ; en 1985, la Fininvest a participé pour 272 millions de francs à la production de quarante longs métrages, alors que le montant total des investissements dans le cinéma était de 681 millions de francs. On peut même prévoir que la production de fictions se développera dans les prochaines années.

Quant au service public, il n'a pas été déstabilisé. Nullement réduit à un rôle croupion, il affiche aujourd'hui une belle santé. Pour rivaliser avec le privé, il développe sa propre production, accroît son temps de diffusion. S'il fallait trouver une seule vertu à la concurrence instaurée en Italie par M. Berlusconi, elle est peut-être là, dans ce salutaire réveil du service public.



(Selçuk)

Six cents en 1980, mille deux cent huit en 1981, les télévisions à diffusion locale ne sont plus que quatre cents aujourd'hui. Le réalisme économique s'est substitué à l'enthousiasme et au volontarisme du début. Elles ont très vite eu à choisir entre trois solutions : s'associer à une syndication (société fournissant gratuitement quelques heures de programmes entrecoupés de publicité nationale) ; s'affilier à un réseau et perdre toute maîtrise sur la programmation ; vivre sur le plan local. La plupart d'entre elles ont dû se résigner à disparaître.

Entre 1979 et 1982, l'industrie télévisuelle privée va franchir une étape fondamentale : M. Silvio Berlusconi d'abord, puis MM. Peruzzo et Mondadori créent des réseaux nationaux. Dès lors, la télévision privée devient un important support publicitaire. Si, en 1979, les chaînes privées drainaient 6,8 % (4) du marché global de la publicité, leur part, en 1986, a atteint 34,7 % ; la télévision, secteur public et secteur privé confondus, représentant

leurs affiliés une marge d'autonomie dans la programmation de certaines tranches horaires ont été vite contraints de céder leurs actifs télévisuels pour éviter la faillite. Les éditeurs et les hommes de presse, forts pourtant de nombreuses années d'expérience dans le domaine des médias, ont accumulé les pertes ; et c'est un entrepreneur du bâtiment, M. Silvio Berlusconi, rompu aux lois du marché, qui a réussi en matière de télévision. Il contrôle à lui seul les trois grandes chaînes d'ampleur nationale (Italia 1, Rete 4 et Canale 5) ; c'est un cas certainement unique au monde.

Son groupe, Fininvest, a toujours disposé des moyens financiers nécessaires au bon moment. D'abord, pour investir dans l'infrastructure technique (le groupe possède deux mille récepteurs sur l'ensemble de la péninsule) ; ensuite, pour acheter les meilleures stations, les meilleurs vedettes et surtout les meilleurs programmes à Hollywood. Enfin, il a su gérer son empire audiovisuel de manière extrêmement rigoureuse : mille techniciens à peine assu-

(1) Cf. François Garçon, « Où en est vraiment l'audiovisuel en Italie ? », *Le Monde diplomatique*, février 1986.

(2) L'autorisation de diffusion par voie hertzienne a définitivement enterré tous les projets de câblage.

(3) Cf. Ignacio Ramonet, *L'Invasion des télévisions privées en Italie*, *Le Monde diplomatique*, avril 1980.

(4) Selon *Il Millimetro*, Milan, mars 1986.

(5) En France, la télévision a drainé 17 % de l'ensemble du marché publicitaire en 1985 d'après le *Marché publicitaire français 1985-1986*, publié par l'IREP (Institut de recherches et études publicitaires), Paris 1986.

(6) *Prima comunicazione*, Milan, mars 1986.

(7) Audience calculée entre le début octobre et la fin décembre 1985, d'après les données de l'Union des annonceurs et de l'Union des agences italiennes.

(8) Pivo Fiorinotti, *I Megli del canale*, Milan, Rizzoli 1985, p. 104.

(9) Lire absolument à ce propos : Jean Chuzel *Le Système audiovisuel italien*, rapport au Sénat, Paris, 13 février 1986, 63 pages.

(10) En 1985, l'Italie a importé pour 79,6 millions de dollars de films pour la télévision et pour 62,6 millions de dollars de programmes télévisés. Source : *Cinema d'oggi*, Rome, 15 janvier 1986.

(11) Cf. Giuseppe Richeri, « L'exemple de ce qu'il ne faut pas faire », *Le Monde diplomatique*, septembre 1984.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

# Le système public le plus massif

L'ORGANISATION de la radio-télévision en Allemagne de l'Ouest est née directement, en 1945, de la réaction des puissances occupantes contre la mainmise des nazis sur la radiodiffusion.

Pour lutter contre la tendance des Allemands à vouloir considérer la radio comme la chose de l'Etat, les alliés ont imposé une organisation cloisonnée autonome et indépendante. La radio (et ensuite la télévision) dépend d'établissements de droit public dans chacun des Etats (Länder). Aucune organisation centrale n'est créée, mais des regroupements régionaux sont cependant autorisés.

La première chaîne - Deutsches Fernsehen, née en 1954 - est, de fait,

un réseau d'échanges entre les différents organismes locaux. Elle s'appuie, à cet effet, sur un organe de coordination l'ARD (communauté de travail des établissements de radiodiffusion de droit public de la RFA).

La deuxième chaîne - Zweites Deutsches Fernsehen (ZDF) - est en revanche un organisme intégré, fondé par les Länder en 1963, en réaction contre le projet du chancelier Adenauer et du gouvernement fédéral de créer une télévision nationale privée.

Ces deux réseaux, plus les chaînes régionales, constituent le système audiovisuel public le plus massif d'Europe. Ce système est-il politiquement indépendant ? Certains observateurs ne le pensent pas, et les hommes politiques conservateurs n'ont jamais cessé de réclamer, pour faire contre-poids, la mise sur pied d'un système télévisuel privé.

Un paysage remodelé

DEUX autres arguments - la mise au point de nouveaux moyens de diffusion (satellite, câble) et la nécessité de maintenir la compétitivité internationale de l'industrie de la communication - sont venus s'ajouter au précédent et ont conduit à l'actuel remodelage du paysage audiovisuel.

Même si le monopole de la poste fédérale sur les moyens de diffusion n'est pas remis en cause, certains Länder ont modifié la loi d'après-guerre, ou sont en train de le faire, pour permettre l'émergence d'opérateurs non publics. Les premiers intéressés sont les groupes de presse et d'édition, parmi les plus puissants au monde. Ils considèrent comme vitale leur participation aux nouvelles chaînes commerciales vers lesquelles les dépenses publicitaires ne manqueraient pas de glisser : actuellement, la télévision représente

moins de 11% des dépenses publicitaires dans les grands médias.

Pour le câble, seul domaine où pour l'instant le privé est autorisé, les investisseurs se sont regroupés au sein du consortium SAT 1 (1), qui diffuse à destination des réseaux câblés, via le satellite Eutelsat 1 F1. Les résultats sont décevants : le public potentiel est à peine supérieur à un million de foyers, et les pertes attendues se montent à 1,15 milliard de francs (2).

Bertelsmann, deuxième groupe de presse et d'édition mondial avec un chiffre d'affaires de plus de 22,5 milliards de francs en 1985, a choisi une autre voie. D'une part, il s'est allié à la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT) pour créer RTL-Plus, version allemande de RTL télévision, qui diffuse en ondes hertziennes à partir du Luxembourg et via satellite vers les

réseaux câblés. Avec un million trois cent mille foyers potentiels, 110 millions de francs de recettes publicitaires attendues en 1986 (3), un coût annuel de fonctionnement de 180 millions de francs (contre plus de 800 pour SAT 1), RTL-Plus semble déjà être en bonne voie vers le succès.

D'autre part, Bertelsmann est associé avec le principal distributeur de films en RFA, Leo Kirch, ainsi qu'avec le groupe Springs pour créer une chaîne thématique, à péage, spécialisée dans la diffusion de longs métrages de cinéma : Teleclub. Son lancement est annoncé pour la fin de cette année et vise les réseaux câblés.

Enfin, en octobre dernier, la Poste fédérale a publié une liste de soixante-dix fréquences hertziennes disponibles dans des villes de plus de cent mille habitants. Aucun réseau national n'est possible, mais les Länder sont sur la voie d'un accord (4) pour confier l'utilisation de ces fréquences, en même temps que des canaux sur le satellite de diffusion directe TV-SAT (5), à SAT 1 et à RTL-Plus.

L'Allemagne fédérale s'approprie donc à entrer dans l'ère de la télévision privée, sous la conduite d'un « oligopole de fournisseurs de programmes liés les uns aux autres (6) ».

E. L.

(1) Principaux actionnaires : Springer, Bards, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Bauer, Leo Kirch (distributeur de films). L'ensemble de la presse en fait partie, à l'exception de Bertelsmann.

(2) *New Medien*, avril 1986, p. 29.

(3) *Cable and Satellite Europe*, Londres, avril 1986, p. 15.

(4) *New Media Markets*, Londres, 15 avril 1986, p. 12.

(5) Equivalent du satellite français TDF1. Son lancement est prévu pour septembre 1986.

(6) Horst Röper, « Formation deutscher Medien-Multis », *Media Perspektiven*, 2/85, n° 2, 1985, p. 120.

Dix-huit stations par satellite

VOILA encore seulement quelques mois, on pouvait lire çà et là des envolées lyriques sur les futures télévisions européennes par satellite et sur leur ouvert marché publicitaire. Deux cent quarante millions d'Européens ne représenteraient-ils pas le marché publicitaire le plus riche au monde ? Les opérateurs privés y voyaient le moyen de contourner, enfin, les monopoles publics et de développer leurs activités.

Aujourd'hui, ces programmes existent, et un premier bilan peut donc être esquissé. A partir du Royaume-Uni, Sky Channel, en effet, a inauguré ses émissions le 26 avril 1982 sous le nom de Satellite Television. Depuis cette date, les chaînes du ciel n'ont pas manqué. Le satellite européen Eutelsat abrite treize chaînes de télévision, de nature différente mais toutes à couverture pan-européenne. Sur l'intensité se pressent cinq autres chaînes. Au total donc, on recense en Europe 18 chaînes diffusées par satellite aux contenus les plus divers : télévision pour enfants (Children's Channel au Royaume-Uni), programmes sportifs (Screen Sport, également au Royaume-Uni), télévision à dominante cinématographique (Premiera, à partir du Royaume-Uni ; Filmnet, à partir des Pays-Bas ; Teleclub, à partir de la Suisse) ou encore des chaînes qui rediffusent, à l'échelle européenne, une partie des programmes des services publics nationaux, comme la francophone TV5, à partir de Paris, et la germanophone 3 Set, à partir de la RFA.

En termes de succès d'audience et donc financier, les résultats ne sont cependant pas probants. Sky Channel, par exemple, qui revendique l'audience potentielle la plus importante (5 millions de foyers de 12 pays européens), a le plus grand mal à rentabiliser ses investissements. Son déficit cumulé déclaré est actuellement de 210 millions de francs. Pour la saison 1984-1985, ses pertes se sont élevées à 75 millions de francs. Face à un budget de fonctionnement annuel de 175 millions de francs, les recettes publicitaires ne dépassent pas 31 millions de francs. La chaîne musicale Music Box coûte chaque année 86,4 millions de francs, alors que ses recettes ne dépassent pas les 40 millions.

La publicité pan-européenne, objet de tant de colloques, déçoit : les foyers à micro-ordres ne servent pas à cuisiner les mêmes mets en Italie ou au Danemark ; la même viande pour chiens n'a pas le même nom en Suède et en Espagne. A cela s'ajoute le fait que ces télévisions, même très câblées, ne touchent pas un public suffisamment important si on les compare aux chaînes nationales hertziennes. Dans ces conditions, certaines, telle Screen Sport, tentent de rentabiliser leurs investissements avec les abonnements.

La publicité pan-européenne relative peut-être moins de la diffusion d'un même spot sur toute l'Europe que d'une démarche à la Berlusconi : l'opérateur milanais est en effet arrivé en France avec dans ses bagages une batterie d'annonceurs italiens qui, jusqu'alors, n'utilisaient pas la télévision dans l'Hexagone. Dernier, il fera de même en Espagne ou en Belgique. Dernièrement, il s'est engagé à pratiquer aussi l'inverse, à savoir : diffuser sur ses chaînes transalpines des spots d'annonceurs français.

La langue est un des problèmes majeurs que rencontrent les télévisions par satellite. Il peut en cacher d'autres, encore plus difficiles à résoudre : l'heure du dîner n'est pas la même en Norvège et en France, l'information n'y est pas non plus traitée de la même manière, d'où le casse-tête du programmeur.

Set 1, canal privé qui rassemble les principaux groupes multimédias et les grands éditeurs allemands, couvre le marché germanophone européen. Mais à cause du faible taux de pénétration du câble dans les pays concernés, son audience potentielle reste faible (1,1 million de foyers). La chaîne est cependant appréciée de son public. Les recettes publicitaires apparaissent dérisoires : 31 millions de francs seulement, rapportés à un budget annuel de 837 millions de francs.

En attendant que le système s'améliore, on comprend que les opérateurs européens souhaitent occuper le terrain, pour ne pas laisser la place aux Américains. L'expérience des télévisions montre, en effet, que le premier arrivé a les plus grandes chances d'être le mieux servi.

A. P.

شكرام الامم



opole

ESPAGNE

L'aube du secteur privé

**E**N l'espace de dix ans, depuis la mort de Franco, l'Espagne a considérablement changé. L'ensemble de la vie sociale et politique espagnole porte la marque de nouvelles valeurs. Y compris la télévision, qui symbolise ce passage abrupt d'une dictature archaïque vers un régime pluraliste.

Comment se présente aujourd'hui cette télévision ? Elle relève encore d'un monopole étatique, confirmé en 1980 par le législateur qui s'y réfère en termes de « service public essentiel » ; mais celui-ci est vivement contesté dans les faits et, vraisemblablement, la suppression du monopole sera une réalité dans les prochains mois.

A ce jour, la télévision espagnole évolue dans un double cadre : un premier plan, on trouve la Radio-Télévision espagnole (RTVE), établissement public doté d'un budget de 3,73 milliards de francs en 1986 qui, avec ses 11 000 employés, regroupe deux chaînes nationales diffusées par ondes hertziennes. La première chaîne, TVE 1, diffuse annuellement 4 400 heures de programmes. Elle est d'inspiration généraliste.

La deuxième chaîne, ou TVE 2, diffuse annuellement 2 780 heures. L'optique des programmes est culturelle et vise à toucher les minorités nationales. TVE 2 obtient 26,5 % d'audience cumulée, trois fois moins que la première chaîne (1).

Qu'en est-il de la qualité de cette télévision publique ? On peut la mesurer à la valeur de ses exportations : 1 200 000 dollars en 1984 ou, formulé autrement, environ 30 % du total des ventes sur les marchés hispaniques (2).

Vient ensuite les réseaux régionaux. La Constitution reconnaît en effet dix-sept régions autonomes en mesure, chacune, de créer légalement son propre réseau de télévision. Trois zones sont actuellement concernées.

Inaugurée le 10 septembre 1983, la chaîne catalane TV 3 compte six cent trente employés et elle est située à Barcelone au centre Sant-Joan-Despi. Depuis le 9 avril 1985, sa grille de programmation est de 65 heures hebdomadaires, complétées par 5 heures supplémentaires en 1986, soit l'équivalent de

la programmation de Channel 4 en Grande-Bretagne. L'an dernier, TV 3 a diffusé 3 096 heures, dont 1 739 heures fabriquées en production propre (3) et prévoit de présenter 200 longs métrages en 1986. Avec 1 270 000 téléspectateurs (4), TV 3 grignote l'audience des deux chaînes nationales, passant en une année, de février 1984 à février 1985, de 23 % d'audience cumulée à 45 % (5).

A l'évidence, tout cela coûte, et fort cher. Là est le problème de la télévision régionale. Le coût de fonctionnement de TV 3 est de 1,4 milliard de francs. Malgré les 120 millions de francs de recettes publicitaires engrangées grâce à des formules inédites en Espagne, comme le mécénat industriel, le déficit est lourd. Il est, selon certains, partiellement masqué par la contribution de la Generalitat (gouvernement régional catalan), grosse acheteuse d'espace institutionnel sur TV 3. Mais cette politique de soutien des télévisions régio-

nales n'est nullement garantie à terme de leur survie économique.

En témoigne ETB (Euzkai Telebital), la chaîne basque lancée en janvier 1983. L'an dernier, le budget d'ETB était de 184 millions de francs et son déficit de 197 millions. Parmi les nombreuses causes de ce déficit figure son parti pris régionaliste qui conduit à diffuser dans une langue (le basque) incompréhensible pour presque 80 % de son bassin d'audience, ou à refuser les spots publicitaires en langue castillane. Conséquence : seulement 10,3 % de l'audience basque, c'est-à-dire 162 000 téléspectateurs, regardent cette station régionale. Et la situation continue de se dégrader.

Dernière-née des télévisions régionales, TVG, la chaîne de la Galice (nord-ouest de l'Espagne), a été inaugurée le 2 septembre 1985 (investissement : 125 millions de francs). Mais son lancement est trop récent pour appeler un premier bilan.

Pais, chef de file de la presse espagnole (tirage 350 000 exemplaires) :

— le groupe Zeta, fondé en 1984, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de francs en 1984. Ce groupe s'est fixé dès le départ deux objectifs : mettre sur pied la plus grande imprimerie d'Europe et acquérir une chaîne de télévision privée, Uniónvision. A la différence de son concurrent, qui s'en tient à une télévision de haut niveau journalistique, le groupe Zeta souhaite lancer une télévision résolument commerciale. Aussi affiche-t-il des ambitions européennes, désireux notamment d'une collaboration avec le groupe allemand Bertelsmann et la société italienne Fininvest de M. Silvio Berlusconi.

La bataille pour la télévision privée voit donc s'affronter ces deux seuls protagonistes depuis que l'éditeur de la revue *Cambio 16*, longtemps outsider avec son projet de Radiotelevisión 16, s'est, semble-t-il, retiré de la compétition. Il est vrai que rares sont les firmes (9) en mesure d'assurer un investissement estimé à 750 millions de francs pour une télévision à couverture hertzienne nationale. Risque d'autant plus grand qu'une télévision privée ne peut survivre qu'à condition de pouvoir capter un tiers de l'audience des chaînes nationales publiques au terme de cinq années (10).

Modestie financière des groupes espagnols mais aussi potentialité du marché, voilà sans doute deux bonnes raisons qui poussent les grands groupes étrangers, tels l'américain CBS, le bré-

silien TV Globo ou l'italien Fininvest, à s'installer dans la péninsule ibérique.

Tout n'est pourtant pas joué. Même si l'Espagne est - le marché européen affecté du plus haut taux de croissance (11) -, il n'est pas certain que le marché publicitaire, et lui seul, parvienne à assurer la viabilité de toutes les télévisions en gestation.

Ainsi, bien que peu coûteux, les espaces publicitaires télévisuels ne parviennent-ils pas tous à trouver acquéreur, et ce malgré une législation qui ignore les secteurs interdits. Au terme d'une montée en charge à la fois rapide et équilibrée, la télévision espagnole va se doter, hors l'Etat, de fortes institutions privées. Dès maintenant, une chose paraît certaine : le secteur privé télévisuel espagnol sera largement multinational. Quelle part auront y trouver les opérateurs français ?

F. G.

- (1) *Video, TV & Film*, Barcelone, février 1986.
- (2) *Variety*, New-York, 20 mars 1985.
- (3) *Video, TV & Film*, octobre 1985.
- (4) Selon *El País*, Madrid, 11 juillet 1985.
- (5) Cf. Catherine Humblot, « Une brèche dans le monopole espagnol », *Le Monde* du 27 juillet 1985.
- (6) *Video, TV & Film*, Barcelone, février 1986.
- (7) *Electronic Media*, Chicago, 18 novembre 1985.
- (8) *Cambio 16*, Madrid, 21 mars 1983.
- (9) *Cambio 16*, 14 avril 1986.
- (10) *The Wall Street Journal*, New-York, 11 septembre 1985.
- (11) *Focus*, New-York, février 1986.

L'ambition des groupes de presse

Grande-Bretagne, se trouvent au premier plan deux groupes de presse espagnols :

— le groupe PRISA (Promotora de informaciones, sociedad anonima, 600 millions de francs de chiffre d'affaires en 1984), qui avance son projet de télévision, SO@ETEL, en prenant appui sur son quotidien *El*

**L**ES 39 millions d'Espagnols semblent apprécier cette profusion télévisuelle. D'abord, fait unique en Europe, le parc des téléviseurs en Espagne dépasse numériquement celui des récepteurs radio. Le taux de pénétration de ceux-ci n'est en effet que de 90 % contre 94 % pour les téléviseurs (dont 62 % en couleurs). Et les Espagnols figurent parmi les téléspectateurs les plus voraces des pays non câblés : 3 heures 20 minutes en moyenne chaque jour, franchissant, le samedi, le plafond des 4 heures (6).

Si ce pays présente quelques singularités sur le plan de la consommation télévisuelle, le mode de financement du dit système en présente un autre, et de taille. L'Espagne est en effet l'un des rares pays européens où le monopole public ne s'appuie pas sur la redévance, qui n'existe pas, mais sur des dotations publiques et sur les ressources publicitaires. En 1984, celles-ci totalisaient 3,1 milliards de francs, soit près de 31 % des dépenses publicitaires du pays (7).

Ce mode de financement du monopole public pose un problème grave quant aux possibilités d'extension du champ télévisuel. Tout futur développement des télévisions privées, annoncé par les responsables politiques et donné comme imminent, se heurte, de fait, à la question du financement.

Au début du mois d'avril 1986, le gouvernement a donné son feu vert pour la création de trois chaînes de télévision privées. Ce faisant, il entérinait l'usure du monopole public et répondait aux vœux des citoyens désireux, selon un sondage, de voir cohabiter - pour 71 % des personnes interrogées - télévision privée et télévision publique (8).

Avant même que le gouvernement n'établisse le cahier des charges des télévisions privées en stipulant, entre autres, un minimum de 40 % de production propre, un plafond publicitaire horaire de dix minutes et, pour les longs métrages, un quota de 50 % de films espagnols ou en provenance de la Communauté économique européenne, deux groupes privés entraînent en lice pour l'obtention des concessions.

En l'absence de grands groupes multimédias nationaux équivalant à ceux que l'on peut trouver de l'autre côté des Pyrénées et, a fortiori, en RFA ou en

ÉCHEC A PANURGE - L'AUDIOVISUEL PUBLIC AU SERVICE DE LA DIFFÉRENCE

Jean-Noël Jeanneney  
\* Le Souff, Paris, 1986, 168 pages, 72 F.

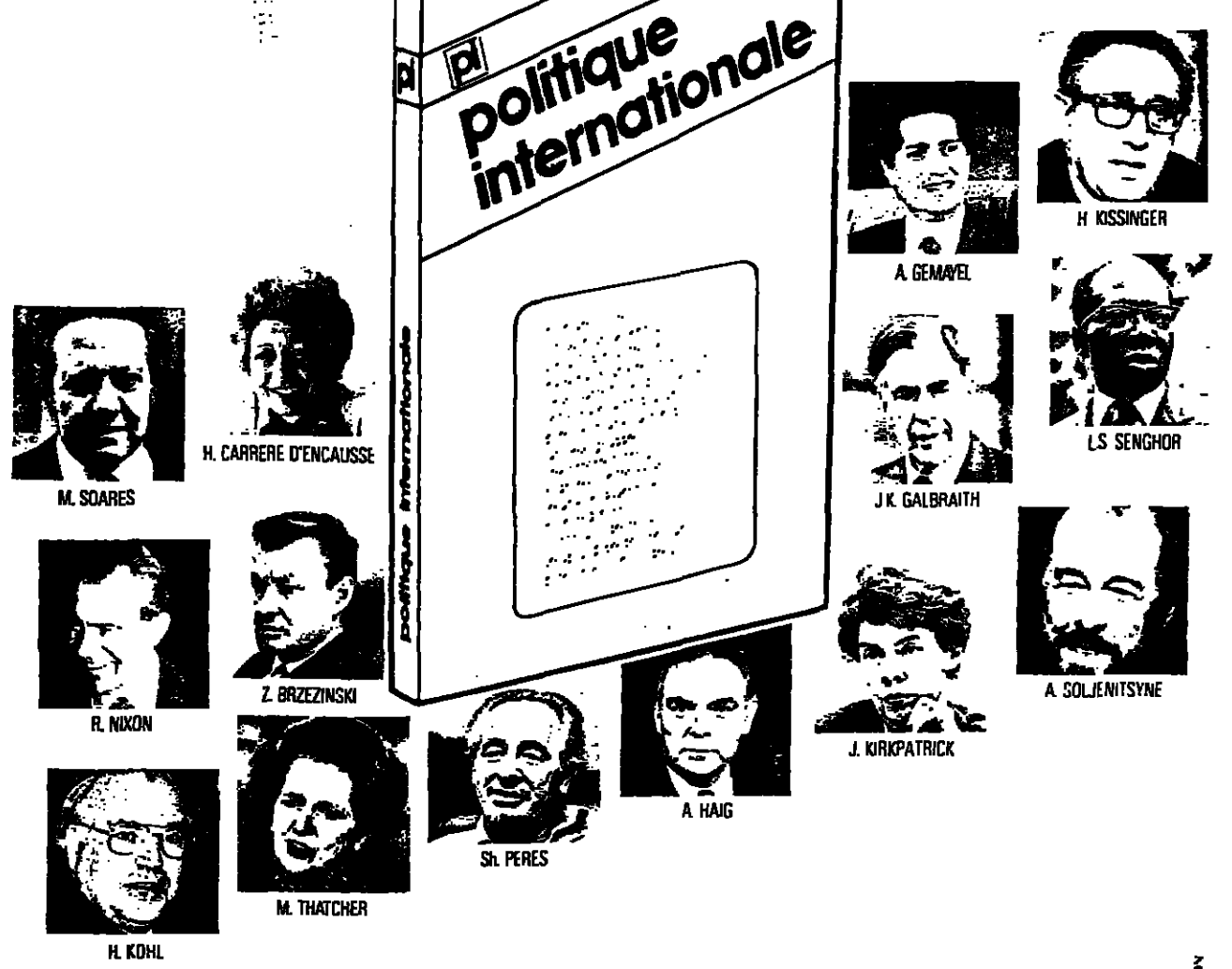
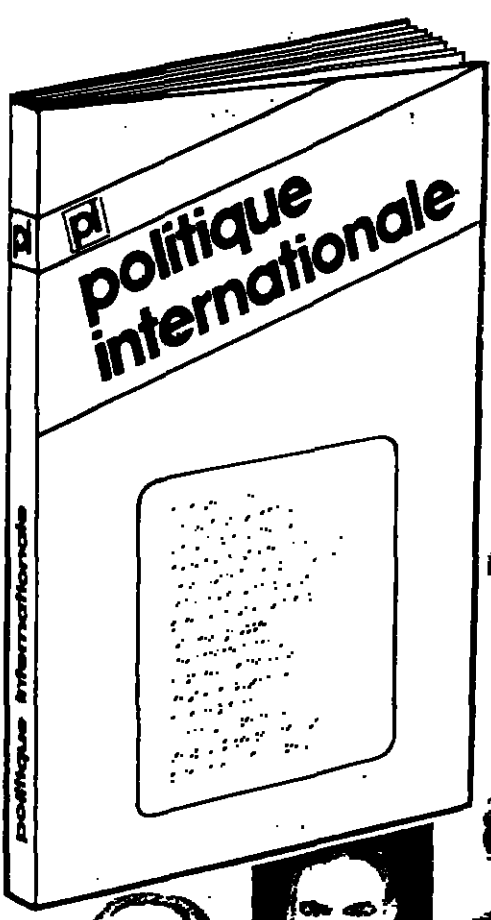
Le président de Radio France, M. Jean-Noël Jeanneney, se fait l'avocat de la différence, qui - toute l'expérience étrangère de l'audiovisuel le prouve - passe par l'existence d'un service public - ce qui ne revient pas à dire gouvernemental - fort et diversifié.

En matière de radio, la libération des ondes a finalement abouti, en France, à un immense fiasco culturel, loin des espoirs de créativité et de diversité que nourrissent les promoteurs des radios locales privées. La liberté de l'auditeur se résume, essentiellement, à choisir entre quatre ou cinq réseaux - dont celui de NRJ est le prototype - proposant tous le même menu de musique anglo-saxonne, de publicité et de slogans d'autosatisfaction.

En matière de télévision, Jean-Noël Jeanneney montre qu'un paysage télévisuel équilibré entre secteur non commercial et secteur commercial requiert, au moins, deux chaînes publiques - pour faire jouer la diversité - sauf à dériver fatalement vers une chaîne « officielle » unique de type gouvernemental, concentrant toutes les contraintes étatiques.

B. C.

les grands de ce monde s'expriment dans



La revue indispensable à ceux qui s'intéressent aux grands problèmes internationaux et à l'avenir du monde.

Fondateur et Directeur : Patrick Wajzman

11, rue du Bois de Boulogne, 75116 Paris - Tél.: (1) 45.00.15.26

**ORGANISATIONS INTERNATIONALES  
AMBASSADES - CONSULATS - DIPLOMATES  
ÉTUDIANTS - STAGIAIRES - NON-RÉSIDENTS**

Cette annonce vous concerne

**SIVAX**

DISTRIBUTEUR OFFICIEL  
D'AUTOMOBILES  
A L'EXPORTATION

met à votre disposition  
son service de ventes directes  
pour l'achat de véhicules

Toutes marques - tous modèles  
POUR TOUS LES PAYS DU MONDE

IMMATRICULATIONS TT - CMD - CD - K et WW.  
Livraison à Paris et à l'étranger.  
Tarif préférentiel TT et CD clé en main.  
Une seule démarche.  
Un seul interlocuteur : SIVAX.

59, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. 45-63-76-75 - Téléc n° 280 192

Bulletin d'abonnement à retourner à Politique Internationale revue trimestrielle  
Parution : Janvier - Avril - Juin - Octobre (fin de mois)

Tarif normal institutions (ministères, administrations, ambassades, universités, sociétés)	France 260 FF	Etranger 300 FF	Nom .....	date .....
Tarif réduit particuliers	195 FF	260 FF	Adresse .....	Ci-joint : chèque <input type="checkbox"/> mandat <input type="checkbox"/>
Tarif au numéro	65 FF	85 FF	Je souhaite que mon abonnement débute au mois de .....	
Supplément annuel par avion (hors d'Europe) :	80 FF		Merci de me faire parvenir en plus les n°s suivants : N.B. - Les n°s 1 à 11 et le n° 22 sont épuisés.	

CAMPAGNE CONTRE L'ACTION DU CCFD DANS LE TIERS-MONDE

Ces archanges qui pourfendent l'hérésie

I L n'est pas besoin d'être stipendié par Moscou pour faire un travail de collaborateur objectif du communisme. Cette phrase viciée vise le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), accusé de favoriser consciemment le « développement de la révolution mondiale (1) ».

« Nous connaissons par avance la défense du CCFD. Il n'interviendra pas publiquement sinon par évêque interposé », ajoutait le même procureur. Il s'est trompé. Le 5 mai dernier, le CCFD annonçait, dans une conférence de presse, à Paris, qu'il avait engagé des poursuites judiciaires (plaintes en diffamation) contre toute une série de publications.

Ce jour-là, le secrétaire général du CCFD, M. Bernard Holzer (voir son article ci-dessous), affirmait l'intention de « répondre coup pour coup » à toutes les attaques car, expliquait-il, « nous ne pouvons pas laisser bafouer et vilipender notre travail, nos convictions et celles (...) de nos partenaires du tiers-monde qui comptent sur nous ».

Il répondait ainsi non seulement au livre de M. Guillaume Maury, mais aussi au rapport signé par M. Pierre Vellieux, ancien président de la Chambre sociale de la Cour de cassation, consacré à l'action du CCFD au Chili. A en croire ce rapport, certains projets financés par le CCFD dans ce pays « aident réellement à la mission de l'Eglise », mais « la majorité des sub-

ventions du CCFD au Chili constitue une opération d'assistance à la diffusion, sous diverses formes, de l'idéologie marxiste ».

Lors de la conférence de presse du 5 mai, M. Christian Vives, directeur de la commission pastorale sociale de la conférence épiscopale chilienne, a exprimé son « grand étonnement » que M. Pierre Vellieux n'ait pas jugé bon, avant de porter de telles accusations, de s'entretenir avec l'évêque chilien qui préside cette commission pastorale. Mais M. Vellieux n'a pas davantage pris contact avec les dirigeants de certains organismes auxquels il reproche de favoriser la subversion marxiste et qui sont aidés par le CCFD : la commission chilienne des droits de l'homme, la faculté latino-américaine de sciences sociales, la fondation Missio, la revue la Bicicleta, le Centre de recherche et de développement de l'éducation, etc. En outre, pour sept projets qui reçoivent une aide financière du CCFD, le rapport de M. Vellieux porte la mention : « Non contrôlé, car non identifié ». Voilà pour le sérieux de l'enquête.

C'est pourtant à de tels rapports que le Figaro Magazine a donné un certain retentissement, dans l'espoir avoué de faire pression sur les évêques français, coupables de couvrir de leur autorité morale l'action néfaste du CCFD. Il faut les convaincre que « des membres de l'Eglise, convertis à l'hérésie chrétiano-marxiste, se changent en agents et soldats de l'Internationale communiste ». C'est du moins ce qu'affirme Louis Pauwels (2). Lorsqu'il ne s'occupe pas, dans son magazine, des photos de

jeunes filles peu vêtues qui naviguent sur les mers chaudes, Louis Pauwels est en effet très préoccupé par un « schisme, plus radical que le luthérien », qui procède à un « détournement de fond spirituel au profit de l'action révolutionnaire (3) ».

Où veut en venir ce vigilant gardien de l'orthodoxie ? Il semble admettre qu'un organisme comme le CCFD puisse, simple imprudence, commettre quelques erreurs. Aussi espère-t-il que les évêques français ne retarderont pas trop « le moment où il leur faudra retirer leur caution au CCFD pour vice de nature plutôt que pour défaut de méthode (4) ». C'est donc bien l'essence même du CCFD qui est visée.

Mais Louis Pauwels, lui, continue de donner sa « caution » au rapport peu sérieux de M. Vellieux et à l'ouvrage de M. Guillaume Maury qui, il ne l'ignore pas, s'avance masqué. Habituelle faiblesse de certains détracteurs. Incapables d'agir utilement, ils dénigrent. « Nous sommes à la fois conscient et tremblant », écrit Guillaume Maury (5). Chattemite... Tellement tremblant qu'il n'ose pas avouer sa véritable identité.

G. J.

(1) Guillaume Maury, L'Eglise de la subversion, le CCFD, UNL, 8, rue de Moscou, Paris, 1985, page 122.  
(2) Louis Pauwels, « Le ring de la boxe du diable », le Figaro Magazine, 16 mai 1986.  
(3) Idem.  
(4) Idem.  
(5) G. Maury, op. cit., page 19.

Quand l'Évangile redevient subversif

Par BERNARD HOLZER\*

EN Afrique du Sud, les chrétiens, blancs et noirs, n'ont pas peur de s'engager nombre au nom de l'Évangile dans le champ socio-économique et politique. Des mouvements d'Église comme la JOC éveillent les opprimés à leurs droits et apportent leur soutien aux victimes de l'apartheid. Les évêques, eux aussi, s'élèvent contre les déplacements forcés des populations vers les banlieues et se prononcent pour des sanctions économiques visant à affaiblir le pouvoir en place.

En Corée du Sud, l'Église, sous la conduite du cardinal Kim, apporte son soutien aux étudiants et aux travailleurs qui font campagne contre le gouvernement autoritaire du président Chun Doo Hwan. Elle s'inspire de ce qu'ont fait les Philippines, qui, de longue date, ont trouvé en elle un appui et un lien de réflexion et d'action qui

s'inspirent de la méditation des Écritures.

En Union soviétique, c'est depuis bien plus longtemps déjà que les chrétiens sont brimés, pour ne pas rendre leur tribut à César et pour revendiquer qu'il n'y a qu'un seul Dieu : Dieu et non l'Etat.

Au Chili, les commandos spéciaux de la « lutte contre la subversion » ont inauguré une nouvelle méthode pour terroriser la population : séquestrer de jeunes militants chrétiens et tracer une croix au fer rouge et au rasoir sur leur corps. Jusqu'alors, les chrétiens visés par le pouvoir et les groupes « non identifiés » étaient habituellement traités de communistes et volontiers affublés du marteau et de la faucille. Aujourd'hui, les chrétiens sont marqués au fer et au rasoir - en tant que chrétiens.

Aujourd'hui, l'Évangile redevient gênant et il faut en disqualifier les disciples, même dans nos sociétés qui se réclament volontiers de la défense de la « civilisation occidentale et chrétienne ». C'est le sens de toutes les attaques qui se déclenchent de nos jours contre des organisations de développement animées par des chrétiens qui veulent permettre aux pauvres et aux opprimés de devenir les artisans et les acteurs de leur propre développement. C'est un procès en règle contre leur vocation, qui est de soutenir les pauvres, de défendre leurs droits, d'être leur voix, de leur donner la parole et de leur permettre de s'organiser.

Tant que l'Église soulage les plus démunis, elle remplit, dit-on, sa mission. Tant qu'elle répare les atrocités des prétendus accidents de parcours et évite toute révolte, on la bénit. Mais que des chrétiens, au nom de leur humanité et de leur foi, essaient de comprendre et de faire comprendre les causes de la misère, du manque de liberté, et voilà qu'on les taxe de marxisme. Les pauvres doivent rester à leur place ou, tout au plus, emprunter les chemins - si sûrement éprouvés - qu'on leur indique. Travailler à les défendre et à les libérer, chercher à promouvoir des changements structurels dans la société, afin de procurer des conditions de vie dignes de la personne humaine, voilà qui devient suspect. Toute forme de soutien à l'éducation ou à la formation est considérée comme du marxisme en puissance. Ces mêmes personnes qui se réclament de l'effica-

cité refusent aux pauvres d'être effacés : elles leur refusent le droit à s'organiser pour s'attaquer durablement aux causes de la faim et promouvoir un développement dont ils seront les maîtres. Ce sont toujours les pauvres qui sont accusés de faire de la politique.

Pour disqualifier ce travail et effrayer l'opinion publique, le nouveau slogan à la mode est de taxer ce travail de marxisme. Dom Helder Camara, qui a une longue expérience du travail de développement et des attaques personnelles, aime à répéter : « Quand je soulage la faim des pauvres, on dit que je suis un saint ; quand j'analyse les causes de la faim, on m'accuse d'être communiste ». De même, ici, en France, tous ceux qui travaillent avec les immigrés, qui luttent avec eux pour préserver leurs droits, leur culture et leur identité, commencent à être ac-

cusés de marxisme et même, par certains, d'alimenter la « subversion intérieure ».

Les chrétiens, les religieux et les religieux sont attaqués depuis longtemps. Aujourd'hui, on s'en prend aux évêques, qu'ils soient français ou américains, les accusant d'être infiltrés par le marxisme. Toute l'Église - à part quelques « bases saines » - est devenue subversive. Même les papes se feraient manipuler. Il est temps, nous dit-on, d'entamer une longue croisade pour remettre l'Église sur les chemins de l'ordre et des vraies valeurs morales.

Maurras revient. Il faut évacuer de l'Église toute sa charge évangélique. Ils ne savent pas, ces détracteurs, que le marxisme n'est pas la seule force de transformation sociale et que l'Évangile, médité ensemble et avec un regard de pauvre, peut mettre des gens debout.

CORRESPONDANCE

Une lettre de menaces

M. Hubert Picard, président du Comité de pensée juive (185, rue Pelletot, 75020 Paris) et qui est à l'origine de la création d'un comité de soutien au rabbin Kahane, a adressé à Micheline Pauton, rédactrice en chef du Monde diplomatique, la lettre suivante que nous publions intégralement. Nos lecteurs apprécieront comme il convient l'esprit qui anime M. Picard. Il est inutile de préciser qu'aucun collaborateur du Monde diplomatique n'appartient de près ou de loin au POE (Parti ouvrier européen) inspiré par un Américain d'extrême droite, M. Lyndon H. LaRouche Jr, qui s'est notamment distingué en accusant M. Henry Kissinger d'être un agent soviétique et la reine d'Angleterre de participer au trafic de drogue. (Cf. International Herald Tribune, 11 avril 1986.)

« Votre journal édite depuis un certain temps des articles contre Israël, contre le sionisme et contre le peuple juif (le dernier étant celui de M. Goytisolo, dans le numéro de mai).

Je ne peux que m'étonner que vous n'intervenez pas pour faire cesser ce genre de pratiques (notamment les articles de Paul-Marie de la Gorce). En effet, on m'a informé que vous ne seriez pas antisémite ; il est donc de votre devoir, madame, de veiller à ce qu'aucun article qui critique le peuple juif ne paraisse dans votre mensuel.

Quoi qu'il en soit, je tenais à vous informer que mon comité ne tolérerait plus de tels agissements de la part du Monde diplomatique.

En conséquence, si vous ne cessez pas immédiatement, le CPJ lancera une grande campagne contre votre journal (avec édition d'un rapport, dénonciation dans les médias, etc.) et demandera à la communauté juive de le boycotter.

Veillez croire, madame la rédactrice en chef, à l'expression de mes sentiments distingués.

P.S. : Je vous informe également que, selon le B'nai B'rith américain, l'article paru dans le Monde diplomatique de mai, intitulé « L'offensive de Washington contre les Nations unies », aurait été écrit par un collaborateur du parti POE, d'une des principales activités aux USA est de s'attaquer aux « banquiers juifs de la city » (cf. DDV, journal de la LICRA, d'avril-mai 1986).

Parents, gratuitement, nous vous conseillons l'école idéale dans la région idéale

**RÉGION DU LÉMAN**  
Canton de Vaud - SUISSE

- plus de 60 écoles et instituts privés
- enseignement de qualité, réputé, diversifié
- sports d'été et d'hiver
- ambiance propice aux études
- carrefour des grandes voies de communications
- paysage de toute beauté - climat sain

**SERVICE SCOLAIRE DES ÉCOLES PRIVÉES**  
Avenue Mon-Repos 3  
CH, 1000 Lausanne 4/Suisse  
Téléphone 021 22 77 71  
Télex 24 390

Sous le patronage de l'Association vaudoise des écoles privées (AVDEP) et de l'Office du tourisme du canton de Vaud (OTV).



UN SYSTÈME ET SA LOGIQUE

L'échec américain au Vietnam

Anatomy of a war. Vietnam, the United States and the modern historical experience, de Gabriel Kolko. Pantheon Books, New-York, 1966, 628 pages, 25 dollars.

L'ANCIEN commandant en chef adjoint de l'armée de terre américaine, le général Bruce Palmer critique, fin avril dernier, le bombardement de la Libye. Ces raids lui rappelaient la façon dont « nous avons tenté de punir Hanoï ». Il ajoutait : « Je pensais que nous avions appris la leçon, mais, à l'évidence, tel n'est pas le cas. »

Le général n'a pas tort de s'inquiéter. Cependant, son raisonnement s'arrête en chemin, car « la leçon » de la tragédie vietnamienne ne saurait être apprise aussi longtemps que la logique impériale qui a enfanté cette guerre n'aura pas été brisée.

Du moins la description de l'engrenage menant au conflit et de l'échec qui s'en est suivi est-elle faite désormais, grâce au très important ouvrage que publie l'historien américain Gabriel Kolko. Sa méthode au sujet de cet ouvrage est un travail de recherche mené pendant pratiquement deux décennies, mais la force de l'auteur réside surtout en sa capacité de tenir constamment en main les deux bouts de la chaîne (Washington-Hanoï), d'entrer en permanence dans les deux systèmes de pensée, dans les deux types d'histoire qui s'opposent. D'où ce résultat dialectique constant entre les deux adversaires, eux-mêmes en perpétuelle évolution : au sein de leur propre société, et dans leurs rapports avec l'extérieur - Moscou, Pékin, l'Europe. Avec, au « centre », ce sud du Vietnam où l'Occident, d'abord français, puis américain, ne parvient qu'à accumuler les contradictions sociales sans jamais assurer une base cohérente et autonome aux régimes successifs de Saïgon. Tel est le défi qu'a relevé Gabriel Kolko : présenter cet enchevêtrement mouvant de forces locales et mondiales, grâce à une méthode d'analyse dont le seul « dogme » est la rigueur de l'information doublée d'une utile hiérarchisation des faits. L'évolution des structures sociales dans le Delta, les tensions militaires entre les États-Unis et l'Europe, les besoins financiers du Pentagone, pèsent d'un poids plus lourd que les analyses de caractère de MM. Johnson et Kissinger, et que l'affaire du Watergate.

L'auteur ne limite pas son étude à la période « américaine » de l'histoire du Vietnam. Il rappelle combien la colonisation française a miné la société rurale sans pour autant créer une bourgeoisie vietnamienne (face aux Chinois locaux) capable de jouer un rôle majeur. Et il retracé l'action du Parti communiste qui renforce ses liens avec le paysan et se préoccupe constamment de faire une analyse aussi précise que possible de la situation mondiale. L'intervention américaine, de son côté, ne procède pas d'une décision soudaine, mais bien d'une logique profonde : « Car le Vietnam fut finalement l'épave d'un processus d'intervention plus large qui l'a précédé et l'a dépassé », les États-Unis s'étant donné après 1945 pour mission d'intégrer le monde - et donc l'Asie du Sud-Est - dans un système capitaliste universel.

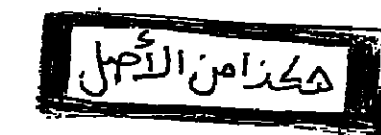
Toute la stratégie américaine dans le sud du Vietnam après 1954 vise à obtenir ce résultat, mais jamais Washing-

ton ne parviendra, que ce soit du temps de Ngo Dinh Diem ou de ses successeurs galonnés, à créer un système politique suffisamment solide pour s'imposer et survivre à un désengagement des États-Unis. Bien au contraire, l'extrarégional et sanglante mutation que la guerre provoquera en urbanisant une bonne partie de la population, et la dépendance de l'armée sudiste à l'égard d'une technologie (en fait, d'une économie) étrangère saperont toutes les tentatives de bâtir un Sud viable. A ces contradictions, dont Hanoï n'a jamais mesuré toute l'importance (d'où son impréparation à la soudaine victoire de 1975), se sont ajoutées les difficultés croissantes des États-Unis. Gabriel Kolko développe cet aspect du conflit dans un chapitre capital consacré à « l'impact économique de la guerre sur les États-Unis » et montre de quel poids le conflit de plus en plus coûteux a pesé sur la société américaine comme sur les relations entre Washington et ses alliés européens. Mais, pour que la Maison Blanche admette ces fautes économiques et militaires, il fallut plusieurs années de guerre et le coup de tonnerre de l'offensive du Têt de 1968.

L'HISTORIEN a en accès à des documents inédits, notamment des lettres écrites par M. Nixon à Thieu après la signature des accords de Paris, prouvant que l'engagement de Washington aux côtés du dictateur saïgonnais se voulait (secrètement) total et que les documents signés ne pouvaient qu'être violés. Mais pareil engagement ne pouvait prévenir l'écroulement économique, social et moral du Sud.

L'auteur procède ainsi à une analyse extrêmement nuancée des décisions et des actions du Vietnam du Nord et du Front national de libération du Sud. Il montre comment une morale révolutionnaire, nourrie en permanence d'une étude approfondie de l'adversaire local et extérieur et des stades de tension au sein du monde communiste, permit de pallier une écrasante infériorité militaire et économique. D'autant que, au fur et à mesure que la guerre s'intensifiait, un levier socio-politique essentiel - la question rurale - disparaissait puisque, aussi bien, dans les campagnes, la terre manquait moins que les paysans. Il est exclu à ce propos de résumer la très complexe analyse de Gabriel Kolko. Notons seulement avec l'auteur qu'il est vain de baser l'étude du comportement des Vietnamiens à partir de la seule grille marxiste-léniniste qu'ils déclaraient eux-mêmes utiliser : « La diversité et la richesse de leur action, écrit-il, ont transcendé » leur propre système idéologique.

La guerre du Vietnam est terminée. Cependant, estime l'historien, les dirigeants politiques et militaires américains n'ont toujours pas procédé à l'étude du conflit. Cette incapacité et ce refus de voir les choses en face, de « reconnaître que (leurs) objectifs sont intrinsèquement impossibles à atteindre et opposés aux solutions socio-économiques qu'une grande partie du tiers-monde adopte », ne peuvent que provoquer de nouveaux drames. La guerre du Vietnam ne fut pas un accident, « mais plutôt le résultat logique de l'ambition, de la force et de la faiblesse contemporaines des États-Unis ». Cette logique a peut-être reçu un coup en Indochine ; elle n'est en rien modifiée.





DANS L'AMÉRIQUE DE M. REAGAN

La culture populaire flirte avec la bombe

La guerre nucléaire ne sera pas la fin du monde, mais une étape vers la création d'une société qui conviendrait mieux aux « vrais » Américains. Les hommes forts, ceux qui méritent de survivre, seront capables de résister à la destruction atomique, qui leur donnera une chance de faire émerger du chaos un monde meilleur.

Par KONRAD EGE\*

Depuis qu'en août 1945 les Etats-Unis déchaînèrent le feu nucléaire sur Hiroshima et Nagasaki, l'image de la guerre atomique a lourdement pesé sur toute la culture américaine. De nombreux films, romans et chansons témoignent de la peur engendrée par l'énorme puissance de destruction de ces nouvelles armes.

La bande dessinée a, elle aussi, largement accueilli les courageux héros du monde post-nucléaire. Il en est un où le juge Dredd, de l'Académie de droit, parcourt le « désert radioactif » laissé par la guerre nucléaire, pour y faire respecter la loi.



impatience : les chrétiens intégristes. Selon eux, notre monde est en train de vivre ses toutes dernières tribulations, qui vont enfin provoquer le retour de Jésus-Christ sur la Terre.

La bande dessinée joue un rôle particulier dans la culture américaine. Presque tous les quotidiens lui consacrent au moins une page. Dans des journaux aussi prestigieux que le Washington Post, le courrier des lecteurs discute des mérites de telle ou telle bande dessinée, et, lorsque la rédaction décide d'en supprimer une qui a la faveur du public, des tempêtes de protestations s'abattent sur le journal.

Parmi les collections publiées par Zebra, on trouve notamment :

Selon le professeur Paul Briana, de l'université de l'Etat de Washington (qui va publier sous peu un ouvrage sur le sujet), les romans situant leur action après la guerre nucléaire ont, eux aussi, changé de ton : il y a encore cinq ou six ans, même les livres les plus futiles « tendaient à présenter la guerre avec une certaine dose d'horreur, ou au moins de regret. Mais les ouvrages les plus récents se complaisent à décrire la terre ravagée comme un vaste terrain de jeu où s'ébattaient leurs héros brutaux, en tous points semblables aux bandits qui ils combattent ».

La série « Ashes » (Cendres) : à la suite d'une guerre atomique, un soldat survivant restaure la civilisation aux Etats-Unis. La série « Survivalist » : cette fois, c'est un ancien officier de la CIA qui restaure la civilisation aux Etats-Unis après leur destruction par une agression nucléaire soviétique.

Chantons sous la « pluie pourpre »

L'ARTISTE-INTERPRÈTE Prince semble lui aussi désirer passionnément que survienne enfin le jour du Jugement dernier. Dans son album Purple Rain (« Plus de pluie pourpre »), qui s'est vendu à plus de dix millions d'exemplaires, il raconte comment il se réconcilie avec sa petite amie juste avant la catastrophe finale, au cours de laquelle il veut la voir « baignée d'une pluie pourpre », c'est-à-dire plongée dans une guerre atomique.

Ces romans ne sont pas en vente dans les « bonnes librairies », lieux de rencontre de l'intelligentsia américaine ; on les trouve à la caisse des supermarchés et dans les kiosques à journaux. La maison d'édition Signet a déjà publié plus de dix volumes dans sa série « Horseclans », l'histoire d'un peuple qui, des siècles après la guerre atomique, erre à travers les Etats-Unis transformés en prairies et en terrains vagues.

Les livres se vendent par centaines de milliers, et les éditeurs refusent de dévoiler le montant de leurs bénéfices. Pourquoi un tel succès ? Pour M. Exman, « cela fait maintenant deux générations que les gens vivent dans la menace de la guerre atomique, ils ont peur... Ces livres sont très patriotiques, ils montrent des citoyens américains qui savent se prendre en main et qui s'en sortent tout seuls... Ils se battent contre un méchant, et il se trouve que ce méchant est toujours un Russe ».

(1) Voir Konrad Ege, « Actualité d'un fondamentalisme chrétien très inspiré : la fin du monde est proche », Le Monde diplomatique, décembre 1985.

Prince exprime la même passion physique pour la fin du monde dans son album 1999. « Ce matin à mon réveil j'aurais juré que c'était le jour du Jugement dernier. Le ciel était pourpre, les gens couraient en tous sens. Ils tentaient d'échapper à la destruction... Tout le monde a une bombe maintenant. Nous pouvons tous mourir à tout moment. Moi je passe ma vie à danser parce qu'on dit partout... 2 000 zéro zéro, la fête est finie. [zut ! on n'a plus le temps. Alors ce soir je vais faire la fête comme si on était en 1999] ».

ECONOMIE MONDIALE - TIERS MONDE - DEVELOPPEMENT DEA ET DESS D'UNIVERSITES DE LA REGION PARISIENNE ANNEE 1986-1987. A list of university courses and contact information for various departments like African Studies, Economic Regulation, and Entrepreneurship.

Vertical text on the left margin, including 'SLE THIRNA...', 'ent l'hérésie', 'subversif', and 'ricain au Vietnam'.

# L'heure des « réalités vraies » en Union soviétique

## Ceux par qui le changement arrive...

(Suite de la première page.)

Les générations qui vécurent l'industrialisation, la terreur, la guerre, la reconstruction se sont entendu dire qu'au-delà de tant d'efforts et de privations viendrait la terre promise du communisme. Le « grand tournant » khrouchtchévien, porteur de mieux-être et de libertés inédites, en avait rapproché l'horizon et précisé les contours : égalité sociale et abondance dès les années 80.

Après cette bouffée d'espoir et d'utopie, l'URSS de Brejnev avait appris à reconnaître les difficultés qu'éprouve le socialisme à trouver un « deuxième souffle » conduisant à l'économie intensive et à la fin des pénuries. La perspective était assombrie, mais le discours brejnévien affichait encore une assurance tranquille : moyennant des « perfectionnements », le socialisme finirait bien par gagner la partie. Chez M. Gorbatchev, plus de promesses ni de paisibles certitudes. Un diagnostic critique sans précédent. Et en guise de changements annoncés, bien davantage que de simples « perfectionnements » : une « reconstruction en profondeur de toute la vie économique, sociale et spirituelle », une « réforme radicale ». Et ce mot qui intrigue : « *perestroïka* », qui peut se traduire par « tournant... » ou « fracture ».

Discours encore chargé d'ambiguïté, sans doute. Des propagandistes, des éditeurs de la Pravda, les slogans arborés aux frontons des immeubles selon un rituel presque septuagésimaire se chargent bien de la vider de toute substance révolutionnaire. La force d'inertie est immense. Dans l'appareil, les applaudissements toujours unanimes dissimulent le réel rapport de forces entre partisans et adversaires du changement. La population, en attente (et on verra), semble partagée entre cette même force d'inertie et l'espoir de renouveau. Les campagnes de M. Gorbatchev contre la corruption, la veine des têtes, la chute d'une série de « mafiosi » ont, dans

un premier temps, scellé la popularité du nouveau leader. Ce rigorisme a aussi gagné la sympathie des intellectuels critiques. Des espoirs se sont ralliés là où ils paraissent, fin 1983 et jusqu'au printemps 1985, complètement éteints. Des espoirs et parfois l'envie d'intervenir : « *Changement ou pas ? Mais c'est à nous de prendre la parole. C'est en nous qu'il faut vaincre la peur.* »

### Transparence : le test de Tchernobyl

QUE ces espoirs soient confortés ou non dépendra, à court terme, d'un test proposé par M. Gorbatchev lui-même : celui de l'information, de la transparence (*glasnost*).

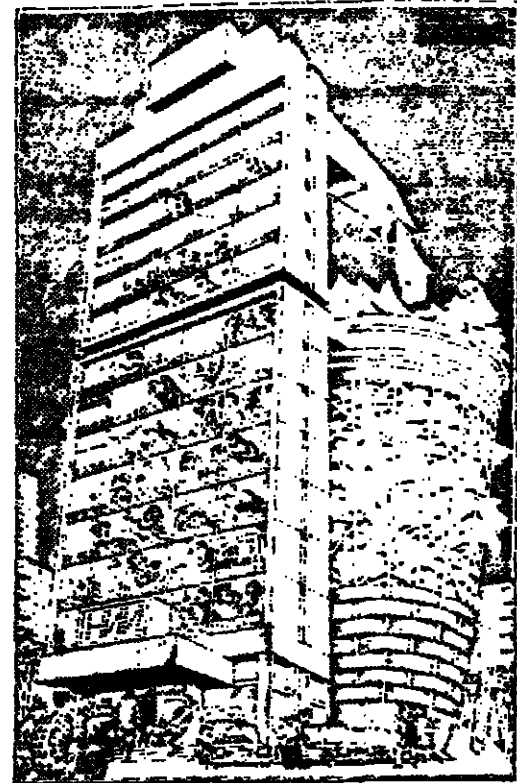
De ce point de vue, on ne pouvait attendre plus que l'épreuve que celle de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. Outre le désastre humain et économique, le système d'information s'est vu touché dans sa partie la plus sensible : le domaine de la sécurité d'Etat - du KGB, pour être plus précis - dont relève nécessairement l'industrie nucléaire. Un domaine fermé à toute discussion publique et, a fortiori, à toute contre-enquête, fût-ce des médias officiels.

Dans ces conditions, la surprise n'est pas dans la lenteur et les lacunes évidentes de l'information fournie, mais, au contraire, dans sa rapidité et son ampleur, sans précédent dans l'histoire soviétique. Il est vrai que, sans précédent, l'ampleur du désastre et de ses retombées hors du pays l'est aussi. Dans un premier temps, la réaction « naturelle » de l'appareil d'information fut de minimiser l'accident et de dénoncer les exagérations des médias occidentaux ainsi que l'exploitation politique à laquelle il donna lieu.

On rapportera à ce propos le point de vue du président de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Hans Blix (*Observer*, 18 mai 1986) selon lequel « la couverture des nouvelles de Tchernobyl a été, du côté soviétique, tardive, maigre, mais pas fautive. La couverture occidentale fut rapide, massive et trompeuse ».

Avec le recul, il semble qu'il y ait eu, dans les deux ou trois jours suivant l'accident, plus de confusion que de dissimulation, si ce n'est de la part d'autorités locales et de certains médias soviétiques. Le Kremlin lui-même a été débordé ; les déclarations au *Spiegel* (4) de l'un de ses porte-parole, M. Faline, sont sur ce point très éloquentes. Les mesures prises ensuite pour confiner la catastrophe, évacuer et secourir les populations, procédaient d'une volonté politique énergique, d'ailleurs illustrée par le rôle qu'y ont tenu plusieurs personnalités proches de M. Gorbatchev, à commencer par le physicien nucléaire, vice-président de l'Académie des sciences, M. Velikhov.

L'allocation du chef du Kremlin, le 14 mai, ponctuant dix-huit jours de silence, mais non d'inaction. Le temps nécessaire pour circonscrire la catastrophe et mettre au point ce qui sera, selon M. Gorbatchev, la « double leçon de Tchernobyl ». D'abord, confirmation du principe de « transparence », en l'occurrence par la reconnaissance d'un accident grave et « non clos », sinon de défaillances que l'enquête approfondie pourrait mettre à jour. Ensuite, contre-offensive sur le plan international, où M. Gorbatchev prend soin de distinguer les esprits « *malveillants* » des autres, dans les milieux scientifiques notamment, qui manifestèrent compréhension et soutien à l'URSS dans les moments difficiles. Au monde extérieur, inquiet, le dirigeant soviétique propose, d'une part, des mesures de contrôle et de prévention en matière de nucléaire civil qui sont tout bénéfice pour



(Krokodil, Moscou)

l'Agence atomique de Vienne, et, d'autre part, la relance des négociations pour l'arrêt des essais militaires, dont l'URSS donne l'exemple en prolongeant son propre moratoire jusqu'au 6 août.

Une « nouvelle qualité de transparence », disait M. Faline, ne naît pas en une seule nuit. Mais sans doute, lorsque cette nuit-là est chargée de nuages radio-actifs transgressant les frontières d'Etat, il y a de quoi subir quelques pressions supplémentaires à la « transparence ».

Il est vrai que les besoins à l'intérieur de l'URSS ne sont pas moins pressants. La clarté sur le drame de Tchernobyl fait aujourd'hui partie, jusqu'à un certain point, de la bataille de M. Gorbatchev pour l'efficacité économique. Tout comme la guerre cesse d'être « la continuation de la politique par d'autres moyens » dès l'instant où elle conduit au suicide mutuel, le secret d'Etat cesse de s'imposer lorsque, au lieu de renforcer le contrôle social, il le paralyse.

## Vingt années pour mûrir

« *L Parti communiste, nous dit l'un de ses membres, scientifique de renom, a perdu vingt années.* » Un délai qui aurait pu servir à rapprocher la politique officielle des réalités vraies. Depuis le temps qu'on les sait, qu'on les pense, qu'on les dit à mi-voix ces choses désagréables mais enfin reconnues ! « *Le craindre que M. Gorbatchev ne soit venu trop tard. L'opinion publique est plus loin. Le parti est trop discrédité. Et pourtant, nous-mêmes qui avons lutté pour des réformes, nous n'avons pas à nous plaindre et ce n'est pas le moment de baisser les bras : tout ce que nous disons et proposons depuis vingt ans est maintenant admis aux tribunes officielles.* »

Quel est donc ce « pays réel » qui aurait enfin droit de cité ?

L'idéologie, la propagande telle que nous la voyons encore perdurer, par exemple, dans les revues soviétiques destinées à l'étranger, n'y trouverait pas le miroir de ses paysages idéologiques. Mais l'Occidental trop rivé à ses habitudes médiatiques aurait tout autant de difficultés à y reconnaître son « goulag », sa Russie en perpétuel effondrement économique, terre glaciale du monolithisme idéologique et désert culturel.

De « crise », il n'est certes pas officiellement question, dans ce pays qui, en un quart de siècle, « a quadruplé son revenu national, quintuplé sa production industrielle, augmenté de 1,7 fois sa production agricole, de 2,6 fois les revenus réels par habitant, de 5 fois les dépenses sociales (5) ». Pas de « crise » au sens occidental de récession, d'inflation élevée, de chômage massif, de restructurations, dans une économie à laquelle les économistes américains (parfois moins pessimistes que leurs collègues soviétiques) promettent encore nombre d'années de « croissance lente ».

Le déclin progressif des performances et l'épuisement des sources de croissance extensive (augmentation de la main-d'œuvre et surconsommation des ressources naturelles) sont, en revanche, pleinement reconnus, dans des circonstances doublement aggravantes : l'effet brusque du « deuxième écho démographique » de la guerre et la découverte, non moins brutale, de la rarefaction de l'eau, des forêts, des terres cultivables, du pétrole et de certains minerais. Le reconnaître, c'est une petite révolution mentale pour une population habituée à l'idée des richesses « sans limites » de l'immense Russie et de son pactole sibérien.

### Le « cloaque »

AUX indices quantifiables du déclin s'ajoutent les dégradations de l'environnement et des services de santé, la démotivation au travail et la « mal vie » de dizaines de millions d'ex-ruraux immigrés, de jeunes « trop instruits » pour les travaux qu'on leur offre, l'alcoolisme (consommation doublée en vingt-cinq ans) et la crise des valeurs familiales - tous éléments qui, peu ou prou, entrent en ligne de compte dans l'aggravation de la crise démographique, la hausse de la mortalité infantile et de la morbidité chez les hommes de plus de quarante ans. Enfin, *last but not least*, des hommes comme Youri Andropov, puis M. Mikhaïl Gorbatchev ont découvert avec effroi l'expansion de la corruption à tous les niveaux, de la « déperdition » parmi les cadres du parti, de « ce véritable cloaque dans lequel notre vie s'est enfouie » pour reprendre une expression entendue à Moscou.

La dégradation des mœurs sociales n'offre pas que des désavantages à une partie de la population.

Le relâchement de la discipline à l'usine, les retards, l'absentéisme, la facilité de changer d'emploi, le recours aux activités parallèles forment autant de nouveaux « espaces de liberté ». De mauvaises langues assurent que la classe ouvrière comporte désormais deux catégories : celle des pêcheurs à la ligne, et celle des activistes de la « megalomanie ». Reste tout de même la « troisième catégorie » : celle des travailleurs « honnêtes », qui se présentent à l'heure au boulot, doués de conscience professionnelle et d'esprit d'initiative, mais qui se retrouvent facilement en « chômage technique » parce que les matières premières ou les outillages nécessaires n'ont pas été livrés à temps. Et qui errent...

Devant le « cloaque », M. Gorbatchev tient, en premier lieu, le discours de l'ordre et de la discipline. Un discours populaire - tant est grande la lassitude, tant est fort le dégoût - mais insuffisant, nul ne l'ignore. Son complément : ce sont les stimulants matériels déjà mis en avant sous Brejnev, avec des effets limités tant que l'appât du gain ne sera pas lui-même stimulé par une consommation de masse - version soviétique du fordisme.

Mais le discours gorbatchévien trahit d'autres préoccupations : agir sur les comportements, « responsabiliser » les gens en les plaçant devant des choix. Tout comme la nation est, d'ores et déjà, sommée de choisir entre l'impassé et l'« issue ». Le « pays réel » sur lequel la direction du parti a pris du retard, c'est également une société transformée par les progrès de l'urbanisation, de l'instruction, et où les façons de vivre et de penser ont lentement évolué.

Cette évolution, l'ancien habitant de Moscou des années 60, et l'ancien voyageur des années 70 et 80 aura bien de la peine à la distinguer aux signes

les plus visibles du décor de la vie quotidienne. C'est au fil des conversations, à l'observation des comportements, à la rencontre de nouvelles générations qu'il pourra soupçonner les changements sans lesquels le « tournant Gorbatchev » ne serait sans doute pas intelligible.

Le plus manifeste de ces changements, c'est la course aux objets, un consumérisme frustré par les pénuries persistantes et de plus en plus stimulé par des compensations à l'avantage du mode de vie occidental.

Mais ce n'est qu'une des facettes de l'évolution ; une autre est la lucidité qui, source de découragement - voire de cynisme profond, - peut aussi, selon les personnes et le contexte politique, donner lieu à un sursaut de conscience civique.

Il serait surprenant, en Occident, d'expliquer les préliminaires d'un changement politique par le rôle de la littérature. En Union soviétique, aujourd'hui encore, il le faut. Car c'est dans les principaux livres de ces vingt dernières années que beaucoup de Soviétiques se sont informés et formés à une nouvelle conscience critique.

### La mémoire et le quotidien

Il n'est pas de grand problème social d'aujourd'hui qui n'ait été révélé, porté par la littérature, et singulièrement celle qui s'est ressourcée au peuple des villages. Déracinements consécutifs aux séismes de la révolution, de la collectivisation, de la guerre. Naufrage d'une civilisation paysanne en l'espace d'une ou deux générations, stérilisation de l'initiative agricole par une bureaucratie absurde, désarroi des ci-devant campagnards inadaptés à la vie urbaine ou perturbés et « intérieurement abîmés » par son vide

spirituel. Viktor Astafiev, Valentin Raspoutine, Sergueï Zalyguine, le nouvelliste-cinéaste Vassili Choukhchine, ont particulièrement bien décrit cette déstabilisation psychologique de l'homme russe (dont les atteintes à l'écosystème ne sont pas les moindres causes), à la source de la misère morale aujourd'hui déplorée en haut lieu : perte du goût du travail et de la conscience professionnelle, cynisme moral, alcoolisme (6).

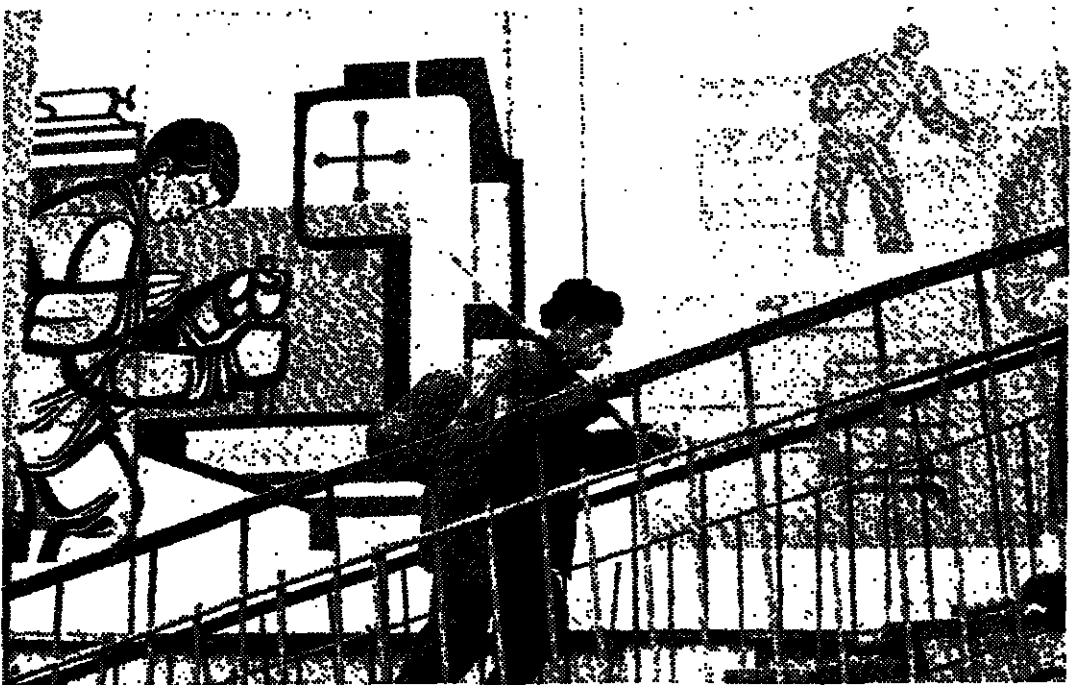
Ce travail d'« écologie de la culture », comme d'aucuns l'ont appelé, est souvent associé à la défense de la mémoire. Tout comme le Russe Sergueï Zalyguine a exhumé les temps cruels de la collectivisation (sujet tabou dans les manuels scolaires) et les Biélorusses Andréï Bykov ou Alas Adamovitch ceux d'une guerre sans fin ni trompettes (7), le romancier russe d'origine Kirghize Tchinguiz Aïmatov inscrit sur fond culturel turco-islamique une interrogation universelle sur la destruction de la mémoire. Le « *mankurt* » - supplice ancestral décrit dans son roman *Une journée plus longue qu'un siècle* (8) - est entré dans le langage courant (« *mankurt* », « *mankurisation* ») pour désigner la manipulation, la standardisation des esprits où l'auteur désigne la perversion des mass media, à l'Est comme à l'Ouest.

Le thème de la mémoire oblitérée se retrouve chez le Kazakhe Oïjas Souleïmenov, poète et géologue aux prises avec une « époque où l'on transforme en terre brûlée non seulement les forêts, les montagnes et les villes, mais aussi les cœurs, les destinées humaines et les cultures (9) ». Le plus asiatique, le plus « tiers-mondiste » des grands poètes russo-soviétiques d'aujourd'hui fit campagne, il y a quelques années - et au prix de quelques ennemis - contre la vision chauviniste russe des rapports entre l'Europe et l'Asie, entre la Russie européenne et les peuples des steppes. « *Élever la plaine, sans abaisser les monts* » : tel est le propos d'un écrivain particulièrement internationaliste, tout à l'opposé des particularismes (russe, musulman, caucasien ou juif...) que le rejet de l'idéologie soviétique peut nourrir par ailleurs.

Oïjas Souleïmenov, responsable du cinéma au Kazakhstan, et Tchinguiz Aïmatov, vice-président de l'Union des écrivains, tous deux délégués au vingt-septième congrès, illustrent parfaitement le cas d'artistes profondément modernes et « subversifs » pouvant occuper des positions officielles. N'est-il pas symptomatique que cette modernité russe, dans la littérature, soit le fait d'auteurs issus des « républiques musulmanes » ?

Dans une autre veine, loin des steppes et de la « Russie de bois », dans les interstices du béton et de l'asphalte des villes, s'essie une littérature du quotidien. C'est le romancier Youri Trifonov. C'est la « féministe » Natalia Beranskaja. Ce sont aussi plusieurs écrivains contraints au silence ou à l'exil et une pléiade de nouvellistes jouant aux frontières (nouvelles et souvent imprévisibles) de la censure

(4) *Der Spiegel*, 12 mai 1986.  
 (5) Estimations officielles, que les experts occidentaux révisent généralement « à la baisse », sans contester, pour l'essentiel, les progrès accomplis.  
 (6) Quelques œuvres des écrivains « des villages » ont été publiées à Paris aux éditions Messidor, Julliard, Gallimard, Albin Michel et - tout récemment (1986) - à la Table ronde : *A l'écart des villages soviétiques*.  
 (7) Voir Jean-Marie Chauvier, « La littérature de guerre en URSS », *Le Monde diplomatique*, août 1985.  
 (8) Para en français aux éditions Messidor.  
 (9) O. Souleïmenov, *Transformation du feu*, traduction de Léon Robel, éditions Gallimard (NRF), Paris 1981.



LOIN DES STEPPES ET DE LA « RUSSIE DES BOIS »  
Les façons de vivre et de penser ont lentement évolué

مكتبة الأهل



(disons plutôt : des censures et des censeurs) avec des thèmes inhabituels. Sur la marginalité, le sexe, l'échelle, ces nouveaux venus ne se heurtent pas seulement à l'orthodoxie idéologique, ils transgressent des règles plus traditionnellement russes : héritage humaniste, compassion, pudeur, pudibonderie.

Cette littérature du quotidien, c'est encore la poésie, toujours populaire, d'une Bella Akhmadouline : « Chair de la chair de mes concitoyens très las, c'est bien, que dans leur longue file au magasin, à la gare, au cinéma... »

Cultures vivantes et nouveaux « engagements »

C'EST aussi la nouvelle chanson des rues, dont le patriarche incontesté, Boulat Okoudjiev, humble passant du vieux Moscou ou soldat hâlé par la guerre et ses pompes, retrouve l'espérance là où il l'avait laissée :

« Nous aurait-on promis des palais en or ? Mais non, c'est nous qui les dessinons Au temps de notre jeunesse Et malheur à celui qui ouvrit les yeux Avant l'heure. »

Tel, peut-être, est autre barde qui les ferma trop tôt, les yeux - Vladimir Vysotski. La défrasse, chez lui, ne s'accommodait pas de demi-tintes. « Volodia-la-guitare » hurle aux « nerfs à nu de la terre » dans les trous d'obus, aux chasseurs « jouant un jeu de dupes » avec les loups, au joyeux écho montagnard ligoté, bâillonné, fusillé. Il est le chanteur « qui n'ira pas jusqu'au bout de sa chanson », en qui s'étaient reconnus l'alpiniste, l'ancien combattant, le vagabond ou le prisonnier du temps où les caucasiens « coulaient dans le bon sens ». Celui que les ouvriers des usines de la KAMAZ avaient accueilli en criant : « Volodia, tu es des nôtres ! », et que les membres de la Nomenklatura écroulaient aussi, pieusement, peut-être parce qu'il avait tout dit et trop bien dit, sans réplique possible, même lorsqu'il « levait son verre à ce que la Russie soit débarrassée de ses prisons ». Peut-être parce qu'il avait, dans un pastiche célèbre de la « leçon de gymnastique » de Radio-Moscou, parfaitement décrit l'ambiance du « consensus » brejnévien :

« Défense de parler Accroupissez-vous jusqu'à n'en plus pouvoir Ne soyez pas sombres ni moroses ! Si ça va très mal, frottez-vous avec ce que vous pouvez. »

Ne négligez pas les ablutions. Ne craignez pas les mauvaises nouvelles Pour y faire face, faisons du surplace. Même les débutants seront gagnants Magnifique : plus de premiers ni de retardataires

La course sur place, ça met tout le monde D'accord (10) ! »

C'est hier, à peine. Vladimir Vysotski est mort en 1980. Quelques disques, de rares passages à la radio, des centaines

de chansons sur des millions de bandes magnéto et de cassettes, un petit « musée » au Théâtre expérimental de la Taganka dont il fut acteur. L'été 1985, le 25 juillet, au cimetière de la rue de l'An-1905, la tombe de Volodia fut, comme chaque année, couverte de fleurs par des milliers de fidèles qui ont défilé, des heures durant. Aux alentours, dans les jardins et les cours d'immeubles, des petits groupes étaient rassemblés autour de lecteurs de cassettes, épiant les miliciens, eux-mêmes aux aguets. C'était à la veille de l'ouverture du Festival mondial de la jeunesse, dont les organisateurs n'avaient pas signalé cette étonnante manifestation de culture vivante en URSS.

Cultures plurielles désormais, partagées entre nationalisme, modernisme (jazz, rock...) et nouveaux engagements civiques dont témoignent les « écrivains de la terre » V. Rasputine et S. Zalyguine sont aux premiers rangs de la bataille écologique. Boris Mojaïev raconte comment un paysan, s'inspirant de ses livres, a entamé il y a une vingtaine d'années et maintenu, dans l'oubli et l'isolement, une expérience de démocratie paysanne abandonnée sous Brejnev et relancée aujourd'hui : le zveno, ou chaîne, petit groupe de travailleurs sous contrat, en autogestion. Un autre explorateur de la Russie des profondeurs, Ivan Vasiliev, cherche, lui, les sources d'une démocratisation dans la tradition des communautés villageoises d'autrefois (le mir), dont l'auteur a découvert des survivances au sein de certains kolkhozes. Mojaïev et Vasiliev ouvrent un nouveau front : pour une renaissance du « véritable esprit des coopératives ».

Autre révélateur et miroir du « pays réel » : la presse. L'abondant courrier des lecteurs (six cent

mille lettres à la Pravda chaque année) sert d'écouloir aux mécontentements dissimulés (dénonciation de faits d'arbitraire, de gaspillages, de cas de corruption) et souvent de palliatif à l'absence ou aux carences d'institutions par l'intermédiaire desquelles les citoyens pourraient se défendre. Le journal se pose alors en arbitre d'un conflit local, déclenchant controverses et parfois longues procédures (pas nécessairement gagnantes) de correction des injustices (11).

Mais au-delà du « stock de plaintes » et de groupes parcellisés, ce sont des débats de société qui trouvent de plus en plus souvent place dans certains journaux : c'est une vision synoptique des réalités contestées qui s'élabore, une remise en question qui - sans mettre en cause la « système », cela va de soi - ne se limite plus à la dénonciation de « mauvais éléments » ou de défaillances locales.

Cette vague de critiques a franchi, dans les mois précédant le vingt-septième congrès, un seul jamais atteint.

La « saloperie mauvaise » de la bureaucratie, « source d'infectes, d'amertume et de pleurs », sans parler du temps et du papier gaspillés, inspire à l'académicien V. Guinebourg une critique en profondeur du mécanisme tel qu'il fonctionne à l'Académie des sciences : lourdes procédures de vérification des travaux, usage paranoïaque des photocopies, « peur panique » et interdictions multiples grâce auxquelles toutes sortes de « héros » peuvent exercer leur « vigilance » et leur pouvoir sur les gens (12).

Les privilèges de la Nomenklatura ne sont plus épargnés. « Il ne faut pas fermer les yeux », écrit un lecteur de la Pravda, sur le fait que des dirigeants du parti, des soviets, des syndicats, de l'économie et

même du Komsomol, approfondissent objectivement l'inégalité sociale, en utilisant toutes sortes de buffets spéciaux, magasins spéciaux, hôpitaux spéciaux, etc. » Un autre observe que l'on fait « la queue » pour entrer dans le parti. Un troisième rappelle la colère de Lénine lorsqu'il voyait « le parti au pouvoir prôner « ses » crapulés ». Un autre lecteur explique : « Il y a, entre le comité central et la classe ouvrière, une couche de parti et de l'Etat qui ondule, sédentaire, inerte et visqueuse, et qui n'en veut pas trop, des changements radicaux (13) ! »

La tribune du vingt-septième congrès elle-même a retenu de quelques (rares) critiques des privilégiés et des abus, voire de la « double morale » qui corrompt la vie publique.

« Jusqu'à la douleur physique »

Le dédoublement de la pensée et des principes moraux est le sujet d'un spectacle au théâtre du Komsomol. C'est l'occasion d'une dénonciation de la « morale utilitaire » qui permet de justifier l'assassinat d'une personne et, dans la même logique, le massacre de populations entières. L'exemple du Cambodge de Pol Pot est cité. Mais la cible visée est évidemment, implicitement, plus large. Un journaliste relatant le spectacle conclut à l'existence de « deux lignes de la révolution, deux visions de l'homme » qui se réclament chacune du socialisme, l'une dévoyée, l'autre fidèle à ses principes. L'auteur témoigne d'un sentiment, largement répandu, que le spectacle mis en scène par Miro Zakharov permet d'« épancher » : une « répugnance allant jusqu'à la douleur physique devant toute espèce de demi-vérité, d'indifférence ». Le journaliste constate, réjoui, qu'à l'entrée du théâtre, rue Tchekhov à Moscou, les gens discutent. De politique. « Que de politique (14) ! »

Il reste, sans doute, bien des douleurs muettes. L'Afghanistan, par exemple. Des sujets dont on ne parle qu'à mi-voix. Des rencontres qu'il est préférable d'éviter : avec des « journalistes bourgeois », par exemple. L'URSS de M. Gorbatchev, pour l'heure, ne renonce ni à la censure des thèmes relevant de la sécurité de l'Etat ni à la lutte idéologique contre les idées « étrangères ». Peut-être cette lutte doit-elle même se renforcer, dans la mesure où la critique intérieure est plus largement encouragée. Le style Gorbatchev ne se présente pas comme une concession au capitalisme : il se veut l'offensive d'un communisme toujours soviétique, mais en voie de modernisation. Jusqu'où sera-t-il permis d'aller trop loin dans la modernité ?

Le secrétaire de l'Union des écrivains, M. G. Markov, éprouvé par le remuant congrès de sa féderation russe (15) et légèrement chahuté dans la grande salle du Palais des congrès du Kramlin, alors qu'il parlait à la tribune du vingt-septième congrès, tient à mettre le hold ! Il ne faut pas confondre la critique au goût du jour avec la « médisance ». Et de s'inquiéter de l'afflux, dans les maisons d'édition, de manuscrits remplis de personnages « négatifs », de « carriéristes », par exemple (16). Le conservatisme tiendra-t-il ses bastions à la tête des unions d'écrivains, de cinéastes et des arts plastiques ? Ce sera, dans les mois à venir, l'un des tests du nouveau.



« У нас теперь строго — в конце дня люди с работы тоже отдохнут... » (Krokodil, Moscou)

DANS LE SUD DE L'UNION SOVIETIQUE. AU LOIN, UNE USINE : — C'est dur chez nous, maintenant. On surveille même la sortie du travail !

La longue marche des réformateurs

UN autre aiguillon du changement qui, pour avoir fait une longue retraite, n'en avait pas capitulé pour autant, est le courant réformateur des économistes, qui avait déjà mis en chantier les réformes de 1965.

Akademgorod est son foyer le plus célèbre. La cité scientifique de Novossibirsk — une parmi d'autres concentrations de matière grise que le pouvoir fit essaimer en Sibérie — n'a jamais démenti sa réputation. Nous l'avions découverte au milieu des années 60 — effervescente, mobilisée dans les recherches de pointe tout comme dans la démocratisation des jeunes communistes et l'expérimentation de cercles d'invention ou de clubs de jeunes autogérés. Au fil des années, et malgré la « normalisation » de 1968, les Kantorovitch, Aganbegian, Choubkine, Zaslavskaja y posent les jalons d'une pensée réformatrice qui a, certes, d'autres points d'appui — tel l'Institut d'économie mathématique de Moscou, que dirige M. Fedorenko.

Dès 1965, la plupart des diagnostics critiques formulés aujourd'hui (baisse de tous les indices de croissance, notamment du rendement des capitaux et investissements) étaient consignés dans un rapport confidentiel de l'académicien Aganbegian. Sa critique portait sur le poids des armements (« pour un soldat travaillent cinq à six hommes ») mais surtout sur la prépondérance trop exclusive des industries lourde et extractive et sur le système de gestion hérité des années 30 et tombé en désuétude.

A cette même époque, l'école dite optimaliste (Nemtchinov, Novojilov, Kantorovitch — futur prix Nobel d'économie), dont les travaux exploités aux Etats-Unis restaient négligés en URSS, avançait les propositions de réforme les plus radicales : pour un système de planification fondé sur les méthodes économiques, la cybernétique, un système de prix tenant compte de la rareté des biens, une ouverture au marché.

Finalement, ce sont surtout des économistes praticiens — comme E. Liberman et V. Trapeznikov — qui ont inspiré la réforme de 1965, patronnée par le premier ministre Kossyguine, et limitée à la gestion des entreprises : réhabilitation du « profit » et relative autonomie de gestion financière. Les propositions d'un autre économiste, G. Lissitchkine, autogestionnaires et inspirées de l'exemple yougoslave, ne sont pas retenues.

La réforme de 1965 donna des résultats économiques, et elle ouvrit — comme la réforme analogue en Tchécoslovaquie — un espace de débat : le glasnost, transparence (déjà), était revendiquée. Et aussi, face aux pouvoirs accrus des chefs d'entreprise, une certaine autonomie syndicale. La bureaucratie a compris le danger. L'écrasement militaire du Printemps de Prague en août 1968 était aussi l'étouffement du mouvement démocratique naissant en URSS. La réforme s'enlisa, et les réformateurs — pour autant qu'ils n'aient pas été victimes de mesures de répression — s'en retournèrent à leurs

chers études. Mais, là encore, patiemment, le mûrissement a fait son œuvre. L'expérience brejnévienne — moderniser sans réformer — n'a pas été entièrement stérile. En effet, chacune des « modernisations » entamées n'a fait que souligner davantage le besoin de réformes.

L'appel aux technologies étrangères ? Parfait. Mais comment les diffuser en URSS sans changer l'organisation du travail ?

Les investissements massifs dans l'agriculture ? Excellent. Mais la motivation des paysans ? Et les goullets d'étranglement des transports, du stockage, de la distribution ?

L'informatisation du Plan ? Très bien. Mais qu'en est-il du feed back des producteurs et consommateurs ?

Les expérimentations de nouveaux modes de gestion d'entreprises, de rémunération ? Elles n'ont pas manqué. Mais toujours limitées. Comment faire sans heurter le pouvoir des ministères ?

Au début des années 80, les réformateurs — souvent les mêmes — refont surface dans les grands journaux, après avoir été longuement confinés dans les revues spécialisées. Leurs dossiers sont infiniment plus lourds, et mieux compris désormais. C'est que la « chute » défective en 1965 n'est plus tout à fait la même. Elle est allée plus loin. L'économie, plus développée, plus complexe, est devenue plus ingouvernable. Une révolution technologique a été manquée. Les ministères centraux centralisent de plus en plus leurs propres contradictions. Les effets

cumulés de la boulimie d'investissements inachevés et de pénuries qui en résultent stimulent l'économie parallèle. C'est tout ce que consigne Tatiana Zaslavskaja, collaboratrice d'Abel Aganbegian, dans son « rapport » de 1983, véritable manifeste réformateur. En un combat soutenu, à Akademgorod, par la revue Eko, qui est presque un organe de tendance » (17).

M. Abel Aganbegian quitte la cité scientifique pour Moscou en 1985. Il devient l'un des proches conseillers de M. Mikhail Gorbatchev.

Telles sont les prémices d'une « réforme radicale » encore hypothétique : une situation changeante, un mûrissement de vingt années dans les consciences et, enfin, le changement politique consacré par le vingt-septième congrès.

(Lire la suite page 10.)

- (10) Vladimir Vysotski, Chanson des temps nouveaux, disque Chant du monde, LDX 74581.
(11) Le rôle palliatif du courrier des lecteurs a été reconnu, par exemple, dans les Izvestia du 21 octobre 1983.
(12) Literaturnaja Gazeta, 19 mars 1986.
(13) « Le nettoyage : discussion ouverte », Pravda, 13 février 1986.
(14) Literaturnaja Gazeta, 2 avril 1986.
(15) Voir le Monde diplomatique, février 1986.
(16) Literaturnaja Gazeta, 26 mars 1986.
(17) Sur la revue Eko, voir le reportage de Vronique Garros dans Transsibériennes, revue Autrement, février 1986.

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE diplomatique

COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT

NOM ..... Prénom
Adresse .....
Code postal ..... Localité ..... DPL 387

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement
Le Monde diplomatique abonnements, BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Le Monde diplomatique publie, chaque mois, des études de fond sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger.

Les responsables politiques, les dirigeants économiques, les personnalités culturelles, les universitaires français et francophones, de même que les journalistes internationaux trouvent dans le Monde diplomatique l'information précise et détaillée qui les aide à mieux comprendre l'environnement international et à anticiper l'événement.

TARIF DES ABONNEMENTS

1 an (12 numéros) - 6 mois (6 numéros)

VOIE NORMALE

France, poste militaire, poste navale Andorre, Monaco 162 F - 90 F

Etranger 225 F - 125 F

VOIE AÉRIENNE

Europe, Maghreb 250 F - 138 F

Béni, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, République de Djibouti, SP 85000, Saint-Pierre-et-Miquelon, Arabie saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Libye, Egypte, 271 F - 148 F

Comores, Madagascar Amérique, Canada 313 F - 169 F

Asie, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Kampuchéa, Laos, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam Océanie, autres pays 343 F - 184 F

(Suite de la page 9.)

Changement surprenant, mais prévisible. L'immobilisme politique sous Brejnev, spectaculairement illustré par le règne de la gérontocratie, n'autorisait ni à négliger les limites naturelles du vieillissement des dirigeants ni à la confondre avec une pétrification du système politique ou, a fortiori, une immobilité de la société.

L'ironie de l'histoire a voulu que l'impulsion vienne du redoutable KGB, en la personne de son chef Youri Andropov, qui lança l'offensive contre la corruption et mit en place, dès l'été 1983, les premiers dispositifs de réforme. Sa maladie, puis sa mort, ont retardé le changement, qui se négocia durement sous Tchernenko. Le « pape de transition » de l'année 1984 rallia les conservateurs mais il ne pouvait leur offrir une revanche, pas plus que les rivaux de M. Gorbatchev - les Romanov ou Grichine, passablement discrédités - ne pouvaient empêcher ou détourner une vague de fond dont on s'aperçoit aujourd'hui qu'elle doit beaucoup, mais pas uniquement, à la forte personnalité de M. Mikhaïl Gorbatchev.

La relève accélérée des cadres (40 % de nouveaux élus au comité central, 50 % de nouveaux responsables du parti aux républiques et aux régions, près de 70 % de nouveaux ministres) est sans doute plus qu'une relève de générations. Il est difficile d'en apprécier la portée. Un fait acquis est le remplacement au sommet de la hiérarchie des dirigeants promus pour la plupart lors des purges des années 30 ou pendant la guerre, par une nouvelle vague de « cols blancs », formés dans les écoles

supérieures et la gestion économique, et au cours des années post-staliniennes. S'il est trop tôt pour parler de mutation dans la bureaucratie dirigeante, il semble en tout cas qu'un saut de qualité s'effectue avec l'arrivée au sommet de personnalités telles que MM. Rykov, Ligatchev et Eltsin.

Dans les mois qui viennent, le test le plus probant des intentions et, surtout, de l'influence réelle du courant Gorbatchev se situera dans l'application du calendrier des réformes qui, sans doute, ne franchissent aucun « Rubicon » mais pourraient bien y préparer.

Dans la gestion industrielle, c'est l'attaque frontale contre l'égoïsme sectoriel et le pouvoir des ministères qui l'inscrivent (18). Ainsi, l'obstacle auquel s'était heurtée la réforme de 1985 ne serait plus évité. Les principes d'autonomie comptable (hozrasciot) et de responsabilité financière restaurés dans les entreprises seront étendus aux ministères - largement dessaisis de leurs prérogatives, - au Gosplan (plan d'Etat) et au Gosstab, médium décisif puisqu'il s'agit de l'approvisionnement technique dont les défaillances ruinent systématiquement les meilleures initiatives au niveau des unités de production.

Dans une étape ultérieure, l'autonomie de gestion des entreprises s'incarnerait dans l'autofinancement (samofinansirovanie), dont des expériences pilotes ont lieu aux usines automobiles de la Volga (VAZ) et à celle des machines-outils de Soumy (Ukraine).

« Plus radicale encore, nous dit l'homme qui les supervise désormais, M. Abel Aganbegian, l'expe-

rience dans les chemins de fer de Biélorussie qui, avec leurs unités de transport autonomes, préfigurent notre futur système de gestion. »

Parallèlement seraient développées des formes de décentralisation régionalisée et d'intégration horizontale des activités (liens science-production, notamment) au moyen des complexes territoriaux de production.

La stimulation économique s'engage, elle, dans une réforme des salaires dirigée contre le nivellement. Aux disparités entre branches (résorbées grâce au relèvement des bas salaires) se substituent les différenciations régionales (pour encourager les migrations de main-d'œuvre jugées souhaitables) et celles qui, au sein de l'entreprise, et au moyen d'une part mobile (primes) des salaires portées jusqu'à 30-40 %, sont censées encourager la qualification, la qualité du travail, le sens des résultats collectifs. Le type d'organisation du travail le plus encouragé à la base sera la brigade œuvrant sous contrat avec la direction (approvisionnement technique contre produit fini), et autogérant sa rémunération, composée de parts individuelles et de « coefficients de participation au travail collectif ».

### Rationaliser l'emploi

AU-DELA de l'aspect salarial proprement dit, l'encadrement traditionnel par la maîtrise se voit remplacé par celui des brigades et de leurs conseils. Leur éligibilité est présentée, pour l'avenir, comme une forme de démocratisation. Mais ne s'agit-il pas plutôt d'un mélange de participation et d'encadrement autodisciplinaire ? On peut laisser la question ouverte, dans l'attente de nouvelles initiatives et « sous réserve d'inventaire ».

Une nouvelle politique de l'emploi s'impose, ne serait-ce qu'en considérant l'effet du « deuxième écho démographique de la guerre » : 5 millions de nouveaux travailleurs seulement en 1986-1990, contre 10 à 11 millions dans le précédent quinquennat. De nombreux postes de travail inoccupés sur les nouveaux programmes ou chantiers, et des réserves peu importantes de personnes aptes au travail... si ce n'est celles qui somment en surabondance dans les entreprises mal gérées. L'option pour les investissements de modernisation tend à réduire les travaux manuels qui occupent encore 20 millions de travailleurs dont le départ se ferait (pour les trois quarts) par voie « naturelle ». Les mesures de rationalisation dans la gestion des entreprises devraient entraîner des départs moins « naturels ». Celle des chemins de fer biélorusses, par exemple, comporte 12 000 transferts vers d'autres branches, dont on apprend qu'ils ne se font pas sans douleur (19). Pas plus que le renvoi à la production de 22 000 fonctionnaires agricoles, licenciés avec trois mois de salaire et dont certains, dit la Pravda, « s'accrochent à la ville » (20). L'extension de ces dégraissages pourra-t-elle éviter la mise en place de dispositifs d'attente et de recyclages rémunérés, autrement dit de chômage ? Ne devra-t-elle pas se négocier - difficilement sans doute - avec une classe ouvrière habituée à la sécurité de l'emploi ? Comment faire sans autonomie syndicale ?

La réforme agricole s'esquisse, elle, dans les nouvelles structures du complexe agro-industriel (APK) et sous la houlette du nouveau comité d'Etat (Gosa-

groprom) de M. Murakhovski. Planification assouplie, feu vert au travail en petites équipes autonomes sous contrat, et à la relativement libre commercialisation d'une partie des produits planifiés ou excédentaires... Plus précisément, les explorations rurales individuelles des paysans (25 % de la production, à 50 % autoconsommés) sont encouragées à fournir les marchés des villes en fruits, légumes et produits d'élevage que l'Etat ne réussit pas à approvisionner convenablement. L'option « marchande » de M. Gorbatchev est, ici, sans équivoque : les citoyens eux-mêmes se verront offrir chaque année de 1 à 1,5 million de jardins à cultiver comme bon leur semble. « De quoi avons-nous peur (21) ? » M. Murakhovski est encore plus clair lorsqu'il se rallie à l'exemple hongrois de la ferme individuelle, définie comme « atelier à domicile » de



M. ABEL AGANBEGIAN  
Dès 1965, un diagnostic critique

la production socialiste. Des expériences d'agriculture familiale ont lieu en Géorgie, Biélorussie, Asie centrale.

L'initiative privée est également, mais timidement, encouragée dans les pays baltes où restaurants et ateliers de réparation pratiquent diverses formes de sous-traitance familiale. En Estonie, des ateliers pour radio-télévision sont donnés en fermage à des techniciens, en brigade ou individuellement.

L'économiste Gennadi Lisitchkine appelle de ses vœux une « nouvelle NEP », et affirme ne pas redouter un « retour des Koulaks » : le socialisme ne peut que bénéficier d'une rééducation, chez les paysans, du sentiment d'être « maîtres de la terre ».

La coopération est l'autre volet de cette « rééducation ». L'écrivain Boris Mojaïev rappelle les idées de coopération classique, entre producteurs indépendants, que défendait Lénine au début des années 20 (22). G. Lisitchkine exprime son enthousiasme pour l'expérience des complexes agro-

(18) Sur le déroulement de la réforme, cf. V. Kovalev dans France-URSS Magazine, janvier 1986, Paris.  
(19) Literaturnaja Gazeta, 19 mars 1986.  
(20) Pravda, 24 mars 1986.  
(21) Discours de Leningrad, cité en (2).  
(22) Nedelja, n° 9, 1986.

### Premiers changements

Janvier 1984. - Nouveau mode de gestion (décidé sous Andropov, le 14 juillet 1983) dans les entreprises de cinq secteurs (ministères), soit 5 % de la production industrielle. Production vendue, profit et qualité en tête des indices (réduits) de la planification au niveau de l'entreprise.

Janvier 1985. - Extension de l'expérience à vingt et un ministères sectoriels (12 % de la production industrielle).

11 mars 1985. - M. Mikhaïl Gorbatchev succède à Konstantin Tchernenko (décédé le 10) au poste de secrétaire général du PCUS.

23 avril 1985. - Session plénière du comité central (le « plénum d'avril ») qui annonce de « profonds changements dans la sphère du travail et des conditions de vie matérielle et spirituelle », et convoque le vingt-septième congrès du parti en février 1986.

11 mai 1985. - Discours de M. Gorbatchev à l'assemblée de cadres militants du parti de Léningrad sur l'urgence du changement social et du renouvellement des cadres : il faut « donner une chance » à ceux qui veulent comprendre, mais que les autres « quittent le chemin ».

11 juin 1985. - Conférence du comité central sur l'« accélération » économique. Dures critiques des ministères. Annonce de la nouvelle politique d'investissements de progrès technique.

12 juillet 1985. - Arrêté du comité central et du conseil des ministres visant à élargir le nouveau mode de gestion, et en accentuer les stimulations financières pour l'exécution des contrats, la qualité et l'innovation technique.

23 novembre 1985. - Création du comité d'Etat au complexe agro-industriel (Gosagroprom), remplaçant cinq ministères et les services techniques de l'agriculture. Président : M. Vsevolod Murakhovski.

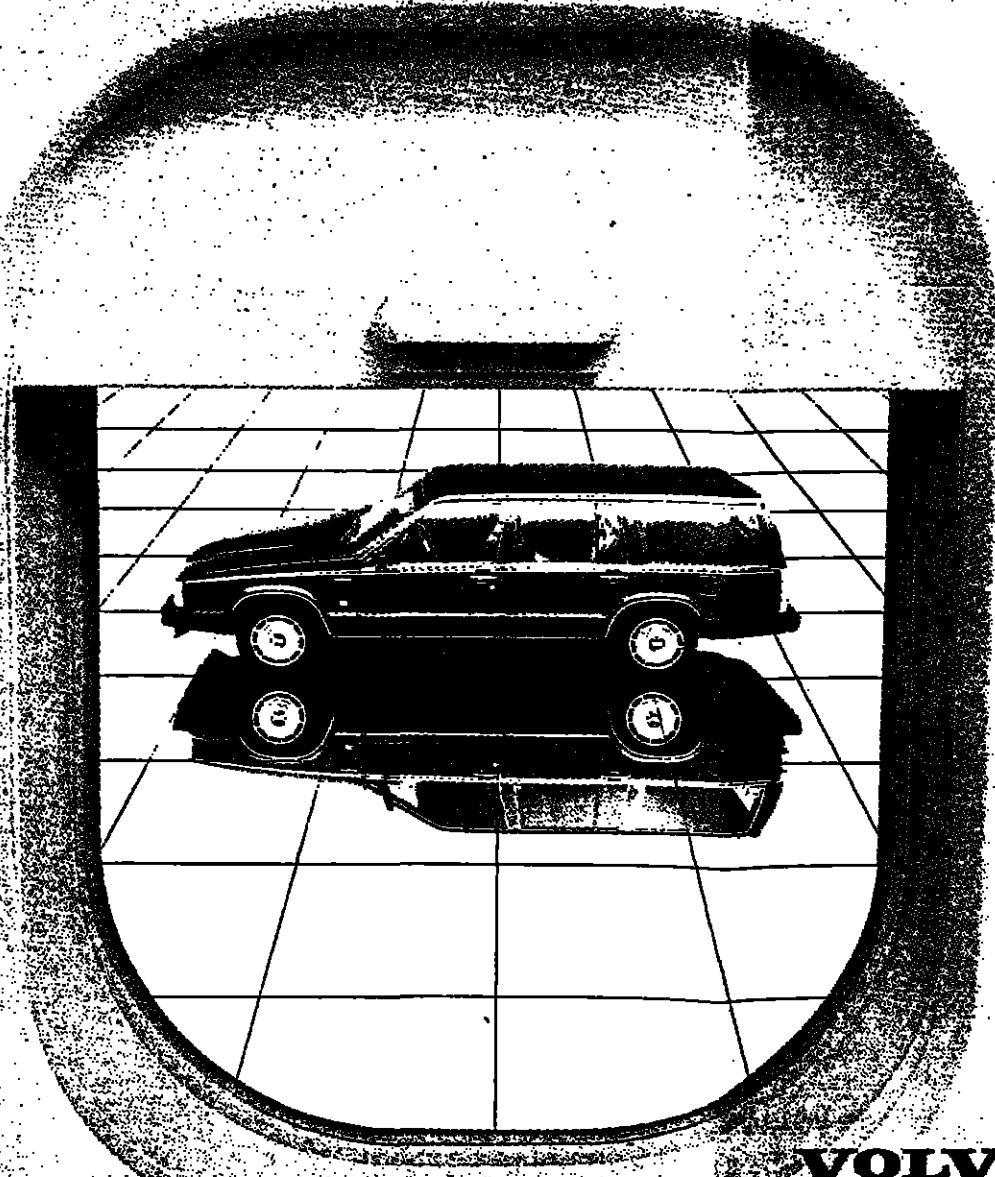
Janvier 1986. - Extension du nouveau mode de gestion à plus de 50 % de l'industrie.

26 février-6 mars 1986. - Vingt-septième congrès du PCUS.

29 mars 1986. - Arrêté du comité central et du conseil des ministres sur le complexe agro-industriel. Planification assouplie. Feu vert à l'extension du travail en petites équipes autonomes et des libertés commerciales des paysans. Renforcement du rôle des exploitations individuelles.

Janvier 1987. - Nouveau mode de gestion dans 100 % de l'industrie et de la construction.

Your best tax-free buy  
is not available onboard



Pour recevoir la documentation sur les modèles et services Volvo,  
écrivez à : VOLVO FRANCE - Service TDS - 138, avenue des Champs-Élysées,  
75008 Paris - Tél. : 42.25.60.70 - Télex : 642.932

Volvo est un produit de 5 à 15 cv de 43.955 F HT à 159.930 F HT Vente TT, retour définitif, conditions spéciales aux diplomates. Tarif à 1186

### Le Cours Descartes

Etablissement d'enseignement privé secondaire.  
Toutes classes de la 6<sup>e</sup> aux terminales A, B, C, D.  
Externat - Internat mixte  
Possibilité d'internat à l'année.  
Cours de vacances.

#### But de l'école :

- Réussir l'adolescence des enfants qui lui sont confiés.
- Viser la réussite scolaire en vue de la réussite dans la vie.
- Toujours élever l'enfant à ses propres yeux, développer sa confiance en lui, le sens de ses responsabilités, le goût de l'effort, l'aider à se prendre en charge.

#### Caractéristiques de l'enseignement :

- Pédagogie efficace tournée vers l'avenir.
- Développement de la culture générale : faire apprendre à bien penser pour bien faire.

#### Atmosphère de l'école :

Ambiance de discipline ferme et intelligente dans le calme d'un très beau cadre de verdure, dans une ville au climat doux et ensoleillé ; foyer de culture d'exceptionnelle qualité. Montpellier : une des plus prestigieuses universités du monde.

Cours Descartes : 2250, route de Mende, 34100 Montpellier.  
Tél. : 67-63-36-03.

### LES ANNÉES 20 DANS LES PAYS DU RIO DE LA PLATA (Argentine - Uruguay - Paraguay)

Sous ce titre se tiendra le premier congrès du Centre d'Etudes des Littératures et Civilisations des Pays du Rio de la Plata (CEL-CIRP), les 23, 24 et 25 juin 1986, à Paris, dans les locaux de l'UNESCO.

Les spécialistes de la culture des pays du Rio de la Plata, venus des pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Amérique latine, débattront des aspects de la vie intellectuelle et artistique, des transformations sociales, politiques et technologiques qui ont contribué, dans les années 20, à donner leur visage original aux sociétés hispano-américaines du Rio de la Plata. Leurs travaux seront accompagnés d'activités ouvertes à un plus large public : une exposition de peinture, des spectacles musicaux et cinématographiques, des rencontres avec des écrivains argentins, paraguayens et uruguayens.

Pour tous renseignements : CELCIRP, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine, 28, rue Saint-Guilhem, 75007 Paris.  
Secrétaire général : Pr. Claude Cuznerman, Tél. : 42-49-73-57.

مركز الامم المتحدة





OFFENSIVE AMÉRICAINE, DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

# Une année cruciale pour les Nations unies

**S**ELON M. Xavier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, jamais la crise de l'organisation n'avait été aussi grave. L'imminence d'une banqueroute est en effet, depuis quelques mois, devenue une idée plus crédible. Le désordre financier où se débat l'institution sera encore aggravé si la menace d'une réduction de la contribution des États-Unis est mise à exécution. Mais ce n'est là que l'écume d'une profonde crise qui déchire les relations internationales. On attend donc avec intérêt les propositions que doit soumettre à la prochaine session de l'Assemblée générale le groupe de dix-huit experts chargé d'étudier les possibilités de réforme du système des Nations unies.

Par CLAIRE BRISSET

Sur l'étendue de la crise financière, les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 1986, les Nations unies étaient en droit d'attendre des États membres la somme non négligeable de 978 millions de dollars, tous retards de paiements confondus. Elles en recevront, selon les dernières estimations, environ 700 millions. Restent quelque 278 millions à trouver. Certes, l'institution a des réserves. Mais, une fois celles-ci absorbées, et elles le seront, il manquera encore, pour la seule année 1986, entre 64 et 76 millions de dollars, estiment les experts financiers de l'ONU.

Mais c'est là une évaluation optimiste. En effet, les contributions des pays pour 1986 avaient été fixées sur la base d'un dollar à 9 francs. La baisse de la devise américaine, en cours d'exercice, aura fait perdre à l'ONU, d'ici à la fin de l'année, quelque 30 millions de dollars supplémentaires, puisque les États membres utilisent le billet vert pour régler leurs cotisations.

Cependant, l'émotion qui a saisi les Nations unies n'est pas due qu'à cette crise conjoncturelle, aux perspectives d'un « bouclage » difficile de l'exercice 1986 ou aux mesures d'économie déjà prises par le secrétaire général, et qui se traduiront par une compression des dépenses de fonctionnement supérieure à 60 millions de dollars. Cette émotion est due, tout autant, aux perspectives d'une crise de beaucoup plus vaste ampleur, que les États-Unis ont prévue et, peut-on dire, organisée (1), et qui repose elle-même sur des fondements structurels anciens; sur des malentendus non dissipés et une évolution non maîtrisée.

L'attitude des États-Unis - critique globale à l'égard de l'ONU, mise en doute radicale de son efficacité - s'est traduite à la fois par un texte *ad hoc* et par une loi de portée plus générale. Le texte *ad hoc* est l'amendement, devenu loi en août 1985, portant le nom de son inspiratrice, M<sup>me</sup> Nancy Kassebaum, sénateur républicain du Kansas, selon lequel les États-Unis, qui assurent 25 % des ressources de l'ONU, abaisseront leur contribution à 20 % dès le début de l'année fiscale américaine (qui s'ouvrira le 1<sup>er</sup> octobre 1986) si, d'ici là, le système de décision budgétaire n'a pas été modifié dans un sens qui confère la prépondérance aux plus importants donateurs, en l'occurrence

aux États-Unis. Il faudrait donc que l'ONU adopte le « vote pondéré » en vigueur à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international.

Le texte de portée générale est la loi « Gramm-Rudman-Hollings », adoptée par le Congrès en décembre 1985 et qui prévoit, pour les États-Unis, le retour à l'équilibre budgétaire en 1991 grâce à la réduction progressive des dépenses fédérales, civiles et militaires, suivant un échéancier précis.

Pour 1986, la réduction des dépenses publiques est fixée à 11,7 milliards de dollars, tous postes confondus. La contribution à verser à l'ONU n'échappera évidemment pas au sacrifice : les coupes imposées par le Congrès sur la contribution américaine atteignent 52 millions de dollars. Elles seront supérieures en 1987 car cette même année verra l'application cumulée des deux lois (Kassebaum et Gramm-Rudman-Hollings) : dès le début de l'exercice, la cotisation américaine à l'ONU sera amputée de 80 millions de dollars.

S'ajoute à cette perspective l'inconvenue majeure de l'évolution de la devise américaine, dont chaque baisse se traduit par une perte sèche pour le budget de l'ONU. D'où le spectre de la banqueroute.

L'instabilité financière de l'ONU remonte, en réalité, à la crise du

Congo, en 1962. Lorsque, à la suite des graves troubles qui y avaient éclaté, Dag Hammarskjöld, alors secrétaire général des Nations unies, décida d'y envoyer une « force de paix », ni Khrouchtchev ni le général de Gaulle n'acceptèrent de s'y associer.

Deux des plus gros contributeurs refusèrent donc d'acquiescer à une dépense pourtant déjà engagée, et considérable, qu'il fallut par la suite rembourser aux États qui avaient envoyé leurs troupes. D'où la nécessité de trouver quelque expédient : l'Assemblée générale autorisa l'organisation à émettre un emprunt, qu'elle rembourse encore.

Autre cause, et non des moindres, des difficultés financières chroniques de l'institution : les États membres sont, pour beaucoup d'entre eux, mauvais payeurs. Certes, quelques-uns (les pays nordiques, le Japon, par exemple) paient dès le début de l'exercice, et généralement tout ce qu'ils doivent. D'autres accumulent les arriérés, soit qu'ils ne peuvent pas payer, soit qu'ils marquent une mauvaise volonté pour tel ou tel type de dépense. Ainsi l'URSS paie-t-elle sa contribution de manière sélective, excluant les dépenses qui lui paraissent non fondées.

Certains renâclent à payer leur contribution parce que le poids de leur dette extérieure est déjà très élevé, ce qui est particulièrement vrai des pays d'Amérique latine, de l'Afrique du Sud, de son côté, a purement et simplement cessé de cotiser, s'estimant constamment attaquée par les Nations unies. Certes, il existe un article, dans la charte, autorisant l'exclusion d'un membre dont la cotisation n'est pas attendue plus de deux ans. Il n'a encore jamais été utilisé.

Reste enfin le cas des États-Unis, dont la contribution domine de loin celle de tous les autres membres (2). Or les mécanismes budgétaires américains veulent que la cotisation de Washington ne soit réglée qu'au quatrième trimestre de l'année. Aussi, *de facto*, les Nations unies vivent-elles pendant les trois premiers quarts de l'année sur une trésorerie qui assurent, pratiquement à eux seuls, quelques pays européens, les Australiens, les Japonais et les Canadiens.

dont disposent les non-alignés a permis l'adoption de textes qui, même dépourvus de grand effet pratique, n'en recevaient pas moins une portée morale considérable. La plupart des pays occidentaux déplorent que cette tribune soit devenue le lieu privilégié de la dénonciation de toutes les formes d'impérialisme, souvent à l'initiative de régimes eux-mêmes peu soucieux des droits de l'homme. De son côté, l'Union soviétique ne cesse d'y dénoncer l'impérialisme et les séquelles du colonialisme comme causes premières de la situation où se trouve le tiers-monde, alors qu'elle n'accorde elle-même pratiquement aucune aide au développement.

Le verbalisme auquel on continue de sacrifier comme à un rite obligé a quelque peu détourné le tiers-monde lui-même du multilatéralisme. Bien des négociations, mises à part quelques notables exceptions, se sont aujourd'hui repliées sur les canaux

bilatéraux. L'aide qui transite par le canal des organisations de la « famille » des Nations unies ne représente plus que 6 % de l'aide publique au développement versée aux pays pauvres, et est fractionnée entre une trentaine d'organisations, nanties chacune de leur propre conception.

Crise du multilatéralisme, crise de l'image de l'institution, interrogation sur sa nature même, les trois phénomènes jouent dans le même sens. Les Nations unies pouvaient-elles, malgré cela, devenir le centre des « négociations globales » sur les rapports Nord-Sud, comme beaucoup l'avaient espéré ?

Personne, certes, n'a renoncé à cet objectif lointain. Mais la notion de négociations globales n'a plus cours. Comme est morte l'idée selon laquelle les Nations unies auraient pu en être le cadre idéal.

## Des solutions incertaines

**R**ESTE à trouver les remèdes de la crise. Le secrétaire général des Nations unies a imaginé, depuis le début de 1986, un certain nombre de mécanismes d'économie qui devraient permettre de « boucler » l'exercice : parmi eux figurent un raccourcissement de certaines sessions (dont celles de l'Assemblée générale), un « gel » du recrutement et des promotions internes, une diminution des frais de représentation et de voyage, le report de la construction de deux nouveaux centres de réunion, l'un à Bangkok, l'autre à Addis-Abeba, etc.

Mais M. Perez de Cuellar et son entourage sont fort conscients de n'avoir imaginé là que des remèdes conjoncturels. L'Assemblée générale a donc décidé, sur proposition du Japon et en plein accord avec le secrétariat des Nations unies, la nomination d'un groupe de dix-huit experts de haut niveau, groupe dont le dosage géographique et la composition ont été soigneusement pesés (3).

Ce « groupe des dix-huit », qui a déjà commencé ses travaux, doit se réunir à nouveau en juin, puis en août, avant de remettre son rapport final à l'Assemblée générale en septembre prochain, pour l'ouverture de sa quarante et unième session. Une session qui devrait, en effet, être décisive si les Nations unies veulent éviter le couperet de l'amendement Kassebaum - qui prévoit d'amputer de 5 % leurs ressources d'origine américaine.

On en sent les travaux des dix-huit ? Peuvent-ils, par exemple, proposer de modifier l'échelle des contributions qui provoque l'ire des pays les plus riches ? Pour certains des membres les plus influents de ce groupe, il ne paraît pas sain, ni viable pour l'avenir, qu'un grand contributeur couvre à lui seul 25 % des ressources de l'ONU. Aucun d'entre eux, comme le pensait Olof Palme, ne devrait payer plus de 10 % à 15 %. On pourrait donc, pour abaisser certains pourcentages de contributions, en relever d'autres et diminuer le budget global de l'ONU.

Diminuer le budget impliquerait que certaines activités soient, précisément, « débudgétisées ». En d'autres termes, on définirait certaines activités jugées essentielles (le « noyau »), que l'on continuerait d'alimenter par les contributions obligatoires des pays membres (qui atteignent aujourd'hui 1,6 milliard de dollars pour une période de deux ans). Les autres activités seraient financées par les contributions volontaires des États. L'organisation de ce deuxième type d'activités, notamment l'assistance technique et l'aide au développement, devrait d'ailleurs être totalement restructurée.

Resteraient plusieurs autres questions, tout aussi délicates : comment modifier le mécanisme budgétaire et y donner davantage de poids aux plus grands contributeurs sans déséquilibrer l'ensemble ? Sur ce point délicat, les négociations restent en cours.

Il conviendrait, en outre, estime la majorité des membres du « comité des dix-huit », de réorganiser la structure du secrétariat : élaborer de profondes réformes portant sur la qualité du recrutement, le contrôle de la gestion ; revoir la structure hiérarchique, en y diminuant le nombre des postes très élevés ; supprimer des services inutiles. Sur ces points, un accord se dégagera sans grande difficulté, semble-t-il.

Enfin, l'on pourrait modifier toute la machinerie des organes subsidiaires des Nations unies (4). Sur ce point, des réformes considérables - et des économies substantielles - pourraient être imaginées.

Pour bien des experts, pour bien des diplomates en poste à New-York - du Nord et du Sud - et même pour bien des fonctionnaires de l'organisation, cette crise, si difficile à vivre qu'elle soit, a quelque chose de salutaire. Elle contraint en effet à une réflexion de fond que toutes les parties, depuis des décennies, tentaient d'éviter. Mais elle se complique du fait que les Nations unies sont entrées dans une période électorale, puisque le mandat de M. Perez de Cuellar expire à l'automne. L'actuel secrétaire général a fait savoir à maintes reprises qu'il ne se représenterait pas. Mais la crise, précisément, pourrait l'y contraindre.

Toujours est-il que les États-Unis, en déclenchant cette tourmente, se sont faits l'expression d'un malaise que beaucoup ressentent, et compris dans le tiers-monde. Nul ne peut en prévoir l'issue.

(1) Lire l'article de Georges Albert Astruc dans le *Monde diplomatique* de mai 1986.

(2) Les États-Unis contribuent pour 25 % au budget régulier de l'ONU. Viennent ensuite, dans l'ordre d'importance des quotes-parts : Japon (10,84 %) ; URSS (10,20 %) ; République fédérale d'Allemagne (8,26 %) ; République fédérale d'Allemagne (4,86 %) ; Italie (3,79 %) et Canada (3,06 %).

(3) Ce groupe est présidé par M. Tom Vraalsen (Norvège). M. Maurice Bertrand y représente la France.

(4) L'ONU comporte deux types d'organes fondamentaux : ceux prévus par la charte (Assemblée générale, Conseil de sécurité, Conseil économique et social, Conseil de tutelle), et une quantité d'organes subsidiaires, créés par les premiers (comités intergouvernementaux, comités d'experts portant sur les sujets les plus divers).

## « Get out of the UN »

**M**AIS le malaise est plus profond encore : il est enraciné dans les mécanismes budgétaires propres à l'institution et dans ses procédures de prise de décision. La charte distingue deux types de questions : les questions importantes - dont le budget - pour lesquelles une majorité qualifiée (des deux tiers) est requise ; et toutes les autres, pour lesquelles une majorité simple suffit. Dans les deux cas, les plus gros contributeurs ne peuvent bloquer aucune décision. Sur les cent cinquante-neuf États qui comptent aujourd'hui l'ONU, cent vingt font partie du groupe dit des « 77 », qui disposent d'une majorité devenue « structurelle » dans toutes les instances de décision.

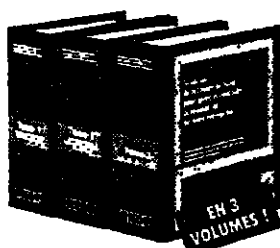
L'irritation a grandi chez les grands contributeurs, dépossédés de la maîtrise d'un instrument qu'ils s'étaient

bâti sur mesure à la fin de la seconde guerre mondiale.

Aux États-Unis, pays hôte, l'offensive de la droite conservatrice contre l'ONU, restée longtemps sans grand effet, recueillie à présent les fruits d'un long travail. La Heritage Foundation y est évidemment pour beaucoup, mais elle n'est pas la seule. La John Birch Society, plus conservatrice encore, martèle depuis des années l'opinion américaine de son slogan « *Get out of the UN* », qui a cessé de demeurer sans écho.

Cet écho est d'autant plus vif que les Nations unies elles-mêmes, de par leurs mécanismes internes, ont prêté le flanc à la critique. Ainsi, la tribune de l'ONU a de plus en plus souvent été utilisée comme un forum politique, et le jeu de la « majorité automatique »

## Trois ouvrages pratiques, utiles, actualisés, fiables



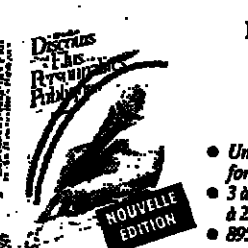
**MODÈLES DE TABLEAUX DE BORD**  
pour gérer et contrôler la Rentabilité de votre Entreprise

- Un ouvrage à feuilles mobiles en trois volumes. 3136 pages
- 4 mises à jour par an à 2,50 F la page
- 995 F franco TTC



**MODÈLES DE LETTRES**, de Notes et de Documents pour tous les Services de l'Entreprise

- Un ouvrage à feuilles mobiles en un volume. Plus de 1 000 pages
- 4 mises à jour par an à 2,50 F la page
- 895 F franco TTC



**RECUEIL DE DISCOURS** à l'usage des États et des Personnalités publiques

- Un ouvrage à feuilles mobiles grand format 21 x 29,7. 1 036 pages
- 3 à 4 mises à jour par an à 2,90 F la page
- 895 F franco TTC

En plus de 900 tableaux, complétés par des exemples chiffrés, ce nouvel ouvrage de référence vous donne les moyens d'établir des diagnostics immédiats, et surtout fiables. Gestion de production, gestion commerciale, comptable, financière ou administrative : vous contrôlez vos coûts, vous analysez vos ratios, vous évaluez la rentabilité de vos clients, vous surveillez votre trésorerie, vos marges... et vos impayés ! Nouveau ! De la saisie des informations comptables à la gestion de vos stocks ou de votre personnel, des tableaux spécialement conçus vous aident à exploiter votre informatique à fond.

Petit test instructif : comptez le temps que vous passez chaque mois à concevoir, dicter, corriger... votre correspondance ! Voici aujourd'hui pour vous plus de 250 lettres déjà rédigées, à utiliser telles quelles. Que vous fassiez une offre, relançiez un fournisseur ou un mauvais payeur, rédigez une réclamation ou y répondez, plus de temps perdu à la recherche du mot juste. Un coup d'œil à l'index : vous avez en quelques secondes sous les yeux une lettre au style parfait, allant droit au but, adaptée à la circonstance et à votre correspondant. Une sécurité et de précieux gains de temps pour vous et votre secrétaire ! Pourquoi vous en priver plus longtemps ?

Résumez brillamment toutes vos interventions ! Ces modèles de discours permettent de prononcer à tout moment l'allocation qu'on attend de vous : ● cérémonies officielles ● fêtes locales et nationales ● banquets ● manifestations culturelles ou sportives ● anniversaires et commémorations ● accueils et visites ● remerciements ● allocutions au sein d'organismes publics professionnels ou privés... Avec, en plus tous les « trucs » d'orateur qu'un personnage officiel se doit de connaître et deux index analytique et thématique pour trouver votre texte en quelques secondes.

Éditions WEKA, 12 cour St-Éloi, 75012 Paris  
Tél. (1) 43.07.60.50

**Bon de commande à renvoyer avec votre règlement aux Éditions WEKA, 12 cour St-Éloi, 75012 Paris**

☐ Modèles de Lettres, de Notes et de Documents pour tous les Services de l'Entreprise : 895 F franco TTC. Mise à jour : 2,50 F franco TTC la page.

☐ Recueil de Discours à l'usage des États et des Personnalités publiques : 895 F franco TTC. Mise à jour : 2,90 F franco TTC la page.

☐ Modèles de Tableaux de Bord pour gérer et contrôler la Rentabilité de votre Entreprise : 995 F franco TTC. Mise à jour : 2,50 F franco TTC la page.

**OFFRE SPÉCIALE** : l'économie 500 F en commandant les 3 ouvrages au prix spécial de 2 285 F franco TTC (au lieu de 2 785 F).

☐ **LES 60 conditions générales de vente**

Mes garanties :

- Ces trois ouvrages seront actualisés quel que soit le délai qui s'écoulera par un système exclusif de compléments et mises à jour. Je vous enverrai ce service à tout moment. Pas de paiement supplémentaire.
- Si un ouvrage ne me satisfait pas totalement, il n'y aura de ma part ni renvoi sous 15 jours pour être remboursé immédiatement et intégralement.

Calendrier des fêtes nationales	
1 <sup>er</sup> -30 juin	
1 <sup>er</sup> TUNISIE	Fête nationale
4 TONGA	Fête nationale
7 TOULON	Fête nationale
12 PHILIPPINES	Fête nationale
17 ISLANDE	Fête nationale
23 LUXEMBOURG	Fête nationale
26 REP. MALGACHE	Fête nationale
30 ZAIRE	Fête de l'Indépendance





FINANCIERS

Nations unies

INTERNATIONALISATION DE L'ÉCONOMIE, DÉRÈGLEMENTATION, GROGNE DES SALARIÉS

La Suède de l'après-Palme confrontée aux limites du « modèle »

O LOF PALME était de ce petit nombre d'hommes politiques européens à s'être acquis une stature internationale durable. Il le devait à l'indépendance de ses prises de position sur les questions Est-Ouest et au soutien courageux qu'il accordait aux mouvements d'émancipation du tiers-monde.

Cette notoriété avait rejailli sur le système suédois - « A B Sverige » (la Maison Suède) - régi par le condominium syndicat-patronat. Pourtant, ce « modèle », bousculé par la multinationalisation de l'économie du pays, était déjà en crise lors du retour d'Olof Palme au pouvoir en 1982. Les héritiers politiques du premier ministre assassiné auront bien du mal à éviter la banalisation de leur pays dans l'espace néolibéral occidental.

Par LEIF BACKLUND

En Suède, l'atmosphère politique de l'après-Palme rappelle celle de l'après-Gaull en France, au lendemain du référendum du 27 avril 1969 qui signa l'acte de décès politique du général. Après l'assassinat du premier ministre le 28 février dernier, c'est, paradoxalement, la « continuité » qui devient le mot de ralliement. Rien n'est changé, rien ne changera, proclament les héritiers politiques que sont le nouveau premier ministre, M. Ingvar Carlsson, et son ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt. Et les milieux d'affaires de renchérir : tout ira même mieux qu'avant. Le « modèle » suédois continue.

Lors du retour au pouvoir d'Olof Palme, en 1982, était déjà évoquée la gageure qui posait au socialisme suédois l'internationalisation de l'économie (1). Pour que les liens de solidarité tissés entre le patronat et les syndicats depuis l'époque de l'accord de Saltsjöbaden (1938) résistent à l'épreuve de la crise, la question posée à l'époque était celle de la restructuration de l'ensemble de l'économie suédoise. Une économie à laquelle devait désormais être intégrée la composante multinationale, tout en conservant aux syndicats et au parti social-démocrate le rôle de garants de la répartition équitable du produit national. M. Pehr Gyllenhammar, le dynamique président du groupe Volvo, ami de MM. David Rockefeller et Henry Kissinger, semblait être le partenaire de choix avec qui Olof Palme pouvait tenter de mettre sur pied ce modèle suédois rénové. Olof Palme et M. Gyllenhammar avaient joué le jeu. Pendant sa campagne électorale de 1982, Palme avait donné le ton en faisant de la « politique de la main tendue » l'un de ses principaux slogans. Pour qui voulait l'entendre, cette main était tendue - au-delà des partis de l'opposition bourgeoise - vers le grand capital, national et multinational.

Les concessions au grand capital furent, d'emblée, importantes. Le jour même de sa prise de fonctions, le 8 octobre 1982, le gouvernement social-démocrate procédait, à froid, à une dévaluation de 16 % de la couronne, faisant suite aux dévaluations successives effectuées par le gouvernement bourgeois en avril 1977 (6 %), août 1977 (10 %) et octobre 1981 (10 %). Cette mesure avait essentielle-

ment pour but d'accroître les marges bénéficiaires des entreprises. Cet objectif fut d'autant plus facile à atteindre que la progression des salaires, depuis 1982, a pu être maintenue au niveau de l'inflation, elle-même de plus en plus modérée.

Parallèlement à cette politique de rigueur s'aménageait discrètement l'ouverture de la Suède au capital étranger. Les actions suédoises, dont l'achat a été longtemps réservé - sauf rares exceptions - aux épargnants et investisseurs nationaux, sont maintenant offertes sur une échelle de plus en plus vaste aux investisseurs étrangers, notamment par l'introduction d'actions suédoises sur les places étrangères. La hausse du dollar de ces dernières années a favorisé une ruée sur les actions suédoises, considérées comme sous-évaluées. Les investisseurs étrangers ont ainsi acquis en peu de temps une part substantielle - mais statistiquement mal connue - du capital de nombreuses sociétés suédoises. Pour Volvo, cette part s'élèverait à 25 %.

Cette activité boursière est appelée à prendre une extension considérable à l'avenir. En effet, l'implantation des banques étrangères dans le pays est désormais autorisée. Une douzaine d'entre elles ont déjà obtenu les accords nécessaires, dont deux du groupe Rockefeller-Morgan (Citibank et Manufacturers Hanover Trust) et pas moins de cinq établissements français (BNP, Société générale, Crédit lyonnais, Paribas et - en coopération avec une banque finlandaise - Indosuez).

Cette implantation s'accompagne - on pouvait s'y attendre - d'un assouplissement progressif du contrôle des changes pour les opérations effectuées par les banques et par les entreprises et, en outre, d'une réduction considérable de l'arsenal monétaire de la Riksbank (banque centrale).

Au sein des milieux bancaires, la satisfaction est générale. Dans son rapport annuel, M. Ton Hedelius, directeur général de la Svenska Handelsbanken, constatait : « Les conditions de l'activité bancaire ont radicalement changé. Les possibilités d'expansion, d'initiatives nouvelles, sont plus grandes qu'auparavant. Ainsi se dessinent des perspectives fascinantes. »

Bon géant et bon citoyen

d'affaires de 90 milliards de couronnes (2) - soit 11 % du produit national brut, une main-d'œuvre représentant 8 % de la totalité des travailleurs et une part des exportations de 12,5 %. - Volvo est un géant pour la Suède. Un bon géant et, de surcroît, un bon citoyen dont, inconsciemment, on attend une relance de la production industrielle du pays.

Si l'allant de M. Gyllenhammar ne saurait être mis en cause, les doutes que l'on pouvait déjà nourrir en 1982 quant à la sûreté de son jugement et à la qualité de ses initiatives se sont renforcés. D'abord, sa soudaine entrée en politique, en 1982, comme membre du comité directeur du Parti libéral se solda par un échec retentissant : aux élections d'octobre 1982, le parti, déjà mal en point, tomba à son plus bas niveau. M. Gyllenhammar mit alors lui-même un terme à sa brève carrière politique.

Sur le plan économique, le patron de Volvo essaya deux graves échecs. Son rapprochement avec le groupe Bijer de M. Anders Wall, qui devait faire oublier une déconvenue antérieure en matière de prospection pétrolière dans les eaux norvégiennes, tourna court, en mai 1984, avec la démission de M. Anders Wall de ses fonctions de vice-président du conseil d'administration de Volvo. Les difficultés financières créées par les sociétés de commerce et de prospection de pétrole américaines entrées dans le groupe avec M. Wall ne sont sans doute pas étrangères à la démission de ce dernier.

C'est à cette époque que s'est également livrée une âpre lutte pour le pouvoir entre MM. Gyllenhammar, Wall et Peter Wallenberg - l'héritier de l'empire Wallenberg, qui contrôle en particulier les sociétés Ericsson et Electrolux, - après le décès de son père Marcus en septembre 1982. En quelques années, la Bourse suédoise, dont une des fonctions principales aurait dû être de faciliter le financement de la reconversion industrielle du pays, s'est progressivement transformée en une foire d'empoigne, un haut lieu de la spéculation où moment sans cesse à l'horizon de nouvelles « comètes » et où se sont récemment ternis les noms les plus respectés de la finance.

Mais c'est au début de 1986 que M. Gyllenhammar devait enregistrer son revers le plus grave, avec l'affaire Fermenta. L'enjeu était de taille : le groupe Volvo, dont les activités sont déjà largement diversifiées et comprennent en particulier, outre l'automobile, les moteurs d'avion, l'alimentation et le secteur énergétique, envisageait de pénétrer en force dans le secteur de pointe des biotechnologies. En quarante-huit heures, M. Gyllenhammar racheta à M. Rafaat El Sayed, biochimiste et financier d'origine égyptienne, 30 % des actions de Fermenta, société engagée à la fois dans la production de pénicilline et de produits bio-techniques et qui, en 1985, avait connu une montée en flèche à la Bourse de Stockholm !

On apprit ensuite que M. Rafaat El Sayed n'était pas titulaire du titre de docteur dont il se prévalait, que son entreprise polluait sans vergogne le lac Mälmar et qu'il avait obtenu de Volvo un prêt personnel à un taux de faveur ; ces révélations provoquèrent un gros scandale, un effondrement des cours de Fermenta, et une condamnation des deux sociétés à des amendes pour avoir induit le public en erreur.

Les initiatives avortées de M. Gyllenhammar commencent à peser lourd sur sa carrière. Son audience et sa pugnacité lui valent cependant encore beaucoup de prestige. Jouant son rôle de « bon citoyen », il a apporté, l'an dernier, sa contribution à la solution des problèmes posés par la fermeture définitive du chantier naval d'Uddevalva, l'un des derniers encore en activité. Aux termes d'un accord conclu entre Volvo et l'Etat, M. Gyllenhammar s'est engagé à construire une usine de montage d'automobiles sur l'emplacement même du chantier d'Uddevalva. Cette usine, qui, en 1988, devrait employer mille personnes et produire quarante mille voitures, bénéficiera notamment, en retour, de l'octroi par le gouvernement de 12,5 milliards de couronnes à la firme Volvo.

Les pouvoirs publics espèrent eux-mêmes susciter la création de mille emplois supplémentaires par la mobilisation de gros moyens financiers. Le drame régional causé par la mise en chômage des trois mille personnes travaillant au chantier naval serait ainsi atténué, au moins sur le papier.

Une voix qui s'est tue

SI le gouvernement se sent si dépendant de l'initiative privée pour le redémarrage industriel de la Suède, c'est que ses propres moyens d'action sont limités. Le cas des fonds salariaux, alimentés par les bénéfices des sociétés et originellement conçus pour accroître l'influence des syndicats dans l'orientation des investissements, est exemplaire. Dans un esprit de compromis avec le patronat, ils ont finalement été détournés de leur but primitif. Désormais, le texte définitif de la proposition du gouvernement Palme, M. Sven Ivan Sundquist, commentateur financier connu, pouvait tirer dans son quotidien : « Un chef-d'œuvre politique : la bonne vieille économie mixte (3) ». Il constatait que le contenu de la proposition répondait aux exigences capitalistes les plus strictes et, notamment, à l'impératif de rentabilité, les cinq fonds régionaux créés devant servir au fonds des pensions un intérêt annuel de 3 %, net d'inflation, sur le capital reçu. Les fonds salariaux ressembleraient ainsi fortement à des fonds collectifs de placement en actions.

Cette concession fut payante sur le plan politique, puisque le parti social-démocrate, conduit par Olof Palme, l'emporta aux élections de septembre 1985, face à des partis bourgeois ayant fait de la suppression des fonds salariaux leur cheval de bataille. Si le spectre de la socialisation n'est plus évoqué que sporadiquement à leur sujet, la manière dont ils sont gérés fait actuellement l'objet de critiques de la rentabilité à partir de la recherche de la rentabilité à partir de la recherche de la rentabilité et à la participation à des opérations spéculatives à court terme, spécialement sur les titres Volvo et Fermenta.

Le « modèle » suédois semble aujourd'hui à bout de souffle. L'accroissement des dépenses publiques pour financer le maintien de l'emploi ayant atteint le seuil de tolérance fiscale, le gouvernement s'est tourné vers les entreprises. Une loi votée par le Parlement (Riksdag), pour l'année 1985, les invite, en contrepartie d'avantages fiscaux, à constituer des dotations appelées « fonds de renouvellement », à concurrence de 10 % de leurs bénéfices, et obligatoires pour toutes les entreprises ayant enregistré, en 1985, un bénéfice supérieur à 500 000 couronnes. Ces fonds de renouvellement devraient servir, avec l'accord des syndicats, à financer la formation des jeunes, la recherche et le développement. Les entreprises ont toutefois montré peu d'intérêt pour cette initiative. Dans les milieux syndicaux, on accuse même les grandes sociétés nationales, comme LKAB (mines de fer de Kiruna), d'être les premières à tenter d'échapper à ces nouvelles obligations par des artifices comptables.

Une lecture rapide des indicateurs économiques peut donner l'impression que la Suède est en bonne santé et, de fait, la politique rigoureuse suivie par le gouvernement social-démocrate a provoqué une certaine reprise de l'acti-

accordant sa juste part dans la répartition des richesses créées.

Mais n'est-ce pas demander l'impossible à un système multinational qui fait maintenant de la dérégulation son mot d'ordre ?

Face aux exigences de dérégulation, Palme avait cru, par des concessions appropriées, « créer une situation nouvelle, où la droite perdrait pied, où le réformisme pourrait ensuite fonctionner de manière offensive ». En fait, pour ne pas perdre lui-même pied, Palme avait choisi d'élever le débat au droit de parole et d'initiatives sur la scène internationale, droit solidement ancré dans une politique de neutralité visant à réduire les affrontements entre les grandes puissances, à organiser la paix, et à tenter d'établir un nouvel ordre économique mondial.

L'usage que le premier ministre avait su faire de ces droits lui avait donné le statut de « troisième voix », porteur d'un message universel d'espoir que les Etats-Unis et l'Union soviétique ne savent plus transmettre. Une voix qui suscitait souvent l'irritation à l'Est comme à l'Ouest, que ce soit lors de la condamnation du bombardement de Hanôï, de l'invasion de la Tchécoslovaquie et de l'Afghanistan, ou du soutien américain aux « contras » nicaraguayens. Mais plus dérangeants encore, pour les milieux de l'OTAN, avaient été les efforts déployés par Olof Palme, avec le soutien de l'Internationale socialiste et des pays non alignés, pour formuler des propositions de désarmement nucléaire en Europe, notamment dans le cadre des travaux de la commission Palme.

En janvier 1984, lors d'une réunion organisée par l'OTAN sur « L'avenir de l'OTAN et la sécurité globale », la « suédfication » de l'Europe était présentée par M. William Taylor (4) comme l'un des principaux dangers susceptibles de rompre l'équilibre des forces entre l'URSS et les Etats-Unis.

L'habileté manœuvrière de M. Gorbatchev aura sans doute renforcé ces craintes. Lorsque, en janvier 1986, il envoya à M. Reagan son plan de dénucléarisation mondiale avant l'an 2000, il adressa simultanément une lettre personnelle à Olof Palme... Cette « voix du dialogue » a-t-elle été jugée par certains suffisamment dangereuse pour être tue, condamnée pour « excès de démocratie » ?

(1) Cf. Leif Backlund, « Suède : le socialisme à l'épreuve de la crise », Le Monde diplomatique, septembre 1982.  
(2) I couronne vaut 1 franc.  
(3) Dagens Nyheter, Stockholm, 24 juillet 1983.  
(4) Stratégie influent du Center for Strategic and International Studies de l'université Georgetown à Washington.

LE MONDE DIPLOMATIQUE
Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET, Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND
RÉDACTION
7, rue des Indes
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDIPAR 630572 F
Tél. : 42-47-91-27
Publication : Le Monde Publiaté
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Une grande école privée en Ile-de-France
INSTITUTION PALISSY
COLLÈGE ET LYCÉE PRIVÉS PALISSY
COURS ANNUELS
COURS DE VACANCES
45, Avenue du Pr. Wilson et 31, Avenue des Platanes 94340 JOINVILLE-LE-PONT
Tél. : (1) 48.86.01.22

FORCE ET FAIBLESSES

A la recherche d'alliés

Par AHMAD FAROUHY

DEPUIS le déclenchement de la guerre irako-iranienne en septembre 1980, la diplomatie du régime islamique n'a eu de cesse d'obtenir une diminution du soutien dont l'Irak bénéficie auprès de la plupart des Etats. L'isolement de l'Iran est d'autant plus mal ressenti à l'intérieur que ce sont les responsables baasistes au pouvoir à Bagdad qui ont ouvert les hostilités en lançant leurs troupes à la conquête du territoire iranien (1). L'appui accordé au président Saddam Hussein ou, au mieux, le silence de la communauté internationale face à l'attaque irakienne ont ainsi contribué à radicaliser la politique étrangère de la République islamique.

Dès le début de la guerre, les Iraniens n'ont pas manqué de comparer les réactions ambiguës des Occidentaux à l'invasion de leur pays avec l'indignation que suscita l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan. D'autant que les responsables occidentaux traitaient de « héros » les inté-

gristes musulmans qui composaient la résistance afghane, et d'« obscurantistes » ceux qui, en Iran, se défendaient contre d'autres envahisseurs, par surcroît alliés de l'URSS. Pour l'imam Khomeiny, ce paradoxe accrédi- tait la thèse du « complot ourdi contre la République islamique », et renforça l'argument de ceux qui, au sein de son régime, prônaient l'exportation de la révolution.

Afin d'y parvenir, encore fallait-il surmonter deux obstacles. D'une part, l'Iran ne fait pas partie du monde arabe, dont le séparant tant l'origine ethnique de sa population que la langue. Les dirigeants de Bagdad ne se sont d'ailleurs guère privés dans leur propagande de faire de « la défense du monde arabe contre l'impérialisme perse » un slogan qui visait à mobiliser le nationalisme arabe à son avan- tage (2). D'autre part, le chiisme est minoritaire au sein du monde musul- man : hors d'Iran, la plupart des chiites se trouvent en Irak et au Liban. En temps de guerre, il était naturel que Téhéran tente d'abord de gagner à sa cause la communauté chiite en Irak - qui représente près de la moitié de la population de ce pays.

gauche islamique - se réfugient en France pour que Bagdad trouve en ce dernier un collaborateur.

En janvier 1983, le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, et M. Radjavi signèrent un communiqué commun consacrant leur alliance et firent publier des propositions pour mettre fin à la guerre. Dès ce moment, et alors que le plan de paix élaboré par les deux parties désavantage nettement l'Iran, certaines rumeurs font état d'une importante aide financière de l'Irak aux Modjahédine-é khalq (5). Mais une telle alliance allait, paradoxalement, se retourner contre ces derniers : difficile à justifier auprès du peuple irakien, tout entier dévoué au combat contre les envahisseurs ira- kiens, elle leur fit perdre le faible soutien populaire dont ils pouvaient se pré- valoir. D'autre part, elle précipita le départ de l'ex-président Baïsadr et de ses alliés du Conseil national de la résistance, ce qui fit éclater cette orga- nisation vouée à unir les Modjahédine-

gauche islamique - se réfugient en France pour que Bagdad trouve en ce dernier un collaborateur.

En janvier 1983, le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, et M. Radjavi signèrent un communiqué commun consacrant leur alliance et firent publier des propositions pour mettre fin à la guerre. Dès ce moment, et alors que le plan de paix élaboré par les deux parties désavantage nettement l'Iran, certaines rumeurs font état d'une importante aide financière de l'Irak aux Modjahédine-é khalq (5). Mais une telle alliance allait, paradoxalement, se retourner contre ces derniers : difficile à justifier auprès du peuple irakien, tout entier dévoué au combat contre les envahisseurs ira- kiens, elle leur fit perdre le faible soutien populaire dont ils pouvaient se pré- valoir. D'autre part, elle précipita le départ de l'ex-président Baïsadr et de ses alliés du Conseil national de la résistance, ce qui fit éclater cette orga- nisation vouée à unir les Modjahédine-

é khalq aux autres mouvements anti- communistes et antimonarchistes opposés à la théocratie de l'imam Khomeiny.

Enfin, comme Téhéran, Bagdad sou- tient les autonomistes kurdes en lutte contre le régime ennemi, notamment le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI). Selon son secrétaire général, M. Abdelrahman Ghawsemku, ce parti entretient d'excellentes rela- tions avec le président Hussein, « car nous avons un ennemi commun et un même objectif : abattre le régime isla- mique de Téhéran (6) ». Les Irakiens laissent donc transiter par leur terri- toire les armes et les munitions que les insurgés kurdes achètent à l'étranger. Il est difficile d'estimer la portée mili- taire de la résistance kurde, mais, selon cette dernière, la République islamique aurait récemment envoyé deux cent mille hommes se battre au Kurdistan, ce qui aurait obligé le PDKI à passer de la « guerre frontale à la guérilla (7) ».

Les ennemis de nos ennemis...

SI les organisations chiites irakiennes étaient déjà structurées bien avant l'arrivée au pouvoir de l'imam Khomeiny, ce dernier n'allait guère tarder à les renforcer, tant politiquement que militairement. Sous son impulsion, le mouvement Al-Dawa (« l'appel »), fondé en Irak durant les années 50 afin d'accroître le pouvoir du clergé chiite, allait ainsi connaître un regain d'acti- vité. Militant pour l'instauration d'une République islamique en Irak, dispo- sant d'une branche militaire, et ayant publiquement prêté allégeance à l'imam Khomeiny, son inféodation au régime iranien serait totale. Très actif dans les milieux chiites irakiens, Al-Dawa a déjà revendiqué de nombreux attentats contre l'armée et les forces de sécurité baasistes. Mais s'il paraît être l'organisation d'opposition chiite la

plus importante d'Irak, il n'est cepen- dant pas la seule. Plusieurs mouve- ments - d'ailleurs tous dissidents d'Al- Dawa - bénéficient également du soutien de Téhéran, où se trouvent leurs quartiers généraux. Parmi eux, l'Organisation de l'action islamique et Al-Modjahédine, tous deux ayant revendiqué de nombreux attentats en Irak et à l'étranger.

En novembre 1982, afin de coordon- ner les activités de ces divers mouve- ments rivaux, Téhéran encourage le clergé chiite irakien opposé au régime de Bagdad à se regrouper au sein d'un Conseil suprême de la Révolution isla- mique irakienne. Bien que ce conseil ait à maintes reprises manifesté sa volonté d'unification, il serait lui-même en proie à une lutte entre deux ten- dances : l'une, disposée à reconnaître un certain rôle aux autres forces politi-

L'appui apporté par l'Iran au clergé chiite irakien et au PDK ne paraît guère avoir mis le président Hussein en danger. L'expulsion de dizaines de mil- liers d'Iraniens d'Irak, la répression brutale des mouvements intégristes chiites et la hantise du peuple irakien d'avoir à subir une occupation militaire iranienne, ont permis au président Hus- sein de déjouer les tentatives de Téhé- ran visant à renverser son régime de l'intérieur. De la même manière que les efforts de Bagdad pour atteindre le régime iranien se sont révélés peu effi- caces.

Car, dès le début de la guerre, le pré- sident Hussein avait tenté de nouer des alliances au sein de l'opposition irani- enne. Hormis M. Chapour Bakhtiar, le dernier des premiers ministres du chah, qui utilisa les ondes de Radio- Bagdad pour mener un combat verbal contre la République islamique, aucun mouvement n'était encore prêt à se compromettre avec un régime dont le but avoué était l'annexion d'une partie du territoire national. Il fallut attendre que l'ex-président Baïsadr et son futur gendre, M. Massoud Radjavi, chef des Moudjahidins du peuple (Modjahédine-é khalq) - l'extrême

Le jeu complexe des grandes puissances

AYANT ainsi noué des alliances au sein de leurs oppositions respec- tives, Bagdad et Téhéran ont aussi tenté de s'assurer des soutiens exté- rieurs. Si, dans leur diplomatie, Mos- cou et Washington ont adopté une ligne de stricte neutralité à l'égard du conflit, il n'en va pas de même de leur politique militaire.

Pour l'URSS, une telle contradiction s'explique du fait que, dès l'ouverture des hostilités, l'armement irakien était à 80 % d'origine soviétique. Lié à l'Irak depuis 1972 par un traité d'amitié et d'assistance mutuelle, Moscou a jusqu'ici maintenu ses fournitures à Bagdad, tout en essayant, néanmoins, d'amorcer un rapprochement militaire avec Téhéran. Selon des sources occi- dentales, en mai 1981, un accord soviéto-iranien, qui aurait été tenu secret, aurait confié l'entraînement du corps des Pasdaran à l'URSS, qui leur fournirait également une importante quantité d'armes (8). Selon ces mêmes sources, ce sont ces livraisons - effec- tuées par le biais de la Corée du

Nord - qui auraient permis à l'Iran de monter ses récentes offensives en terri- toire irakien. Ainsi, grâce à l'aide mili- taire apportée aux deux camps, l'URSS se réserverait le droit d'inter- venir dans d'éventuelles négociations de paix.

Hormis ce soutien, somme toute mesuré, Moscou a vainement essayé de se rapprocher du régime de l'imam Khomeiny. Mais depuis la chute du chah, en butte à une hostilité idéologi- que et politique croissante de la part de la théocratie au pouvoir à Téhéran, les Soviétiques ont été incapables d'empê- cher la détérioration de leurs relations avec Téhéran (9). Celles-ci sont deve- nues franchement mauvaises lorsque l'imam Khomeiny a entrepris d'élimi- ner le parti Toudéh (communiste pro- soviétique). L'URSS s'est efforcée depuis peu d'oublier cet « incident » afin de normaliser ses relations avec son voisin méridional. Ces efforts ont abouti à la visite à Téhéran, en février dernier, de M. Gueorgi Kornienko - vice-ministre des affaires étrangères - la plus haute personnalité soviétique à

(Suite de la première page.)

Mais, comme ce dernier est lui- même composé de cinq personnalités - dont deux membres du clergé chiite di- rectement nommés par le faqih et les trois autres indirectement, - le Conseil de surveillance n'est en réalité qu'une extension du pouvoir de l'imam Khomeiny - son appareil de contrôle légis- latif (2). Jusqu'ici, ce Conseil a fait preuve d'une redoutable efficacité, notamment en invalidant les lois sur la nationalisation du commerce extérieur et celles relatives à la réforme agraire.

A la base du système législatif se trouve le madjless (Parlement), dont le rôle se réduit à légiférer en fonction des orientations définies par les instances supérieures. Composé actuelle- ment de deux cent soixante-dix dépu- tés, dont les deux tiers sont des membres du clergé chiite, le madjless est dominé par le Parti de la Républi- que islamique (PRI), les cinq députés du Mouvement de libération de l'Iran de M. Mehdi Bazargan - l'ancien pre- mier ministre du gouvernement provi- soire instauré après la chute du chah - ayant boycotté les dernières élections législatives en mai 1984 pour protester contre l'absence de démocratie dans la vie politique iranienne. Le madjless a le droit d'accepter ou de refuser, par un vote de confiance, le premier ministre et les ministres que doit lui présenter le président de la République. Seul ce dernier est élu au suffrage universel ; néanmoins, son pouvoir - comme celui du gouvernement - est très limité.

En effet, selon la Constitution, le « pouvoir exécutif » se borne à la ges- tion administrative de l'Etat. Cepen- dant, la présence au sein de l'adminis-

tration de multiples associations islamiques exerçant des pressions continues sur les instances gouverne- mentales provoque un conflit perman- ent entre les différentes autorités ad- ministratives et islamiques. Ce qui a pour effet de paralyser quasi totale- ment l'action gouvernementale.

Parallèlement, le pouvoir islamique repose sur l'organisation des komi- teh (3), dont la fonction essentielle est d'assurer le contrôle social : des coup- ons de rationnement pour la nourri- ture aux problèmes de logement ou d'emploi, la vie quotidienne des Ira- niens est réglée par les komiteh, qui peuvent ainsi maintenir une pression permanente à la base, notamment par le biais des avantages arbitrairement accordés à certains, au gré des al- liances politiques nouées au sein de la hiérarchie chiite.

Parmi les organisations révolution- naires, le Djahad-é sazandéghi (4) était à l'origine l'une des plus popu- laires. Initié par le gouvernement de M. Bazargan en mai 1979, qui souhai- tait mobiliser la jeunesse pour dévelop- per les zones rurales, le Djahad-é sa- zandéghi a rapidement recruté des milliers de volontaires. Ils aidèrent les villageois à construire des routes, des écoles, des dispensaires et à améliorer

l'irrigation ; ils entreprirent d'innom- brables travaux et permirent ainsi à la République islamique d'accroître son influence au sein de la paysannerie irani- enne. Toutefois, afin d'éviter que cette organisation n'échappe au contrôle du clergé chiite, le Djahad-é sazandéghi est transformé en 1983 en ministère ; d'emblée, celui-ci élimine le volontariat, recrute des salariés et se bureaucratise. Dans une certaine me- sure, il est aujourd'hui aux campagnes ce que les komiteh sont aux villes : une structure d'encadrement politique.

Selon la Constitution, le pouvoir ju- diciaire est une extension du pouvoir religieux : le président de la Cour de cassation, le procureur général, ainsi que les membres du Conseil supérieur judiciaire appartiennent obligatoirement au clergé chiite. En l'absence d'un nouveau code civil et d'un code pénal « islamique » pour remplacer ceux en vigueur sous le régime du chah, les décisions judiciaires irani- ennes, lorsqu'elles ne concernent pas les délits politiques, se fondent sur l'in- terprétation des écrits et préceptes co- raniques. Les jugements des divers tri- bunaux islamiques varient ainsi en fonction d'une « morale islamique » dont la traduction en termes juridiques est des plus arbitraires.

Une « armée dans l'armée »

L'UN des exemples les plus frap- pants de la volonté de multiplier les centres de pouvoir est la politique menée par le régime à l'égard des forces armées. Dès la chute du chah, afin de s'assurer d'une puissance mili- taire, notamment pour contrer celle de l'armée dont la fidélité au nouveau régime était sujette à caution, le clergé chiite a créé le corps des gardiens de la révolution, les Pasdaran. Véritable garde prétorienne de l'imam, recrutant parmi les jeunes dont le dévouement au pouvoir islamique est incontestable, cette milice est aujourd'hui forte de 250 000 hommes. Et si ce nombre cor- respond exactement aux effectifs de l'armée de terre iranienne, celle-ci ne comprend que 150 000 militaires de carrière, le reste étant constitué par des troupes du contingent.

Utilisé dès sa création pour réprimer les forces de gauche - dont certains

groupes, tels les Fadayan-é khalq et les Modjahédine-é khalq avaient égale- ment constitué de puissantes milices armées, - le corps des Pasdaran a aussi mené la majeure partie des combats contre les autonomistes kurdes. Mais c'est leur résistance aux troupes de Bagdad, lors de l'invasion de l'Irak en septembre 1980, qui a fait d'eux, au- jourd'hui, le fer de lance des offensives militaires iraniennes, même si leur ar- mement demeure très inférieur à celui de l'armée régulière. Afin de renforcer leur puissance, l'imam Khomeiny a décidé, en septembre 1985, que les Pas- daran - dirigés par un ministère de- puis 1982 - seront dotés de nouvelles unités aériennes, navales et terrestres, et que certaines unités de l'armée régu- lière devront y être incorporées. Ainsi, si la stratégie de division adoptée par l'imam Khomeiny à l'égard des institu- tions politiques a réussi à créer en leur

sein un « Etat dans l'Etat », appliquée au corps militaire iranien elle a fini par lui imposer une « armée dans l'armée ».

Cette volonté de multiplier les pôles de décision répond également à des préoccupations de sécurité. En effet, si les forces révolutionnaires iraniennes, rassemblées autour de l'imam Khomeiny, avaient pu si rapidement abattre le régime des Pahlavi, c'est parce qu'il avait été directement frappé au sommet : en exigeant unique- ment le départ du chah, l'imam visait à

trente députés, - et lorsque, deux mois plus tard, un nouvel attentat tua le président de la République, Mohammad- Ali Radjai, et le premier ministre, Mohammad-Djavad Bahonar. Même en cas de disparition de l'imam Khomeiny, la mainmise de quatre-vingt mille membres du clergé chiite sur les roules de l'Etat, la multiplicité des centres de pouvoir, l'élasticité des structures d'encadrement populaire et, enfin, l'éclatement de l'appareil mili- taire, paraissent mettre la théocratie à l'abri de toute tentative de déstabilisa- tion politique. Dans ces conditions,

Un pouvoir solidement



VOTE AU PARLEMENT  
Les deux tiers des députés appartiennent au clergé chiite

priver le régime de sa dynamique cen- tripète. Dépourvu de commandement suprême, l'armée impériale n'a opposé aucune résistance, et l'édifice pahlavi s'est écroulé quasiment sans effusion de sang. Aujourd'hui, avec la structure centrifuge de l'Etat islamique, un tel scénario est irréalisable.

L'efficacité du système a d'ailleurs été démontrée en juin 1981 lorsqu'un attentat à la bombe a décimé près de quatre-vingts hauts dignitaires de la République islamique - dont l'ayatol- lah Beheshti, le chef du PRI et numéro un du régime, quatre ministres, six ministres adjoints, ainsi que plus de

comment se fait-il que l'avenir du ré- gime n'ait jamais paru si sombre ?

Depuis l'instauration de la Républi- que islamique, la dépendance de l'éco- nomie iranienne à l'égard de ses re- cettes pétrolières n'a fait que croître : elle est aujourd'hui quasi totale, et l'ab- sence de toute production autre que celle du secteur pétrolier est compen- sée par une volonté d'importation à ou- trance. Perpétuant en ce domaine la politique néfaste inaugurée par la monarchie des Pahlavi - qui privilégia le pétrole aux dépens des autres sec- teurs de la production nationale, - le régime de l'imam Khomeiny se trouve

Edité par la S.A.R.L. le Monde  
Gérant : André FONTAINE,  
directeur de la publication.  
Administrateur général : Bernard WOUTS  
Imprimerie du « Monde »  
7, rue des Italiens  
75009 PARIS  
Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 438  
ISSN : 0026-9395  
A la disposition des diffuseurs de presse  
pour modifications de service, demandes  
de réimpression ou autre, utiliser notre numéro  
de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

هكزان الاجل



## DU RÉGIME IRANIEN

# extérieurs contre l'Irak

se rendre en Iran depuis la chute du chah. Toutefois, selon le quotidien officiel du régime iranien, cette visite n'aurait guère eu le succès escompté, à cause notamment de l'« inflexibilité » de la position iranienne face aux livraisons d'armes soviétiques à l'Irak (10).

A l'inverse de l'URSS, les États-Unis sont absents du champ de bataille, mais omniprésents à sa périphérie. N'ayant rétabli leurs relations diplomatiques avec Bagdad qu'à l'automne de 1984, en butte à l'hostilité de Téhéran, leur politique à l'égard des deux capitales vise essentiellement à empêcher que le conflit ne s'étende à la partie méridionale du Golfe. Ainsi, la flotte de guerre américaine croise régulièrement aux abords des eaux territoriales iraniennes afin de dissuader le régime islamique d'imposer des restrictions à la liberté de navigation, Washington ayant publiquement avéré Téhéran à maintes reprises qu'il aurait recours à la force en cas de blocus du détroit d'Ormuz. En outre, depuis 1980, quatre avions-radars américains AWACS, en liaison permanente avec le Pentagone, opèrent dans l'espace aérien saoudien.

Quant aux États riverains du Golfe, ils ont toujours affirmé leur neutralité à l'égard de leurs puissances voisines du nord, mais il n'empêche que l'Arabie saoudite finance généreusement le budget de guerre irakien, même si le montant de cette aide - estimé à plusieurs milliards de dollars - n'a jamais été rendu public. Lors du dernier sommet annuel du Conseil de coopération du Golfe (CCG), tenu à Mascate en novembre 1985, les souverains d'Arabie saoudite, de Bahreïn, du Koweït, du Qatar, d'Oman et des Emirats arabes unis ont évité de condamner l'Irak, pourtant responsable de l'intensification des bombardements contre des navires voguant dans les eaux internationales et dont les chargements étaient destinés à la République islamique. Ayant, lors des deux derniers sommets, favorisé l'Irak - pays membre de la Ligue arabe, - le CCG aurait néanmoins fait de timides tentatives pour se rapprocher de l'Iran, d'autant que la progression militaire de ce pays oblige les États membres à reconsidérer leurs re-



DES COMBATTANTS DE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE CÉLÈBRENT LEUR VICTOIRE À FAO  
Une guerre qui a déjà fait plus d'un million de victimes

lations avec les deux pays en guerre. Ils espèrent ainsi jouer un rôle important dans d'éventuelles négociations de paix, afin de faire valoir leurs droits lors du nouveau réajustement régional qui ne manquerait pas de s'ensuivre.

En revanche, éloignés du champ de bataille, la majorité des autres États arabes peuvent se permettre de faire preuve d'une solidarité quasi absolue à l'égard de leurs frères irakiens.

Bagdad est passé du « front du refus » arabe au camp « modéré », favorable à un compromis avec Israël. Pour sceller cette nouvelle alliance, le président irakien a reçu, en mars 1985,

le président Hosni Mubarak, le chef de l'Etat égyptien, et le roi Hussein de Jordanie venus lui témoigner leur solidarité face aux offensives meurtrières qui ont permis aux Iraniens de prendre pied à l'ouest du Tigre. Outre leur soutien politique, Le Caire et Amman ont déjà fourni à Bagdad une aide importante. Ayant autorisé les dix mille ressortissants égyptiens résidant en Irak à s'engager comme volontaires dans l'armée de ce pays, le président Hosni Mubarak a aussi vendu au régime de Bagdad une quantité importante d'armes, estimée l'an dernier à 3 milliards de dollars. Pour sa part, le royaume hachémite accorde à l'Irak

des facilités de transit, via le port jordanien d'Akaba, pour l'acheminement de produits militaires et civils.

Seules, dans le monde arabe, la Libye et la Syrie apportent leur soutien politique à l'Iran, quoique d'une manière relativement mesurée. L'aide libyenne ne dépasse guère les instances de la Ligue arabe, où le colonel Kadhafi tente systématiquement de bloquer les résolutions favorables à l'Irak. En revanche, compte tenu de l'hostilité qui a toujours marqué les relations entre le président syrien Assad et le président Hussein, l'appui de Damas est plus substantiel : en avril 1982, la Syrie a fermé l'oléoduc qui permettait à l'Irak d'exporter son pétrole par les ports méditerranéens de Banias, en Syrie, et de Tripoli, au Liban. Ne disposant que de l'oléoduc qui relie Kirkouk à Doryou, en Turquie, Bagdad en subit un manque à gagner très important. A l'axe Le Caire-Amman-Bagdad s'oppose donc l'axe Tripoli-Damas-Téhéran, ce dernier étant cependant nettement moins profitable à l'Iran que le premier ne l'est à l'Irak.

Pour leur part, les pays européens ont évité jusqu'ici de prendre parti pour l'un des belligérants, entretenant d'excellentes relations commerciales avec les deux camps. Seule la France, sous l'effet d'un engrenage économique et politique, est progressivement venue donner un soutien exclusif à l'Irak (11). Cependant, dès l'accession de M. Jacques Chirac au poste de premier ministre, Paris a voulu rééquilibrer ses rapports avec Téhéran. Le message envoyé par le président Mitterrand au président iranien Khamenei, souhaitant « la normalisation des relations entre la France et l'Iran », le voyage à Téhéran, à la mi-avril, de M. André Ross, secrétaire général du Quai d'Orsay, la visite officielle du vice-premier ministre iranien M. Ali Reza Moayeri à Paris, ont contribué à renouer le dialogue entre les deux pays.

Alors que le président Hussein a réussi à isoler le régime de l'imam Khomeiny sur la scène internationale, la progression des armées iraniennes en territoire irakien incitera-t-elle les États à reconsidérer leurs relations avec les deux belligérants ? C'est en tout cas ce que pense le gouvernement de Téhéran. S'adressant aux responsables français, mais aussi à ceux des autres nations, le premier ministre iranien déclarait à ce propos : « Nous leur avons rappelé que le jour où ils ont défini cette politique, les Irakiens étaient à Khorramchahr, en Iran. Mais, aujourd'hui, ce sont les forces iraniennes qui occupent Fao, en Irak (12). » En d'autres termes, « malheur au vaincu ».

A. F.

(1) Ahmad Farouhy, « La guerre entre l'Irak et l'Iran », *Le Monde diplomatique*, novembre 1982.  
(2) *Ibid.*  
(3) Cf. « Le renouveau islamiste et ses implications stratégiques », Institut national supérieur d'études de défense et de désarmement, Paris, 1985.  
(4) *Le Monde*, 3-4 novembre 1985.  
(5) Voir *Iran-Libération* (organe officiel des Modjaheddine-e Khalq), n° 195, et *Le Monde*, 27 mars 1986.  
(6) *Le Monde*, 9 février 1985.  
(7) *Kurdistan d'Iran* (publication du PDKI), n° 12, février 1986.  
(8) *Jane's Defence Weekly*, 23 novembre 1985.  
(9) Ahmad Farouhy, « L'URSS et la révolution iranienne », *Le Monde diplomatique*, juillet 1980.  
(10) *Djournouriyé-Estani*, 4 février 1986.  
(11) Cf. Paul-Marie de la Gorce, « Face aux régimes ennemis », *Le Monde diplomatique*, avril 1986.  
(12) Déclarations du premier ministre iranien, M. Moussevi, à Radio-Téhéran, 13 avril 1986.

FORCE ET VIBES  
recherche d'alliés

devoir solidement

## structuré

confronté à une dégradation de l'économie qui s'accroît avec la chute des prix du pétrole (5).

Selon les rares chiffres rendus publics par le gouvernement - cette discrétion s'explique en partie par le secret militaire en temps de guerre, - durant la dernière année iranienne (mars 1985 - février 1986) les importations totalisaient 13,5 milliards et les exportations non pétrolières 500 millions de dollars ; suivant les statistiques de source occidentale, les importations iraniennes en provenance des pays de l'OCDE s'élevaient en 1985 à environ 7,5 milliards de dollars - dont 3,6 milliards d'achats à la CEE - et celles venant des pays de l'Est à environ

2,5 milliards de dollars. Au total : plus d'un tiers des dépenses de l'Etat. En 1984, les importations provenant des pays de l'OCDE auraient atteint 9,7 milliards de dollars (dont 5,2 milliards pour la CEE) et, en 1983, 12,2 milliards de dollars (dont 6,2 milliards pour la CEE) (6). Mais ces chiffres ne traduiraient qu'une partie de la réalité : en septembre 1985, le quotidien officiel *Kayhan* concluait une étude sur l'état de l'économie nationale en indiquant qu'en 1983 les importations en provenance de l'Occident se seraient élevées à 19 milliards de dollars - plus de la moitié des dépenses de l'Etat.

### Divisions parmi les gouvernants

UNE telle politique commence à être ouvertement critiquée par certains dirigeants islamiques, mais aucune mesure n'est prise pour la modifier : le budget de l'Etat pour l'année iranienne 1365 (mars 1986 - février 1987) prévoit environ 40 milliards de dollars de recettes, dont 20 milliards provenant directement des revenus pétroliers. Cependant, l'effondrement des cours du pétrole (ils ont chuté de moitié entre décembre 1985 et mars 1986) ne manquera pas d'avoir des conséquences extrêmement graves pour l'économie, d'autant que les dépenses liées à la guerre - évaluées à 13,8 mil-

liards de dollars pour l'année écoulée (7) - sont toujours considérées comme prioritaires.

D'où, sans doute, la tension grandissante qui se manifeste au sein du corps social urbain et qui commencerait à inquiéter sérieusement le pouvoir islamique (8). La baisse constante de la production agricole entraîne un exode massif de la paysannerie vers les villes, où la chute de la production industrielle a créé un chômage massif. A l'échelle nationale, un travailleur sur deux est sans travail, soit six millions de personnes. Cet appauvrissement de l'économie est confirmé par l'augmentation de la part des denrées alimen-

taires et des produits finis industriels de première nécessité dans la structure des importations (9). Mais la crise économique traduit aussi les divisions qui existent parmi les gouvernants ; les partisans d'un libéralisme sans entrave se regroupent autour du premier ministre, M. Mir-Hosseïn Moussavi, tandis que ceux qui demandent la nationalisation du secteur privé et une économie centralisée se rassemblent derrière le président de la République, M. Ali Khamenei. Cette division a éclaté au grand jour en octobre dernier lorsqu'un tiers du Parlement a refusé de voter la confiance au gouvernement Moussavi, en but à de nombreuses critiques depuis des mois de la part des partisans de M. Khamenei. Il a fallu une intervention radiodiffusée de l'imam Khomeiny (10), appelant à l'« union sacrée » afin d'éviter « un échec de l'islam », et condamnant « les pratiques parlementaires à l'occidentale », pour faire taire « les ambitions de tendance » qui, néanmoins, agitent de plus en plus souvent le madjles.

Si la présence de l'imam Khomeiny tempère ces rivalités au sein du clergé gouvernant, la gravité des problèmes économiques est de nature à exacerber la course au pouvoir dans la perspective de sa disparition. De leur solution dépend l'avenir de la République islamique. Car le malaise social, dont la presse iranienne se fait quotidiennement l'écho, pourrait servir de détonateur aux ennemis de la théocratie tentés de faire éclater une structure politique qui demeure encore solide.

AHMAD FAROUHY.

(2) Articles 4, 91 et 158 de la Constitution.  
(3) De mot français « comité ».  
(4) « Guerre sainte pour la construction ».  
(5) Cf. Ahmad Farouhy, « L'effondrement de l'économie iranienne », *Le Monde diplomatique*, décembre 1981.  
(6) *Statistiques mensuelles du commerce extérieur*, OCDE, Paris, février 1986 et IRNA (Islamic Republic News Agency), 11 mai 1986.  
(7) *The Military Balance 1985-1986*, International Institute of Strategic Studies, Londres.  
(8) « A Stumbling Economy Haunts Iran », *International Herald Tribune*, 13 mars 1986.  
(9) Cf. *Commerce extérieur par produits*, OCDE, 1985.  
(10) Radio-Téhéran, 16 octobre 1985.

BAISSE DES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DES PAYS OCCIDENTAUX  
(En millions de dollars ; moyennes mensuelles)

PRINCIPAUX FOURNISSEURS	1983	1984	1985
RFA .....	250,9	192,3	137,3
Japon .....	235,1	139,3	111,7
Royaume-Uni .....	79,6	78,3	56,8
Italie .....	75	79,2	50,6
Espagne .....	34,1	24,4	23,6
Pays-Bas .....	35	31,2	23,04
Australie .....	19,6	31,2	17,8
Suisse .....	-	23,4	16,2
Suède .....	35,2	39,2	15,9
Belgique-Luxembourg .....	21,4	19,2	14,9
Autriche .....	22,9	16,5	14,6
France .....	30,6	15,1	13,2

Source : OCDE, *Statistiques mensuelles du commerce extérieur*, janvier-avril 1986, Paris.

# Revue d'études Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU N° 20

Entretien avec  
CLAUDE CHEYSSON

ANN LESCH  
Gaza, un lieu oublié de la Palestine

KHALED AYED  
Scandales immobiliers en Cisjordanie

MARWAN BUHEIRY  
Exportations agricoles de la Palestine, 1885-1914

JABRA IBRAHIM JABRA  
Une enfance à Bethléem

REMO GUIDIERI  
Miroir du vestibule

DOMINIQUE ROCH  
Mémoires de l'errance

TOUTOURS DISPONIBLE, LE N° 6

JEAN GENET  
Quatre heures à Chatila

Le N° 50 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 160 F  
Etudiants (sur justificatif), 140 F  
Règlement au nom des Editions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes  
Diffusion : les Editions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

# Le Guatemala, ou la difficulté

**A**PRÈS trente-deux ans de régime militaire, la démocratie était rétablie au Guatemala en janvier dernier après l'élection d'un président démocrate-chrétien, M. Vinicio Cerezo. Celui-ci a pris, en politique étrangère, quelques initiatives spectaculaires, comme la récente rencontre, au sommet, à Esquipulas, des cinq présidents des Etats d'Amérique centrale pour mettre fin aux conflits armés dans la région.

Mais, sur le plan intérieur, le nouveau président procède avec une grande prudence. Excessive peut-être. Et, alors que l'« état de grâce » touche à sa fin, aucune des graves crises que connaît le pays ne semble en voie de résolution.

Par FRANCIS PISANI

« Il gagne toutes ses batailles », dit-on avec admiration à l'ambassade des Etats-Unis. « Il » c'est, bien entendu, M. Vinicio Cerezo, le jeune président du Guatemala entré en fonctions le 14 janvier 1986.

Après trente-deux ans de régime militaire, « Vinicio », comme on l'appelle couramment, est parvenu à se doter d'une marge de manœuvre infiniment plus grande que celle qu'on lui accordait trois mois avant son élection.

Sa victoire électorale elle-même a pris des proportions inespérées. Avec près de 63 % des suffrages, il a remporté haut la main un combat dont il n'était pas le favori. Mais ce vote massif, qu'il pourrait utiliser comme un plébiscite en faveur du changement, peut représenter également une lourde charge dans la mesure où il témoigne de l'espoir que tout peut changer du jour au lendemain.

Sa première urgence était l'armée, qui entendait conserver le contrôle d'un grand nombre de secteurs sensibles. Les principaux commandants avaient déjà désigné le futur ministre de la

défense : le général Lobos, un des hommes forts du régime antérieur. M. Cerezo est parvenu à convaincre qu'une telle mesure serait perçue comme la preuve d'une continuité néfaste. Le général Lobos a été nommé ambassadeur à Panama. Le nouveau ministre, le général Hernandez, est un homme effacé, et son chef d'état-major, le général Gramajo, est susceptible d'introduire autant de changements que l'on peut raisonnablement espérer. Mais les ambitions dans ce domaine sont limitées. « Ils ont les pistolets », dit-on avec réalisme dans l'entourage du président.

Plus important quant au fond : les militaires ont cédé une partie substantielle de l'administration interne du pays. Le président a pu nommer vingt-deux gouverneurs de province, tous civils, et les coordinations institutionnelles de base, organismes qui assuraient l'administration locale sous le contrôle des forces armées, sont passées sous la dépendance des gouverneurs.

Tous les acteurs et tous les observateurs interrogés sont unanimes sur un point : les risques de coup d'Etat sont nuls... « pendant la première année ». « Les militaires ne nous préoccupent pas pour le moment, dit-on à l'ambassade des Etats-Unis. Ils sont en faille sur le plan politique, et ils le savent. Ils ne veulent pas gouverner. »

L'« initiative privée », comme on dit dans la région, est la deuxième grande force traditionnellement détentrice du pouvoir réel. C'est son alliance avec les militaires qui a permis à la dictature de se maintenir aussi longtemps. Entente sacrée qui s'est rompue l'année dernière après que les patrons eurent fait reculer le gouvernement militaire à propos d'impôts qu'ils ne voulaient pas. Profitant de ces circonstances favorables et de l'accès aux responsabilités d'une nouvelle génération d'entrepreneurs, « Vinicio » a lancé une grande offensive de charme. Il a multiplié les explications, les sourires, et, surtout, il a invité certaines personnalités liées au patronat à participer au gouvernement. Ainsi, le ministre des finances, celui de l'économie et le directeur de la Banque centrale — tous trois partisans de mesures type FMI — sont-ils généralement considérés comme représentant le secteur privé dont ils sont issus.

La crise économique que traverse le Guatemala n'est pas moindre que celle de ses voisins (1). Mais la baisse du prix du pétrole et la montée des cours du café, principal produit d'exportation du pays, sont des éléments positifs.

Face aux premières manifestations de tension sociale, le président a procédé avec habileté. Il a offert 50 quetzales d'augmentation (entre 15 et 20 dollars) aux instituteurs, désarmant ainsi un mouvement qui aurait pu très vite prendre de l'ampleur. Il est également parvenu avec quelques promesses et un usage très mesuré de la force (une vraie révolution) à enrayer le mouvement d'occupations sauvages de terrains en ville et de propriétés agricoles dans les campagnes. L'agitation subsiste un peu partout dans le pays et se manifeste au moindre prétexte : un gouverneur qui ne plaît pas, une augmentation de prix, etc. Des réactions dont on avait perdu l'habitude, et qui s'expliquent par le fait qu'on peut maintenant sortir dans la rue et protester contre le gouvernement sans automatiquement s'exposer à la mort. M. Mario David Garcia, ancien candidat de droite à l'élection présidentielle, reconnaît du bout des lèvres « une certaine humanisation du pouvoir ».

Dans le domaine politique, le président a dissous par surprise la DIT (Direccion de investigacion tecnica, sorte de police secrète politique accusée d'un très grand nombre d'assassinats et de disparitions), à laquelle les militaires ne tenaient pas particulièrement. Il est parvenu à diviser les partis de droite qui ne sont pas remis de leur première défaite en tant d'années.

### Une « neutralité active »

A l'extérieur, misant sur les bonnes dispositions de la communauté internationale, M. Cerezo est parti sur les chapeaux de roue en proposant la réunion des cinq présidents d'Amérique centrale s'est tenu le 24 mai dernier, et la création d'un véritable Parlement régional.

Pour l'essentiel, il a réaffirmé la volonté de respecter la « neutralité » qui avait été l'axe des derniers gouvernements militaires, tout en promettant de la promouvoir d'une façon dynamique.

Même les Etats-Unis, qui souhaitent un alignement plus manifeste sur les positions défendues par l'administration Reagan, tolèrent ce concept de « neutralité active ». Il est de notoriété publique que des pressions — qualifiées de « brutales » par certains diplomates occidentaux — ont été exercées. Mais le département d'Etat semble s'être rendu à la raison : un de ses responsables, M. Mark Falcoff, qui a participé aux travaux de la commission Kissinger, a déclaré au journaliste Julio Godoy dans une entrevue publiée le 28 février par le journal la Hora : « Nous avons tellement intérêt à aider Cerezo que ce qu'il fait n'a presque pas d'importance. »

Quant au mouvement de guérilla, mis en difficulté politique par la capacité du système à se renouveler, il a réagi avec la plus grande prudence. Dans un discours très remarqué au troisième congrès du Parti communiste cubain, en février dernier, le commandant Pablo Monsanto (des Forces armées révolutionnaires, un des trois groupes politico-militaires qui composent l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque — URNG), a déclaré que les guérilleros n'entendaient pas déposer les armes, mais qu'ils ne constitueraient en aucun cas « un obstacle »

pour le nouveau président, au cas où celui-ci s'attaquerait aux vrais problèmes du pays.

Un document rendu public le 7 février 1986 par l'URNG va même beaucoup plus loin. Après avoir dénoncé les élections comme faisant partie d'une « manœuvre globale anti-insurrectionnelle », ce qui était la moindre des choses, le texte affirme : « Si le nouveau président et ses partisans choisissent d'être conséquents avec leurs déclarations et leurs promesses », ils devront « rompre avec

tous les schémas et lutter pour défendre leur victoire électorale sur d'autres champs de bataille et n'auraient de chance d'y parvenir qu'en faisant appel aux masses populaires. » Et d'ajouter : « Tout le peuple et ses organisations révolutionnaires, ainsi que tous les secteurs authentiquement démocratiques seraient disposés à soutenir une telle action et à la mener jusqu'à la victoire. » Certains même semblent avoir envisagé une sorte d'« alliance historique » entre les révolutionnaires et la démocratie-chrétienne.

### Après l'« état de grâce », l'immobilisme

L'ETONNANT c'est que, fort de ce délai de grâce qu'il doit, pour l'essentiel, à son habileté politique, le président ne semble pas décidé à passer à l'action. M. Edmond Mullet, député centriste de la capitale, le dit on ne peut plus clairement : « Vinicio a plus de marge de manœuvre qu'on ne le prévoyait, mais il agit moins. » « Il n'a saisi aucune opportunité », répond en écho un jeune ingénieur déçu.

Un avocat d'affaires bien disposé à son égard s'étonne : « Nous ne comprenons pas quelles pressions, quels accords peuvent expliquer qu'il ne fasse rien. » Dans leur immense majorité les Guatémaltèques semblent convaincus que M. Cerezo a signé avec les militaires un « pacte » qui lui lierait les mains, même s'il n'existe pas matériellement. « Les clowns ont changé, mais le cirque est le même », constate

un prélat de la capitale pourtant bien disposé à l'égard de la démocratie-chrétienne.

Le bilan des premiers mois est maigre. A part les mesures déjà évoquées et la dissolution de la DIT, l'exécutif n'a pas grand-chose à mettre à son actif, si ce n'est le timide plan économique rendu public le 6 mars dernier. Entre 40 000 et 60 000 emplois vont être créés pour la construction de routes, de réseaux d'eau potable et autres travaux d'infrastructure. Les fonctionnaires se sont vu accorder une augmentation de 50 quetzales par mois. Le déficit budgétaire sera réduit. Mais la principale mesure consiste à « simplifier » le taux de change, qui était officiellement de 1 quetzal pour 1 dollar, alors qu'au marché noir la monnaie américaine valait entre 3 et 4 fois plus. Le plan

## 75% DE RECHUS AUX BAC

# LES COURS MEURANT

Etablissements d'enseignement secondaire et supérieur privés

### 6° AUX TERMINALES ABCDGH

- Effectifs limités par classe (quinzaine d'élèves),
- Horaires renforcés,
- Laboratoires de Sciences et d'Informatique,
- Résultats hebdomadaires,
- Activités sportives et culturelles,
- Encadrement strict des élèves,
- Option langues étrangères : russe, arabe, chinois,
- Cours de vacances : juillet - août - septembre,
- Internat, externat, demi-pension, mixte,
- Internat garçons / Internat filles,

### CLASSES PREPARATOIRES

HEC - ESCAE - ESSEC - Sc-Po

### BTS (diplômes d'Etat)


Secrétariat - Comptabilité - Publicité - Tourisme - Action commerciale - Commerce international

### BOSTON - BAC INTERNATIONAL USA - BAC FRANÇAIS

\*permettant l'entrée dans les Universités d'une quarantaine de pays.

Contrôle régulier des Enseignements par des Inspecteurs agrégés de l'Université.

PARIS / LE RAINCY / SAINT-GERMAIN-EN-LAYE / BOIS-LE-ROI / LE HAVRE / LYON / STRASBOURG / SAINT-ETIENNE / CHALON.



4, place Franz-Liszt  
75010 PARIS  
**(1) 48.24.19.00**

Membre de la Fédération Européenne des Ecoles

---

Four recevoir une documentation sur la ou les formations de votre choix, remplissez ou recopiez ce bon et adressez-le aux cours MEURANT 4, place Franz-Liszt - PARIS 75010.

M., Mme, Mlle \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

secondaire     classes préparatoires     SEP     Comptabilité-Secrétariat

internat     HEC     ESSEC     BTS     Comptabilité-gestion

BAC aux USA     ESCAE     ESSEC     Secrétariat     Tourisme

Sciences Pb     Communication     Commerce International     Action Commerciale

## ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 Paris - Tél. 43-54-05-97

# LES DIMENSIONS INTERNATIONALES DU DROIT HUMANITAIRE

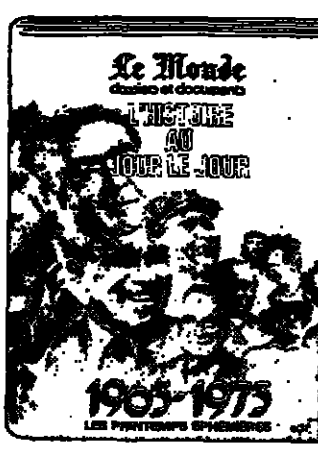
A. PEDONE - Institut Henry Dunant - UNESCO  
1 volume de 360 pages - 150 F

### Organisation des Nations unies

- L'industrie dans les années 80 : changement structurel et interdépendance ..... \$15.
- Bulletin économique pour l'Europe, 1985 ..... \$17.50
- Manuel relatif à l'emploi de consultants dans les pays en voie de développement ..... \$12.
- Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1985 ..... \$17.50
- Bulletin annuel de statistiques du gaz, 1984 ..... \$11.
- Bulletin annuel de statistiques des transports, 1984 ..... \$27.

## Le Monde

1963-1973  
LES PRINTEMPS ÉPHÉMÈRES



Dix années d'espoirs souvent déçus. L'assassinat de Kennedy, la chute d'Allende, le printemps de Prague, mai 68.

La paix mondiale menacée au Proche-Orient et au Vietnam.

Les grands événements. La mort de Nasser, le départ de de Gaulle, le premier pas sur la Lune.

Un ouvrage de référence. Les articles les plus significatifs du Monde et la reproduction de ses « unes » historiques.

**L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR : TOME 3**

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX  
**216 PAGES**

هكذا من الأصل





A L'HEURE DE L'EFFONDREMENT DES MARCHÉS

# L'accord international sur le café

**A** l'inverse du mouvement de baisse des prix qui affecte depuis 1980 la quasi-totalité des produits de base, le marché du café a connu à la fin de 1985 une hausse spectaculaire. Ce fut un ballon d'oxygène pour quelques pays du Sud exportateurs de cette denrée. Ainsi la Colombie, dont les exportations en café représentent plus de 50 % des recettes en devises, devrait voir celles-ci doubler et atteindre la somme impressionnante de 4 milliards de dollars. Ou le Kenya, qui devrait, selon la Banque mondiale, obtenir une balance des paiements positive en 1986...

Mais, en général, les pays en voie de développement continuent à supporter à la fois un accroissement du coût de leur dette et une baisse de leurs recettes d'exportation. Parallèlement à la difficile renégociation des échéances des dettes nationales, un nouvel effort s'impose pour stabiliser les cours des matières premières.

Qu'elles soient recherchées du côté des accords internationaux réglementant le commerce des produits (comme celui du café) ou des mécanismes de compensation (tel le Stabex au sein de la CEE), des solutions d'ampleur devront être trouvées. Faute de quoi les économies du tiers-monde entreront dans une nouvelle phase de déstabilisation et de récession, dangereuse pour le commerce mondial et les relations Nord-Sud.

Le marché du café a « flambé » à la fin de l'année 1985. Non pas de ces petites hausses connues des seuls spécialistes, mais de celles qui défrayaient les chroniques économiques de la grande presse : un mouvement suffisamment important pour que le prix au consommateur risque d'en être affecté. Au cours des derniers mois, pourtant, c'est sur des phénomènes dépressifs que l'attention était attirée : le pétrole, bien sûr, mais aussi le sucre, l'étain, le cacao, le caoutchouc et les céréales ont « plongé » de manière dramatique. Rien ne laissait prévoir une telle tourmente sur le marché caféier.

A la quarante-quatrième session de l'Organisation internationale du café

(OIC), qui s'est tenue à Londres en septembre dernier, pays producteurs et pays consommateurs menaient à contrainte une discussion serrée sur fond de marché rampant. Les principaux thèmes abordés étaient alors les « sous-expéditions », assimilées par la délégation américaine à des rétentions soutenant artificiellement les prix ; l'évolution du marché « hors-quota » (voir l'encadré ci-dessous), où le café se négocie parfois à la moitié du prix du marché officiel ; le niveau de la fourchette de prix défendue par l'accord, que les pays consommateurs voulaient voir baisser (1). Après de fortes inquiétudes, l'accord était finale-

ment maintenu, les discussions « à l'arraché » ayant permis de reconduire l'ensemble du dispositif pour la campagne s'ouvrant le 1<sup>er</sup> octobre 1985.

Évalué à 58 millions de sacs, le quota global que se partagent les pays producteurs devait, pensait-on, être diminué. Les observateurs en voulaient pour preuve ces trois premières semaines « molles » d'octobre où le marché enregistrait à peine la reconduction de l'accord. Soudain, dans la dernière semaine de ce même mois, le marché s'emballa : on commença à parler de la sécheresse qui sévit au Brésil et qui doit affecter la prochaine récolte ; des inquiétudes se font jour à propos de l'approvisionnement guatémaltèque (paralysé par un conflit entre l'État et

les exportateurs) et de la situation en Ouganda.

La hausse a commencé ; elle trouve son deuxième souffle au tout début décembre, lorsque l'Institut brésilien du café annonce que la récolte de 1986 pourrait être inférieure de moitié à celle de l'année précédente. Une véritable frénésie s'empare du marché à terme : les cours, inférieurs à 120 cents en septembre, passent la barre des 250 cents en janvier. L'accord international fonctionne pourtant normalement : 5 millions de sacs supplémentaires ont été ajoutés au quota global, et les producteurs ont été autorisés à exporter 35 % de leur quota annuel au cours de ce premier trimestre (octobre-janvier) de l'année caféière.

ont coïncidé avec des stocks mondiaux très bas.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui, puisqu'ils s'élevaient à 44 millions de sacs, soit plus de neuf mois de consommation mondiale. En revanche, leur répartition géographique est étonnante : le Brésil n'en détient plus qu'une part minime, alors que, depuis au moins un siècle, il assurait la quasi-totalité du stockage mondial. A l'opposé, beaucoup de pays producteurs qui n'avaient jamais affronté la surproduction sont, au début de 1986, en possession d'importantes réserves : la Colombie, les pays d'Amérique centrale, quelques pays africains et l'Indonésie.

Si le risque de pénurie physique de café brésilien n'est pas immédiat (avec un stock de 7 millions de sacs et une production de 16 millions, le Brésil a juste de quoi couvrir les besoins de sa consommation et de ses exportations), le problème se posera au début de 1987, au moment de la soudure avec la prochaine récolte. Contrairement à ce que laissait supposer la réaction du marché, les stocks mondiaux sont donc suffisants pour absorber le déficit brésilien, même si l'on peut se demander comment pourront être mobilisés les 12 millions de sacs entreposés en Colombie (ou ceux stockés en Ethiopie ou en Ouganda) et s'il faut s'interroger sur la qualité de ces stocks, la disponibilité de certains types de café ou les stratégies de vente qu'adopteront les pays excédentaires.

## Le géant brésilien n'est plus ce qu'il était...

**E**n dépit de toutes ces mesures, la hausse se poursuit et, le 18 février 1986, les quotas sont suspendus. Le marché s'ouvre ainsi sans discrimination aux stocks et aux productions de tous les pays exportateurs, le jeu de l'offre et de la demande devient arbitraire — une situation que le marché n'avait pas connue depuis la remise en place des quotas en 1980. Le marché est demeuré très nerveux et incertain depuis lors. Une forte composante spéculative pourrait expliquer pour partie ces caractéristiques, à laquelle le mouvement à la hausse ne doit cependant pas être réduit (2). Car cette hausse permet de mettre à jour des modifications structurelles du marché mondial que l'accord international n'a pas eu à enregistrer.

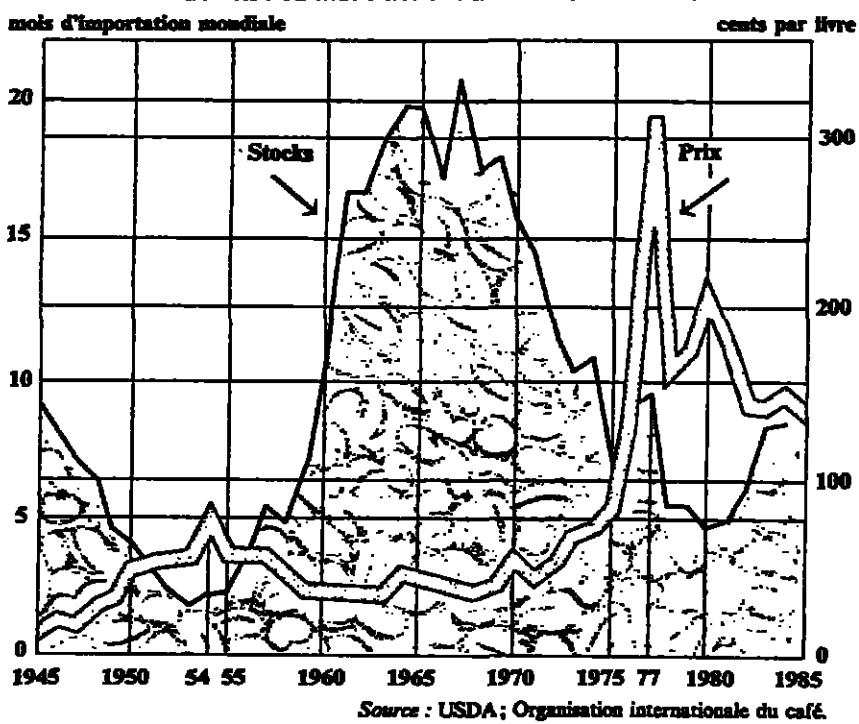
Le Brésil occupe une place déterminante sur le marché : 28,5 millions de sacs y ont été produits sur un total mondial de 90 millions (3). Son premier concurrent, la Colombie, ne produit « que » 12 millions de sacs, tandis que les autres grands pays producteurs ne dépassent pas les 6 millions de sacs : Indonésie, 5,4 ; Côte-d'Ivoire, 4,7 ; Mexique, 4,4... Il n'est donc pas étonnant que la perspective d'une réduction de moitié de la production brésilienne soit en mesure de perturber le marché.

Le phénomène est bien connu : toutes les hausses du marché — et notamment celles de 1954 et de 1977 (voir le graphique n° 1), les plus importantes de l'après-guerre — ont eu pour origine des accidents climatiques brésiliens.

Car le Brésil n'est pas seulement le premier producteur-exportateur mondial, c'est aussi le pays dont la production est la plus instable en raison des gelées et des sécheresses qui affectent alternativement les plantations du Sud. Mais les accidents climatiques ne sont pas tout. Les hausses ne deviennent des flambées que si les niveaux de stocks sont bas et que si les opérateurs anticipent une pénurie ou un risque de pénurie sur le marché.

A l'instabilité brésilienne s'ajoute le fait que le caféier est une plante pérenne, qui ne commence à produire que plusieurs années après la plantation. Les réponses des producteurs aux évolutions des cours sont toujours décalées dans le temps — à la hausse comme à la baisse — et l'offre du produit a donc une évidente rigidité. Le marché obéit ainsi à des cycles longs, où des phases de surproduction alternent avec des phases de sous-production. Les stocks comme seul moyen d'ajustement à court terme représentent donc une variable décisive du marché. Si des gelées ont pu provoquer des hausses comme celles de 1977 et de 1954, c'est qu'elles

Graphique n° 1. — LORSQUE LES STOCKS SONT AU PLUS BAS, LES PRIX SE METTENT A FLAMBER (1945-1985)



Source : USDA ; Organisation internationale du café.

## Le système du quota

**S**IGNÉ pour la première fois en 1962, l'accord international sur le café est le seul, parmi les accords sur les produits de base, à réunir la totalité des pays producteurs et la presque-totalité des pays consommateurs (1). Il est géré par l'Organisation internationale du café, dont le siège est à Londres.

L'accord se fixe comme objectif la défense d'une fourchette de prix (120/140 cents par livre à la Bourse de New-York) par le contrôle de l'offre, c'est-à-dire par la fixation d'un quota global réparti entre les pays producteurs en fonction de leurs performances passées.

Les pays importateurs-consommateurs s'engagent, pour leur part, à n'acheter que des cafés portant un timbre de l'organisation qui permet de vérifier l'application des quotas.

Les pays signataires se réunissent tous les ans à la fin du mois de septembre pour décider du volume du quota global pour l'année caféière (1<sup>er</sup> octobre-30 septembre) en fonction d'une évaluation de la consommation (cinquante-huit millions de sacs pour 1985 et 1986). Des augmentations ou des diminutions du quota global, en cours d'année, peuvent intervenir en cas de hausse ou de baisse des cours, avec une clause de suspension totale des quotas en cas de hausse prolongée.

(1) Les pays importateurs ayant souscrit à l'accord représentent à peu près 90 % de la consommation mondiale (les 10 % qui restent sont répartis entre les pays du Proche-Orient et les pays de l'Est).

## LE MEXIQUE, CINQUIÈME PRODUCTEUR

### Le dégagement de l'Etat s'accroît

**L**a culture du café au Mexique, cinquième producteur mondial, est surtout le fait de petits producteurs, souvent indiens, aux pratiques peu intensives. Cette culture est restée à l'écart du mouvement de modernisation qu'a connu le pays depuis la guerre. Pourtant, l'organisation de la filière a beaucoup évolué, et aujourd'hui semble se dessiner une nouvelle structuration de la transformation et de la commercialisation du produit.

Au début des années 70, l'État entreprend une politique d'intervention massive dans la branche au travers de l'Institut mexicain du café (INMECAFE). Cette orientation, maintenue pendant toute la durée de la présidence de M. Luis Echeverría (1971-1976), est conçue comme une réponse à la crise profonde de l'agriculture mexicaine.

En trois ans, l'organisme d'État renforce considérablement sa présence dans la branche ; il multiplie

ses centres de collecte, crée ses propres organisations de producteurs pour canaliser ses crédits et son assistance technique, et réussit à contrôler la moitié de la récolte. Ce faisant, l'INMECAFE casse l'oligopole constitué par des groupes réduits d'exportateurs qui avaient acquis des fortunes considérables grâce à ce négoce.

Cette intervention « étatique » se radicalise progressivement au cours des six années et le directeur de l'INMECAFE finira même par proposer la nationalisation pure et simple du commerce extérieur du produit. Ce projet échoua, la montée en puissance de l'organisme d'État marquant le pas à la suite d'accusations de corruption et de dysfonctionnement grave, ce qui aboutira à un partage du marché avec les exportateurs.

L'Institut subira un nouvel affaiblissement sous l'effet de la crise financière dans laquelle s'achève la présidence de M. Lopez Portillo (1977-1982). En période d'austérité généralisée, la gestion lourde et inefficace de l'Institut est violemment critiquée, la

stagnation du marché renchérit les coûts d'un stockage qui s'accroît (avant que le pays décide au cours des deux dernières années de vendre de grosses quantités sur le marché hors-quota).

Parallèlement, l'État semble incapable de maîtriser le mouvement de revendication qui est né de la baisse des prix payés aux producteurs : en 1982, on assiste à la plus grande manifestation de caféiculteurs jamais connue dans le pays. Face à ce faisceau de contraintes, le nouveau gouvernement de M. de La Madrid paraît opter pour une position de dégagement, et certaines rumeurs font même état d'un projet de dissolution de l'INMECAFE.

Dès la fin des années 70, l'INMECAFE assouplit l'attribution des permis d'exportation. Profitant de crédits étatiques, un nombre non négligeable d'organisations de producteurs de type « coopératives » accèdent aux premières phases de la transformation du « café cerise » en « café vert » et tentent d'exporter elles-mêmes, afin de percevoir le prix international, de loin supérieur aux prix de collecte intérieure.

Ainsi les « coopératives » ont-elles vu leur part dans les exportations totales du pays passer de 6 % en 1978-1979 à 13 % en 1982-1983. Mais le terme de « coopérative » recouvre un ensemble extrêmement diversifié. Beaucoup d'entra elles sont aux mains d'anciens « accapareurs » qui y trouvent une nouvelle forme de contrôle des producteurs et de leur récolte. D'autres sont sous contrôle de la tendance « moderniste » de la CNC, le syndicat paysan officiel. D'autres encore sont nées du mouvement de revendication des producteurs ; regroupant des « petits », elles cherchent encore leur voie. Enfin, certains autres ont surgi d'un travail d'organisation de longue haleine dans des régions traditionnellement en conflit avec l'État.

De leur côté, les moyens et gros producteurs ne restent pas inactifs devant cette libéralisation de la commercialisation. Certains gros opérateurs de la filière tentent au cours des dernières années de se développer « en aval », toujours pour l'exportation : torréfaction, solubilisation, décaféination.

La crise de la politique agricole mexicaine est patente ; les organismes d'État se sont révélés inefficaces, le ministère de l'agriculture impuissant, le gouvernement, dont les préoccupations principales restent les équilibres macro-économiques et la poussée urbaine, n'a pas choisi de ligne d'action très ambitieuse en direction du secteur rural. Faute d'organisation professionnelle efficace et indépendante, la petite paysannerie ne pèse pas lourd face aux intérêts productivistes des grands producteurs. Dans cette dynamique complexe, il est encore trop tôt pour évaluer les chances de renforcement du secteur coopératif.

Dossier préparé par Benoît Daviron dans le cadre du Groupe de travail « Café » de Solagral, en collaboration avec Anne Beaumont (GEI/INRA-LAMM), pour la partie mexicaine notamment, et François Leric (IAMM), Roland Pospos (ENSA) a collecté les données sur le marché français.

LA RÉPARTITION DU MARCHÉ DE L'EXPORTATION (1978-1983)

L'organisme d'État (INMECAFE) en taille le part du lion

	INMECAFE		SECTEUR « COOPÉRATIF »		GRANDS EXPORTATEURS (plus de 20 000 sacs)		AUTRES	
	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
1978-1979 ..	35	6	42	26	17	350		
1979-1980 ..	38	6	32	18	23	300		
1980-1981 ..	42	7	23	14	28	300		
1981-1982 ..	43	9	17	10	31	320		
1982-1983 ..	44	13	15	11	28	450		

Source : d'après l'Institut mexicain du café.



LE CAFÉIER (gravure de 1843)



## DES PRODUITS DE BASE à son tour menacé ?

Mais il est des évolutions beaucoup plus inquiétantes pour l'avenir. Car le marché du café ne fait pas exception, on y observe des mécanismes à l'œuvre dans tous les marchés de matières premières : la concurrence entre pays du Sud a tendanciellement accru l'offre du produit (voir le graphique n° 2), alors que, dans le même temps, la demande marquait le pas d'autant plus nettement que les avancées technologiques des secteurs de transformation des pays du Nord augmentaient les « taux d'extraction » par unité de produit.

Depuis maintenant près d'un siècle, la demande mondiale se partage entre les Etats-Unis et l'Europe. C'est au cours de la deuxième guerre mondiale, alors que la consommation européenne se réduisit considérablement, que les Etats-Unis devinrent les premiers consommateurs mondiaux. Il faudra attendre 1966 pour que la consommation européenne dépasse à nouveau celle d'outre-Atlantique (et 1974 pour la seule CEE).

Le premier facteur déterminant, dans l'évolution de la demande, est l'augmentation du niveau de vie des populations des pays importateurs. Ainsi s'explique la croissance de la consommation aux Etats-Unis jusqu'aux années 50, puis les vingt-cinq années de croissance accélérée de la consommation européenne de l'après-guerre (RFA, France, Italie et pays scandinaves, principalement). Le même phénomène touchera ensuite le Japon, et, plus récemment (quoique dans une moindre mesure), les pays de l'Est et les pays arabes à forte rente pétrolière.

Le marché mondial du café a ainsi connu une croissance remarquable au cours des quarante dernières années, grâce notamment à la demande européenne (voir le graphique n° 3). Les seuls facteurs contraires ont été le dé-

placement de la consommation vers des boissons plus chères (sodas, par ex.) et le mouvement de type « consumériste », qui, en soulignant les dangers de l'abus de la caféine pour la santé, a joué un rôle très important dans la stagnation, puis la baisse marquée de la consommation aux Etats-Unis : en 1962, chaque consommateur américain buvait 3,2 tasses de café par jour en moyenne, alors qu'en 1983 le niveau n'était plus que de 1,8.

### Au-delà d'une simple gestion des exportations

UNE fois de plus, les agricultures des pays du Sud risquent d'être victimes de l'évolution de la consommation au Nord, sur laquelle elles n'ont aucune prise. Mais il n'est guère possible d'envisager l'abandon pur et simple de la production caféière, les contraintes de revenu des Etats comme des producteurs locaux ne le permettent pas. Pourtant, à terme, la nécessité de restructurer et de diversifier la production s'impose.

Une tendance au ralentissement de la croissance des échanges, voire à leur stagnation, ne peut que renforcer la concurrence entre les pays producteurs. Mais l'accord international peut et doit permettre de gérer cette concurrence afin de maintenir un prix minimal à l'exportation. Car l'enjeu de cet accord est bien d'assurer un prix plancher ; aucun accord ne peut empêcher les hausses et, si le marché connaît une pénurie physique, inévitablement les cours monteront. L'accord est conçu pour « gérer » la surproduction en cherchant à maintenir des prix garantissant les revenus des pays producteurs. Mais il ne s'agit pas de garantir le prix de n'importe quelle façon. Les organisations internationales ont longtemps préféré les accords reposant sur

le risque est aujourd'hui que l'Europe amorçe le même virage. La croissance de la consommation s'y est, en effet, fortement ralentie ces dernières années, et en 1984 ses importations ont même reculé pour la première fois depuis 1977. Il est vrai que l'« effet dollar » a pleinement joué cette année-là mais les importations européennes semblent manifester une sensibilité accrue aux variations de cours. La hausse de ces derniers mois confirmera sans doute cette évolution.

les stocks régulateurs. Ceux-ci ne posent en effet aucun problème de contrôle des échanges et assurent la totale liberté des politiques commerciales. Aujourd'hui, les exemples des marchés de l'étain, du caoutchouc et du cacao, mais aussi, d'une certaine façon, de la politique agricole commune au sein de la CEE, montrent que le soutien des cours sans aucun contrôle a priori des volumes mène à l'impasse.

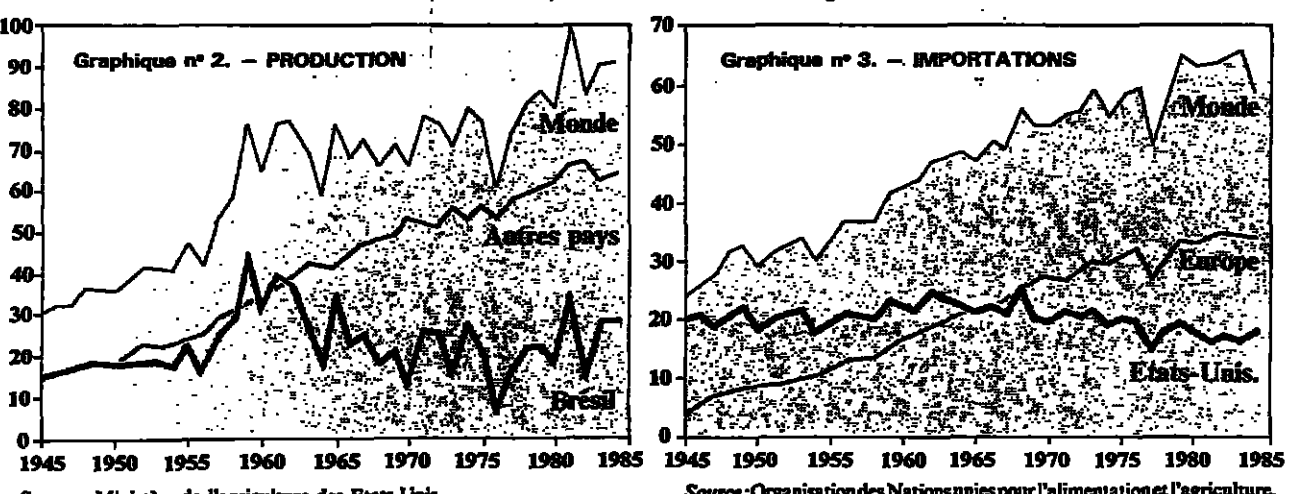
Avec son système de quotas, l'accord sur le café permet d'éviter les crises actuelles des stocks régulateurs, sans être bien sûr un instrument parfaitement efficace. Les pays exportateurs devront notamment redéfinir leur part de marché au sein de l'accord, au détriment sans aucun doute du Brésil, qui a obtenu au cours de la négociation de l'accord de 1983 une part de marché trop importante. Etant donnée l'instabilité de sa production, le Brésil ne saurait disposer d'un quota d'exportation du double de ses stocks en début de récolte sans perturber le marché. Cette situation est d'autant moins acceptable que d'autres producteurs doivent faire face à des excédents importants qui les ont amenés ces dernières années à « brader » des exportations vers les pays non parties à l'accord.



PESAGE DE LA RÉCOLTE AU SALVADOR  
Les agriculteurs du Sud dépendent de l'évolution de la consommation au Nord

(Alain Keler-Sygm)

### L'AUGMENTATION, EN QUARANTE ANS, DE L'OFFRE ET DE LA CONSOMMATION (1945-1985, en millions de sacs de 60 kg)



Source : Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis. Source : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Mais, au-delà des mesures techniques de gestion des exportations, nombreux sont les observateurs qui pensent que l'accord doit retrouver une perspective plus volontaire de gestion de l'offre (politique de diversification), sans laquelle le système des quotas risque d'être inopérant. L'accord, dans ses versions de 1962 et de 1968, incluait des clauses imposant un droit de regard du Conseil sur les politiques de production et mettant en place un fonds de diversification. Ces mesures ont été abandonnées par la suite, elles seraient pourtant un atout important pour faire face aux dangers qui guettent le marché.

L'accord international sur le café est le dernier instrument de ce type pour les produits de base qui fonctionne encore. A l'heure de l'effondrement des marchés de produits de base et de la re-

lance du débat sur la régulation des échanges internationaux dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), il peut fournir un contre-exemple (au moins partiel) à l'inefficacité des accords de stabilisation.

- (1) Voir les documents publiés à l'occasion de cette session par l'OIC (22, Berners Street, London W1P4DD), notamment le rapport du directeur exécutif de l'Organisation.
- (2) Il semble aussi que les pays producteurs - et notamment la Colombie, en accord avec le Brésil - aient adopté une attitude de prudent désaccoutage afin de ne pas « déstabiliser la hausse ».
- (3) En moyenne sur les deux dernières années. Les chiffres utilisés dans cet article proviennent soit de la récente publication du ministère de l'Agriculture des Etats-Unis : USDA, *World Coffee Situation* (n° 3, décembre 1985), soit des statistiques de l'OIC.

## LA FRANCE, TROISIÈME IMPORTATEUR De l'empire colonial au Stabex...

LA France est le troisième importateur mondial de café derrière les Etats-Unis et l'Allemagne. Au cours des dernières décennies, de profondes modifications ont affecté l'origine de ses importations et la structure de sa « filière » de transformation. En 1929, elle boit, « comme tout le monde », du café latino-américain et surtout brésilien, les importations en provenance de l'Empire sont négligeables. Dix ans plus tard, la part du café « colonial » dans la consommation française est passée à plus de 40 %, pour un volume d'importation à peu près identique. Ce mouvement culminera à la veille des décolonisations, lorsque les trois quarts de la consommation proviendront des territoires sous domination.

Cette croissance des importations correspond à une véritable explosion de la production coloniale, tout d'abord à Madagascar, puis en Afrique de l'Ouest. L'Etat a joué un rôle déterminant dans ce développement de la caféiculture africaine, d'abord dans le cadre du repli protectionniste postérieur à la Grande Dépression, puis pour faire face au déficit commercial de l'après-guerre. Il a utilisé toute une gamme de mesures incitatives au profit du café « français » : quota d'importation et/ou dérogation des tarifs douaniers sur les cafés « étrangers » ; appui financier direct et, plus tardivement, recherche agronomique avec la création de l'Institut français du café et du cacao.

C'est ainsi que les Français ont fini par prendre goût au café robuste, corsé et chargé en caféine, bien différent de l'arabica, consommé en Allemagne ou aux Etats-Unis.

### La filière dans une dynamique européenne

LA dynamique postcoloniale devait bien évidemment inverser cette tendance : la part des pays de la zone franc a diminué régulièrement, mais elle se situe encore aujourd'hui à 40 % des importations françaises. Les anciennes nations colonisées ont en

effet été concurrencées sur leur propre produit (le robusta) par des pays africains comme le Zaïre ou l'Ouganda, qui ont accédé, dans le cadre de la convention de Lomé, aux mêmes préférences tarifaires et occupent maintenant environ 15 % du marché.

Le « goût français » aussi a changé ; il s'est déplacé vers des cafés de meilleure qualité, et donc vers l'arabica. Cette évolution a entraîné une forte reprise des importations de cafés latino-américains, qui sont passées de 20 % à 36 % des importations depuis 1980.

La création du Marché commun a libéré les échanges de café intra-européens : aussi étrange que cela puisse paraître, la Belgique est le premier fournisseur de la France, et un tiers des importations transite par nos partenaires du nord de l'Europe.

Ces importations ont lieu sous forme de café vert ou, autre évolution marquante de la filière, sous forme déjà torréfiée (10 % de la consommation

finale en 1984). La torréfaction s'est internationalisée, il n'existe plus de torréfacteurs français d'importance nationale. Il reste, certes, quelques producteurs régionaux qui ont résisté en se spécialisant dans la vente aux collectivités, auxquels s'ajoutent les brêleries de quartier, qui misent sur la qualité.

Mais les grandes entreprises de torréfaction sont toutes des filiales de firmes multinationales et transfèrent pas moins de 80 % du café consommé dans le pays (voir le tableau ci-dessous). Cette extrême concentration a été favorisée par l'utilisation de nouveaux procédés techniques (lyophilisation, conditionnement sous vide, torréfaction ultrarapide) et de mercatique qui nécessitent de gros investissements seulement à la portée des grands groupes. Ces firmes sont aussi les seules à pouvoir affronter les grandes surfaces, qui distribuent au détail les trois quarts du café.

Dans ce nouveau cadre, le marché français, autrefois organisé sur des bases nationales (et coloniales), n'est plus qu'un moment du marché européen.

### DERRIÈRE LE NOM DES MARQUES CONNUES SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS DE GRANDES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES

FIRMES	PAYS D'ORIGINE	PRINCIPALES MARQUES	PARTS DE MARCHÉ
Jacob	Suisse	Jacques Vabre Grand'Mère	45 % du torréfié 5 % du soluble
Deuwe Egberts	Etats-Unis Pays-Bas	La Maison du Café	20 % du torréfié
Segafredo Zanetti	Italie	Stentor, Mokarex	6 % du torréfié
General Food	Etats-Unis	Legal (*), Maxwell	4 % du torréfié 15 % du soluble
Nestlé	Suisse	Nescafé	66 % du soluble

(\* ) Legal est loué par General Food à la société Leporel.  
Source : enquête auprès des professionnels (1986).

Le Stabex est actuellement le seul volet cohérent d'une politique européenne concernant les produits de base tropicaux. Il a pour objet de contribuer à la stabilisation des recettes d'exportation des pays producteurs. Au cours de la période 1975-1980, le Stabex a transféré plus de 900 millions d'ECU aux pays producteurs, dont un peu plus de 20 % consacré aux déficits apparus à l'exportation de café (deuxième poste du Stabex après l'arachide) (1). Le mécanisme ne modifie ni les cours ni les flux de produit, il apporte seulement une aide aux productions défavorisées par de fortes fluctuations de prix. L'Europe a signé récemment le troisième convention de Lomé (pour la période 1985-1990), qui reconduit les mécanismes du Stabex avec un budget doublé. Cependant, les fonds disponibles (925 millions d'ECU sur cinq ans et pour les 48 produits couverts) ne suffiront pas à compenser les pertes de revenu des pays producteurs qu'entraînerait le seul abandon de l'accord international.

Bien que la CEE ait ratifié en 1973 l'accord international, chaque Etat cherche toujours à défendre jalousement sa représentation autonome dans les négociations : l'Allemagne et l'Angleterre sont promptes à rejoindre les positions libérales défendues par les Etats-Unis, tandis que la France soutient des orientations relativement proches des pays producteurs au nom de la défense de ses alliés africains réunis dans l'OAMCAF (2). Aujourd'hui, alors que le libéralisme vous aux géométries toute organisation des échanges autre que la très rhétorique gestion par la concurrence pure et parfaite, une volonté de défendre l'accord devrait, pour avoir un maximum d'efficacité, s'exprimer au niveau européen.

- (1) Pour le café, les principaux pays bénéficiaires des transferts ont été : la Côte-d'Ivoire : 54,3 millions d'ECU ; le Kenya : 31 ; la Papouasie : 25,7 ; le Togo : 11,5,8 ; le Burundi : 11 et l'Ethiopie : 10,3.
- (2) OAMCAF : Organisation africaine et malgache du café.

### Dans les revues...

■ **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** présente un bilan d'un demi-siècle de diplomatie française. Parmi les contributions, celles de Thierry de Montbrial, Jean-Baptiste Duroselle, Stanley Hoffmann, François Bédarida, Sergio Romano, Paul-Marie de la Gorce, Renaud de la Genière, Jean Klein. (Printemps, trimestriel, 75 F. - 6, rue Ferrus, 75003 Paris Cédex 14.)

■ Secrétaire à la défense, M. Caspar Weisberger publie dans **FOREIGN AFFAIRS** un article sur la défense stratégique des États-Unis. Dans le même numéro, deux articles d'Edgardo Boeninger et de Mark Falcoff sur l'évolution du Chili vers la démocratie et sur les problèmes que ce pays pose à la diplomatie américaine. (Printemps, trimestriel, 4,95 dollars. - PO Box 2615, Boulder, Colorado 80321, États-Unis.)

■ Dans son numéro spécial qui dresse un bilan de l'année 1985, la même revue **FOREIGN AFFAIRS** publie une longue étude de M. Harold Brown, qui fut secrétaire à la défense de 1977 à 1981 et qui préside maintenant le Foreign Policy Institute de l'université Johns Hopkins; le thème: "Initiative de défense stratégique du président Reagan est-elle techniquement réalisable? La réponse est à la fois nuancée et précise pour chacune des technologies qui doivent être prises en considération. (6,95 dollars. - PO Box 2615, Boulder, Colorado 80321, États-Unis.)

■ Un entretien avec M<sup>me</sup> Thatcher, cinq articles critiques sur le Nicaragua, Cuba et l'Afrique latine, deux études sur l'Afghanistan entre Marx et le Coran et sur l'apré-Khomeini, des textes du prince Sihanouk et de M. Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des affaires étrangères, constituent l'essentiel

du sommaire de **POLITIQUE INTERNATIONALE**. (N° 31, Printemps, trimestriel, 65 F. - 11, rue du Bois-de-Boulogne, 75116 Paris.)

■ Sous le titre volontairement provocateur "La discussion aux abois?", l'amiral Jacques Bonnaud présente, dans **DÉFENSE NATIONALE**, de forts arguments en faveur de la discussion du faible au fort. Dans le même numéro, R. Bachy, L. Tribot la Spiere et A. Woissard examinent les problèmes posés par les nouvelles technologies pour la défense de l'Europe. (Mai, mensuel, 35 F. - 1, place Joffre, 75007 Paris.)

■ Dans **DÉFENSE ARMÉE NATION**, le général Jean-Luc Leca, M. Thierry de Montbrial et le vice-amiral Bernard Louzeau présentent leurs réflexions sur l'initiative stratégique de défense du président Reagan et procèdent à un échange de vues avec diverses personnalités. (N° 41, premier trimestre 1986. - CIC, 242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.)

■ Dans **THE ATLANTIC MONTHLY**, Thomas Ferguson et Joel Rogers passent au crible de la critique l'argument selon lequel l'opinion publique américaine ayant viré à droite, le parti démocrate devrait, pour survivre, adopter des positions plus conservatrices. Un éclairage fascinant de la scène américaine sous le second mandat du président Reagan. (Mai, mensuel, 2 dollars. - Box 2547, Boulder, Colorado 80322, États-Unis.)

■ Les divers aspects de la vie sociale, politique et syndicale en Grande-Bretagne sont étudiés dans la dernière livraison de la revue **POUVOIRS**, exclusivement consacrée à ce pays. (N° 37, trimestriel, 76 F. - PUF, Paris.)

■ Deux dossiers d'actualité dans **PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX**:

l'un consacré à l'Espagne (dix ans de démocratie) l'autre à la Roumanie (pouvoir et société). (Respectivement, 2 et 16 mai, un vendredi sur deux, 16 F. - La Documentation française, Paris.)

■ Dans **LES TEMPS MODERNES**, Lily Maroucq esquisse une histoire des relations entre Moscou et les partis communistes de l'Ouest. Par ailleurs, un bref reportage (J. Benoit et C. Gollan) sur "l'interminable guerre du Sahara occidental". (Mai, mensuel, 45,50 F. - 22, rue de Condé, 75006 Paris.)

■ Une longue étude politique et bibliographique - sur les relations entre le Mozambique et le Portugal de 1963 à 1985 - est publiée dans **AFRIQUE CONTEMPORAINE**. (N° 137, janvier-mars, trimestriel, 32 F. - La Documentation française, Paris.)

■ **POLITIQUE AFRICAINE** consacre sa dernière livraison aux "politiques foncières et territoriales", au "sol et sous-sol" (qui sont [...] des bases essentielles de l'accumulation primitive du capital". (N° 21, mars, trimestriel, 65 F. - 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris.)

■ **CONSTRUIRE ENSEMBLE**, bulletin du Centre d'études économiques et sociales d'Afrique occidentale, publie un dossier intitulé "Culture, foi et développement". (N° 1, 1986, bi-mensuel, abonnement d'un an: 4 000 FCFA - BP 305, Bobo-Dioulasso, Burkina.)

■ Dans leur deuxième numéro, **LES CAHIERS DE L'ORIENT** confirment leur volonté de dialogue avec les élites politiques et intellectuelles du monde arabe. Riche sommaire, dans lequel on relève un dossier où, en réponse à un questionnaire, s'expriment les huit partis politiques français sur les problèmes du Proche-Orient. D'autre part, Maha

Bakdimi traite de l'approche occidentale de l'Islam. (N° 2, deuxième trimestre, 80 F. - Carlescript, 6 et 8, square Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris.)

■ Dans **ETUDES**, un ensemble sur l'Islam en France. Pour Sadek Sellem, contrairement à ce qu'on craint, faire toute sa place à l'Islam favoriserait une intégration importante. Pour Rémy Lévau, une évidence pourtant mal perçue: la revendication religieuse est bien plus une identité que l'affirmation d'une croyance agressive, celle-ci étant assez faible. Enfin, une substantielle étude de H. Blanchot sur le droit musulman: domaine vaste et divers, autant que l'Islam même, qui est bien loin de s'identifier à sa partie intégrée-extremiste. (Mai, mensuel, 33 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ Un entretien avec Claude Cheysson, dans la **REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES**. D'emblée, l'ancien ministre des relations extérieures rappelle que, au Proche-Orient, le problème essentiel tient à la non-reconnaissance des droits du peuple palestinien. À signaler aussi une étude de Marwan Buhary sur les exportations agricoles de la Palestine méridionale de 1855 à 1914. (N° 20, été, trimestriel, 50 F. - Éditions de Minuit, Paris.)

■ Dans **DÉFIS AFGHANS**, un entretien avec Olof Palme dont le message a été recueilli quelques jours avant sa mort. L'ancien premier ministre suédois avait condamné l'intervention soviétique en Afghanistan au même titre que l'intervention américaine au Vietnam. (N° 8, mai-juin, six numéros par an, 20 F. - 24, rue de Chaligay, 75012 Paris.)

■ Robert Triffin, dans **LE FÉDÉRALISTE**, explique pourquoi un système monétaire

euro-péen, distinct du système monétaire mondial, a été créé il y a une dizaine d'années et pourquoi est ralentie la progression vers l'union économique et monétaire totale de la Communauté. (Mars, trois numéros par an, abonnement annuel: 140 F. - 26, rue Sala, 69002 Lyon.)

■ **RAW MATERIALS REPORT** publie le premier d'une série d'articles sur l'économie minière des pays voisins de l'Afrique du Sud, qui s'appliquent à faire ressortir les conséquences sur ces économies de la domination du capital minier sud-africain. (Vol. 4, n° 2, abonnement annuel: 225 couronnes suédoises. - PO Box 514, S-102 44 Stockholm.)

■ **POLITIQUE AUJOURD'HUI** consacre toute sa partie "France" à une réflexion multiple sur les élections de mars, leurs conséquences et leur avenir. (Mai-juin, bi-mensuel, 50 F. - 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.)

■ **TRAVAIL** consacre un dossier à la "modernisation des rapports sociaux". Comment, en France, les socialistes se sont installés dans le modèle dominant de la gestion du capital et en crise. (N° 11, avril, trimestriel, 50 F. - Aert, 6, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.)

■ **ELEMENTS**, revue de la nouvelle droite, prononce une vigoureuse dénonciation de "la France de Mitterrand". (Printemps, trimestriel, 33 F. - 13, rue Charles-Lecocq, 75737 Paris Cedex 15.)

■ **LES ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE** publient un intéressant dossier sur l'eau dans la ville. (N° 30, avril, trimestriel, abonnement d'un an: 281 F. - CDR, Centre des revues, 11, rue Cassin, 92543 Montrouge Cedex.)

■ "Littérature et changement social dans les Caraïbes" est le thème d'un dossier d'ENCRAGES réuni par Kristin Cooper. (N° 15, hiver 1985-1986, trimestriel, 60 F. - Université Paris VIII, 93526 Saint-Denis Cedex 02.)

■ Un numéro spécial des **NOUVEAUX CAHIERS** consacré au "vécu juif au cinéma". On y lira notamment les articles de Lily Scherr et de Claude Singer. (N° 84, printemps, trimestriel, 45 F. - 45, rue La Fayette, 75009 Paris.)

■ L'univers de la télévision brésilienne est exploré par Rosely Forgas dans **AMÉRICAS LATINES**. (Mai, mensuel, 10 F. - 22, rue Beffroy, 92200 Neuilly.)

■ An sommaire de **CPE BULLETIN**, publié par le Centre de prospective et d'évaluation des ministères de la recherche et de l'industrie, une étude sur le développement comparé des télécommunications en Europe, aux Japon et aux États-Unis. (N° 26, avril, dix numéros par an, 780 F. - ADITECH, 41-43, rue des Martyrs, 75009 Paris.)



# BOGOTA OU PARIS. POUR GOUPIL, QUELLE DIFFÉRENCE ?

Que vous soyez à Bogota, Abidjan, Londres ou Paris, pour Goupil il n'y a pas de différence. Pour nous, l'environnement des services est aussi important que les performances de nos micro-ordinateurs. Où que nous soyons.

Avec ses 81 centres Goupil sur le seul territoire français, avec ses 50 distributeurs dans le monde, Goupil vous offre les mêmes services et les mêmes conseils personnalisés. La raison en est simple: tous nos centres techniques sont signataires de la Charte Goupil-Service qui vous assure la même garantie, la même qualité, les mêmes compétences et des prestations équivalentes partout dans le monde.

Deux exemples. Vous achetez un micro-ordinateur Goupil G40 à Abidjan. Votre distributeur local lui fera subir tous les tests de contrôle avant de vous le livrer. Exactement comme à Paris.

Vous signez un contrat de maintenance pour vos micro-ordinateurs Goupil G4 en Equateur. Tout comme en France, votre distributeur vous proposera quatre types

de contrats en fonction de vos besoins. Cette même volonté de sérieux et d'efficacité partout où Goupil est présent nous a permis, entre autres, d'équiper en France les services des Douanes et des Commissariats de Police, mais aussi la

Présidence de la République en Colombie, l'Université de Lisbonne au Portugal ou encore la Société Camerounaise de Banque.

Il n'y a pas de secret. Quand on conçoit une gamme aussi performante que le Goupil G4 compatible PC et le nouveau Goupil G40 super compatible AT, on se doit d'offrir aux entreprises des services à la mesure de la technologie Goupil.

**PARTOUT OU IL Y A DES GOUPIL, IL Y A LA CHARTE GOUPIL-SERVICE.**

SMT-GOUPIL  
3, rue des Archives 94000 Créteil France  
Tél. (1) 43 99 15 15 - Télex 262043 F

**SMT GOUPIL**  
DEPARTEMENT INTERNATIONAL

### BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

- Organisation de coopération et de développement économiques
- La flexibilité du marché du travail (rapport d'un groupe d'experts): une appréciation nuancée des vertus de la flexibilité. (OCDE, Paris, 1986, 23 pages.)
- Organisation internationale du travail
- STRUCTURAL ADJUSTMENT IN JAPAN, 1970-1982 (L'ajustement structurel au Japon, 1970-1982), par R.P. Dore: les facteurs d'une réussite économique instable, et ses coûts sociaux. (Bureau international du travail, Genève, 1986, 189 pages, 30 francs suisses.)
  - TECHNOLOGY AND EMPLOYMENT IN INDUSTRY (Technologie et emploi dans l'industrie): recueil d'études axées sur des exemples concrets en divers pays. (BIT, Genève, 1985 (troisième édition), 436 pages, 37,30 francs suisses.)
- Organisation des Nations unies pour le développement industriel
- CUBA, dans la série "Examen du développement industriel": bilan d'une politique toujours dominée par la prééminence de l'industrie extractive mais qui vise à la diversification. (ONU/DI, Vienne, 1986, 52 pages.)

### Prochains colloques et congrès

- LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE À L'HORIZON DE L'AN 2000 est le thème d'un colloque organisé par l'Institut français des relations internationales (IFRI) à l'hôtel George-V, à Paris, les 10 et 11 juin 1986. (Renseignements: IFRI, 6, rue Ferrus, 75014 Paris - Tél.: 45-80-91-08.)
- Sous l'égide de la Fondation Lelio Basso, le DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DES PEUPLES sera célébré à Alger, du 19 au 22 juin. Y participeront des représentants des sections nationales de la Ligue internationale pour les droits des peuples et de mouvements de libération nationale, ainsi que des juristes - tels François Rigaux, Léo Matarrasso, Richard Falk et Louis Joinet - ayant pris part à l'élaboration de la charte de 1976.
- Le Centre international de la Sainte-Basile organise, du 20 au 23 juillet, une session sur le thème "FEMMES JUIVES, FEMMES CHRETIENNES, FEMMES MUSULMANES". (Renseignements: M<sup>me</sup> Laure Bousquet, La Sainte-Basile, 83640 Le Plan-d'Aups.)
- A l'occasion du trentième anniversaire de la parution de *Portrait of a colonist*, un colloque sera organisé le 18 novembre 1986 à l'Académie diplomatique internationale, 4 bis, avenue Hoche, Paris (8<sup>e</sup>). Il portera sur ce livre et sur l'ensemble de l'ŒUVRE D'ALBERT MEMMI. (Renseignements: Éditions Gallimard, 5, rue Sébastien-Bottin, 75007 Paris.)

مكتبة الأصيل



QUATRE ANS DE RÉFORMES ÉCONOMIQUES

Le Ghana, du coup d'Etat populiste à l'austérité libérale

AU mois d'avril dernier, le gouvernement d'Accra a été contraint de renoncer à raccourcir la durée des congés payés dans la fonction publique, projet qui faisait partie d'un vaste plan destiné à réduire de 25 % les dépenses de l'Etat.

Par YAO GRAHAM

« Une des tentatives de réforme les plus impressionnantes en Afrique » : c'est par ces termes élogieux que le délégué de la Banque mondiale à la réunion du Groupe consultatif sur le Ghana - tenue à Paris en novembre 1985 - qualifiait les mesures économiques prises par le Conseil national provisoire de défense (Provisional National Defence Council, PNDC).

En Afrique aussi, les « tentatives de réforme » du Ghana ont suscité un vif intérêt. Le réel soutien populaire dont bénéficiaient les auteurs du coup d'Etat du 31 décembre 1981, les objectifs proclamés de transformations sociales et politiques radicales, l'image populaire et la simplicité du président du PNDC, le lieutenant Rawlings (bien éloigné de la pompe quasi monarchique de nombre de gouvernements africains), et les prises de position progressistes sur la scène internationale avaient fait du PNDC l'héritier de la tradition anti-impérialiste de Kwame N'Krumah.

Alors que la crise et la famine sévissent sur le continent africain, les observateurs ne pouvaient manquer d'être impressionnés par les succès revendiqués par le gouvernement d'Accra et par sa volonté affichée d'appliquer une politique économique apte à encourager la production et à accroître la rentabilité.

De source officielle, le produit intérieur brut (PIB) aurait augmenté en moyenne de 3,3 % entre 1982 et 1985, avec une pointe de 7,6 % entre 1983 et

1984. La productivité, qui tendait à baisser, serait remontée, et l'inflation aurait été énergiquement freinée, passant de 75 % en 1980 à moins de 20 % en 1985. Une « amélioration sensible du niveau de vie » serait en vue.

Bilan flatteur, alors que le PNDC avait hérité d'une situation désastreuse. De 1971 à 1982, une sévère baisse de la rentabilité avait affecté tous les secteurs directement productifs, tandis que s'épanouissait la spéculation, le marché noir et la contrebande. En particulier, la production alimentaire globale diminuait de 30 %, tandis que la population croissait annuellement de 2,6 %. En 1982, les importations alimentaires représentaient trois fois leur volume de 1971. La part du secteur manufacturier dans l'ensemble de l'activité économique passait de 11 % à 6 %, et le taux moyen de'utilisation des capacités de production oscillait entre 15 % et 25 %.

Durant la même décennie, les recettes d'exportation avaient chuté de 52 % ; le cacao, qui n'en représente pas moins de 60 %, vit même sa production s'effondrer de 454 000 à 220 000 tonnes. La production de minerai s'était réduite de moitié. Les biens d'équipement et l'infrastructure du pays, notamment les transports, se détériorèrent rapidement. Une grave crise financière accompagnait ce déclin. En 1981, les recettes fiscales ne représentaient que 9 % des dépenses de l'administration centrale, alors que le déficit budgétaire devait représenter 14,5 % du PIB. L'inflation dépassait (en moyenne) 50 % par an, alors que le cedi (la monnaie nationale), très affaibli, conservait son taux d'échange surévalué de 1978.

« Une révolution qui mette fin à toutes les révolutions »

LES conséquences sociales de cette gestion furent désastreuses. Les salaires réels diminuèrent de 83 %, les termes de l'échange entre villes et campagne se dégradèrent aux dépens de la paysannerie. Les produits de première nécessité manquaient, les services sociaux étaient démantelés. Les couches les plus modestes de la population avaient de plus en plus de peine à se loger, et les logements sociaux existants se dégradèrent rapidement. Au sommet de la pyramide sociale, une infime couche de spéculateurs parasites, de promoteurs et de hauts fonctionnaires - une classe de « nouveaux riches » engendrée par la crise - recueillaient les fruits de la désintégration économique et de la misère sociale.

Dans de telles circonstances, la population s'engagea avec zèle, dès le 31 décembre 1981, dans la lutte pour « une révolution qui mette fin à toutes les révolutions » et « transforme la structure socio-économique » de la société.

Aujourd'hui, le déclin économique est enrayé, et un coup d'arrêt a été donné aux exactions les plus criantes des « nouveaux riches ». Mais, d'abord applaudie par la communauté des pays donateurs et par une grande partie des groupes sociaux ghanéens, la nouvelle politique économique ne recueille plus l'aval que des créanciers. De la Grande-Bretagne, en particulier, dont le représentant à la réunion de Paris estima que, « si l'on soutient les mesures de réformes prônées par le FMI et la Banque mondiale, on ne peut que soutenir le Ghana ». La Banque mondiale elle-même, dans la multitude d'études et de rapports qu'elle a consacrés depuis 1983 au Ghana, voit dans ce pays un « chef de file potentiel » de l'Afrique.

A l'intérieur, cependant, la politique économique du gouvernement a suscité des réactions mitigées. En 1983, les mesures de rigueur budgétaire provo-

quèrent de graves dissensions. L'aile droite du régime et les classes nanties cherchèrent alors à tirer parti de la dévaluation de 900 % du cedi, pour renverser le gouvernement, et l'on vit encore les classes laborieuses, en particulier les ouvriers des villes, faire front pour défendre le régime.

Aujourd'hui, les ouvriers sont parmi les détracteurs les plus sévères du programme économique gouvernemental. En janvier et en février 1986, leur mécontentement s'est massivement exprimé, pour la première fois, sous la forme de rassemblements à Accra et dans la ville portuaire de Tema, pour protester contre les mesures annoncées en janvier, notamment une nouvelle dévaluation du cedi. Les manifestants demandaient que soient rapportées ces mesures et accusaient le PNDC de ne plus respecter ses engagements en faveur de la démocratie.

En revanche, les ennemis d'hier font aujourd'hui partie du cercle restreint des partisans du PNDC. Les chefs de l'Eglise, certains des principaux magistrats conservateurs, des hommes politiques de la vieille garde, des industriels, ainsi que des chefs traditionnels célèbrent les mesures « modérées » et « réalistes » du PNDC avec autant de ferveur que les bureaucrates du FMI et de la Banque mondiale.

Depuis le mois d'août 1983, le Ghana a obtenu près de 600 millions de dollars du FMI pour un programme économique devant permettre de réajuster les prix au bénéfice de la production, en décourageant la spéculation. La situation financière du secteur public doit être assainie, et les investissements privés encouragés.

Favoriser les exportations, tel est l'axe de la nouvelle politique. La flexibilité des taux de change et les dévaluations successives du cedi - de 3 272 % au total depuis 1982 - les diverses hausses des prix à la production - la tonne de cacao est passée, de 1982

à 1985, de 12 000 à 56 000 cedis - et des facilités supplémentaires accordées aux exportateurs pour leur permettre de placer leurs gains à l'étranger ont constitué autant de décisions allant dans ce sens. Une part importante des prêts obtenus, en particulier de la Banque mondiale, est d'ailleurs réservée au secteur des exportations - industries minières et bois d'œuvre - et aux infrastructures qui lui sont liées.

L'assainissement des finances de l'Etat a constitué une autre des priorités. La fiscalité a été élargie et rationalisée par l'introduction de nouveaux impôts - notamment pour les travailleurs indépendants, - par l'augmentation des anciens et par la remise sur pied des perceptions.

Néanmoins, c'est avant tout grâce à la réduction en termes réels - voire à la suppression - de certains postes de dépenses que le gouvernement a pu, au cours de ces quatre années, maintenir le déficit budgétaire à un niveau moyen de 3,5 % du PIB. Ont été touchées, en premier lieu, les subventions à la consommation - supprimées même pour les produits pétroliers alors que ceux-ci avaient vu leurs prix multipliés par onze depuis 1983 - et les aides aux services sociaux et aux organismes publics, qui ont diminué de moitié pour les administrations locales.

Le contrôle des prix en vigueur depuis l'indépendance a été quasiment démantelé, et les échanges commerciaux ont été libéralisés.

La proposition, avancée en 1982, d'un monopole d'Etat sur le commerce extérieur, relayé à l'intérieur par un réseau de magasins coopératifs disposant de l'exclusivité de la commercialisation de certains produits dont le prix serait imposé, a été abandonnée. L'Etat n'est

plus qu'un protagoniste parmi d'autres sur le marché. Des licences spéciales (Special Unnumbered License, SUL) - à l'origine de 10 % du total des importations - permettent aux particuliers possédant des devises d'importer une vaste gamme d'articles. Un nouveau négoce de ces produits de luxe a proliféré - la principale rue commerçante d'Accra a reçu le surnom d' « Oxford Street », et l'une des boutiques, comme par hasard, a été baptisée Le Mirage.

Mais « l'effort de mobilisation entrepris pour accroître la production » que célèbre le Dr Botchway, secrétaire aux finances et à la planification, repose avant tout sur une recherche intensive de capitaux étrangers. Malgré diverses tentatives de diversification, en particulier dans le Golfe, le Ghana reste totalement dépendant du FMI, de la Banque mondiale et des organismes de prêt des pays capitalistes développés. Les accords stand-by conclus avec le FMI et les réunions annuelles à Paris du Groupe consultatif pour le Ghana ont été les principaux canaux de cette quête de soutiens financiers. Les milieux gouvernementaux misent aussi, pour attirer les capitaux privés étrangers dans les secteurs productifs de l'économie, sur la révision du code des investissements.

Pour stimuler les investisseurs nationaux, les facteurs-clés demeurent la libéralisation et l'amélioration des conditions offertes au capital privé. Ainsi, les taux d'intérêt n'ont cessé de s'élever depuis trois ans, car les responsables officiels et les grandes banques estiment que des « taux d'intérêt positifs » favoriseraient l'injection de l'argent thésaurisé dans le circuit bancaire. Les dépôts à terme rapportent 18 %, et les taux maximaux des prêts atteignent 23 %.

Nuancer le bilan

AU cours d'une récente conférence de presse, le Dr Botchway a reconnu que le programme économique avait subi « de sévères limitations (...) notamment dans la réalisation des objectifs macro-économiques et dans la mise en œuvre des programmes sociaux ». Le secteur des exportations traditionnelles offre un bon exemple de ces insuffisances : aucun produit n'y a en effet atteint le niveau de production fixé en 1983. Dans le cas du cacao, il faut certes tenir compte des catastrophes naturelles de 1983 et de leurs conséquences sur des plants qui mettent plusieurs années à parvenir à maturité. Plus grave, en revanche, est l'échec dans le domaine du bois d'œuvre : 31 millions de dollars d'exportations en 1985, alors que le plan prévoyait 270 millions.

Le secteur manufacturier n'a pas connu non plus le redressement escompté ; le taux d'utilisation des capacités reste inférieur au médiocre seuil de 35 %. Cette apathie persistante s'explique par les dévaluations successives, qui ont entraîné une hausse substantielle des prix des produits locaux et du coût des importations.

Par ailleurs, se conformant aux injonctions du FMI, le gouvernement a freiné la croissance monétaire et imposé un rigoureux plafond aux prêts bancaires destinés aux secteurs public et privé. Cette restriction des liquidités pèse lourdement sur des entreprises dont la situation financière, après des années de maigre production et de dépréciation de leurs actifs, est déjà très fragile : leurs possibilités d'emprunt restent d'autant plus faibles que la hausse des taux d'intérêt a été forte.

Dans son programme de redressement économique de décembre 1982, le PNDC affirmait sa détermination à réduire les effectifs pléthoriques du secteur public ; en contrepartie, le gouvernement avait promis d'affecter les travailleurs licenciés « à des activités agricoles plus productives, à des travaux communautaires et à la construction de logements ouvriers ».

Ces promesses n'ont pas été tenues, comme on a témoigné le licenciement récent de 19 000 employés de l'Office de commercialisation du cacao (Cocoa Marketing Board) imposé aux conditions du pouvoir, avec pour seule préoccupation de réduire les frais financiers de l'établissement. Le syndicat des administrations locales a d'autre part dénoncé les mises à pied et les « licenciements massifs sur l'aute d'une meilleure gestion financière ». Le secteur privé aussi est menacé, ce qui risque de gonfler d'autant les rangs déjà serrés des sans-emploi.

Si les prix sont peu à peu libéralisés, les salaires, en revanche, restent sous strict contrôle. Les négociations salariales se déroulent dans la limite des directives officielles. Le salaire minimum journalier stagne à 90 cedis, chiffre bien en-deçà des 300 cedis exigés par le

velles pertes pour les cultivateurs. Car, à défaut d'un système organisé de commercialisation et de stockage, les cours s'effondrèrent. Les cultivateurs de cassave (manioc) subirent la même épreuve. Aussi, l'année suivante, la production de maïs fut-elle réduite de 574 000 à 548 000 tonnes, tandis que celle de cassave tombait de 4 millions de tonnes à un peu plus de 2 millions.

L'heure des comptes a sonné. Le Ghana doit rembourser au FMI les crédits alloués au cours des trente derniers mois. De 1985 à 1988, le service de la dette ne représentera pas moins de 60 % des recettes annuelles d'exportation, pour lesquelles on n'attend aucune hausse sensible. Certains indices laissent même prévoir une baisse des cours du cacao. Le pays devra donc continuer à emprunter s'il veut maintenir le niveau de ses importations, et le recours au FMI, « prêteur en premier ressort », est inévitable. Cependant, dans le cadre de deux accords stand-by en 1983 et en 1985, le Ghana a bénéficié de crédits représentant 333 % de sa quote-part au Fonds monétaire et se situe désormais dans la fourchette supérieure, où les conditions de prêt sont plus contraignantes.

Contrairement à ce qui s'est produit dans des pays comme l'Égypte, le Maroc ou la Tunisie, aucune « émeute de la faim » n'est venue troubler le calme au Ghana malgré tous les sacrifices imposés à la population. Le lieutenant Rawlings y disposait en effet, au début, d'un capital de confiance exceptionnel. N'aurait-il pas promis une transformation radicale de la société, au bénéfice des plus pauvres ? Quatre ans après l'avènement de son régime, il a perdu le soutien des ouvriers, et cette désaffection est d'autant plus grave que le libéralisme économique s'est accompagné d'une réduction progressive de l'espace laissé à l'initiative politique.

L'enthousiasme des années 1982-1984 - où fut reconnu le droit d'expression des ouvriers sur leur lieu de travail - n'a plus cours. Le mot d'ordre officiel pour le quatrième anniversaire de l'accession au pouvoir du PNDC, « solidarité dans le travail pour un développement pacifique », montre bien que, désormais, le gouvernement se



FILE D'ATTENTE DEVANT UNE BANQUE POUR ÉCHANGER DES BILLETS RETIRÉS DE LA CIRCULATION. Le cedi, monnaie nationale, a été dévalué de 3 272 % depuis 1982.

rités ont pourtant fait leur cheval de bataille.

Au mécontentement que suscite la faiblesse des rémunérations s'ajoute l'indignation que soulèvent les ponts d'or faits aux consultants étrangers. Le TUC a d'ailleurs dénoncé la soumission de la « politique économique au diktat de la Banque mondiale et du FMI » et la « trahison » du programme de redressement de 1982 qui devait mettre en place les « fondements d'une économie nationale intégrée et autosuffisante », grâce à un rôle accru de l'Etat dans l'économie et à un changement politique qui réduirait l'influence des classes sociales tirant parti de la crise.

Le dénuement des paysans sert constamment de justification à la politique salariale officielle. Pourtant, peu de mesures ont été prises pour améliorer ou pour stabiliser les revenus des agriculteurs, à part ceux qui travaillent dans le secteur des exportations (cacao, noix de coco, coton, tabac), pour lequel les prix à la production ont été nettement réévalués au cours de ces trois dernières années.

Une grande partie de la paysannerie demeure à la merci des forces du marché, qui jouent rarement en sa faveur. L'exceptionnelle récolte de maïs de 1984, fruit de la réaction des paysans à la pénurie et à la hausse des prix de 1983, entraîna paradoxalement de nou-

méfi de toute activité indépendante politique ou syndicale. Les comités de défense de la révolution (CDR) ont été réorientés vers des tâches productives non politiques et vers la défense du régime, de telle sorte que le cœur n'y est plus. Et la répression a commencé à s'abattre sur les militants les plus actifs comme en témoigne l'arrestation des journalistes Kwesi Pratt et Kwaku Baako, de l'ancien secrétaire général de l'Organisation panafricaine des étudiants, M. Akoto Ampaw, et d'un responsable des CDR, M. Ralph Xugbe.

A l'heure actuelle, vingt-deux pays africains appliquent les programmes de stabilisation préconisés par le FMI, alors que celui-ci, dans une étude récente, confirme la médiocrité des résultats obtenus à l'aide des médications élaborées à Washington. Au Ghana, des conditions exceptionnelles étaient réunies pour un nouveau test : un régime révolutionnaire, disposant d'une large assise populaire et prêt à suivre les prescriptions libérales. Mais ce n'est pas seulement la crédibilité du FMI en Afrique qui y est en jeu, c'est aussi la légitimité du régime. Car celui-ci est bien convaincu que sa politique « représente la première tentative, au cours des deux dernières décennies, de s'attaquer aux problèmes de gestion macro-économique et de transformations structurelles ».

\* Ecrivain ghanéen.

# QUAND LA « PEUR DE L'AUTRE » OUVRIRAIT LA VOIE AU FASCISME

En France, la classe ouvrière et les milieux sociaux traditionnellement exclus du pouvoir politique ont trop rarement eu l'occasion d'exprimer une majorité parlementaire et un gouvernement porteurs de leurs aspirations. Cinquante ans séparent l'avènement du Front populaire en juin 1936, de la défaite électorale de la gauche en mai 1958. L'espoir qu'avait suscité la première expérience, succès d'un demi-siècle plus tard, le désenchantement engendré par la seconde.

Entre-temps, la France et le monde ont changé et connu les bouleversements que l'on sait. Rien ne serait donc comparable entre les deux événements. Sinon le contexte économique et social de cette époque de changement dans lequel ils se sont déroulés, l'exacerbation des tensions internationales, la violence contre-offensive idéologique et économique de la droite, enfin l'échec de la première force démocratique que rappellent René Bayssière. Sinon, également, la montée de l'intolérance et de l'extrémisme, cette lente perversion du régime libéral qui en Allemagne et en Italie, ouvrit la voie au fascisme, et que fait revivre Philippe Vidal.

CHRISTIAN DE BRIE

## DEUX LIVRES DE PIERRE MILZA

### De partout, d'hier et d'aujourd'hui...

À la fin de l'année 1930, *Antieurope*, revue ultra, proclamait que « la conquête du pouvoir en Italie n'a été que le début d'une action européenne ». Dans deux ouvrages parus à quelques mois d'intervalle (1), Pierre Milza nous entraîne aux quatre coins de cette Europe battue, et bien au-delà dans l'espace et dans le temps, du Japon à l'Amérique latine, de Drumont à aujourd'hui.

Les *Fascismes* se présente sous la forme d'une vaste synthèse de l'histoire de ces mouvements et des questions qu'ils soulèvent encore. Le *Fascisme*, au singulier, « une encyclopédie de poche efficace, rapide à consulter », dans une nouvelle collection (malheureusement un peu chère) : « Le monde de... », construite autour de mots-clés, complète utilement *Les Fascismes*. Pierre Milza consacre aux « modèles » italien et allemand près de la moitié des pages de son principal ouvrage. Mais il réserve également son attention au « cas français » : les nationalismes du dix-neuvième siècle, les Ligues des années 30, Vichy... et le reste.

Pays après pays, apparaissent des espèces peu connues du monde de l'aryennité : l'America First Party du R.P. Coughlin, animateur sur NBC de « l'heure d'or de la petite fleur », une émission consacrée, non pas à Sidney Bechet, mais à de violentes imprécations contre les juifs, les rouges, les intellectuels... ou encore le Parti fasciste parussé de Vladimiritch Rodzevitch, créé au Mandchoukoumo à l'ombre des baïonnettes japonaises, et qui comptait en 1935 vingt mille membres parmi la diaspora russe blanche.

L'effet panoramique produit une curieuse impression : voir ces nationalistes de partout dénoncer les minorités d'ici et d'ailleurs et réclamer leur espace vital, les Finlandais du IKL, s'en prendre aux Suédois, les Suisses du Front national lancer leur cri de guerre « *Haaruz!* » (Dehors !), les Flamands revendiquer les Pays-Bas, le Parti fasciste tibétain exiger l'expulsion des Allemands des Sudètes et le Parti naz des Sudètes prôner son rattachement à l'Allemagne — la tragédie est née sur fond de désespoir.

Les *Fascismes* ne constitue pas seulement un ouvrage de référence, c'est aussi un livre de débat sur la nature du phénomène. À travers la description minutieuse de tous les mouvements fascistes et fascisants, Pierre Milza met en lumière l'extrême diversité des extrémistes et pose la question — centrale dans le livre — des rapports du spécifique et de l'universel dans cette histoire tourmentée des partisans en tout genre de l'ordre nouveau.

Le fascisme tel qu'on l'a connu dans les années 30 est apparu à une époque où l'impérialisme se déployait encore dans le cadre de l'Etat-nation, et dit Pierre Milza, « il a surtout tiré profit de données qui appartiennent aujourd'hui au passé : la destruction de sociétés traditionnelles tout juste entrées dans l'ère industrielle, l'incapacité de intégrer les masses ainsi rendues disponibles, l'absence dans certains pays de traditions démocratiques et surtout les effets traumatisants du premier conflit mondial et de la révolution bolchévique ».

La planète présente, en effet, une configuration nouvelle, et dans le monde écartelé où nous vivons, les puissances imposent sinon leurs valeurs, du moins leurs normes. C'est sans doute pourquoi, si Somoza père avait fréquenté les Carristas Azules nicaraguayennes en 1936, Somoza fils estimait que le soudarde de la Guardia Nacional « philosophiquement sont des démocrates » et lui-même un champion du « monde libre », au même titre — ce sont les comparaisons qu'il donne dans ses *Mémoires* — que Pinochet, Alfredo Stroessner, le chah d'Iran, les dirigeants de l'Afrique du Sud ou les généraux argentins, bref, les alliés anticommunistes des Etats-Unis.

Comme en 1983 un journaliste du *Tempo* de Madrid demandait au général Camps, ancien chef de la police de Buenos-Aires, qui revendique pour son seul secteur la responsabilité de cinq mille disparitions, s'il n'était pas un admirateur de Hitler, celui-ci répondit : « Avec Hitler, j'ai quelques affinités. Par exemple mon intérêt humanitaire à sauver l'homme et à lutter contre la campagne communiste permanente, pleine de mensonges. En tout cas, si vous insistez que je suis nazi, je vous dis que non. Je me considère comme un homme de droite, conservateur, mais humaniste à l'extrême. » Dès lors, ne faut-il pas imaginer que le fascisme puisse exister, dans le monde contemporain, non plus sous la forme de l'identification au modèle mussolinio-nazi, mais, dans sa substance, sur le mode de la proximité ?

Ph. V.

(1) Pierre Milza, *Les Fascismes*, Imprimerie nationale, Paris, 1985, 504 pages, 200 F., et *Le Fascisme*, M.A. Editions, coll. « Le monde de... », Paris, 1986, 270 pages, 61 F.

**MAX LINIGER-GOUMAZ**

Connaître la « Le meilleur spécialiste de la Guinée équatoriale ». Politique africaine. Paris, septembre 1985.

**GUINÉE ÉQUATORIALE**

Editions PEUPLES NOIRS 230 pages 95 F  
82, avenue de la Porte-des-Champs 76000 ROUEN

## Par PHILIPPE VIDÉLIER \*

L'EUROPE était dans l'œil du cyclone. Pierre Mac Orlan constatait dans l'un de ses romans à suspense qu'en ce temps « les gens vivaient d'ailleurs en acceptant, sinon très bien, mais du moins avec résignation, les risques avant-coureurs d'une époque de meurtres et de cataclysmes déclenchés par une folie passagère de l'humanité (1) ». Le *Temps*, grand quotidien politique et financier, jugeait avec sévérité l'accession d'Adolf Hitler aux plus hautes fonctions, le 30 janvier 1933, et évaluait les chances de survie du nouveau gouvernement allemand : « Tout dépendra de la question de savoir si M. Hitler est autre chose qu'un agitateur professionnel, s'il est réellement un caractère, une force, s'il a une doctrine nettement arrêtée, s'il est capable, comme le fut en Italie M. Mussolini placé dans une situation analogue, de prendre hardiment ses responsabilités (2) ». L'Association allemande des citoyens de confession israélite s'employait à rassurer ses membres : il y avait tout lieu de penser qu'il ne se produirait pas de manifestations antisémites.

Ces jours-là résidait à Berlin, Alexander Platz, « centre de vie bouillonnante, chauffée par l'angoisse des jeunes chômeurs », un Argentin de trente-deux ans qui avait vu, déjà, comment à Buenos-Aires la police montée traînait, attachés à ses chevaux, les juifs à barbe blanche du ghetto. Il habitait chez Frau D., « une grosse personne obsédée par l'idée du manger » qui avait connu des jours meilleurs : « On nageait dans la graisse d'olive », disait-elle. Hitler était entré à la chancellerie et cette femme, foudroyée par la crise, qui votait à gauche (social-démocrate, SPD) et pensait parfois plus à gauche encore (communiste, KPD), nageait maintenant dans la perpétuité : « Le peuple a un tel enthousiasme pour lui ! Et après tout, pourquoi ne pas lui donner l'occasion de réaliser ce qu'il a promis ? Qui sait ?... Un homme qui a réussi à mettre debout un pareil mouvement !... »

— Vous oubliez le programme antisémitisme de Hitler, Frau D., et vous êtes pourtant juive.

— Les nazis ne sont pas contre les juifs allemands. Ils veulent chasser toute cette youpinerie venue de Pologne, d'Autriche. Ces Galiciens pouilleux de la Grenadierstrasse. Qu'ils les chassent ! Ils sont venus ici après 1914, ils se sont enrichis de la misère du peuple allemand. Moi, que voulez-vous, quand je vois une de ces juives polonaises cloutées de diamants choisir

\* Historien, université de Lyon-II.

aux halles la poule la plus dodue, la tater avec ses doigts pleins de bagues, j'ai envie de lui croquer à la figure. Ils nous ont tout pris, tous ces sales youpins. Ils sont sales, sales, ils ne se lavent jamais ! (3).

C'était une chose qui, en Angleterre, avait frappé George Orwell que cette capacité de pénétration du message fasciste chez les gens, parfois même parmi ceux qui avaient tout à en redouter. Le 16 mars 1936, à Barnsley, une ville minière du Yorkshire, il avait assisté à un meeting de Sir Oswald Mosley, le chef de la British Union of Fascists, et en était sorti impressionné : « Son discours fut l'habituel piège à applaudissements — commerce libre pour l'Empire, à bas les juifs et les étrangers, plus de hauts salaires et réduction du temps de travail, etc. (4) ». Bien qu'il trouvât que les « dragons costumés » de Mosley avaient l'air de « sortir d'une opérette de Gilbert et Sullivan », Orwell conseillait de tenir à l'œil le chef des Chemises noires britanniques, car « c'est parfois un avantage pour un politicien aux dents longues que de ne pas être pris trop au sérieux à ses débuts (5) ».

Tout avait commencé en Italie. En un peu plus de quinze ans, les chemises de couleur, noires, bleues, vertes ou brunes, avaient pris possession d'une bonne partie de l'Europe et il fallait saluer bizarrement des insignes bizarres : croix gammées, f l é c h é e s, « cafards » (les mauvais esprits les appelaient comme cela en Italie) (6), et l'on devait, en sus, avoir l'air fasciste. « L'air fasciste », racontait Henri Béraud, le Béraud d'avant *Gringoire*, qui parcourait l'Europe pour les lecteurs du *Petit Parisien*, l'air fasciste, rapportait-il, consistait à faire les gros yeux et à contracter les maxillaires pour imiter le Chef.

## Le temps

C'est pourquoi, dans ce monde nouveau du paraître vertueux, une ritournelle fut déclarée suspecte par l'Impero, l'un des organes du régime mussolinien. Il paraît qu'on chantait sur tous les tons : « Non l'arrabbiare / La vita è breve. » (Ne l'énerve pas / La vie est courte.) « De deux choses l'une, disait le journal fasciste, ou bien ce refrain ne signifie rien du tout, et alors de quoi rit-on ? Ou bien il signifie quelque chose, et alors ce quelque chose ne nous plaît pas (7) ». « Ah ! c'est qu'avec notre Duce il ne faut pas plaisanter ! » Car le fascisme est tout sauf une plaisanterie.

Dans les « Petits livres de la patrie » à la couverture multicolore, on enseignait à des bambins aux joues roses, coiffés du fez noir, qu'en l'an 1922 « l'Italie meurtrie par tant de blessures invoquait, par la bouche de ses citoyens les meilleurs, un sauveur (...). De partout, on murmurait : « Mussolini ! Mussolini ! (8) ».

Angelica Balabanova, grande figure romantique de ce début de siècle, avait connu Benito Mussolini à Lausanne en 1904, dans un meeting du Parti socialiste italien qu'elle aimait. La description qu'elle donne du personnage dans



## Juin 1936 : le Front populaire,

### Par RENÉ BAYSSIÈRE

LES anniversaires du Front populaire semblent avoir ceci de particulier que la nostalgie qu'on éprouve à les célébrer n'est jamais tout à fait ce qu'elle pourrait être. Soit le culte vacille et le mythe, à la lumière du présent, s'effrite, soit il s'avive en âge d'or. Est-ce pour cette raison que cette commémoration n'a donné lieu cette année sur le sujet qu'à de rares publications nouvelles (1), et à quelques rééditions de solides études plus ou moins anciennes.

Le cinquantenaire renforcerait donc encore la règle : la gauche, majoritaire en 1981, ne l'est plus depuis deux mois, et l'échec du 16 mars redouble celui du Front populaire, en souligne l'agonie plus qu'il n'en rappelle l'embellie.

Le 5 juin 1936, en effet, Léon Blum conclut ainsi l'annonce à la radio de la constitution de son gouvernement de Front populaire : « Un grand avenir s'ouvre devant la démocratie française. Je l'adhère, comme chef du gouvernement, de s'y engager avec cette force tranquille qui est la garantie de victoires nouvelles. » Ce n'est pas un hasard si cette « force tranquille » empruntée à l'homme qui personnifiait désormais le Front populaire inspira la campagne présidentielle de M. François Mitterrand en 1981, presque un demi-siècle plus tard. C'est qu'à gauche, avec des nuances il est vrai, la mémoire collective reste marquée du grand espoir levé par la victoire au deuxième tour des élections législatives, le 3 mai 1936, du rassemblement populaire composé des radicaux, des socialistes et des communistes.

Ce rassemblement prit naissance dès juin 1935 pour « défendre la démocratie et dissoudre les ligues factieuses, pour mettre nos libertés hors de l'atteinte du fascisme... donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et au monde de la grande paix humaine ». Il avait été préparé par le pacte politique conclu en juillet 1934 entre le SFIO et le Parti communiste en réponse à l'émeute droitiste du 6 février 1934, dans laquelle la gauche avait vu le visage du fascisme (2).

Ainsi, la France politique est-elle coupée en deux blocs. Mais, contre les droites, dès la campagne électorale, les positions, à gauche, marquent quelques équivoques, dont témoignent les programmes et engagements électoraux : « Le Rassemblement populaire est loin d'être un mouvement révolutionnaire comme on essaye de vous le présenter ; car aujourd'hui les facteurs de troubles et de guerre civile sont à droite. D'ailleurs, le Rassemblement populaire n'est pas un parti politique ; c'est une large formation de défense républicaine... », déclare un candidat radical du Finistère (3).

Chacun veut rassurer, et la victoire électorale amplifia cette attitude : « Le Front populaire est une modalité du front patriotique, proclame Emmanuel Berl. Les Français ne veulent pas la guerre civile, ils n'ont pas les moyens de la mener. Nous avons à défendre le plus beau royaume sous le ciel (...), le

second empire colonial du monde, un des plus grands héritages culturels et moraux qu'une nation ait jamais reçu de son histoire (4). »

La gauche, majoritaire électoralement, sent bien qu'elle n'a pas définitivement inscrit les classes moyennes dans sa majorité sociologique et que, si la droite est affaiblie, elle n'est pas désarmée. Ainsi, Jean Renaud adjoint-il les électeurs de droite, dans *l'Ami du peuple* du 7 mai 1936 : « Ayons confiance les uns dans les autres et veillons, calmes mais résolus. Un coup de torpède a amené le Front populaire, un coup de balai le renverra à la loge et au ghetto d'où il n'aurait jamais dû sortir. Il faut avoir cette certitude et combattre sans se décourager, sans se laisser, pour ces deux raisons capitales que nous ne sommes pas ici au pays des moujiks et que notre patrie s'appelle la France (5). »

Dans l'histoire de la République, c'est, en effet, la première fois qu'un socialiste préside le gouvernement avec le soutien des communistes. Malgré diverses manœuvres, les radicaux, grands vaincus de la consultation, n'ont pu en conserver la direction. Quant au Parti communiste, il a « la conviction indiscutable que la non-participation est propre à rassurer, donnant ainsi plus de force au gouvernement (4) ». Celui-ci accède au pouvoir dans des conditions difficiles, où les urgences se multiplient : environnement international très menaçant (troupes hitlériennes sur la rive gauche du Rhin), hostilité du patronat et des milieux d'affaires qui se manifeste par la « fuite des capitaux », attaques extérieures contre le franc, grèves « sur le tas » qui, de mai à juin, font tâche d'huile.

### La grève, un cri de délivrance

CETTE vague de grèves touche près de deux millions de salariés. D'une ampleur inconnue jusqu'alors, accompagnée le plus souvent d'occupation des usines ou des magasins, elle exprime en ce printemps un « cri de délivrance, un cri qui naît pourtant d'un long travail antérieur et souterrain et de la puissance de l'exemple. Ni spontanéisme ni complot ; simplement des années d'oppression, de fatigue... puis des années de crises, le même peur mais le spectre du chômage aussi et plus de misère. Et brusquement l'unité syndicale qui se réalise, la victoire électorale, le sentiment qu'on constitue une force et, confusément, une prise de conscience (4) ».

Ce qui domine et ce dont témoignent les photographies, c'est l'atmosphère étonnante de kermesse joyeuse et de calme à la fois. Les violences sont rares dans les premières semaines. Un peu comme s'il s'agissait d'illustrer ces mots qui sonnent dans tant de textes de ces journées : « Le Bonheur, la Paix, la Vie, la République, le Peuple, la Justice, la Liberté et naturellement l'Espoir (3). »

Ce « ministère des masses » qui s'enivre de la joie d'être solidaire dissipe le temps du mépris. « Cette grève est un allègement une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange », écrit

مكتبة الأمل



هكذا من النهر

Le temps

# des Chemises noires

ses Mémoires (1938) n'est guère flatteuse : amer, timide et tourmenté, d'une maigre culture socialiste, grossier dans ses manières au point que ses camarades en étaient indisposés, « qui aurait pu reconnaître en ce garçon de vingt ans, perdu et névrosé, l'homme qui dirige aujourd'hui l'Italie ? (9) ».

Angelica, qui était d'un naturel compatissant, avait été attirée par cette détresse. Revenu en Italie, Mussolini fit son chemin dans le Parti - et pour un ambitieux ce n'était pas chose difficile. Dans les années 1912-1915, Angelica Balabanova et lui se fréquentèrent beaucoup à la direction de l'Avanti, le quotidien socialiste. Mussolini parlait souvent de ce qu'il appelait « sa folie » - son thème préféré, disait Balabanova. Il lui confia un jour : « La première fois que j'ai lu *Poe* à Trente et à Lausanne, j'ai cru que j'allais devenir cinglé tellement j'avais peur. Je ne lisais jamais le soir. Atrocité ! J'ai commencé à écrire des histoires du même genre, mais mon livre s'appellera *Perversion*. »

Ce livre, comme on sait, Mussolini ne l'écrivit pas avec sa plume, mais avec ses *squadristi*, les membres de ses groupes d'assaut, moins de cinq ans après avoir rompu avec les socialistes pour entraîner, avec de l'argent français, le peuple d'Italie dans la guerre.

Le fascisme commença petit - dix-sept mille adhérents en octobre 1919. Aux élections de novembre, à Milan, Mussolini, Toscanini, le chef d'orchestre, et Marinetti, le poète futuriste pour qui la guerre était la seule hygiène du monde, n'obtinèrent pas cinq mille voix. Avant sa cristallisation en dictature totalitaire - l'image qui reste gravée dans les consciences, - le fascisme



CORTO MALTESE ET LES FASCISTES DE CHOC

était passé par divers états. Point de rassemblement de tous les activistes antidémocrates : soldats perdus de la guerre mondiale, nationalistes fanatiques rescapés de l'aventure de Fiume, transfuges du syndicalisme révolutionnaire ; troupe de choc des agrariens menacés par la revendication sociale ; les hommes armés « déguisés en morts », « pauvres ennemis des pauvres », décrits par Ignazio Silone dans *Fontamara* (10) ; refuge d'une petite bourgeoisie inquiète de son présent et de son avenir ; près de un adhérent sur deux du fascisme de 1921 appartenait aux classes moyennes ; solution ultime avant le chaos au moment de la Marche sur Rome, pour les dirigeants traditionnels : « Le ministère Mussolini est le seul qui puisse rétablir la paix sociale », disait Giolitti, ténor de la politique italienne.

une « personnalité autoritaire » dont on peut repérer les éléments constitutifs : conformisme rigide, soumission à l'autorité, hostilité envers tout comportement déviant, identification aux figures de pouvoir, tendance au stéréotype, exaltation aliénée du sexe, etc. Le genre de personnes qui, alors que la défaite des forces de l'Axe avait relégué la doctrine au placard des interdits, tenaient sur les juifs des propos comme : « Je n'ai jamais compris pourquoi Hitler a été si brutal avec eux. Il doit bien y avoir une raison, quelque chose qui l'a provoqué », ou encore : « Aucun Américain ne peut approuver ce que les nazis ont fait aux juifs. J'espère vraiment que les juifs feront quelque chose avant que nous en arrivions à de telles extrémités ici (13). »

Le fascisme, cependant, ne s'est pas gonflé de son seul pouvoir d'attraction, de ses capacités d'intimidation, ni même de la faiblesse de ses adversaires, mais surtout d'une cascade de renforcements et d'un faisceau de complexités à tous les niveaux de l'appareil d'Etat.

Pour le seul premier semestre de 1921, les Chemises noires pouvaient se prévaloir, d'après un recensement forcément approximatif, de la destruction de sept cent vingt-six « organisations rouges ». Pendant que flambaient les Maisons du peuple et les Bourses du travail, les cercles de culture et les coopératives paysannes, l'armée, la police, la justice et jusqu'au gouvernement oscillaient entre une neutralité bienveillante et une franche complicité. Pendant que le ministre de la guerre du gouvernement Giolitti, Ivanoe Bonomi, invitait dans une circulaire les officiers démobilisés à « maintenir le contact » avec les *Fasci*, son collègue de la justice engageait aux magistrats de fermer les yeux sur leurs agissements.

A Sienne, deux cents hommes de troupe et les carabinieri assistent les escouades fascistes dans leur assaut contre la Maison du peuple ; on tire au canon de 63. En Toscane, quatre chefs fascistes convaincus du meurtre d'un paysan sont laissés en liberté ; deux d'entre eux seront, quelques mois après, élus députés. « Le fascisme, il faut bien l'avouer, raconte l'un des chefs des groupes de combat de Florence, pouvait se développer et avoir les mains à peu près libres, parce qu'on trouvait auprès des fonctionnaires et des officiers des cercles d'Italiens qui nous voyaient avec plaisir marcher à la rescousse (14). » Et les industriels finançaient, comme l'Ilva, grosse société métallurgique. Pensez, la paix sociale !

Et Giolitti se réjouissait : Mussolini serait l'instrument inconscient de sa politique. En mai 1921, trente-cinq fascistes entraient au Parlement sur les

listes de la coalition de droite : le Bloc national - « premier et irréparable geste de suicide » de l'Etat libéral, comme le dit Angelo Tasca.

Au soir de la Marche sur Rome - admirable mise en scène, - le roi Victor-Emmanuel demandait à Mussolini de former le gouvernement. « Ceux qui croyaient que le fascisme, proclamait l'un de ses héros en 1923, une fois accompli son premier et douloureux mais nécessaire devoir, allait s'apaiser et même retomber de son erreur (...). Le fascisme déteste la vieille démocratie et l'agonisant libéralisme (15). » Il fallut encore du temps pour qu'avec les lois dites « fascistisantes » (novembre 1926) tombe sur l'Italie la chape de plomb du totalitarisme. Il n'y avait eu ni 18 Brumaire ni Rubicon franchi, comme le rappelle Pierre Milza, mais « une lente perversion du régime libéral (16) ». Il fallut une guerre pour s'en débarrasser.

## Après vingt ans de totalitarisme

LA société italienne - c'est sans doute un signe encourageant pour d'autres régions du globe - ne conserve pas grand-chose des vingt ans de régime totalitaire : des bâtiments prétextuels et des archives de police qui font froid dans le dos. Le créateur de *Corto Maltese* (17), Hugo Pratt, constatait avec satisfaction qu'il y a aujourd'hui en Italie peu de vrais fascistes, « sûrement moins que dans d'autres pays ». Mais, ajoutait-il, « en Italie comme ailleurs (peut-être plus qu'ailleurs), c'est toujours la peur qui risque de la faire renaitre, la peur de la violence, de l'agression, qui devient rapidement la peur de l'autre (18). »

La modification du climat intellectuel à laquelle nous n'avons cessé d'assister depuis bientôt dix ans, sur fond de crise, ne peut que susciter de nouvelles inquiétudes. Entre le meurtre

de Bordeaux-Vintimille, les hooligans du Paris-Saint-Germain, la montée en puissance de l'extrême droite et le darwinisme social (pauvre Darwin !) prôné comme un *must*, il existe un lien aussi réel que subtil. Au sortir de la guerre, George Orwell nota que la croissance du « réalisme » - entendez la doctrine affirmant que la force prime le droit - « est le grand trait caractéristique de l'histoire intellectuelle de notre époque. La raison de cela, c'est une question complexe. L'interconnexion du sadisme, du masochisme, du culte de la réussite, du culte de la puissance, du nationalisme et du totalitarisme forme un immense sujet dont on a encore à peine écorché les angles ; et l'on considère même comme assez peu délicat d'en mentionner l'existence (19) ».

PHILIPPE VIDELIER.

- (1) Pierre Mac Orlan, *Le Tueur numéro deux*, Marabout, Verviers, 1978.
- (2) *Le Temps*, 1<sup>er</sup> février 1933.
- (3) Hippolyte Etchebehere, 1933 : *la Tragédie du prolétariat allemand*, Sparacus, Paris, 1981.
- (4) Bernard Crick, *George Orwell, une vie*, « Points » Seuil, Paris, 1984.
- (5) George Orwell, *Le Qui de Wigan*, Champ libre, Paris, 1982.
- (6) Leonardo Sciascia, *les Oncles de Sicile*, Folio, Paris, 1985.
- (7) Henri Béraud, *Ce que j'ai vu à Rome*, les Editions de France, Paris, 1929.
- (8) Piccoli Libri della Patria, *Il Fascismo*, Casa Editrice Adriano Salani, Florence, 1935.
- (9) Angelica Balabanoff, *Ma vie de rebelle*, Balland, Paris, 1981.
- (10) Ignazio Silone, *Fontamara*, Grasset, Paris, 1949.
- (11) Robert Paris, *les Origines du fascisme*, Flammarion, Paris, 1968.
- (12) Wilhelm Reich, *Psychologie de masse du fascisme*, éd. La Pensée molle, s.l. 1970.
- (13) Theodor Adorno, Frenkel-Brunswick, Levinson, Sanford, *The Authoritarian Personality*, Harper, New-York, 1950.
- (14) Angelo Tasca, *la Naissance du fascisme*, Gallimard, Paris, 1967.
- (15) Pietro Gargolin, *Le Fascisme*, Nouvelle Librairie nationale, Paris, 1923.
- (16) Pierre Milza, *les Fascismes*, Imprimerie nationale, Paris, 1985.
- (17) Hugo Pratt, *Corto Maltese - Fable de Venise*, Casterman, Tournai, 1981.
- (18) *A suivre*, n° 12, janvier 1979.
- (19) *Autopsies du roman policier*, UGE, « 10-18 », Paris, 1983.

## Terreur et fascination

LE fascisme fut tout cela à la fois. Il ne se distinguait pas par la clarté de son programme de gouvernement. Le 23 mars 1919, le jour de la fondation, à Milan, des *Fasci di combattimento*, Mussolini ne s'embarrassait pas de précautions excessives lorsqu'il s'agissait de satisfaire les aspirations de « ceux qui ont fait la guerre » : « Ils veulent les huit heures ? les six heures ? les pensions d'invalidité et de vieillesse ?... Nous appuierons ces requêtes (11). » Deux ans plus tard, à la Chambre des députés, il vantait un Etat « réduit à sa plus simple expression » et une économie abandonnée à l'initiative privée.

Le fascisme est une construction à étages, et Wilhelm Reich faisait remarquer que sa propagande est contradictoire, « différente suivant la couche de

la population à laquelle elle s'adresse (...). C'est seulement dans la manipulation de la sensibilité mystique des masses qu'elle est cohérente et univoque (12) ». Dans un petit livre traversé d'intuitions brillantes, écrit dans les mois qui suivirent l'ascension du Führer, Reich montre que le fascisme n'est pas un mouvement politique semblable aux autres en ce que, pour se développer, il ne fait pas appel à la rationalité, mais, contre la rationalité, à l'affectif et à l'instinctuel. Le fascisme se nourrit de forces obscures dans une dialectique de la terreur et de la fascination.

Il existe au sein même de la société démocratique une foule de gens réceptifs aux thèmes fascistes, ceux qu'Adorno, à partir d'une vaste enquête psychosociologique menée aux Etats-Unis dans l'immédiat après-guerre, désigne comme structurés par

# de l'espoir à l'échec

Simone Weil (5). La généralisation du mouvement débordé syndicats et gouvernement et paralysé toute l'économie française. L'apaisement n'interviendra qu'après la conclusion des accords Matignon du 7 au 10 juin, qui inaugurent la cohabitation des partenaires sociaux, et le vote des lois sociales (semaine de travail de quarante heures sans diminution de salaire, deux semaines de congés payés, contrats collectifs), et la prise en charge par l'Etat du marché du blé.

Le Parti communiste, soucieux de maintenir l'union des travailleurs et des classes moyennes, se prononce par la voix de Maurice Thorez pour la reprise du travail dès le 11 juin : « Si le but maintenant est d'obtenir satisfaction pour les revendications de caractère économique tout en élevant progressivement le mouvement des masses dans sa conscience et son organisation, alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue... (4). » Ce qui est perçu, notamment par les trotskistes, comme une trahison de la révolution et une « conséquence ultime de la conception stalinienne de la défense de l'Union soviétique (2) », pour laquelle il importait que le poids de la France, son allié, ne fût pas trop affaibli.

La droite tire argument de la grande peur sociale pour se déchaîner contre l'utopie socialiste et même, dans la presse majoritairement de droite (*Echo de Paris*, *l'Ami du peuple*, *le Jour*, *l'Action française*, *Candide*, *Je suis partout*, *Gringoire*), des campagnes antisémites - relayées à la Chambre - et calomnieuses (poussant le ministre de l'intérieur Roger Salengro au suicide en novembre 1936).

## Non-intervention dans la guerre d'Espagne

ET l'été 36, s'il est encore ravivé dans nos mémoires par le récent roman de Bertrand Poirot-Delpech (6) comme celui où des milliers de des milliers de « salopards à casquette » ont, pour la première fois, découvert les vacances à la campagne, à la mer, à la montagne, s'il est celui de la multiplication des auberges de jeunesse et du développement des sports et loisirs populaires, traduit cet esprit de libération politique et sociale d'hommes et de femmes qui vont « au-devant de la vie » et qu'exprime bien le « y'a d'la joie » de Charles Trenet (7). « Reste (aussi), comme le rappelle Jacques Kergoat, l'accélération culturelle qui accompagne les « années chaudes » du Front populaire, sur un arrière-fond de bouleversements scientifiques et techniques, notamment dans le domaine de la communication (1) ». L'engagement dans le combat politique concerne les écrivains : L'engagement dans le combat politique concerne les écrivains : Aragon, Nizan, Malraux, Gide... contre Brasillach, Céline, Montherlant, et le cinéma, « miroir du Front populaire (1) », que domine le Jean Renoir du *Crime de monsieur Lange*, de la dominance de Jean Renoir du *Crime de monsieur Lange*, de la Marseillaise et de *La vie est à nous*. Cet été-là est aussi celui au cours duquel la guerre civile éclate dans une Espagne également gouvernée par un Front populaire et qui va devenir un charnier parce que les fascistes veulent qu'y « vive la mort ».

La politique de non-intervention dans ce conflit préconisée par Léon Blum, pressé par l'Angleterre et qui craint pour la paix civile en France, crée une fissure politique d'importance dans le Front populaire et dans l'opinion. Le gouvernement, à l'image de son chef, s'enferme peu à peu dans ses contradictions. Face à la contre-offensive de la bourgeoisie et du patronat, élargi économiquement faute d'avoir pu entreprendre des réformes de structures, il est conduit à faire de plus en plus de concessions. Les masses se sentent abandonnées. La « pause » annoncée en février 1937, face à une crise financière accentuée par la politique de réarmement due à l'aggravation de la situation internationale, marque l'abandon des réformes sociales. Elle ne suffit pas à restaurer la confiance des possédants ; ils mènent une offensive financière et politique brutale contre le gouvernement, qui démissionne en juin 1937, « sans que s'exprime réellement la protestation du monde du travail (2) ».

L'agonie du Front populaire va durer deux ans encore. Les ministères Chautemps, puis Daladier, à peine interrompus par un second et très bref gouvernement Blum, en assurent la liquidation. « Chacun s'accorde à reconnaître que [celui-ci] ne pouvait, en 1937, songer à sortir du système économique existant (4). »

Mais peut-on affirmer que « la politique de compromis a amené la hausse des prix, la dévaluation, aggravé l'instabilité économique [et...] n'a pas de surcroît été un moyen de lutte décisif contre le fascisme intérieur (2) » ? Beaucoup de ceux qui avaient vu dans la victoire du Front populaire la contre-attaque des démocraties à l'offensive fasciste en Europe sont déçus. Les déceptions se multiplieront : Munich, la guerre, Vichy, « cette revanche sur le Front populaire acceptée par un grand nombre des élus de 1936 (3) ».

Dès lors, si le mythe perdure, c'est celui de juin 1936 et des avancées sociales qu'il a permis d'effectuer. Ce sont les images de la fête, de nouvelles libertés conquises dans la lutte. Ainsi circonscrit, ce mythe imprègne la culture de la gauche française et a, sans aucun doute, marqué profondément l'arrivée au pouvoir de l'union de la gauche en 1981.

RENÉ BAYSSIÈRE.

- (1) Jacques Kergoat, *la France du Front populaire*, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », Paris, 1986, 414 pages, 140 F.
- (2) Jacques Danos et Marcel Gibelin : *juin 1936*, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », Paris, 1986, 282 pages, 95 F (première édition, 1952).
- (3) Louis Bodin et Jean Touchard : *Front populaire 1936*, Armand Colin, « L'Histoire par la presse », Paris, 1985, 233 pages, 120 F (première édition, 1961).
- (4) Danielle Yarkowsky et Claude Willard : *Des lendemains qui chantent ?* Messidor (Editions sociales), Paris, 1986, 270 pages, 105 F (première édition, 1980).
- (5) Ecrivain et philosophe (1939-1943), auteur de, entre autres, *la Condition ouvrière* (1951) et *Oppression et liberté* (1955).
- (6) Bertrand Poirot-Delpech, *l'Été 36*, Gallimard, Paris, 1984.
- (7) « 1936 », *Europe* (revue littéraire mensuelle), Paris, mars 1986.



UN MEETING POPULAIRE EN 1936  
Le sentiment confus de constituer une force

L'HISTORIQUE COMBAT DES GRECS POUR LA DÉMOCRATIE

# Parcours d'un résistant

Par CHRONIS MISSIOS



Sur la mer peu agitée de la vie littéraire athénienne, vient récemment d'éclater une bombe : *Heureusement toi tu as été tué à temps* (1). Livre d'un inconnu, d'un autodidacte qui a quitté en deuxième année l'école primaire, c'est un témoignage-choc sur le douloureux après-guerre grec de 1946-1974, singulièrement sur la guerre civile (1946-1949) et ses interminables séquelles répressives qui l'ont prolongée encore d'une décennie.

L'auteur, Chronis Missios, aujourd'hui âgé de cinquante-six ans, aura eu le temps de pratiquer les trois clandestinités de la résistance nationale (EAM-ELAS) contre l'occupant, de l'armée démocratique durant la guerre civile et de la lutte contre la dictature militaire (1967-1974), le tout payé par vingt et une années

d'incarcération et de déportation. C'est au cours de cette longue vie marginale entamée à l'âge de dix-sept ans, comme pendant les brèves accalmies, qu'il trouvera le moyen de s'instruire et de s'initier à la littérature de son pays, d'apprendre des langues étrangères, de lire Balzac, Flaubert, les auteurs russes.

Le livre se présente comme une lettre adressée à un camarade disparu, tué par balle et tombé « comme un sigle » au combat, ou au poteau d'exécution. Le propos, ponctué d'incises à l'adresse du martyr, circule librement à travers le temps, remontant dans le passé jusqu'aux années d'enfance où déjà, petit berger de Macédoine, l'auteur se mettait au service du maquis de

l'ELAS contre l'occupant. Tout un va-et-vient dans le style du récit parlé, qui révèle la maîtrise encore inconsciente d'un art littéraire inné, et tout spontané, où la verdeur et la vivacité du langage populaire se mêlent à l'argot des prisons.

Cette narration des années terribles, dont nous publions quelques extraits, se veut aussi message de fidélité à tous ceux qui, résistants de gauche, vécurent héroïquement leur engagement jusqu'au bout. « Heureusement toi tu as été tué à temps » - le titre de la « lettre » prend alors tout son sens. Aux morts tués au combat ou, plus vraisemblablement, au poteau d'exécution, ont été épargnées les épreuves inhumaines qui ont suivi, mais aussi - dit aujourd'hui Chronis Missios - ce « grand malheur » qu'a été l'abandon des militants, sacrifiés « sur l'échiquier de la stratégie mondiale » par la direction du KKE (Parti communiste de Grèce), laissés « sans perspective, sans mythe, sans idéologie, sans espoir, sous un ciel vide sur nos têtes, à traîner la charrette de notre vie ».

ROGER MILLIEX.

(1) Chronis Missios, *Heureusement toi tu as été tué à temps*. Editions Grammata, Athènes, 1985, 221 pages, 500 drachmes. L'ouvrage est déjà à sa septième édition et à dix-huit mille exemplaires, dans un pays où un tirage de trois mille est considéré comme un succès.

## Métamorphose

Au cours de la troisième clandestinité (1), on nous avait isolés dans un quartier des prisons de Corfou, quinze politiques au milieu de cinq cents droit commun. Dans le quartier attenant au nôtre, il y avait un droit commun qui, suivant nos propres critères, était tombé au dernier degré de l'avilissement. Crasseux, loqueteux, mendigot, capable de la plus grande saloperie pour avoir une cigarette. Pas de « morale », une chiffie ambulante, drogué à un stade avancé.

Un soir, je n'arrivais pas à dormir, l'extinction des feux avait sonné depuis longtemps, je lisais. Tout à coup, dans le silence absolu de la nuit, j'entends quelqu'un qui chante une chanson sur des vers du grand poète espagnol Lorca. Il y avait dans cette voix une pureté, une intensité, une passion, une profondeur de tendresse et de nostalgie telles que je n'en croyais pas mes oreilles. Cette chanson, je l'aimais et l'avais entendue assez souvent. Mais c'était la première fois que je sentais vraiment le poète et sa tendresse infinie pour la vie, dans l'incontournable nécessité de la mort :

Si je meurs, laisse ouvert le balcon  
l'enfant mange son orange  
De mon balcon je le vois  
Le moissonneur moissonne les épis  
De mon balcon je l'entends

Je ne fis qu'un bond, m'accrochai aux barreaux de la lucarne pour regarder au dehors. Dans le ciel mauve était suspendue la grosse pleine lune du mois d'août et, en face de ma cellule, dans le quartier des droit commun, c'était Anestis, le drogué dont je te parlais tout à l'heure, qui, accroché aux barreaux de sa cellule, métamorphosé en homme, fusillait la lune à coup de vers de Federico Garcia Lorca. *Ecce homo*. Je me laissai glisser dans ma cellule, rempli de tendresse, d'optimisme et de fierté.

(1) Sous la dictature militaire (1967-1974).

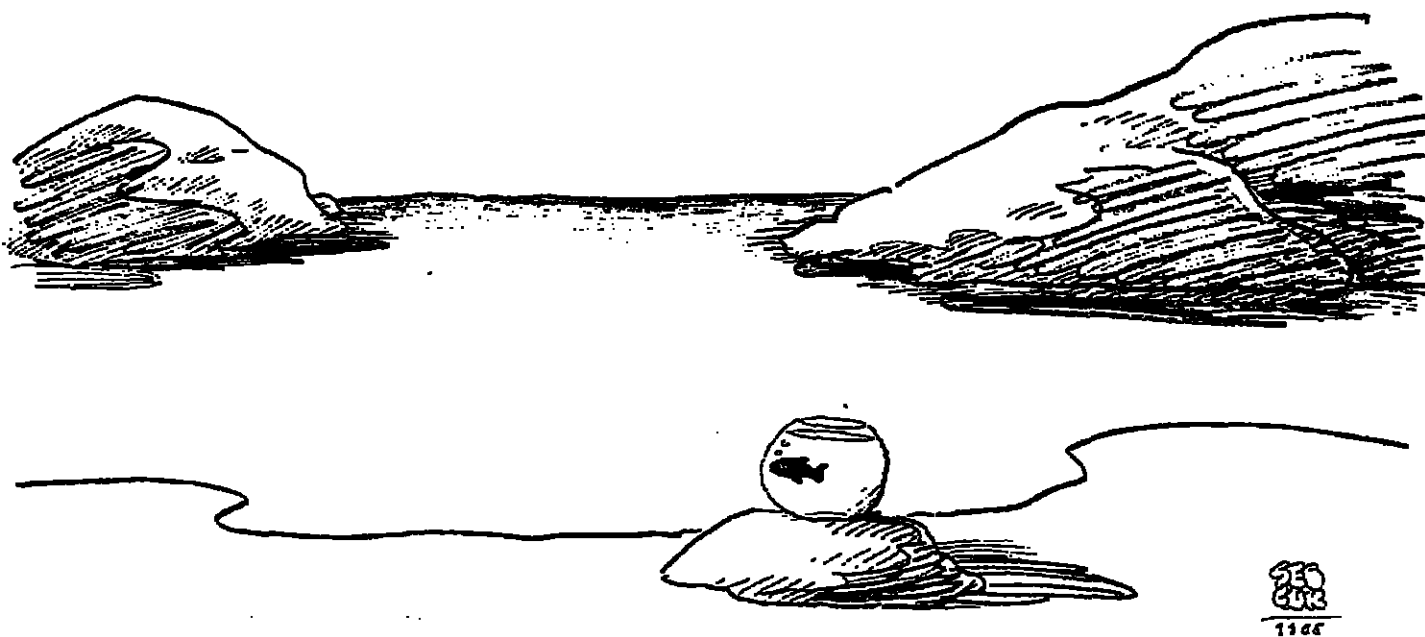


## Solitude

Maître-Etienne était avec moi dans la même cellule, un gaillard splendide et de cœur et d'allure. Aujourd'hui, quand il m'arrive de boire un coup dans une taverne au sol de terre battue, il y a toujours un verre de vin ou d'ouzo que je vide en cachette par terre à son intention. Parce que, chaque fois que je pense à lui, le cœur me fond d'amertume. Non parce qu'il l'ont fusillé, tant d'autres sont tombés et c'étaient les meilleurs, mais parce qu'il est allé au poteau d'exécution avec une amertume insupportable et muette. Tu sais ce que ça veut dire : être entre leurs mains, être dans cet abattoir qu'on appelle salle de tribunal militaire et n'avoir personne sur qui poser ton regard ? Être entouré de ces faces indifférentes qui n'ont qu'une hâte : te condamner à mort pour pouvoir aller déjeuner, quand toi tu es rempli à pleins bords d'amour et de désespoir. Tu le sais que tu vas mourir et, quelque part en toi, tu sens le besoin d'appuyer ton regard sur un visage tien, de laisser derrière toi un souvenir concret, d'emporter avec toi de ce monde que tu laisses un regard qui soit pleinement tien...

J'ai éprouvé une fois cette blessure au cœur combien profonde. Après pas mal de mois à la Sûreté, on m'avait jeté dans une jeep, menottes aux mains - bien inutiles : j'étais incapable de me tenir debout, je marchais à quatre pattes. Donc, dis-je, ils me jettent dans une jeep pour me transporter à Yendi Koule (1). Je savais que j'y allais pour être mis à mort, ils me l'avaient dit sur tous les tons à la Sûreté. C'était un samedi après-midi, l'été, le mois de juin déjà bien avancé. On passait par le Vardar, les boutiques venaient de fermer, les gens fourmillaient dans les rues, chargés d'emplètes. J'ai posé mes mains entravées sur le bord de la jeep. Un regard, ah ! un regard... Un des flics m'a deviné : « Tu vas mourir pour eux... Qui te connaît ? Tu les vois ? Ils font leurs achats, ils retournent chez eux, demain, les petits bateaux, les plages, les crustacés, les jeux, les filles. Qui se soucie de toi, pauvre couillon ? Tu marches au poteau d'exécution et n'as que quinze ans. » Un tel désespoir, une telle détresse m'ont pris que, juste après avoir rejoint les autres en prison, j'ai éclaté en sanglots.

Eh oui, il m'a fallu passer par bien des choses et en lire pas mal d'autres pour arriver à comprendre combien est unique, combien est solitaire la route du révolutionnaire. J'ai lu quelque part que, dans le monde entier, parmi tant de millions d'êtres, il n'y a pas deux garçons ou deux filles qui soient identiques



comme deux gouttes d'eau. C'est la même chose pour les révolutionnaires. Dans sa participation au combat, chacun transporte ses rêves, ses amours, son moi, son « je peux ». Et heureusement qu'il en est ainsi. Sinon, nous serions des pièces d'horlogerie ou des amibes. Mais cette putain d'histoire, tous, et les bourgeois et les communistes, l'écrivent comme ça : horizontale, plate. Ils parlent de peuples, ils parlent de masses et aucun d'entre eux n'a jamais pu sentir l'intensité, la passion, les sommets et les chutes de mondes entiers que renferment quarante-huit heures seulement de la vie d'un révolutionnaire. Ils sont instruits, ils lisent, ils écrivent et n'ont jamais compris que chaque homme est tout un monde, toute une histoire. Je peux me tromper, mais je crois que lorsque l'homme aura reconquis son humanité, lorsqu'il commencera à créer une civilisation humaine, à écrire l'histoire verticalement, non pas sur les peuples et les masses, mais sur Paul, sur Rinette, sur Hélène, sur Maître-Etienne, alors seulement les hommes sauront le prix de l'histoire, le prix de la participation, ce que veut dire la phrase « cent mille morts » ou « quelque part la Sûreté torture un homme ».

Alors les hommes sauront ce que veut dire « prison », ce que signifient les fautes politiques...

(1) Prison de Thessalonique, dans les cachots de laquelle les condamnés à mort attendaient chaque matin, des mois durant parfois, l'exécution de la sentence.



## Dialogue de sourds

L'autre jour, il y a un vieux camarade qui est venu à nouveau me voir pour me dire qu'il était temps que je rentre dans le Parti et le reste. Alors, je me suis mis à lui exposer mes objections et mes positions. Après m'avoir « écouté » - je mets le mot entre guillemets, parce qu'il ne m'écoutait pas, simplement il dodolait de la tête, tout en réfléchissant à la réponse qu'il allait me faire...

« Dis donc, toi, est-ce qu'il existe, comment dire, un autre groupe de la population qui, en cas de désaccord, en cas de scission, soit privé à ce point de toute possibilité de communication, qui pratique avec une pareille aisance un dialogue de sourds, chacun débattant son boniment sans se préoccuper de savoir si ça a le moindre rapport avec la réalité ? Si nos oreilles étaient des accessoires, nous ne les porterions que le temps de faire notre propre discours, pour les enlever dès que les autres commencent à leur... Ne crois pas que je dise ça en l'air. Pendant la déportation dans l'île d'Al Strati, à l'époque (1) de la précédente scission, nous avions un vieux camarade, un des plus anciens cadres du Parti. Naturellement, il appartenait lui aussi à un des deux camps (2) qui avaient divisé le Parti. Etant déportés, aussi souvent que nous le pouvions nous organisions des débats, un « dialogue », comme on dit, pour exposer nos points de vue et tenter de nous convaincre mutuellement. Penses-tu ! Le camarade en question était sourd comme un pot et portait un appa-

reil aux deux oreilles. C'était donc le seul à être équipé techniquement pour être totalement sincère dans le « dialogue ». On se rendait donc au « groupe », et c'était lui ordinairement qui était inscrit pour prendre la parole en premier. Il sortait alors ses papalards, les lisait consciencieusement et, à peine ayant fini, il enlevait son appareil des deux oreilles et déclarait : « A vous de parler maintenant »...

Donc, j'avais expliqué à l'autre mes positions : il remua la tête et me dit « Je te comprends, le Salonicien, tu en as tant bavé, tu es fatigué, c'est normal. Mais là où je ne suis plus d'accord avec vous, c'est que vous ne le disiez pas tout de go et sans crainte, au lieu de vous retrancher derrière de prétendus divergences idéologiques et politiques, alors qu'il s'agit d'un tout simple problème humain et si naturel. Résultat : vous portez préjudice au Parti... »

Je ne peux pas encore préciser le sentiment qui dominait en moi : fureur ? pitié ? amertume de voir les gens en arriver là ? Celui-là était un homme intelligent, cultivé, toujours très doux. Je lui fais : « Que te dire, mon vieux Mitsos ? Je vais te répondre point par point et un peu brutalement ; qui sait ? Peut-être tu vas comprendre. Dis-moi un peu, nous nous connaissons depuis combien d'années ? Pas loin de quarante, hein ? - Oui - Pendant tout ce temps-là, où être communiste signifiait poteau d'exécution, prison, tortures, déportation, est-ce que je n'ai pas été sans arrêt au premier rang, oui ou non ? Est-ce qu'une seule fois j'ai déserté, est-ce que j'ai pris le temps de souffler une seconde ? Est-ce que je me suis caché sous les jupes de quelque veuve, en attendant que les choses s'arrangent, comme toi pendant la dernière dictature ?

- Alors, le Salonicien, voilà que tu m'insultes maintenant ?

- C'est moi qui insulte, vieux ? Alors tu ne comprends pas ce que tu me dis ? A l'époque où, pour être communiste, pour défendre les idées communistes, il fallait être la cible de toutes les balles et avoir la tête sur le billot, je n'ai pas connu la fatigue et ça n'a pas été une parenthèse, des années et des années que ça a duré et alors, maintenant que le Parti est légal, maintenant qu'on attache les chiens avec des saucisses, maintenant que c'est bien à la mode de recevoir le baptême communiste, maintenant qu'il ne me serait pas désagréable d'avoir un peu, à mon tour, d'activité communiste légale à partir d'un beau bureau, maintenant que, pour soigner ma petite carcasse qui en a vu de toutes les couleurs, je pourrais entrer dans une clinique socialiste, au lieu de faire la queue à l'IKA (3) pour subir des examens pitoyables et humiliants, c'est maintenant, dis donc, que je sentirais la fatigue ? Mais, comme dit l'autre, autant frapper à la porte d'un sourd. Comme je te l'ai déjà dit, sur deux communistes, il n'y en a jamais qu'un qui parle...

Je lui dis : « Mon vieux Mitsos, je te regarde et je pense à Panoyis, le fou d'Al Strati ; à qui on demandait : « Dis-donc, Panoyis, c'est pour quoi faire la tête ? - C'est pour retenir la ceinture quand nous l'accrochons au cou pour aller chier... »

(Traduit du grec par Roger Milliex.)

(1) En 1968.

(2) Les orthodoxes prosoviétiques et les eurocommunistes du - PCG de l'intérieur ».

(3) Institution d'assurance sociale.



DE L'ANTITERRORISME AUX CONFLITS COMMERCIAUX

Démocraties : solidaires et rivales

(Suite de la première page.)

Indispensable à chacune d'elles, l'alliance des démocraties ne peut fonctionner de manière satisfaisante que dans une approche réaliste qui, en tenant compte de toutes les circonstances, s'appuie sur les intérêts - éventuellement divergents - de chacun des alliés. Ou, bien souvent, sur les changements de définitions que peuvent en donner les gouvernements.

Définitions tellement changeantes qu'il leur arrive, en quelques semaines, d'être complètement inversées. Aujourd'hui accusée d'ingratitude, la France ne reprocha pas aux Etats-Unis, dès le déclenchement des deux guerres mondiales, de fort peu se soucier de l'indéfectible solidarité qui, dit-on, unirait les démocraties.

Au début de 1917, alors que le conflit faisait rage en Europe depuis déjà deux ans et demi, le président Wilson osait proposer aux belligérants une « paix sans victoire ». Puis, l'Allemagne ayant décidé de mener à outrance sa guerre sous-marine, sans épargner les bateaux neutres, Wilson se rendit le 3 février 1917 devant le Congrès pour annoncer qu'il rompait les relations diplomatiques avec Berlin. Mesure assez symbolique, le moins qu'il ait pu faire pour relever le défi lancé aux navires américains. Et pourtant : « Je me refuse à croire, dit-il alors, qu'il soit dans les intentions des autorités allemandes de faire passer dans les faits la menace qu'elles s'estiment en droit d'exécuter. » Il dit à son confident, le colonel House : « Ce pays n'a pas l'intention de se laisser entraîner dans une guerre ; ce serait de notre part un crime contre la civilisation que de nous y engager. »

Au mois de novembre précédent, Wilson n'avait-il pas été réélu sur une promesse de neutralité, à laquelle souscrivait son adversaire ? Aussi longtemps que possible, il s'abstint d'envoyer des troupes au secours des démocraties européennes. Ainsi le veut l'intérêt national : la neutralité s'accompagne, pour les Etats-Unis, d'un prodigieux essor économique.

Mais les intérêts nationaux de l'Amérique changent du tout au tout lorsque Berlin propose au Mexique un pacte audacieux : « Faire la guerre ensemble, faire la paix ensemble, étant entendu que le Mexique doit recouvrer les territoires perdus du Texas, du Nouveau-Mexique et de l'Arizona. » Ce télégramme de Zimmermann, ministre allemand des Affaires étrangères, met le feu aux poudres. Selon le mot du secrétaire d'Etat Lansing, il balaya l'apathie et l'indifférence pour susciter une « violente hostilité à l'égard de l'Allemagne ». Cet épisode romanesque ne fut certes pas la seule cause de l'entrée en guerre des Etats-Unis, mais reste le fait déterminant qui conditionna l'opinion publique et amena Wilson à changer d'attitude (3).

Pendant trente mois, leur intérêt national avait fait persévérer les Etats-Unis dans leur politique de neutralité. Pendant les dix-huit mois suivants, toujours au nom de leur intérêt national, ils vont apporter leur contribution à l'effort des démocraties européennes en guerre contre des régimes autocratiques. Bien entendu, on invoquera alors les grands et nobles principes : « La neutralité n'est plus ni possible ni désirable lorsque sont en jeu la paix du monde et la liberté des peuples », déclare Wilson. Comme si la paix et la li-

terrorisme protégé par la Syrie et du rôle que ce pays peut jouer au Proche-Orient ? La solidarité des démocraties doit-elle inciter l'Europe à suivre M. Reagan lorsqu'il menace, ou M. Shultz lorsqu'il fait un pas en arrière ?

Pour justifier une démonstration de force, dont Washington estime souverainement qu'elle sert les intérêts nationaux de toutes les démocraties, les gouvernements et les médias ont sacrifié sur l'autel de l'idéologie sécuritaire, et grossièrement exagéré les dangers que

réuniront - au moins une fois par an - A. quelle fin ? Mais voyons : pour « examiner collectivement » aussi bien leurs « objectifs » que leurs « prévisions ». Comment s'y prendront-ils ? C'est ici qu'apparaît le trait de génie : ils accorderont une « attention particulière » à une série d'indicateurs économiques auxquels chacun des Sept, pris isolément, n'aurait sans doute jamais pensé : « Les taux de croissance du PNB, les taux d'inflation, les taux d'intérêt, les taux de chômage, les niveaux de déficit budgétaire, les balances courantes et les balances commerciales, les taux de croissance des agrégats monétaires, les réserves et les taux de change. » Pédaute liste qui ne saurait impressionner un étudiant en première année de science économique. Que feront les ministres après avoir accordé une « attention particulière » à ces indicateurs ? Nul ne le dit, et pour cause : aucun des Sept n'est disposé à modifier substantiellement sa politique, à sacrifier ses intérêts nationaux sur l'autel de l'intérêt général.

La référence aux déficits budgétaires, qui vise les Etats-Unis, apparaît particulièrement cocasse, car les précédents sommets avaient soigneusement attiré l'attention sur leurs effets nocifs. En pure perte. Devant cette énième répétition, les commentateurs auraient dû être secoués par un immense éclat de rire. Ils ont sagement glosé sur des textes qui n'engagent à rien. Peut-être ont-ils même pris au sérieux cette formule magique : « L'application de ces

politiques (mais lesquelles ?) par les pays industrialisés aidera les pays en développement. » Et le tour est joué (10).

La déclaration politique, on s'en serait douté, est de la même eau : « L'initiative personnelle, la créativité individuelle et la justice sociale sont les sources principales du progrès. » Après une telle réaffirmation du credo libéral, les gouvernements ne pourraient rien faire d'autre que de prononcer leur autodissolution ? Ce serait un erreur. Car, proclament-ils, « nous réaffirmons notre attachement commun au renforcement de la paix ». Parfait. Par quels moyens ? Essentiellement par la combinaison de deux efforts. Premièrement : « Chacun de nous est décidé à entretenir une défense forte et crédible. » Deuxièmement : « Chacun de nous est favorable à des réductions équilibrées, importantes et vérifiables des niveaux d'armements. » Qui donc n'y trouverait son compte ?

Les problèmes Est-Ouest étant ainsi miraculeusement réglés, restent les relations avec le tiers-monde. Mais la tâche n'est guère plus difficile : « Nos pays ne peuvent pas jouir d'une stabilité et d'une prospérité s'il n'y a pas de stabilité et de prospérité dans le monde en développement. » Fort bien dit. Quelle voix discordante oserait s'élever contre tant de sagesse ? Le tiers-monde n'a pas à s'inquiéter de son avenir... (11).



« PATIENCE AVEC L'ALLEMAGNE », CARICATURE AMÉRICAINE DE 1940 De 1914 à 1917, comme de 1939 à 1941, la solidarité des démocraties a ses limites

berté n'étaient pas en cause depuis 1914...

Vingt-trois ans plus tard, il faudra aussi attendre l'attaque japonaise contre Pearl-Harbor (décembre 1941) pour que l'Amérique, directement atteinte dans son intérêt national, se décide enfin à entrer dans une guerre où, depuis plus de deux ans, se joue le sort des démocraties en Europe occidentale. Ni en 1914-1917 ni en 1939-1941, il n'y eut de campagne pour dénoncer l'égoïsme national américain, rien de semblable à la suspecte indignation qui veut de secouer les Etats-Unis. En refusant l'autorisation de survoler son territoire, la France n'a nullement nui au raid sur la Libye, alors que, par deux fois, l'attentisme américain a été lourdement payé par l'Europe.

fait courir le terrorisme. Le 28 avril, M. Joe M. Rodgers, ambassadeur des Etats-Unis en France, déclare que ses services sont fréquemment consultés par des Américains qui envisagent de se rendre en France. Il précise : « Nous [leur] disons qu'il existe, par les temps qui courent, un facteur de risque beaucoup plus élevé qu'en temps normal... Nous conseillons donc à nos concitoyens (...) d'être attentifs au danger d'une possible agression terroriste (8). » Mais un Américain court de grands risques de mort violente en restant dans son propre pays, où l'on assassine chaque année 14 000 personnes (9). Aucun groupe terroriste n'est, et de fort loin, en mesure de revendiquer un aussi sanglant palmarès. La solidarité entre démocraties doit-elle inciter les Européens à participer à l'hystérie antiterroriste entretenue par la Maison Blanche et à souscrire à ses initiatives les moins efficaces ?

L'étonnante priorité accordée au terrorisme lors du sommet de Tokyo serait moins préoccupante si les autres problèmes avaient été traités avec une claire volonté de les résoudre. M. Reagan a pourtant exprimé sa pleine satisfaction : ce sommet, a-t-il dit, est « le plus réussi ». Du point de vue littéraire, sans aucun doute. Mais les chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays démocratiques les plus industrialisés, plus le président de la Commission européenne, ne s'étaient pas réunis pour faire de la littérature. Outre le terrorisme, ils abordèrent trois grands thèmes concrets : la crise économique mondiale, la politique générale (relations Est-Ouest, tiers-monde) et la sécurité nucléaire. Chacun de ces sujets a donné lieu à une « déclaration » dont la phraséologie parfaitement rythmée ne peut camoufler la solemnelle incohérence.

Se félicitant de l'« efficacité », pourtant douteuse, de leurs politiques, les participants au sommet observent bonnement que « l'économie mondiale est encore confrontée à un certain nombre de problèmes difficiles ». Eblouissants découverts ! Quels problèmes ? Les grands énumèrent docilement ce que nul n'ignore : un « chômage élevé », des « déséquilibres internes et externes », deux « incertitudes » (sur l'évolution des taux de change et du prix de l'énergie), les « pressions protectionnistes », les « difficultés » du tiers-monde et ses « graves problèmes d'endettement ». Il fallait bien réunir en grande pompe les puissants de la terre pour faire à l'humanité entière une telle révélation.

Le diagnostic étant aussi savamment porté, quel traitement préconise le sommet de Tokyo ? Mais c'est très simple : les ministres des finances des Sept se

Une coordination souhaitable mais improbable

DEJA, après le sommet de Bonn en 1978, on avait pu émettre quelques scepticismes sur le caractère fébrile du spectacle annuel donné aux populations (12). Mais il serait imprudent d'ironiser davantage. Car la réunion de Tokyo met en pleine lumière deux traits caractéristiques du monde contemporain.

D'une part, les nations démocratiques et industrialisées, inquiètes de leur avenir, éprouvent l'irrésistible besoin de se concerter, de marquer au grand jour ce qui les unit, de donner les signes de cette cohésion à laquelle elles aspirent dans un univers troublé, accablé de crises et de conflits, exposé à des dangers plus grands qu'on ne veut bien le dire.

D'autre part, ces mêmes nations savent bien qu'elles ne maîtrisent ni leurs évolutions économiques, ni les tensions entre l'Est et l'Ouest, ni leurs relations avec le tiers-monde. Si ardemment désirée soit-elle, une véritable coordination de leurs politiques dans ces trois grands domaines d'action paraît fort improbable. Car chaque gouvernement est bien obligé de se concentrer sur ses problèmes intérieurs, qu'il s'efforce de résoudre en n'accordant qu'une attention distraite aux difficultés de ses plus proches partenaires. La production et les échanges sont « mondialisés », certes, mais chaque pays se préoccupe d'abord de ses propres industries, de ses chômeurs, de ses capacités d'investissement, de ses excédents agricoles. La paix est aussi, par nature, un impératif mondial, mais quel pays s'en remettrait aveuglément à ses alliés du soin de défendre son intérêt territorial ? Chacun perçoit bien que son destin est indissociable du sort des pays sous-développés, mais rien n'est plus désirable que l'attitude des Etats-Unis en Amérique latine, de l'Europe en Afrique, du Japon en Asie du Sud-Est.

Crise économique, paix, développement : dans les dernières décennies, rarement les tentatives d'approches globales s'étaient aussi fortement heurtées aux particularismes nationaux. Une alliance des pays démocratiques ne saurait les négliger. Sans doute ont-ils été abordés lors des multiples sommets dont la rencontre de Tokyo fut l'occasion. Mais pour le public auquel on livre des « déclarations » fort peu compromettantes, on juge préférable de les gonfler. Tant de phrases creuses pour donner l'illusion d'une communauté de vues aussi souhaitable que peu vraisemblable !

CLAUDE JULIEN.

- (3) Sur cette étonnante affaire, voir surtout Barbara Tuchman, Le Secret de la Grande Guerre, Fayard, Paris, 1965, ainsi que S.E. Morison, History of the American People, Oxford University Press, 1965.
(4) Lettre du Canada, ambassade de Canada à Paris.
(5) Message au Congrès, 26 avril 1984.
(6) Cf. Marie-France Toïnet, « Guerre commerciale en Occident, l'Europe au bœuf des accusés », Le Monde diplomatique, janvier 1983.
(7) Financial Times, 25 avril 1986.
(8) Ambassade des Etats-Unis, Services d'information et de relations culturelles, à Paris.
(9) Voir « La peur et l'ordre », Le Monde diplomatique, mai 1986.
(10) Voir de larges extraits de cette déclaration dans Le Monde, 7 mai 1986, page 3.
(11) Voir dans Le Monde du 7 mai 1986, p. 4, les principaux passages de la déclaration politique.
(12) Cf. « Un sommet d'économie-fiction », Le Monde diplomatique, août 1978, qui observait déjà : « Les nations industrialisées se disent solidaires, mais leur discours ne saurait dissimuler la guerre commerciale qu'elles se livrent entre elles. Elles prônent l'interdépendance qui lie les pays les plus pauvres, mais dans la pratique elles continuent de les exploiter. » Huit ans plus tard, les actes contredisent toujours les propos.

« Œil pour œil »

MAIS, surtout, la démonstration des F-111 ne protégera nullement les démocraties, n'éliminera pas le terrorisme. Car, comme l'a fort bien dit le premier ministre (conservateur) du Canada, « le terrorisme ne peut être supprimé, définitivement, sans que soient résolus les problèmes politiques dans lesquels il trouve son inspiration (4) ». C'est bien d'ailleurs ce que pensait le président Reagan lui-même avant qu'il ne se laisse intoxiquer par ses propres arguments : « Le terrorisme est symptomatique de problèmes plus vastes (...) Nous devons nous efforcer d'extraire les causes de frustration et de désespoir qui sont les lieux d'épanouissement et les aliments du terrorisme », déclarait-il en effet voilà deux ans (5).

Lord Carrington, secrétaire général de l'OTAN, s'inquiétait le 27 mai des dissensions entre alliés. La cohésion entre les deux rives de l'Atlantique ne peut plus être ce qu'elle était à l'époque où l'Europe se sentait en sécurité à l'abri du « parapluie nucléaire » américain, à l'époque aussi où le Marché commun ne pouvait apparaître comme un concurrent pour les Etats-Unis. La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Communauté économique européenne bat son plein depuis longtemps (6), et elle rebondit, avec une nouvelle ampleur, à la suite de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal : pour sauvegarder ses débouchés, Washington prend, contre l'Europe, des sanctions qui peuvent difficilement être interprétées comme un signe de solidarité, et la CEE, selon la formule utilisée aussi bien par M. Jacques Delors que par M. Michel Noir, est disposée à riposter en vertu du précepte « œil pour œil ». Exemple flagrant d'une situation où les intérêts natio-

naux l'emportent sur la solidarité entre pays démocratiques. De même, de part et d'autre de l'Atlantique, une égale méfiance à l'égard de l'Union soviétique n'empêche nullement d'importantes divergences sur la politique qu'il conviendrait de suivre. Et, bien naturellement, les pays riverains de la Méditerranée ont du terrorisme une perception assez différente de celle qui prévaut à Washington.

Sur ce dernier point, la capitale américaine manifeste d'ailleurs d'étonnantes fluctuations. Ainsi, le 23 avril dernier, le président Reagan menaçait d'éventuelles représailles la Syrie et l'Iran, incontestablement « sanctuaires » de terroristes. Deux jours plus tard, M. Shultz, secrétaire d'Etat, déclarait que les Etats-Unis sient des plans d'intervention militaire contre ces deux pays (7). Puis la déclaration de Tokyo cloue au pilori la seule Libye. Mais, avant de quitter la capitale japonaise, M. Reagan, faisant allusion à la Syrie et à l'Iran, indique que, « si des preuves irréfutables » sont réunies contre certains pays, ceux-ci « recevront le même traitement » que la Libye. Enfin, le 5 mai, le département d'Etat met directement en cause la Syrie en invitant celle-ci à « se débarrasser » du groupe dissident palestinien d'Abou Nidal, dont le bilan terroriste n'est un secret pour personne.

Y aurait-il deux poids, deux mesures ? Des bombes pour le « maillon le plus faible » qu'est la Libye ? De simples menaces pour un pays, la Syrie, moins facile à manier ? Ou bien le jeu des déclarations, démentis et mises au point serait-il destiné à créer un climat favorable à une opération d'envergure contre Damas ? A moins qu'il ne s'agisse que des changeantes appréciations du danger que représenterait le

POLITIQUE AFRICAINE
Revue trimestrielle d'analyse et d'informations politiques sur l'Afrique contemporaine.
Directeur de la publication : E. Le Roy
Derniers numéros parus :
N° 19 - L'Afrique australe face à Pretoria
N° 20 - Spécial BURUNDI FASO
à paraître en 1986 :
N° 21 - Terres et territoire (mars)
N° 22 - Spécial CAMEROUN (mai)
N° 23 - Des langues et des Etats (septembre)
N° 24 - La Côte-d'Ivoire au quotidien (décembre)
Vous pouvez, bien sûr, acheter Politique Africaine au numéro (85 F. l'exemplaire)
Bon de commande à retourner à : Editions Karthala - 20-84, boulevard Anjou, 75013 Paris
Nom : ..... Prénoms : .....
Adresse : .....
Achevé en 1986 à la revue Politique Africaine.
Cet objet vous est adressé : [ ] par chèque payable en France à l'ordre de Karthala [ ] par mandat postal international

# les livres

## APRÈS L'APOCALYPSE NUCLÉAIRE

### Au cimetière des utopies

**DIE RATTIN** (la Rate), de Günter Grass, Luchterhand Verlag, Darmstadt, 1986, 512 pages, 39 marks (à paraître aux éditions du Seuil).

APRÈS l'effacement de l'humanité par l'apocalypse nucléaire, les rats seront sans doute les seuls dignes habitants de la terre. Tel est le leitmotiv de cette épopée, *Die Rättin* (la Rate), aussi fascinante qu'inquiétante, que vient de publier Günter Grass et qu'il affirme être son « dernier roman ».

Sans doute l'écrivain allemand - aujourd'hui âgé de cinquante-huit ans - nous a-t-il, à travers les *Amélie de chien*, le *Tambour* ou le *Turbot*, habitués à ce style épique et burlesque, qu'il admire tant chez Alfred Döblin, l'auteur de *Berlin Alexanderplatz*. Jamais il ne l'avait élevé jusqu'à cette dimension macabre. Il est difficile de rester indifférent à ce mélange de beauté, d'horreur, de poésie, de cauchemar, qu'il a si incinément servi dans la trame d'un calme désespoir et d'une ironie sans limites.

Ce livre sera-t-il le « dernier » ? Il marque assurément un certain achèvement dans la lutte et les espoirs évoqués dans tous ses autres récits. C'est à plaisir qu'il fait se rencontrer, autour de cette rate, ses personnages favoris, qu'il s'agit de Turbot féministe, d'Osakar, le petit garçon du *Tambour* qui ne voulait pas grandir, ou la grand-mère du pays cachoube, aux amples jupes. La rate demeure pourtant son interlocutrice privilégiée et l'auteur entretient avec elle une relation pleine d'amour, d'humour, d'attention et de tendresse. Animal expressionniste par excellence - que l'on songe aux « rats sifflant de désir » des poèmes de Georg Trakl, à ceux de Goethe, devantant les petites filles noyées - la rate de Günter Grass est aussi bien un personnage de conte de fées que de conte philosophique : au commencement était la guerre, à la fin régnait les rats. Quand nous seront morts, ils se raconteront peut-être encore notre histoire. Ils seront les gardiens de nos tombes.

Günter Grass a construit son roman en douze chapitres qui ne cessent de mêler tous les symboles, à travers une étrange polyphonie. Il est question de la présence des rats dans l'Arche de Noé, d'une carte postale de Pologne, d'Hinsel et Gretel, du charmeur de rats de Hameln, d'un poète qui écrit un scénario pour un producteur de cinéma passionné par les contes de Grimm et voulant sauver les forêts sans lesquelles il n'y aurait plus de contes de fées.

La rate qui dialogue avec l'auteur a dévoré toute la philosophie et la littérature occidentales. Elle n'ignore rien sur la bombe à neutrons, les dispositifs nucléaires et les ordinateurs. Elle s'intéresse aussi bien à la politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne qu'au syndicalisme en Pologne.

Ce roman baroque, pessimiste, ravale nombre de récits de science-fiction au rang de bluets dignes de la comtesse de Ségur. Il porte non seulement le poids de l'histoire allemande, mais de notre histoire à tous. Günter Grass brise les mythes et les recompose au gré de sa fantaisie. Aujourd'hui, le charmeur de rats de Hameln attirerait les « punks » des grandes villes, Hinsel et Gretel militeraient dans un mouvement pacifiste. Et le rat n'est plus le symbole du cauchemar ou du rêve : c'est lui qui, après Heisen et Freud, déchiffre les matériaux de l'inconscient nucléaire. L'animal est aussi réel que la sorcière de Blanche-Neige. Il a la beauté des contes pour enfant et la sagesse des philosophes grecs.

Seulement, ce qui aurait pu être un roman de formation, au sens romantique, n'est plus qu'un chant funèbre. Tout est fini. Les jeux sont faits. Nous avons tout perdu. Et ces rats qui courent dans nos villes en ruines au milieu des cathédrales, ne peuvent que grignoter ce qui reste du cimetière de nos utopies. Nous avons la bouche pleine de terre, plus aucun rêve. Lorsque nous aurons disparu de la surface de la planète, nos vains espoirs, ce sont peut-être les rats qui les réaliseront. Créer un monde meilleur, ne pas saccager la terre. Comme le dit la rate dans un accord final : *Ein schöner Traum !* (Un beau rêve).

Au-delà d'une fiction littéraire tout à fait surprenante, Günter Grass établit le bilan politique d'une génération qui a vu s'effondrer la plupart de ses utopies. Il exprime toute sa haine pour les années 50, qui n'accouchèrent que d'amertumes et de déceptions.

JEAN-MICHEL PALMIER.

● **BESTIAIRE**, d'Augustin Gomez-Arcos (*Le Pré aux Clercs*, Paris, 1986, 216 pages, 89 F.). - L'immigration en France, les fantasmes de tous ordres qu'elle suscite. Un problème de sociologie, traité à la manière d'un Jérôme Bosch et transformé en parabole par un écrivain écrouché.

● **PHANTASIA**, d'Abdelwahab Meddeb (*Sindbad*, Paris, 214 pages, à paraître). - L'écrivain tunisien, qui vit à Paris et s'exprime en français, se livre à un va-et-vient de l'esprit entre la culture occidentale et la culture arabo-islamique à travers l'évocation de petits faits quotidiens ou de grands problèmes comme ceux de l'art et de la religion. Une sorte d'essai, en forme d'œuvre très littéraire, où s'esquisse une symbiose des deux cultures.

● **DES CHEVAUX AU FOND DES YEUX**, de Cerarilo Mario Goloboff, traduit de l'espagnol par Gabriel Saad (*Le Chemin vert*, Paris, 1986, 219 pages, 98 F.). - Ce roman éblouit dit les efforts d'une famille juive d'Europe centrale pour s'implanter en Argentine. Un petit-fils s'acharna à trouver dans ses amours la terre perdue, tandis qu'un autre s'engagera dans la lutte révolutionnaire. Écrit avec un humour féroce et parfois douloureux.

## ÉCONOMIE

**INTERNATIONAL BANKING MANAGEMENT AND STRATEGIES**, - D.B. Zinoff  
★ Eurooney publications, Londres, 1985.

Écrit surtout à l'intention des professionnels de la banque, qui trouveront intérêt aux multiples études de cas qu'il présente, cet ouvrage comporte aussi trois chapitres plus « universitaires » sur les stratégies bancaires internationales. Sont notamment mises en évidence l'expansion des activités financières à l'étranger et la prolifération de nouveaux produits dérivés, dans un climat de « concurrence polie » menaçant les intérêts de chacun (chapitre I). Jusqu'en 1980, les banques ont surtout recherché la croissance de leurs avoirs (regardant peu la solvabilité des emprunteurs), assurées qu'elles étaient de se refinancer à bas coût. Mais la hausse des charges d'intérêt comme le gonflement des dépenses de fonctionnement ont remis cette stratégie en cause.

La faillite de la Continental Illinois en mai 1984 a, d'autre part, attiré l'attention sur les risques inhérents à la composition des portefeuilles bancaires (chapitre II). La diversification des créances peut constituer un avantage, à condition de privilégier des pays emprunteurs à faible risque.

PHILIPPE NOREL.

**COCA COKE**, - Alain Delpiou et Alain Labrousse  
★ La Découverte, Paris, 1986, 276 pages, 89 F.

Plante sacrée des Incas, la coca est depuis toujours intégrée à la vie culturelle et à l'alimentation des Indiens des Andes. La foudroyante progression de la consommation de cocaïne à partir des années 60, surtout aux États-Unis, où elle est devenue la drogue des élites performantes et compétitives du monde des affaires, du spectacle et des médias, et le contrôle d'un marché de près de 100 milliards de dollars ont déstabilisé les équilibres traditionnels et attiré toutes les convoitises. Celles des trafiquants, bien sûr, sur les lieux de production de la coca, en Bolivie et au Pérou ; en Colombie, où elle est transformée en cocaïne, et tout au long du circuit de commercialisation. Mais aussi celles des affairistes, des banquiers, des militaires et politiques d'extrême droite, et des services secrets américains sous couvert de la croisade contre la drogue. Tous intéressés, financièrement ou politiquement, et vrais parrains de la « coca connection ».

A partir d'une enquête difficile sur les lieux de production, les auteurs développent une remarquable analyse sociale et politique.

CHRISTIAN DE BRIE.

## UN COMBAT DE L'OPINION PUBLIQUE

### Nestlé sous le feu de la critique

UN livre (1) vient de raviver l'attention sur une histoire qui a déjà fait couler beaucoup d'encre. La plus grande société multinationale de produits alimentaires du monde a trompé des documents pour cacher les ravages de l'allaitement au biberon ; diffusé des savants qui défendaient des opinions contraires aux intérêts commerciaux de la firme ; infiltré, au moyen d'agences privées, des associations de consommateurs. Nestlé - depuis qu'il s'agit d'elle - ne respecte pas le code de conduite fixé par l'Organisation mondiale de la santé (dont elle avait tenté par tous les moyens d'empêcher l'adoption). Certains pédiatres estiment que l'allaitement au biberon coûte - notamment dans le tiers-monde - la vie à environ trois millions de nourrissons par an. Mais les affaires de Nestlé et des autres sociétés multinationales alimentaires prospèrent : en 1979, la vente de lait pour nourrissons dans le tiers-monde représentait 600 millions de dollars. Depuis 1983, elle dépasse annuellement 2 milliards de dollars.

On se souvient que, dans les années 70, des pédiatres travaillant dans certains pays du tiers-monde, surtout africains, constatèrent un dramatique recul de l'allaitement maternel, notamment, aux stratégies commerciales agressives, manipulations publicitaires et pratiques de corruption (inspirés du corps médical local) de Nestlé : l'organisation britannique War on Want publia une brochure qui systématisait les résultats des recherches pédiatriques. En Suisse, le groupe de travail Tiers-Monde traduisit le volume et l'intitulé : Nestlé tue des bébés. Plainte de Nestlé. Le juge bernois condamne le groupe Tiers-Monde pour diffamation : on ne peut accuser Nestlé de tuer des bébés ; elle n'est pas la cause immédiate de leur mort. Mais le tribunal publia des exposés de motifs détaillés : il se dit choqué par les méthodes commerciales de Nestlé, condamne ses stratégies publicitaires.

1977 : une puissante coalition d'associations de consommateurs, d'Églises, de groupes tiers-mondistes lancent le boycottage des produits Nestlé aux États-Unis. Enquête d'une commission sénatoriale présidée par M. Edward Kennedy : débats dans la presse. Le boycottage dure jusqu'en 1984. Manque à gagner pour Nestlé : 2 milliards de dollars. Un proto-

cole est finalement signé : Nestlé promet de respecter un code de conduite, de renoncer aux plus agressives de ses méthodes publicitaires, à ses campagnes « conseil » auprès des infirmières, des médecins.

Le livre de Jean-Claude Bufflé est d'abord une analyse des méthodes qu'utilise une société multinationale brusquement confrontée à la critique publique. Analyse passionnante de la psychologie et de l'arrogance du pouvoir.

Il dit ensuite, étape par étape, le dur et patient combat des organisations de consommateurs, des Églises, des groupes tiers-mondistes. La vitalité, la liberté, le sens de la justice des mouvements sociaux des États-Unis, sont impressionnants - une leçon de courage pour les Européens. Il montre aussi que le corps médical n'est pas totalement complice et qu'une société multinationale, aussi puissante soit-elle, doit parfois tenir compte, dans une certaine mesure, des révoltes de l'opinion publique.

L'auteur n'est pas un militant de la lutte anti-impérialiste. Historien formé à la faculté de lettres de l'université de Genève, il s'est tourné vers le journalisme et a collaboré au Journal de Genève, à la Tribune de Genève et à la Radio suisse romande. Il est aujourd'hui rédacteur parlementaire au quotidien vaudois 24 heures. Son enquête est dans la grande tradition du journalisme de recherche : chaque information est vérifiée à de nombreuses sources ; les dialogues rendus en langue directe sont appuyés sur des documents puisés dans les archives du Congrès américain, des organisations de consommateurs et de défense du tiers-monde. Un index détaillé et un appareil bibliographique minutieux complètent l'ouvrage.

JEAN ZIEGLER.

(1) Jean-Claude Bufflé, *Nestlé, comme Nestlé, le lait, les bébés et la mort*, Alain Moreau, Paris, 1986, 460 pages, 99 F.

## DROIT

**LE DROIT DES PEUPLES**, - Edmond Jouvé

★ PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1986, 128 pages, 22,40 F.

Il y a dix ans, le 4 juillet 1976, un groupe de juristes, d'économistes et d'hommes politiques, réunis à Alger autour de Léon Basso, prirent l'initiative d'adopter une *Déclaration universelle des droits des peuples*.

Si, comme le rappelle Edmond Jouvé, le concept de « peuple » n'a point de définition juridique, il a indiscutablement un statut politique. Et l'auteur montre comment les peuples sont devenus - depuis la seconde guerre mondiale et après les luttes de libération et la conquête du pouvoir - des acteurs de première importance sur la scène internationale.

Aussi les peuples cherchent-ils aujourd'hui à évoluer dans un cadre juridique approprié. La conquête d'un tel droit, est-ce une utopie ? Peut-être, dit l'auteur, mais, ajoute-t-il, bien d'autres doctrines - fureur des utopies avant de devenir des leviers qui changeront la face du monde -.

I. R.

● **SCIENCE ADMINISTRATIVE**, - Jacques Chevallier, (PUF, coll. « Thémis », Paris, 1986, 607 pages, 160 F.). Evolution, croissance, emprise, moyens d'action et idéologie de l'administration française : un ouvrage de référence sur une science sociale en plein essor.

● **ESSAIS SUR LES PARTIS**, - Pierre Avril, (Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1986, 216 pages, 125 F.). Réflexion perspicace sur les origines et les fonctions des partis politiques dans les démocraties contemporaines.

● **LE DROIT PARLEMENTAIRE**, - Jean Laporte et Marie-José Tulard (PUF, collection « Que sais-je ? », Paris, 1986, 128 pages, 22,40 F.). Exposé clair et précis des règles et des mécanismes de fonctionnement du Parlement de la V<sup>e</sup> République.

## LEÇONS D'HISTOIRE

### L'intolérance et le repentir

**PETITES CHRONIQUES**, de Leonardo Sciascia, Fayard, Paris, 168 pages, 79 F.

AUTEUR de quelques-uns des romans les plus féroces sur la société italienne contemporaine (*A chacun son dû*, *le Contexte*, *Todo Modo*), Leonardo Sciascia est aussi un observateur politique de premier ordre (il a été député au Parlement européen), n'hésitant pas à prendre la plume pour s'engager dans les débats qui agitent périodiquement son pays (*l'affaire Moro*).

Ces *Petites Chroniques* qu'il publie aujourd'hui appartiennent à un genre intermédiaire entre le récit et l'essai, entre l'apologue et la méditation. Elles relèvent d'une certaine tradition littéraire, celle de Stendhal - à qui Sciascia a consacré une étude : *Stendhal et la Sicile* - consistant à évoquer de minces événements du passé (lointain ou récent), « ces petits faits vrais du passé, ceux que les chroniqueurs relatent avec imprécision ou réticence, et que négligent les historiens » pour en tirer une sorte de leçon de l'histoire. Une leçon morale et politique.

Dans ce livre, il en retient une dizaine qui éclairent différents aspects de l'actualité. Chaque chronique s'organise comme un conte de Jorge-Luis Borges - écrivain argentin dont Leonardo Sciascia admire tant le style et qu'il cite constamment - au ton précis, mesuré, presque confidentiel. Un style musical de sonate littéraire que la traduction de Jean-Noël Schifano et Bertrand Visage, restitue remarquablement.

La plupart des chroniques se rapportent à la Sicile, patrie de l'auteur (1), où se déroule, par exemple, l'histoire du marquis de Villabianca, cet admirateur de l'Inquisition, aux plaisirs étranges et aux craintes confuses : « Assister à une exécution, que ce soit de justice ordinaire ou inquisitoriale, lui donne un sentiment de sérénité et de sécurité. Inversement, constater le déclin d'une institution, l'abolition d'une coutume, la mise en doute d'un privilège, provoque en lui un effarement qui touche au désespoir et obscurcit à ses yeux le lendemain... » Aussi, est-il fasciné par le destin d'un hérétique, Don Mariano Crescimanno, devenu fou dans les cachots du Saint-Office. Destin bien normal, constate Sciascia, car « pour l'Inquisition, l'hérésie était en soi une folie », et d'ailleurs comme le condamné « hurlait jour et nuit, ses hurlements renforçaient la conviction des inquisiteurs selon laquelle l'esprit infernal s'était désormais emparé sans remède usque ad mortem du condamné ».

FANATISME et hérésie, dogmatisme et dissidence appartiennent-ils seulement au passé ? Hélas ! constate Leonardo Sciascia, on assiste aujourd'hui à un vigoureux regain de toutes les intolérances, et l'écrivain d'évoquer l'histoire de cet « homme au passe-montagne » venu à l'archevêché de Santiago-Chili, un jour de 1977, raconter pourquoi, le lendemain du coup d'État, dissimulé sous une cagoule, sans dire un mot, d'un simple geste de la main, il avait désigné - parmi les prisonniers entassés dans le stade National - lequel de ses anciens camarades du Parti socialiste serait envoyé à la torture et à la mort. Le romancier analyse la confession de ce repentir, retourné contre les siens par les militaires chiliens, dans laquelle il voit « toute l'expression du drame d'un peuple prisonnier face à la torture et à la trahison ».

Alors qu'en Italie et ailleurs, les appels à la délation se multiplient, l'écrivain met en garde par ces *Chroniques* contre « la terreur de la délation sans visage, de la trahison sans nom ». Et tout cela évoque pour lui « le fantôme de l'Inquisition, de toute inquisition, de l'éternelle inquisition, toujours plus raffinée ».

IGNACIO RAMONET.

(1) Dans un autre livre qui vient de paraître, *El de chèvre* (Fayard, Paris, 1986), Leonardo Sciascia évoque, à partir d'une série de notes et d'expressions classées par ordre alphabétique, la culture - « ce sont qu'elle ne soit servie par le réalisme compressé de la dévotion » - de sa petite ville natale, Racalmuto, dont il nous apprend l'origine arabe (Rabal Maor, village mort) ainsi que celle de son propre nom, qui s'orthographierait encore récemment, Xasa.

## LES MULTINATIONALES DE LA PHARMACIE

- R. Rigoni, A. Griffiths, W. Laing  
★ PUF, Genève, 1985, 128 pages, 25 F.

Les industries pharmaceutiques, peut-être parce qu'elles tirent bénéfice de la maladie et de la mort, provoquent des débats passionnés. Les problèmes soulevés par la production privée de médicaments s'en trouvent à la fois multipliés et compliqués, aux dépens d'un débat serene sur notre santé.

Sans chercher à prendre parti - c'est une des principales qualités de ce dossier, - les auteurs exposent ici les principes de la commercialisation et, parfois, de la promotion des produits, les multiples critères choisis pour la fixation des prix ou l'équilibre entre réglementation et autorégulation. Certains aspects plus délicats, tels que les tests préliminaires, le conflit entre la sécurité et les intérêts économiques des pays, les responsabilités en cas d'importation de produits dangereux (on se souvient encore des drames de la thalidomide ou des talcs Morhange...) sont également exposés. En abordant les risques mais aussi les avantages de la production pharmaceutique avec le milieu local, ce petit livre permet d'éclaircir le débat.

MICHEL RAFFOUL.

كتاب المنهج



les livres de la critique

du mois

EUROPE

NI PAIX NI GUERRE. - Hélène Carrère d'Encausse

Après avoir étudié la formation de l'URSS puis les rapports du « grand frère » avec les pays du bloc de l'Europe socialiste, l'auteur s'attelle, dans un nouvel ouvrage, à décrire...

LES SOCIALISTES AU POUVOIR EN EUROPE. - André Kédros

Pendant la totalité ou la plus grande partie de la période comprise entre 1981 et 1985, les partis socialistes ou sociaux-démocrates ont occupé...

Après un examen du rôle de Moscou en Angola, dans la mer Rouge, au Vietnam, en Afghanistan et dans le conflit entre l'Irak et l'Iran, le livre se termine sur la présence militaire de l'URSS dans le tiers-monde...

ALAIN GRESH.

BERNARD CASSEN.

L'OCCIDENTALISATION DE LA TURQUIE. - Cangiz Aktar

« L'heure où l'islamisation est à l'ordre du jour, et alors que le gouvernement turc opte pour l'économie libérale et décide de s'ouvrir à la CEE, l'ouvrage de Cangiz Aktar offre un éclairage intéressant sur les forces qui font l'originalité de la Turquie moderne. »

Après avoir présenté les premières idées réformatrices des « jeunes Ottomans » et des « jeunes Turcs », l'auteur se penche essentiellement sur les années de transformation radicale (1923-1950) de la Turquie républicaine.

CHRISTOPHE CHICLET.

FRANCOPHONIE

SEPT CENTIS MOTS NOUVEAUX POUR LES AFFAIRES

« Voyageurs » et non pas « tour-opérateurs », « mercatique » au lieu de « marketing », « publiportage » pour « mailing » : la langue française est apte à exprimer l'ensemble des réalités du commerce et de l'entreprise.

B. C.

MICHELLE PAUNET.

« L'Identité de la France » de Fernand Braudel

Par YVES FLORENNE

ALERTÉ peut-être par l'exemple mélancolique de Lucien Febvre, qui n'avait jamais su en trouver le temps, Fernand Braudel prit enfin à bras le corps son histoire de France (1) à lui, caressée, méditée, nourrie, mûrie, depuis si longtemps. Un peu trop longtemps.

Cette déclaration-là, s'il tient à la faire aussitôt et « une fois pour toutes », c'est pour que le lecteur ne risque pas de s'y tromper par la suite; mais non moins pour se prémunir lui-même contre toute tentation ou inclination.

Et de la plus grande importance, il va sans dire. Il rappelle à l'ordre : l'historien doit être global; saisi dans la parcelle, mais pour qui n'a pas la maîtrise de l'ensemble, gare à l'historien ramasse-miettes. Michelet est encore cité comme grand témoin : « Tout est solitaire de tout, tout est mêlé à tout. »

Ce premier volume est, dans nos perspectives renouvelées, un équivalent du Tableau de la France, de Michelet, et du Tableau de Vidal de La Blache pour l'histoire, de La Vissière : une géographie physique mais non moins humaine. Programme : voir pour savoir et faire voir.

AMÉRIQUES

LA CIA : LES SECRETS DE L'HONORABLE COMPAGNIE. - Brian Freeman

L'auteur de ce livre captivant sur un sujet aussi délicat, pour ne pas dire explosif, que celui de la CIA (Central Intelligence Agency) - ses origines, son mode de fonctionnement, son organisation, etc. - adopte un ton délibérément « objectif », en évitant les jugements de valeur ou une attitude moralisatrice.

Un tel projet, ambitieux à tous égards, que les deux auteurs se fixent dans le préface, ils vont le mener à bout méthodiquement, dans un souci pédagogique. D'abord, le cœur de la crise : trois guerres locales - El Salvador, Guatemala et Nicaragua - dont ils fournissent les données politiques et les fondements économiques tout en rappelant le poids militaire des forces en présence.

SCHOFFIELD CORYELL.

AMÉRIQUE CENTRALE, LA CINQUIÈME FRONTIÈRE ? - Michael Sulzberger et Eric Ventrini

L'objectif de ce livre est de tenter de décrire et d'expliquer ce qui s'est passé et ce qui se passe sur le terrain dans les cinq pays d'Amérique centrale. Face à cette réalité, que font et que peuvent faire les États-Unis, leurs alliés et leurs adversaires sur la scène centraméricaine ?

« On ne naît pas raciste », dit-on. C'est une maxime. « On naît raciste », dit-on. C'est une maxime. « On naît raciste », dit-on. C'est une maxime.

I. R.

SOCIÉTÉ

LA PAROLE PERDUE. - André Nataf

« La République, lieu de liberté », est devenue un « fétidisme social ». L'exposé d'une situation et la défense de la « parole philosophique » sont ici les chartes qui expliquent le racisme. Le titre de chacun de ces courts chapitres pose une question (qui contient sa réponse), ou bien est une affirmation : « Peut-on être raciste à gauche ? »

« On ne naît pas raciste », dit-on. C'est une maxime. « On naît raciste », dit-on. C'est une maxime. « On naît raciste », dit-on. C'est une maxime.

Y. F.

ESPACE

LES FILS D'ARIANE. - Bernard Chabbert

Ce qui n'était, il y a vingt ans, qu'une grande aventure scientifique - la conquête de l'espace - a donné naissance à de grands programmes technologiques aux fortes retombées commerciales. Il a fallu l'opiniâtreté des gouvernements français pour que l'Europe se dote d'un lanceur Ariane, et qu'elle envisage, pour compléter son autonomie, la construction de son propre vaisseau spatial habité, Hermes.

L'ouvrage de Bernard Chabbert raconte, de manière à la fois très vivante et très rigoureuse, ce passage de la préhistoire aéronautique à l'histoire qui se fait aujourd'hui. On y constate sans surprise que les États-Unis n'ont fait ni ne feront aucun cadeau aux Européens dans ce qui apparaît désormais, en particulier après la catastrophe de la navette Challenger, comme une guerre commerciale - une de plus - sans merci.

B. C.

EN VENTE DANS LES KIOSQUES n° 9 été 1986

Unique par sa qualité, son caractère international René Tavernier Président du F.E.N. Club français

Un concentrateur d'Europe, une confrontation régulière par dessus les frontières Süddeutsche Zeitung Munich

Jusqu'à la tentative la plus courageuse et la plus provocatrice d'un dialogue intellectuel en Europe Al Harnishmar Tel Aviv

Une méditation culturelle vivante, un défi spirituel incommensurable Neue Zürcher Zeitung

Le numéro 30 F. Abonnement 100 F, étranger 140 F.

NOM ADRESSE CHEQUE A L'ORDRE DE « AUJOURD'HUI INTERNATIONAL » 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris Tél. (1) 42.77.12.53 - FRANCE

LETTRE INTERNATIONALE

APPREHENSION COMPROMISE FUTURISMES LES MOTS VOIX POLONAISES PAYSANS VU DE BUDAPEST COPERNIQUE JERUSALEM LONDRES MADRID PARIS

Institut Florimont 37, av. du Petit-Lancy - CH-1213 Genève - Tél. : 22/92-09-11 Collège Marie-Thérèse 24, av. Eugène-Lavie - CH-1213 Genève - Tél. : 22/94-26-20 Institut Notre-Dame-du-Lac 17, ch. Nant-d'Argent - CH-1223 Genève - Tél. : 22/52-13-44

## L'électronucléaire coûte que coûte ?

Par JEAN-PAUL DELEAGE, DANIEL HEMERY, JEAN-CLAUDE DEBEIR \*

**A**TCHERNOBYL, ce 25 avril 1986, les contre-finalités virtuelles du nucléaire civil, tant de fois niées par ses promoteurs, sont devenues réalités. D'abord par l'ampleur de la tragédie, hors de proportion avec ce que l'on connaissait jusqu'alors. Le capitalisme industriel avait certes habitude des hommes à l'escalade dans la gravité du risque technologique. Mais l'électronucléaire introduit une radicale nouveauté. A l'accident mécanique classique, à l'accident chimique majeur, il ajoute la dimension inédite du désastre, qui atteint l'intégrité de la vie, non seulement sur les lieux de la catastrophe mais aussi à des milliers de kilomètres, qui frappe de manière invisible les victimes du moment, comme leur descendance.

Désastre à retardement, dilué de surcroît dans l'anonymat des statistiques et des probabilités. Outre le fait que cent mille personnes sont désormais sous surveillance médicale pour le reste de leur vie, il y aura peut-être, estime le laboratoire californien Lawrence Livermore (1), quatre mille cancers de plus provoqués par le césium 137 parmi les cent millions d'habitants des régions occidentales de l'Union soviétique, de l'Europe de l'Est et de la Scandinavie, huit mille autres directement causés par l'émission d'iode 131, et encore quarante mille en raison de la contamination des chaînes alimentaires par le même élément. Qui peut dire qu'il ne fera pas partie des élus ? Tout le monde... et personne.

Tchernobyl réactualise, en vraie grandeur, cette fois, l'hypothèque du risque illimité, qui pèse sans cesse davantage sur les sociétés industrialisées. Il ne faut pas s'y tromper, il s'agit d'une tendance lourde de leur évolution. Qu'il s'agisse de la fragilisation massive des filières biologiques de la forêt par les pluies « acides », des ruptures écologiques entraînées par les barrages géants, ou encore des manipulations génétiques, la destruction industrielle du vivant - et de la foi dans la vie - tend aujourd'hui à se conformer au modèle nucléaire du risque.

### Un modèle pour le futur

**P**OUR la France, le scénario qui acquiert désormais vraisemblance s'apparente à celui de la catastrophe soviétique, en pire si l'on considère que l'Hexagone compte un réacteur pour 10 000 kilomètres carrés, contre un pour 100 000 kilomètres carrés dans la partie européenne de l'URSS. Dans le monde, avec la mise en service des cent cinquante-neuf réacteurs actuellement en construction, et compte tenu du déclassement des installations anciennes, il y aura à la fin de la décennie environ cinq cents réacteurs en fonctionnement, dont cent cinquante pour la seule Europe occidentale. Des accidents analogues à ceux de Three Mile Island et de Tchernobyl ont toutes chances de se reproduire, particulièrement en France où la production nette d'électricité était à 65 % d'origine nucléaire en 1985. Faudra-t-il, en cas de danger, arrêter tous les réacteurs ? A-t-on calculé l'immense coût économique et social d'une telle éventualité ? Les risques industriels classiques étaient perçus comme inacceptables, certes, mais comme circonscrits. Comment limiter dans l'espace et dans le temps Kychtyim (Oural, 1958), Windscale (Grande-Bretagne, 1958), Three Mile Island (Etats-Unis, 1979), Tchernobyl ?

L'électronucléaire a été mis en œuvre depuis trente ans comme filière avancée d'un système énergétique devant produire de l'énergie à faible coût. Il s'agissait, grâce à lui, de

\* Enseignants de physique et d'histoire à l'université Paris-VII, auteurs d'un essai sur les systèmes énergétiques dans l'histoire, à paraître aux éditions Flammarion.

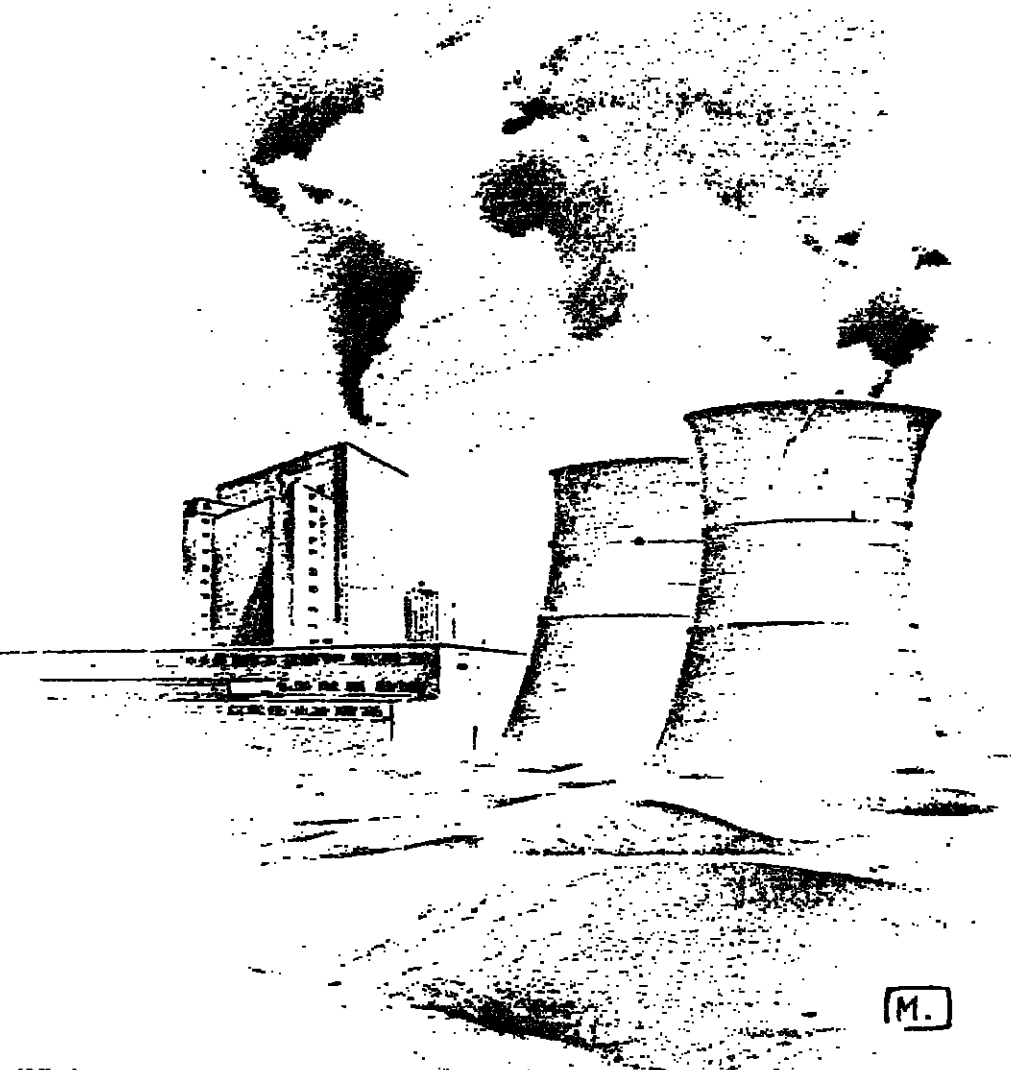
peser à long terme sur les prix de l'énergie. Or l'accident de Tchernobyl aura pour effet de les entraîner à la hausse. Pour démontrer la rentabilité de l'énergie nucléaire, le seul moyen était d'accumuler les records de production d'électricité de cette origine sans que se produise d'accidents graves. Ce test, la nouvelle énergie ne l'a pas passé. La catastrophe de Tchernobyl intervient au pire moment pour son avenir : baisse conjoncturelle des prix du pétrole, nécessité d'investissements écrasants pour remplacer la première génération de réacteurs, effondrement depuis une dizaine d'années du marché mondial des centrales nucléaires.

Pourtant, le sommet de Tokyo n'a pas hésité à réaffirmer, une semaine à peine après l'accident, la détermination des grandes puissances de sauver coûte que coûte l'électronucléaire : « L'énergie nucléaire est et continuera à être, si elle est convenablement gérée, une source d'énergie de plus en plus largement utilisée... ». Convenablement gérée, pour le meilleur et pour le pire ! Le 14 mai, M. Mikhaïl Gorbatchev faisait écho au sommet occidental en proposant de « créer un régime international de sécurité du développement de l'électronucléaire, de rôder un mécanisme international afin de prêter mutuellement des secours d'urgence en cas de situations dangereuses... ». De M. Reagan à M. Gorbatchev, en passant par MM. François Mitterrand et Jacques Chirac - et ce n'est pas M. Georges Marchais qui les contredira sur ce point, - la seule leçon qu'auront tirée de Tchernobyl les Etats et leurs gouvernants est qu'il faut se préparer à un Tchernobyl bis.

### Quadrillage des esprits

**D**ES lors, s'éclaire l'autre dimension de la catastrophe nucléaire : la nécessaire manipulation de la société par de puissants groupes de décideurs et d'experts opérant hors de tout contrôle. Il faut, en effet, légitimer le risque nucléaire, créer son acceptation collective, comme cela a été fait pour les risques industriels plus anciens. Après la terrible explosion de Courrières qui, le 10 mars 1906, avait tué près de mille cent mineurs, Clemenceau avait dû envoyer vingt-cinq mille hommes de troupe dans les corridors pour mater la grève générale. En mai 1986, alors que le nuage radio-actif plane, invisible, sur des dizaines de millions d'Européens, ce sont les grands médias de l'audiovisuel qui quadrillent les esprits.

Un des préalables au développement de l'électronucléaire était que cette nouveauté radicale dans l'histoire humaine fût admise par les populations du monde industrialisé. En 1958, l'Organisation mondiale de la santé n'hésitait pas à écrire, dans son rapport n° 151, que, « du point de vue de la santé mondiale, la solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir monter une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude ». En 1986, la télévision française a (re)ouvert l'événement. Mise en scène réussie : la pauvreté du débat aura été proportionnelle à la gravité de la catastrophe. Hormis deux ou trois scientifiques indépendants qui ont eu droit à quelques minutes d'antenne devant un quateron de journalistes pressés, seuls les sacro-saints experts du Commissariat à l'énergie atomique, d'Electricité de France et de leurs filiales ont eu la parole. Coincés entre la succession de la mairie de Marseille et la préparation du Mondial, entre le dérisoire et le futile, l'image de Tchernobyl a commencé à se banaliser. A aucun moment, les enjeux économiques, sociaux et politiques



(Mme)

des programmes nucléaires, les difficultés d'une possible solution de rechange énergétique n'ont été évoquées. Pour que soit socialement accepté le risque nucléaire, le débat doit en effet être réduit à une discussion sur la sécurité, sur le degré de confiance que l'on peut accorder aux experts.

Si l'on en reste à un débat sur la confiance, Tchernobyl n'aura pas été que négatif pour les tenants du tout nucléaire. Avec l'émergence de la technologie à haut risque, le vieil idéal du citoyen responsable s'effondre devant la réalité du téléspectateur, peu à peu persuadé qu'il n'y a pas de progrès sans progrès des dégâts. Si l'on admet qu'il y ait douze mille morts par an sur les routes de France, pourquoi n'accepterait-on pas quelques dizaines de milliers de cancers supplémentaires - chez nos voisins... - s'ils sont la condition des miracles journaliers de la fée électricité ?

Implicitement ramené à ces termes simplistes, le débat d'opinion ne peut que s'enliser. Chacun devra s'accoutumer à l'ignorance et à l'incertitude, les siennes d'abord, mais aussi celles de responsables qui engagent la société tout entière par leurs décisions. Là réside le risque social majeur dont est porteur le nucléaire civil, comme son jumeau le nucléaire militaire, quant à lui plus discret. N'en déplaise aux nouveaux maîtres penseurs, jamais l'option nucléaire n'a fait l'objet d'un débat et d'un choix démocratiques. La poursuite de sa mise en œuvre ne le fera pas davantage. La société du plutonium que dénonçaient naguère les écologistes, nous y sommes.

### Maîtriser le développement

**E**NRAYER la nucléarisation des sociétés européennes suppose que l'on aille bien au-delà de la mise en place de réseaux de téléphone gratuits et même de réseaux de mesures indépendants, si nécessaires soient-ils. Répondre à Tchernobyl, c'est s'engager dans la constitution d'un véritable mouvement social, au moins à l'échelle de l'Europe, sans oublier que l'enjeu énergétique européen est indissociable de l'avenir du tiers-monde. C'est ouvrir le débat, non seulement dans les milieux qu'influence l'écologie politique, mais d'abord et avant tout parmi ceux qui participent à la production, et dans la jeunesse que le système expulse de la production ; un débat sur la maîtrise sociale de l'énergie, sur les finalités de ses emplois et, plus généralement, sur la question : que devons-nous produire, consommer, et comment ?

Ce débat, les Etats et les groupes sociaux qui les contrôlent comptent le clore avant même qu'il ne soit relancé. Pourtant, ces questions sont aujourd'hui posées devant l'ensemble des mouvements sociaux du continent : syndicats, associations, courants et partis du socialisme et du communisme. Elles le sont en France, car il n'y aura pas d'issue à l'impasse nucléaire européenne tant que, entre autres conditions, n'aura pas été ébranlé le consensus qui, dans ce pays, unit autour du nucléaire et de l'ensemble de ses implications la technocratie de l'énergie, l'armée, le patronat, le syndicalisme ouvrier et la gauche politique. En Allemagne, a été lancée l'idée d'un congrès nucléaire des peuples de l'Europe : celle-ci, de l'Oural à l'Atlantique constitue l'espace privilégié du risque nucléaire mondial.

Tchernobyl, c'est certes la radioactivité sans frontières mais ce peut être aussi le facteur d'une convergence des luttes, comme le montrent les manifestations antinucléaires en Europe de l'Est. Seul un mouvement surgi de la société européenne, fondé non pas sur les réflexes de panique qu'entretient la politique du secret, mais sur la prise en charge collective et lucide des enjeux du nucléaire, peut inverser le cours des choses, faire avancer la difficile invention d'une solution de rechange énergétique, permettre aux peuples du continent de construire leur commun avenir. Le projet d'un congrès nucléaire européen est un pas dans cette voie. Puisse-t-il faire son chemin en France.

(1) International Herald Tribune, 17-18 mai 1986.

### Dans ce numéro :

#### PAGES 2 à 5 :

**TÉLÉVISIONS D'EUROPE** : Les pièges de la privatisation, par Ignacio Ramonet. - Indispensable service public, par Erik Lambert. - Grande-Bretagne : une coexistence concurrentielle, par François Garçon. - Italie : du monopole au duopole, par Albino Pedraza. - Allemagne de l'Ouest : le système public le plus massif (E.L.). - Espagne : l'aube du secteur privé (F.G.). - Dix-huit stations par satellite (A.F.).

#### PAGE 6 :

Campagne contre l'action du CCFD : Ces archanges qui pourfendent l'hérésie (C.J.). - Quand l'Évangile redevient subversif, par Bernard Holzer. Un livre de Gabriel Kolko sur l'échec américain au Vietnam, par Jacques Decroisy.

#### PAGE 7 :

Aux Etats-Unis, la culture populaire flirte avec la bombe, par Konrad Ege.

#### PAGES 8 à 11 :

**L'HEURE DES « RÉALITÉS VRAIES » EN UNION SOVIÉTIQUE**, suite du reportage de Jean-Marie Chauvier.

#### PAGE 12 :

Une année cruciale pour les Nations unies, par Claire Brisset.

#### PAGE 13 :

**LA SUÈDE DE L'APRÈS-PALME CONFRONTÉE AUX LIMITES DU « MODÈLE »**, par Leif Backlund.

#### PAGES 14 et 15 :

**FORCE ET FAIBLESSES DU RÉGIME IRANIEU** : A la recherche d'alliés extérieurs contre l'Irak (A.F.). - Un pouvoir solidement structuré, suite de l'article d'Ahmad Farouqy.

#### PAGES 16 et 17 :

Le Guatemala, ou la difficulté de répondre à l'espérance d'un peuple, par Francis Pissal.

#### PAGES 18 et 19 :

L'accord international sur le café à son tour menacé ? - Mexique : le dégellement de l'Etat s'accroît. - France : de l'empire colonial au Stabex (dossier préparé par Benoît Daviron).

#### PAGE 20 :

Dans les revues...

#### PAGE 21 :

Le Ghana, du coup d'Etat populiste à l'austérité libérale, par Yao Graham.

#### PAGES 22 et 23 :

**QUAND LA « PEUR DE L'AUTRE » OUVRIT LA VOIE AU FASCISME : LE TEMPS DES CHEMISES NOIRES**, par Philippe Vidélier. - Juin 36 : le Front populaire, de l'espoir à l'échec, par René Bayssière.

#### PAGE 24 :

**UN LIVRE DE CHRONIS MISSIOS** : Parcours d'un résistant (extraits).

#### PAGE 25 :

Démocraties : solidaires et rivales, suite de l'article de Claude Julien.

#### PAGES 26 et 27 :

**LES LIVRES DU MOIS** : « L'identité de la France », de Fernand Braudel, par Yves Florenne. - « Die Rättin » (la Rate), de Günter Grass, par Jean-Michel Palmier. - « Petites Chroniques », de Leonardo Sciascia, par Ignacio Ramonet.

Le Monde diplomatique du mois de mai 1986 a été tiré exceptionnellement à 146 000 exemplaires.

Juin 1986

هكمان الناصر